

Linda Ben



**Soyons la vague
pour nos enfants**



CRIMINAL LEAKS

@CRIMINALLEAKS

7,15 k abonnés • 841 vidéos

AVEC moi L' ANTIPEDO : PAS DE KDO pour les PDOS C MON CREDO !

...plus

twitter.com/AkimZaghouane et 6 autres liens

Description

AVEC moi L' ANTIPEDO : PAS DE KDO pour les PDOS C MON CREDO !
DENONCER les PEDOCRIMINELS qui AGISSENT sur des ENFANTS INNOCENTS TELS des BEBES et METTRE UN TERME à LEURS EXACTIONS est mon BUT . Si vous ÊTES ANTIPDOS , ABONNEZ-VOUS et PARTAGEZ la chaîne , VOUS avez des INFORMATIONS sur des FONCTIONNAIRES PEDOCRIMINELS , tels certains MEMBRES de l' ASE " Aide Sociale à l'Enfance " qui SONT MEMBRES de la PIEUVRE (RESEAU PEDOCRIMINEL) ainsi que sur leurs comparses officiant dans d'autres administrations publiques ou privées) TRANSMETTEZ -LES MOI , FIN DE L'OMERTA !!!
Vous pouvez écrire et vous abonner sur Twitter :
<https://twitter.com/AkimZaghouane> ou à :
criminalleaks@outlook.fr

Source : <https://youtube.com/@criminalleaks?si=DuRqxdxbzBe-8bzJ>

Manifestations à Montpellier Avec Lynda Bendi

Vendredi 02 août à 14h place
de la Comédie, Montpellier

Samedi 3 août à 12h au 39 av
Charle Flahault, Montpellier



OÙ EST LIDIYA ?

SOYONS LA VAGUE POUR NOS ENFANTS

ENQUÊTE DE LINDA BEN

JE DÉDIE CE LIVRE A TOUS LES ENFANTS DU MONDE

Nous allons aborder dans cet ouvrage un sujet brûlant le plus terrible que connaisse l'humanité depuis la nuit des temps : La Pédocriminalité soit les crimes sexuels sur les enfants !

LETTRE OUVERTE AU PEUPLE DE FRANCE

Nous allons aborder dans cette lettre un sujet brûlant le plus terrible que connaisse l'humanité depuis la nuit des temps : La Pédocriminalité soit les crimes sexuels commis sur nos enfants dans l'indifférence et le silence assourdissant des grands médias.

Peuple de France as-tu un jour vu ou entendu parler de ces crimes horribles que subissent des milliers d'enfants en France et des millions de part le monde ?

Voici le récit de l'abominable de ce que l'on peut difficilement imaginer : l'histoire de Lidiya et le combat de Linda sa maman.

Linda pensait protéger ses enfants en fuyant un mari violent...
Et elle a tout perdu..

Et sa fille Lidiya a disparu depuis trois ans. Une disparition qui pose trop de questions. Aujourd'hui, on plonge dans un scandale dont personne ne parle. Linda a été victime de violences conjugales atroces, menaces, tortures. Un jour son mari tente même de la poignarder, elle n'a pas le choix elle doit fuir pour sauver sa vie et celle de ses enfants. Elle se réfugie dans un foyer pour femmes battues mais ce qu'elle ignore c'est qu'elle vient de tomber dans un engrenage encore pire. Linda suit toutes les procédures, elle signale les violences, elle fait confiance à la justice mais au lieu de la protéger elle est séparée de ses enfants. Son fils, elle parvient à le récupérer après un combat judiciaire acharné mais Lidiya on lui annonce qu'elle est placée et ensuite plus rien. Aucune information, aucune explication. Trois ans plus tard Linda ne sait toujours pas où est sa fille.

Linda se bat pour comprendre, elle découvre qu'elle n'est pas la seule. D'autres parents racontent des histoires similaires, des enfants placés sans raisons valables, des dossiers falsifiés, des procédures judiciaires absurdes et toujours un mur de silence en face.

POURQUOI AUTANT D'OPACITÉ ?

ET SURTOUT OU VONT CES ENFANTS ?

Linda se plonge dans une enquête qui fait froid dans le dos, elle découvre des signalements de familles brisées par des décisions abusives. Des associations dénoncent des cas de placements sans justification. Pire encore certains enfants semblent disparaître du système. Des placements où personne ne sait où ils sont. Certains parlent d'un réseau bien plus vaste. Mais qui osent poser la question.

Linda ne baisse pas les bras. Elle rassemble des preuves. Elle cherche, elle interroge.

Son enquête la plonge au cœur même des réseaux pédocriminels, c'est ce qui va la motiver à écrire un livre pour dénoncer tout ce qu'elle a découvert.

Des réseaux tentaculaires connectés où tous fonctionnent en coercition, magistrature, préfets, politiques, cooptation de fonctionnaires partout où que ce soit dans les départements, des médecins, des psychiatres, des policiers impliqués directement...

Elle écrit un livre pour dénoncer ce qu'elle a découvert « Où est Lidiya ».

Son but médiatiser le plus possible pour faire prendre conscience au peuple de France l'ignominie dont sont victimes les enfants et les autorités continuent à ne rien entendre.

MERCI AUX VOLONTAIRES



**Contribuables
Associés**

Trop de dépenses publiques, c'est trop d'impôts!

**VIOLENCES PHYSIQUES
ET PSYCHOLOGIQUES**

**SURDOSAGE
MÉDICAMENTEUX**

TRAVAIL FORCÉ

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE :
UN TOMBEREAU D'ARGENT PUBLIC
VERSÉ À DES FAMILLES SANS AGRÉMENT

Petite Étoile a osé parler de ce qu'elle subissait...

Paulhan | Clermont l'Hérault

SAUVONS LIDIYA MATHIEU

“ Lidiya 12 ans, détenue illégalement par l'Aide Sociale à l'Enfance de l'Hérault, séquestrée, cachée et terrorisée depuis plus d'un an.”



iliya bibal



07 84 60 90 87 www.ma-petite-etoile.com

JAMAIS SANS MA FILLE, OU EST LIDIYA ?

Lidiya arriva au monde le 9 janvier 2010, une adorable petite poupée venait embellir ma vie de maman déjà comblée par un petit garçon de 2 ans son aîné.

C'était un bonheur de les voir aussi proches et empreints de complicité.

Malheureusement les violences de mon mari à mon égard ne cessaient pas mais plutôt s'amplifiaient. Lidiya quant à elle était pétrifiée et regardait son père me massacrer sans broncher.

Petite fille plutôt joyeuse, facile, Lidiya a participé plus tard à diverses activités physiques : cirque, karaté, classée deuxième au Championnat Occitanie, stages de motocross comme son grand frère...

Nous faisons aussi de grandes balades avec les chiens que nous gardions car Lidiya adorait tous les animaux.

Lidiya et sa meilleure amie préparaient souvent des crêpes ça les amusait beaucoup ! Elles aimaient se déguiser et chanter.

Lors de nos grandes promenades elle me cueillait des fleurs sauvages et me les offrait en me disant qu'elle m'aimait.

Elle collectionnait aussi les petits cailloux dont elle prenait grand soin comme si c'était des pierres précieuses. Ce qui m'a amenée à lui offrir quatre stages de Lithothérapie pour qu'elle puisse apprendre les propriétés des pierres semi précieuses. Le sujet l'a passionnée.

Je me souviens avec nostalgie de cette énorme pierre que lui a offert son frère et qu'il avait découvert dans la rivière Bélarga. Lidiya la vénérât car son trésor venait de son frère adoré et protecteur. A l'époque nous étions heureux juste d'être ensemble tous les trois.

Après l'enlèvement de mon enfant j'ai dû quitter mon domicile car expulsée par les criminels du réseau. Je n'ai emporté avec moi qu'une chose, **La pierre de Lidiya** ! Les meubles et tout le reste ne représentaient pas grand-chose.





Lidiya et ses trophées
de karaté

Démonstration de karaté dans
la rue avec son frère Loïc



🎵 👤 @lindabendi



Menu

Midi Libre

S'abonner

Lancer la Vidéo

Lecture immédiate sans pub

ChipsTime

Ouvrir

Accueil > Sport

Karaté : un art de vivre

ABONNÉS

Le club paulhanais mise sur la formation des jeunes sportifs.



A LIRE EN PREMIER ET GARDER A L'ESPRIT



En vertu de la hiérarchie des normes, du point le plus élevé, jusqu'à sa base :

- **Nous, les êtres humains vivants, conscients d'être des esprits incarnés** dans ces véhicules terrestres que sont nos corps faits de chair, d'os et de sang, dotés d'une âme et d'une conscience, d'une bouche pour nous exprimer par la parole, d'oreilles pour entendre et écouter, de mains pour faire et créer et de tous les pouvoirs que le Créateur a bien voulu nous accorder.

- **vu l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 :**

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- **Vu l'article Article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme :** Toute personne a droit à la liberté d'expression, qui comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière.

- **Vu l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen :** La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ;

- Par son **article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen**, qui précise que les limitations à ce droit ne peuvent excéder celles prévues par la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

- **Art. 10 du code civil (L. no 72-626 du 5 juillet 1972) :** Chacun est tenu d'apporter son concours à la justice en vue de la manifestation de la vérité.

Celui qui, sans motif légitime, se soustrait à cette obligation lorsqu'il en a été légalement requis, peut être contraint d'y satisfaire, au besoin à peine d'astreinte ou d'amende civile, sans préjudice de dommages et intérêts.

- **Article 431-1 du Code Pénal - Entrave à la liberté d'expression :**

Modifié par l'ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000, l'article 431-1 du Code Pénal sanctionne les entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation :

« Le fait d'entraver, d'une manière concertée et à l'aide de menaces, l'exercice de la liberté d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

« Le fait d'entraver, d'une manière concertée et à l'aide de coups, violences, voies de fait, destructions ou dégradations au sens du présent code, l'exercice d'une des libertés visées à l'alinéa précédent est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende. »

En conséquence

Nous mettons maintenant en garde ici, publiquement, tout agent de la force publique qui aurait pour mission de nous appréhender, ou de nous inquiéter de quelque façon que ce soit, suite au récit que nous présentons ici, la loi prévoit que les affaires soient traitées par l'appareil judiciaire en fonction de leur gravité, et par ordre chronologique de survenance.

Le récit entre vos mains n'est pas une fable calomnieuse, pas plus qu'il ne viole le secret d'une instruction bidon, relevant elle-même d'une complicité de ses acteurs, mais un compte-rendu basé sur des faits et des actes qui ne sont pas marqués du sceau d'un quelconque secret « défense » ou « d'instruction ».

Chaque élément est accessible publiquement, il suffit de chercher ou de demander.

Chaque point en est vérifiable, et ce rapport met en exergue l'existence de crimes particulièrement immondes tels que les viols et mises à mort d'enfants en réunions.

De telles accusations imposent que soit déclenchée une enquête aussi lourde que large !

Nous sommes tous habitués de voir les membres de l'appareil judiciaire jouer sur les mots quand il faut noyer le poisson. La gravité à incriminer ne concerne pas nos propos, mais bien ce que désignent ces propos !

Donc selon le législateur, avant de nous inquiéter concernant les propos que nous tenons, il convient d'en vérifier la crédibilité, ce qui conduirait à une enquête qui révélerait les faits que nous évoquons ici.

Pas en nous faisant passer une expertise psychiatrique truquée, où on pourra nous faire passer pour fou ou nous poursuivre pour diffamation ou atteinte à l'honneur de la magistrature ! Ou tout ce que l'on veut, quand on aura au préalable vérifié nos dires consignés ici, et prouvés qu'ils sont faux !

Car c'est dans cet ordre là, que l'on procède, au cas où nos magistrats l'auraient oublié ! Alors, bon courage à eux, Ceux qui nous attaquent s'incriminent DE FACTO et seront traités comme les pédophiles immondes que nous dénonçons et comme Roger Holeindre l'aurait voulu !

CADRE LÉGAL

Code Pénal

- **Article 226-3** : “Tout individu qui, en raison de son âge, de son état de santé ou de son handicap, est incapable de consentir à un acte sexuel est protégé par la loi.”
- **Article 227-1** : “Le fait de commettre des actes sexuels avec un mineur de 15 ans ou plus, mais qui n’a pas encore atteint l’âge de 18 ans, est puni de 5 à 10 ans d’emprisonnement et de 75 000 euros d’amende.”
- **Article 227-2** : “Le fait de produire, de distribuer, de diffuser ou de stocker des images ou des représentations de mineurs de 15 ans ou plus, mais qui n’ont pas encore atteint l’âge de 18 ans, est puni de 3 à 6 ans d’emprisonnement et de 45 000 euros d’amende.”
- **Article 227-4** : “Le fait de recueillir, de stocker ou de diffuser des informations ou des données relatives à des mineurs, à des fins sexuelles, est puni de 3 à 6 ans d’emprisonnement et de 45 000 euros d’amende.”

Code de Procédure Pénale

- **Article 113-2** : “La loi pénale française est applicable aux infractions commises sur le territoire de la République, ainsi qu’à celles commises intégralement à l’étranger, dès lors que leurs auteurs ou leurs victimes sont français.”

Loi n°2013-711 du 5 août 2013

- **Article 1** : “La pédopornographie est considérée comme un délit et est punie de 3 à 6 ans d’emprisonnement et de 45 000 euros d’amende.”
- **Article 2** : “Les parents ou les tuteurs d’un mineur qui ont connaissance d’une infraction sexuelle commise contre ce mineur sont tenus de signaler immédiatement les faits à la justice.”

Loi n°2004-575 du 21 juin 2004

- **Article 6** : “Les fournisseurs de services de communication au public en ligne doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l’accès à des contenus pédopornographiques.”

Conventions internationales

- **La Convention du Conseil de l’Europe sur la protection des enfants** contre l’exploitation et les abus sexuels (2007), qui définit les critères pour déterminer si un enfant est victime de prostitution ou de pédopornographie.

Et plus particulièrement :

La Convention des Droits de l’Enfant (1989)
(Entrée en vigueur le 2 septembre 1990, conformément à l'article 49)

RAPPEL CONCERNANT LES DROITS

Article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Les droits sont conservés par les associations politiques et les
représentants du peuples »*

Or, si nous n'avons pas pleine capacité de nos droits naturels, inaliénables et sacrés, alors ceux-ci sont séquestrés contre notre volonté et sont retournés contre nous !

Ce qui fait tomber de facto toute liberté nous concernant ce qui est, convenons-en, un non-sens dans le « pays des Droits de l'Homme » en plus d'être anticonstitutionnel, à moins de reconnaître la véritable signification de ces termes galvaudés et d'un autre temps.

Comprendre l'immondice de ce monde par la prise de conscience de chacun sur l'horreur que subissent les enfants dès leur plus jeune âge. On assiste maintenant à un étalement de perversion en autorisant l'éducation sexuelle à l'école dès l'âge de 3 ans. Expliquer à un enfant aussi jeune que son corps peut lui procurer des sensations agréables en se caressant les parties intimes est émotionnellement pour lui perturbant. Ces nouvelles lois permettront ainsi aux prédateurs sexuels de décriminaliser leurs actes immondes auprès d'enfants innocents qui n'ont pas besoin de connaître ces actes intimes à un âge aussi jeune.

ENQUÊTES MENÉES PAR DES CIVILS

il a été démontré :

- **La traite d'êtres humains** : pédophilie, prostitution, vols, viols, trafic d'organes.
- **L'empoisonnement des peuples** : par les médicaments et les vaccins, par la nourriture industrielle, l'eau frelatée des robinets, les ondes électromagnétiques, les radiations, les chemtrails jusqu'à la pollution de leurs esprits par des dogmes délétères, immoraux, pervers et ignobles.
- **L'asservissement par la dette**, l'inflation, les impôts, les amendes et en général par le coût de la vie, la fraude du nom légal, et donc des lois illégales et illégitimes, sans compter que politiquement tout tient sur des mensonges et des faux en écritures publiques faits et ordonnés par les mêmes les contrôleurs.
- **Les privations de libertés successives que nous avons connues suite aux différents confinements**
- **L'endoctrinement**, ou plutôt la programmation scolaire, **Loi Evars**, prévue et co-écrite par **Jack Lang** en 2001, alors en poste au Ministère de l'Éducation Nationale et de manière à faire accepter le consentement des dérives sexuelles d'un adulte envers un enfant, promotion du satanisme, lors des Jeux Olympiques 2024, promotion de la transsexualité, de la pédophilie et plus généralement, de la culture du viol.
- **L'expropriation forcée des peuples** en France mais également de par le monde, au profit des corporations, privatisation de l'eau, des routes et des communes, plus rien n'est public. Ou encore des mamans à qui on arrache leurs enfants par une pseudo voie légale tenue par les pédocriminels impliqués.

Faire la différence entre la loi et la morale est d'une importance capitale pour l'avenir des futures générations, mais aussi un acte de foi et de bienveillance envers la vie.

A LIRE

LA GUERRE SECRÈTE CONTRE LES PEUPLES
de Claire Séverac



Claire Séverac reçue par Tepa
pour des Révélations...

Regarder >

Source : <https://vm.tiktok.com/ZNd8PFU3q/>

Claire Séverac n'a pas manqué de nous avertir sur un futur sombre si nous ne prenons pas garde à ouvrir nos yeux et ne pas s'endormir sur nos préoccupations personnelles.

Son livre est une mine d'informations toutes plus importantes et surprenantes les unes que les autres que je vous recommande.

Elle a découvert l'existence d'un gouvernement obscur au dessus de toutes les institutions de tous les gouvernements du monde. Elle dit elle même, qu'elle a mis le nez dans une pelote de trucs insensés lors de la période de la grippe de H1N1. Il s'agit d'un plan bien organisé par les élites de ce monde pour se gaver de l'argent des peuples et détruire tout ce qu'il y a à détruire pour le profit de quelques uns .

Ils ont eu l'idée de créer des institutions afin de les promouvoir dans le monde entier pour bénéficier d'un pouvoir sur les gouvernements nationaux car il était plus difficile de faire passer leurs directives dans les pays, c'est pourquoi ils ont créé l'ONU, L'Organisation des Nations Unies, l'OMS, l'Organisation Mondiale de la Santé, l'OMC pour le commerce , le FMI, le Fond Monétaire International pour vendre leurs produits dans tous les pays du monde. Dans leur intérêt personnel ils ont noyauté leurs institutions mises en place en achetant toutes les personnes achetables c'est ainsi qu'ils ont pu faire passer leurs lois. Ils ont ainsi pu acquérir un plus grand monopole sur les produits pharmaceutiques, sur les pesticides, et sur un très grand nombre de produits. Ils sont devenus d'une telle puissance qu'ils ont pu financer des campagnes électorales, acheter des organismes de presse, les grands médias ce qui leur a permis d'obtenir un pouvoir presque absolu. Ils ont pu contrôler l'information des médecins, les écoles de médecins, l'économie internationale et enfin contrôler les gouvernants de chaque pays quelque soit le parti car ceux là même n'ont aucun pouvoir. Le gouvernement de l'ombre au dessus des gouvernements du monde tire les ficelles et manipule nos vies à sa guise en nous faisant avaler toutes les couleuvres possibles . Leur but ultime n'est que pour leur profit et sûrement pas pour le bien des peuples.

Mon but à moi est de vous informer sur leur corruption, la perversité de leurs actes notamment et les crimes sur les enfants.

PÉDOCRIMINALITÉ

L'acte sexuel sur mineur est un crime ! Cependant la parole de l'enfant n'est pratiquement pas prise en compte, il est pourtant le premier témoin à voir et subir la pédophilie. C'est un viol manifeste et il doit être puni par la justice qui a l'obligation d'appliquer les lois de la république en matière de protection de l'enfance. On trouve dans ces milieux des criminels complices et leurs avocats. Si en plus le violeur appartient à l'une de nos élites économique, politique, médiatique, artistique ou judiciaire, c'est la double peine pour l'enfant, et la double protection pour le criminel. Pour nous débarrasser de la pédocriminalité, il va falloir nous débarrasser des pédophiles et donc nous affranchir du 6ème commandement Divin.

Pas de pédophiles = pas de pédocriminalité, c'est mathématique !

GÉNOCIDE

Art 211-1 du code pénal : Le fait en exécution d'un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, ou d'un groupe déterminé à partir de tout autre critère arbitraire, de commettre ou de faire commettre, à l'encontre de membres de ce groupe l'un des actes suivants :

- atteinte volontaire à la vie,
- atteinte grave à l'intégrité physique ou psychique,
- soumission à des conditions d'existence de nature à entraîner la destruction totale ou partielle du groupe,
- mesures visant à entraver les naissances,
- transferts forcés d'enfants...

constitue un génocide.

ROGER HOLEINDRE DISCOURS DE 1998

« **Parce qu'il y a encore 10 ans, il existait une morale** : personne n'exigeait que personne ne respecte exactement cette morale ! Mais la morale existant, le tordu ou le pourri qui sortait vraiment de cette morale, savait qu'il faisait quelque chose qui n'était pas très droit et qui n'était pas très juste. Comme tout est parti à l'inverse de la morale on en arrive aujourd'hui à ce qu'on prostitue des gamines de 3, 4, 5, 6 ans.

Une gamine est morte d'overdose dans un bar en Belgique, c'était la fille d'une prostituée qui l'avait confiée au patron du bar et le patron du bar la faisait monter. Elle montait avec des clients et comme la gamine hurlait trop, et bien, il la bourrait de drogues ! Et bien, si nous, nous étions au pouvoir, je peux vous dire que le soir même on descendrait dans ce bistro et que les patrons et les clients seraient pendus devant la porte parce que c'est comme ça qu'il faudra que les choses se passent si on veut que notre patrie et le monde occidental survivent à la vague de merde qui est en train de se déclencher !

Une région du monde qui permet ce genre de choses est condamnée à mort tôt ou tard et ça aussi il faudra bien l'arrêter. Et ne croyez pas que je sois axé principalement là-dessus mais je trouve que c'est une des choses les plus dégueulasses.

Monsieur **Jack Lang** qui prétendait être candidat à la présidence de la République, que l'on m'arrête à la sortie si ce que je dis n'est pas vrai, a été compromis dans l'affaire des lieux de vie, et dans un lieu de vie tenu par des socialistes qui s'appelaient le Coral, là où des gamins étaient prostitués à des gens comme Jack Lang. Et un gosse a été trouvé mort sodomisé la tête dans un seau de merde ! Que l'on m'arrête à la sortie si ça n'est pas vrai !

Alors je veux bien que demain on se batte dans une armée pour défendre l'Europe, je veux bien demain tout ce qu'on veut, je veux bien même devant vous à 70 bergeres être devant et donner l'exemple et tomber mais l'Europe je m'en tape tant que mon pays est pourri, et ce que je veux sauver dans un premier lieu c'est mon pays c'est ma patrie !

Et je veux que tous les Jack Lang de France et d'ailleurs soient pendus haut et court et aient des comptes à rendre ! C'est uniquement par notre tenue par notre allant, par notre morale et par notre certitude dans la victoire que nous exigeons que ces gens-là payent, parce qu'ils doivent payer ! Voilà le message que je voulais vous passer. »

Discours de Roger Holeindre, 1998.



RÉSEAUX ET TRAFIC D'ENFANTS

Comment la France a mis en place un vaste réseau de trafic d'enfants à l'échelle internationale :

Le sénateur **Christian Favier** était impliqué dans une affaire de 17 petites filles maliennes violées dans un Gymnase de Fresnes en compagnie de ses amis et notamment **Patrick Sève**, Maire de Fresnes et **Christian Bridey**, Maire de L'Haÿ-les-Roses. Leurs crimes auraient pu rester ignorés mais un homme chargé de l'entretien les a surpris. On a essayé de faire taire cet homme mais il n'a pas accepté.

Source YouTube : https://youtube/shorts/D8Vqh8Oh8s0?si=j7BO153_6qNnCzp9

Voici une liste des affaires les plus marquantes :

TOUTES ONT TROUVE L'APPUI DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

- 1959 Les Ballet Roses
- 1970 Les Ballet bleus
- 1981 Les tortionnaires d'Appoigny
- 1982 Affaire du Coral financé par le crédit agricole
- 1987 Affaire Allègre
- 1996 Affaire Marc Dutroux
- 1998 Affaire Zandvoort " le juge Français Rozenweig reconnu sur les Cd-Rom
- 2001 Affaire Outreau
- 2004 Affaire Émile Louis
- 2006 Affaire Tony Andy et Léa (Saintes)
- 2007 Affaire Amidlisa (Var)
- 2009 Affaire Amandine (Thonon-les-Bains)
- 2013 Affaire de L'école en Bateau / Léonid Kaméneff, financée par le Crédit Agricole
- 2015 Nouveau procès Outreau

Petit à petit un état dans l'état s'est installé et a parasité tous les postes stratégiques : Police, Gendarmerie, Justice, Écoles, Orphelinats, Ministère de la justice, Ministère de l'éducation nationale... etc.

Ainsi les agents de l'état Français peuvent agir en toute liberté pour exalter leurs perversions et bien souvent sans le savoir nous les rémunérons pour cela.

Il faut savoir que l'argent des réseaux pédophiles de l'état Français représente la somme de 500 Milliards d'euros par année.

De nombreux grands groupes Français sont impliqués :

- Orange, scandale dénoncé par le journaliste Serge Garde.
- AXA assurances, implication dans l'école en bateau et réseau pédophile à Bandol et à Thonon.
- Crédit Agricole, financement du réseau Coral et de l'école en bateau

Source : <https://www.docdroid.net/uQoVlaZ/membres-des-reseaux-pedophiles-30-pdf#page=2>

Mais où trouvent-ils tous ces enfants ?

1) Dans les Orphelinats, avec la complicité des directeurs de ces établissements des agents de l'état vont et viennent à leur bon gré pour abuser des enfants comme bon leur semble.

Propos du chanteur **Hervé Villard** qui affirmait que ce n'était pas les curés qui tripotaient les enfants mais les juges pour enfants lors de leurs visites.

Par exemple : Solidarité Jeunesse qui dépend de la **Grande Loge de France** : 90 rue du Faubourg Saint Martin - 75010 PARIS

2) Les associations pseudo Humanitaires, la plus connue est **L'Arche de Zoé**. Sous couvert de faire de l'Humanitaire toute une bande de crapules ont kidnappé des enfants qui étaient heureux avec leurs parents dans des pays comme le **Tchad** et le **Mali** afin d'alimenter les réseaux Pédophiles de l'État Français.

3) Les lieux de vie, le plus célèbre est **le Coral**, c'était un lieu de vie pour enfants Autistes ou déficients mentalement, situé à Aimargues dans le Gard. **Jack Lang** en était très friand.

Il est tellement facile pour les violeurs d'enfants de faire pression sur eux et de plus, ils ne parlent pas facilement.

L'**affaire du Coral** est une affaire d'abus sexuels sur mineurs ayant éclatée en France en 1982. Très médiatisée à l'époque, l'affaire se signale par la mise en cause de plusieurs personnalités publiques.

Les impliqués du réseau Coral les plus connus : **Daniel Cohn-Bendit, Jack Lang, Jean-Pierre Rosencvzieg, Claude Sigala, Pierre Mauroy, Michel Krief. René Schérer, Frédéric Mitterrand, Léonide Kameneff...**

Le Coral a été financé grâce à un prêt du Crédit Agricole.

4) Les écoles éloignées, la plus célèbre d'entre elles, est **L'école En Bateau**. Fondée par **Léonide Kameneff** dans les années 70, le principe était d'emmener un groupe d'enfants loin de leurs parents au Venezuela, en Martinique, sur de jolis bateaux le **Karrek Ven**, le **Bilbo**, le **Paladin**, pendant une année ou plus.

Kaméneff promettait de donner des cours scolaires eux enfants. En guise de cours, les enfants ont découvert **des cours de sexualité** qui étaient donnés avec **travaux pratiques**. 400 enfants ont fréquenté l'école en bateau, **Kameneff** les a pratiquement tous violés.

Mais pire encore, **l'école en bateau** était un **satellite du Coral**.

Kameneff offrait ses malheureux élèves à sa **clientèle VIP**. Pratique pour **Léonide Kameneff** et ses complices d'abuser des enfants éloignés de leurs parents.

Léonide Kameneff avait même écrit un livre, **Ecoliers sans tabliers**, dans lequel il relate son attirance pour les très jeunes garçons.

COMMENT LES PARENTS N'ONT-ILS RIEN VU VENIR ?

L'ÉCOLE EN BATEAU A ÉTÉ FINANCÉE GRÂCE A UN PRÊT DU CRÉDIT AGRICOLE ET AXA ASSURANCES A ÉTÉ L'ASSUREUR DE L'ÉCOLE EN BATEAU !

5) Les fausses associations de protection de l'enfance, il est surprenant de constater que bien que régies sous le titre « association loi de 1901 sans but lucratif » ces pseudo-associations brassent des sommes colossales pouvant atteindre parfois plusieurs millions d'euros.

Elles se nomment par exemple **Olga Spitzer** ou **Cythéa** en région parisienne, **A.RETIS** ou **Amasya** en Haute Savoie, ce ne sont là que quelques exemples, mais ne vous y trompez pas, ces fausses associations sont un véritable **cancer** pour la France et il y en a partout. Elles sont l'outil favoris des juges français pour procéder à des placements abusifs de nos enfants. Enfants qui seront évidemment placés dans des **bordels à Enfants** gérés par ces mêmes associations.

6) Le Kidnapping d'enfants, régulièrement nous entendons parler d'enfants disparus. Vous vous souvenez certainement de certains d'entre eux :

- Léo Bellay
- Marion Wagon
- Estelle Mouzin

Il est surprenant d'apprendre que le gouvernement Français a fait classer « secret défense » ces 3 affaires ainsi que de nombreuses autres Pourquoi ? Notamment à l'identique le cas de Lidiya.

On est immédiatement tentés de se demander où sont ces enfants ? La réponse est très simple, **tous** les enlèvements d'enfants ne sont quasiment **jamais** le cas de prédateurs isolés. Réfléchissez au moins 3 minutes et tentez seulement d'imaginer l'infrastructure qu'il faut mettre en place pour réussir un kidnapping d'enfant sans se « faire prendre ».

Il faudra tout d'abord réunir de nombreuses complicités, l'enlèvement d'enfants est toujours le cas d'un Réseau extrêmement bien organisé. Une grande dame **Elisabeth Sylva** parlait des affaires d'enlèvements d'enfants classées **Secret Défense** dans son livre, **Les piliers de la trahison**, que vous pouvez découvrir en suivant le lien source.

Source :

http://amandine-lopez.com/gallery/livre_les_piliers_de_la_trahison_silva.pdf

En France certains agents de l'état, police, gendarmerie, sont instrumentalisés par les réseaux pédophiles des élites et politiques. Donc dès que la proie est repérée le fonctionnaire pédophile le fera entrer dans le réseau avec la complicité du procureur.

Le procureur classera l'affaire même si vous disposez d'une montagne de preuves. Plusieurs Affaires suivent exactement ce scénario dans toute la France notamment :

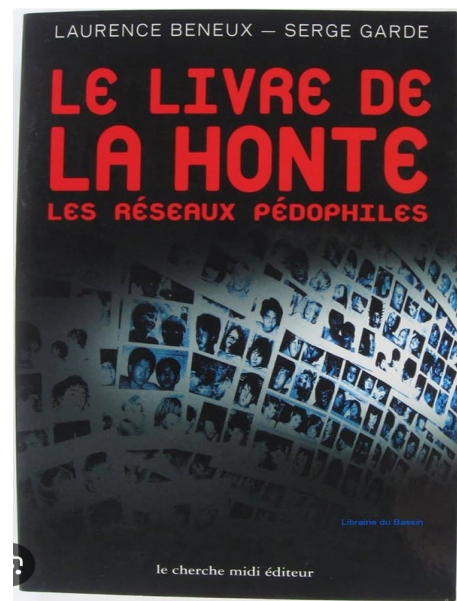
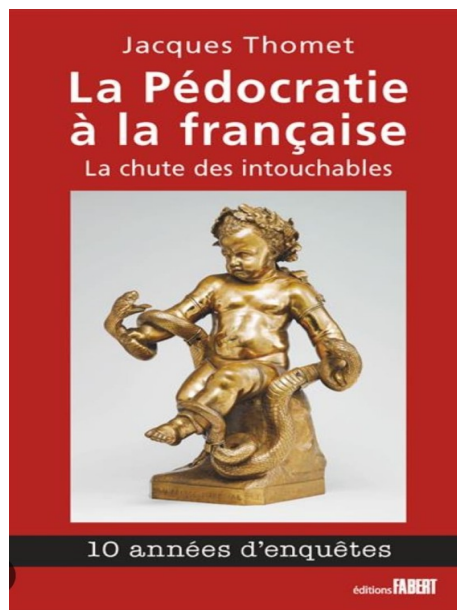
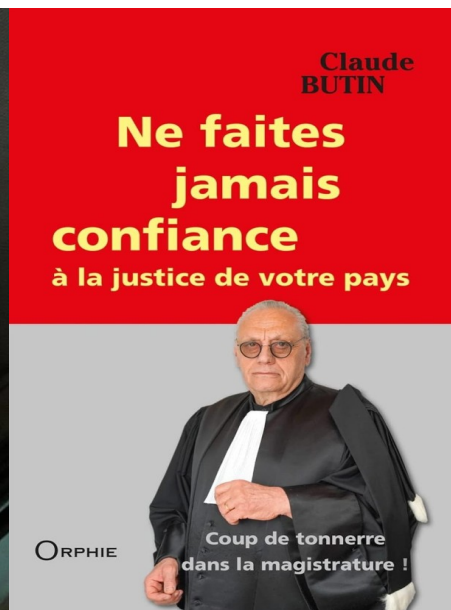
- Affaire Tony Andy et Léa
- Affaire Celly Stacy et Ritchy
- Affaire Amandine
- Affaire Amidlisa

- Réseau pédophile de Saintes
- Réseau pédophile du Val de marne
- Réseau pédophile des 2 Savoies
- Réseau pédophile du Var

**Pendant un temps j'ai cru en la justice.
Moi même et ma fille Lidiya en font encore les frais.
Voici mon histoire et l'enquête que j'ai menée sur les tentaculaires
réseaux d'état.**



QUELQUES PERSONNES ENGAGÉES POUR DÉNONCER LE SYSTÈME



Le livre de la honte : les réseaux pédophiles, livre de Laurence Bénéaux et Serge Garde. Au printemps 2000 les auteurs tous deux journalistes révèlent l'existence du Cd-Rom de Zandwoort contenant 8500 documents pédo sexuels dont a été tiré un fichier de 472 photos de mineurs !!!

A notre époque on trouve dorénavant des fichiers de plusieurs milliers de photos de mineurs et des vidéos d'actes sexuels immondes toujours avec des enfants !!!

Les jours heureux !



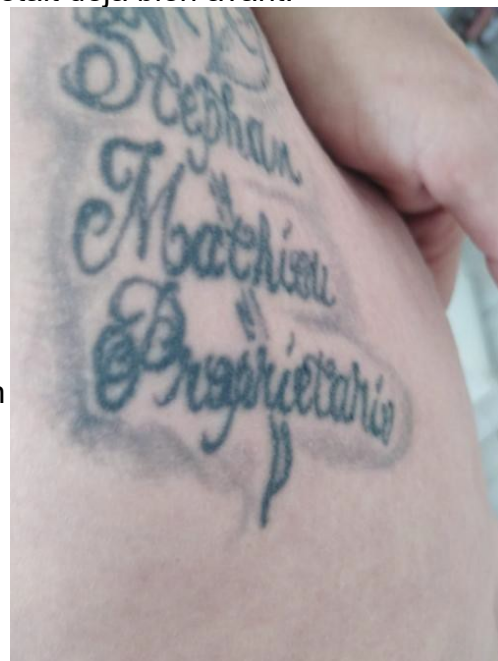
Le cap d'Agde, notre participation à tous les trois à la course de la Ligue contre le Cancer.

Avril 2013 :

En urgence, j'appelle des amis, la police, le **3919**, femmes battues, à la rescousse pour nous mettre à l'abri des déchaînements de violences de mon mari. C'est à partir de ce jour que la vie de mes enfants est devenue un enfer, la mienne l'était déjà bien avant.

Un an plus tard, lors de ma première grossesse, les éclats de violences ont éclaté : coups au visage, morsures, agressions avec des objets.

La raison principale était que j'étais indépendante et sociable puisque chef d'entreprise. Sa jalousie malade a engendré son besoin de m'humilier, de m'insulter, de me frapper me mettant délibérément en danger physiquement mais aussi moralement et mentalement, et m'obligeant à des fellations sans fin. Son intention était de m'isoler de mon entourage proche et de m'humilier, ce qui finit par se produire.



Je devins ainsi l'ombre de moi-même...

J'ai donc eu deux enfants avec lui : Loïc* Mathieu né en 2007 et Lidiya Mathieu née en 2010.

* Loïc, de son premier prénom, Stéphane, comme son père. Il avait choisi de lui donner son prénom afin de continuer son « marquage de territoire », une façon de faire perdurer la souffrance qu'il a engendrée.

Suite à mon appel d'avril 2013, je me suis rendue au commissariat de la Police Nationale d'Agde avec mes ordonnances de l'époque contenant les constatations des coups, blessures et coups de couteau, ainsi qu'un **tatouage** qu'il m'a fait, une mutilation de plus pour marquer **son territoire**.

La Police Nationale a fait une main courante à ce sujet, sans chercher à me protéger. **Stéphane Mathieu** faisait parti des indics, c'était une balance qui continuait ses larcins avec la complicité des institutions et la bénédiction de la Police Nationale d'Agde.

Pour me punir d'être allée à la police, **Stéphane** avait mis en place un cercle vicieux afin de m'isoler en me volant ma voiture, accompagné de ses deux premiers fils issus d'une relation précédente, mon téléphone, de l'argent, mes papiers, me laissant sans réelle possibilité de me mettre en action contre lui. C'est ainsi que moi et mes deux enfants, nous avons été confrontés à un monde qui nous était inconnu jusque là : le monde du JAF, des audiences, des foyers, des investigations éducatives, des services sociaux, des visites médiatisées, de la protection de l'enfance, de l'ASE, des expertises psychologiques, de la brigade des mineurs, des greffes du tribunal, des auditions, des plaintes, des informations préoccupantes, de l'AEMO, du CRIP, des TIFS, de l'ordre des médecins, et tout un tas de nouveaux jargons juridico-coercitifs ! Mes enfants et moi étions devenus les cibles d'une instrumentalisation criminelle qui se déchaînera pendant des années...

11 Juillet 2013 : la JAF, **Isabelle Chauvet**, du Cercle Zététique connexe affaire **Stan Maillaud**, de Béziers ordonne : fixe la résidence de l'enfant au domicile de la mère, ordonne les visites 2 fois/mois (2 heures) à l'association ADAGE, endroit où **Nadia Mostefa**, gendarme, a été retrouvée « suicidée », brûlée vive dans sa voiture de service alors qu'elle allait rendre visite à son enfant, et ordonne une enquête sociale contre moi.

Stan Maillaud, un ancien policier des renseignements généraux devenu défenseur des droits de l'enfant explique que l'intérêt d'un réseau c'est la couverture, la protection. Ainsi lorsque des personnes dénoncent ces crimes, c'est eux qui se retrouvent accusés de ces crimes. On appelle cela l'inversion accusatoire !



SOURCE : <https://www.midilibre.fr/2023/02/07/montpellier-une-seance-du-cercle-zetetique-consacree-aux-violences-faites-aux-femmes-10979128.php>

16 Septembre 2013 :

Compte rendu de l'enquête sociale, je suis en danger suite aux méthodes de harcèlements de **Stéphane**, les enfants sont déclarés en danger, et malgré tout cela les visites sur le lieu de médiatisation sont maintenues 2 heures, 2 fois par mois.

5 Novembre 2013 :

Ordonnance de la JAF **Isabelle Chauvet**, visites augmentées, le 1er, le 3ème et le 5ème samedi de chaque mois de 10h à 17h30. J'attendais sur place que Stéphane vienne effectuer son droit de visite.

21 Janvier 2014 :

L'ordonnance du 5 novembre 2013 est maintenue, mais elle est retenue contre moi, que je me plaignais que **Stéphane** ne venait pas systématiquement user de son droit de visite, ce qui occasionnait une perte de temps pour moi et mes enfants.

Il est mentionné que « j'interjette » l'appel et que je ne respecte pas les ordonnances précédentes par mes plaintes. J'ajoute qu'il utilisait ma voiture pour se rendre à l'Adage et étant sans emploi, **Stéphane** n'avait aucune excuse pour déroger à son droit de visite.

Dans l'Affaire Verdin de Stan Maillaud elle y est mentionnée 16 fois.

« Il apparaît donc que madame le juge **Elisabeth CHAUVET** a organisé l'enlèvement des deux fillettes, et couvert celui-ci par l'ordonnance établie par ses soins cinq jours plus tard».

Suite aux trop nombreuses absences de Stéphane pour ses droits de visites sans nous prévenir, je finissais par ne plus y aller à mon tour.

Cela a été retenu contre moi et **l'Adage** a donc monté un dossier à mon encontre pour **non-présentation d'enfants**, mettant ainsi **Stéphane**, mon agresseur et celui de mes enfants, au rang de victime, lui octroyant les pleins droits de déposer plusieurs plaintes à mon encontre pour ces motifs. Les plaintes ont été classées sans suite grâce aux preuves que j'amenais du fait qu'il ne se présentait pas lui-même aux visites imposées par **la JAF** avec les ordonnances précédentes.

5 avril 2014 :

Incident relevé par **l'Adage**, refus de ma part de continuer dans les conditions de coercition à mon encontre.

8 avril 2014 :

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE
DIRECTION CENTRALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

COMMISSARIAT DE POLICE
CENTRAL DE MONTPELLIER,
AVENUE DU COMTE DE MELGUEIL
34000 MONTPELLIER
Tel : 04 99 13 50 00
Fax : 04 99 13 50 59
Code INSEE : 34172

P. V. : n°
AFFAIRE :
C/MATHIEU STEPHANE
VIOL PAR CONJOINT
OBJET :
PLAINTÉ DE MME
BENDIFALLAH-VETTORATO
LINDA, 34 ANS

PROCES-VERBAL 1/1

L'an deux mil quatorze,
Le huit avril, à dix heures dix

Nous, CHRISTOPHE PALOMBA
BRIGADIER DE POLICE
En fonction à Montpellier 3420

OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE en résidence à Montpellier

— Nous trouvant au service,
— Poursuivant l'enquête en la forme préliminaire,
— Vu les articles 75 et suivants du Code de procédure pénale, —
— Avons mandé et entendons Mme BENDIFALLAH-VETTORATO Linda qui nous déclare:—
SUR SON IDENTITÉ :
"Je me nomme BENDIFALLAH-VETTORATO Linda épouse MATHIEU
Je suis née le 16/04/1979 à PARIS 13ème.
Je suis fille de BENDIFALLAH Abdelkader et de VETTORATO Martine,
Je suis de nationalité FRANÇAISE.
Je suis RMISTE.
Je suis domiciliée 7, AV PIERRE VERDIER à BEZIERS 34500 (HERAULT)
Précisions : CHEZ MON AVOCATE Me BASTELICA-MARTINEZ Marianne.
Mon numéro de téléphone personnel est le 06. 41. 89. 75. 57."
— SUR LES FAITS:—
— " Je me présente à vous ce jour suite à ma plainte du 03/04/2014 au commissariat de Montpellier pour violences conjugales contre mon époux Monsieur MATHIEU Stéphane.—
— A cette occasion, j'avais parlé du fait qu'il m'obligeait aussi à des rapports sexuels avec lui. Des rapports dont je ne voulais pas. Je ne sais pas si cela relève du viol, mais je souhaite déposer plainte.—
— Stéphane et moi nous sommes rencontrés en 2006, je ne connais plus la date exact. Nous sommes restés ensemble jusqu'au 25/04/2013, date à laquelle j'ai quitté le domicile conjugal en emmenant avec moi nos deux enfants, Stéphane MATHIEU 6 ans et Lidiya MATHIEU 4 ans aujourd'hui.—
— Je ne souhaite pas revenir sur le déroulé de ma vie commune d'avec monsieur MATHIEU car c'est très dur pour moi et ça se résume uniquement à de la violence. C'est pour cela que je vous remet une copie de ma plainte du 03/04/2014 qui résume ma relation.—
— Q: Effectivement, sans pour autant revenir sur le déroulé de votre relation, vous dites textuellement dans votre plainte qu'il vous "imposait des relations sexuelles" que vous ne souhaitiez pas; "des fellations pendant 4 à 5 heures". —
— Ma première question sera donc de savoir pour vous, qu'est-ce qu'un viol?
Et deuxièmement, comment se sont-ils déroulés?—
— R: Pour moi un viol, c'est dans la rue par quelqu'un qui vous prend par surprise, qui vous menace d'un couteau, qui vous étouffe, qui vous empêche de bouger, qui vous tue.—
— Le mot viol, il est compliqué. Je pense que j'ai été violée par mon mari.—

0012736533

— Q: C'est à dire expliquez-moi.—
— R: Ça le faisait rire de me faire subir ça, tout ce que je faisais, ça le faisait jouir de voir que j'étais obligé de faire ça. Et si j'hurlais autant, c'est que je voulais pas. Il prenait son plaisir comme ça, me faire mal.—
— Après il me disait que je lui faisais pas assez de calins, que je ne venais pas vers lui.—
— Après il voulait jouer avec mon vagin. Il me mettait des doigts dedans et comme il a des très grandes mains, ça me faisait mal. Il mettait sa main complète.—
— Q: Mme BENDIFALLAH, nous allons reprendre les choses chronologiquement.—
Combien de viols pensez-vous avoir subi. Quand ont-ils commencé?—
— R: Les viols ont commencé deux mois après notre rencontre en 2006 et ont continué jusqu'en avril 2013, jusqu'à mon départ.—

— Constatons que lors de ces déclarations, la plaignante est constamment en pleurs, se proster le regard dans le vide.—
— Elle souhaite poursuivre ses déclarations.—

— J'ai subi des centaines de viols pour survivre pendant toute cette période.—
— A chaque fois, ça s'est déroulé dans notre maison.—
— Les tous premiers viols eux ont eu lieu dans la voiture de Stéphane.—
— Q: Que je comprenne bien. A t'il eu avec vous des rapports sexuels sous la contrainte, la menace, la violence ou la surprise?—
— R: En fait, il me hurlait dessus, il me criait dessus si je ne voulais pas faire ce qu'il voulait.—
— Dans la voiture, il se débraillait. A l'époque, il ne mettait pas de culotte. Il voulait que je le suce pendant des heures. Il faisait exprès de ne pas jouir pour que ça dure. J'avais mal aux bras, à la mâchoires. Il voulait que j'avale tout son sperme. Je le faisais. Il m'obligeait à l'avaler.—
— Par contre quand je subissais la même chose à la maison, il me demandait aussi d'avaler son sperme, mais je courrais le recracher aux toilettes. Ça le faisait rire.—
— Q: Exprimez-vous clairement auprès de lui votre refus de rapports sexuels?—
— R: Oui. Je lui disais, je lui hurlais que je ne voulais pas de rapports comme ça.—
— A la fin, il m'écoeurait tellement que je vomissais à chaque fois que je le voyais.—
— Mais à l'extérieur, c'est lui qui passait pour un pauvre monsieur.—
— Q: Quand vous disiez non à ces rapports sexuels, que faisait-il?—
— R: Il avait plusieurs comportements. Soit il faisait semblant pendant une heure de pas écouter, il attendait que j'endorme les enfants. Ou quand je sortais, il attendait que je revienne pour avoir sa fellation. Si je lui faisais pas, il s'énervait, il me lachait pas. Ça durait des heures, même jusque tard dans la nuit. Je criais j'hurlais, les voisins entendaient, mais personne ne réagissait.—
— Q: Ces voisins, qui sont-ils?—
— R: Je ne connais pas les noms, mais il y a un couple de retraités qui habite en face de la maison, et à droite une voisine qui doit avoir 60 ans qui est venue me voir une fois. Elle me voyait en pleurs tous les jours et elle ne comprenait pas.—
— Q: Vous leur avez parlé des viols?—
— R: Non je leur ai juste parlé des violences. Jamais des viols.—
— Q: Monsieur MATHIEU a t'il usé de violence physique envers vous quand vous lui disiez que vous ne vouliez pas de rapports sexuels?—
— R: Oui, il lui est arrivé de m'étrangler en pressant avec ses deux mains autour de mon cou jusqu'à étouffement.—
— Ça, c'est arrivé deux fois, c'est ce qui m'a le plus marqué. J'ai cru que j'allais mourir.—
— Q: Quand est-ce que ça s'est passé?—
— R: Je ne sais plus. Je ne sais pas comment vous expliquer, mais ça lui faisait comme du plaisir.—
— Il était tout le temps à se mettre dehors avec son sexe à l'air. Je lui demandais de rentrer à la maison par rapport aux voisins.—
— Stéphane voulait que je donne un nom à son sexe, mais je n'ai jamais voulu. Il me disait en parlant de son sexe "regarde c'est à toi, joue avec". Je lui répondais non, j'avais la vaisselle à faire.—

du 08/04/2014

- Je m'excuse de toutes ces déclarations, je sais que c'est difficile à comprendre. Je ne sais même pas si on considère ça comme du viol. —
- Il faut comprendre que psychologiquement, il me rabaisait tout le temps, je me sentais morte. —
- Quand il avait fini ses rapports sexuels, je respirais car je me disais que j'allais enfin pouvoir dormir en espérant qu'il n'ai pas envie d'une deuxième fois. Tout en sachant qu'une deuxième fois, il jouirait moins vite et que mon calvaire serait encore plus long. —
- Q: Vous dormiez dans la même chambre? —
- R: Il dormait dans la chambre d'en haut et moi dans la chambre de mes enfants. Car Stéphane se levait vers 14H00. et il disait que je faisais trop de bruit. —
- Quand il se réveillait, je devais lui emmener son café au lit. Mais il trouvait toujours un prétexte pour me faire des reproches ou m'engueuler. Je faisais tout pour éviter tout contact avec lui, l'éviter. —
- Q: Pour résumer, les viols auraient commencé quasiment dès votre rencontre, jusqu'à votre départ. Vous en auriez subi "des centaines" essentiellement sous la contrainte psychologique. A part deux au cours desquels Stéphane vous aurait étranglé. Il n'y a pas de témoin direct ou indirect des faits. C'est exact? —
- R: Oui. Comme je ne ressemblais à rien, les gens ne m'auraient pas cru. —
- Q: Sur les viols, il s'agit uniquement des fellations? —
- R: Non ça dépendait de sa volonté. Le plus souvent, c'était effectivement des fellations. Et j'essayais de m'en tenir à ça. —
- Mais après la grossesse de mon fils, j'avais pris beaucoup de poids. Il savait que c'était dur pour moi de me lever. Alors quand mon fils dormait dans sa chambre, Stéphane s'allongeait sur le canapé du salon, il me demandait de mettre à cheval sur lui, mes fesses vers son visage. Et il me pénétrait vaginalement. Mais c'était moi qui devais bouger. Il savait, vu mon poids que c'était très dur pour moi. —
- Q: Mais vous acceptiez de le faire? —
- R: Je faisais tout ce qu'il voulait. Je souffrais intérieurement. Je lui demandais pendant l'acte s'il avait fini, et lui me demandait en retour de continuer. Je le faisais. —
- Il essayait même de me sodomiser, mais ça me faisait mal, alors il arrêtait pour recommencer une autre fois en me mettant à quatre pattes. —
- Q: Et vous acceptiez aussi? —
- R: Non. Il essayait mais comme j'avais mal, il se retirait et me pénétrait vaginalement. —
- Excuser moi, mais je ne souhaite pas poursuivre mes déclarations, c'est beaucoup trop dur pour moi. —
- Q: Avez vous vu un professionnel de santé à qui vous avez parlé des viols ou qui aurait pu les constater médicalement? —
- R: J'en ai parlé à mon infirmière psychiatrique, Mme Mireille MENAGER, tel 06.32.23.11.41. —
- Q: Avez-vous des pathologies psychologiques? —
- R: Pas à ma connaissance. Je suis juste suivi pour un choc post traumatique. Je prends des médicaments pour ça. —
- Q: De ce que je comprends, vous avez subi un calvaire depuis plusieurs années. Pourquoi ne pas avoir déposé plainte dès le premier viol que vous a fait subir votre conjoint? —
- R: Je lui ai dit plusieurs fois que j'allais voir la police. Il m'a répondu que si je faisais ça, j'étais morte. C'était en 2006. Il me disait qu'il n'avait pas peur de la police. —
- Après comme il faisait plain de connerie, j'espérais juste qu'il se fasse attraper ou qu'il aille en prison. C'est ce qui s'est passé il y a trois ans, il s'est fait attraper par la BAC d'Agde mais il est sorti parce qu'il a balancé son copain. —
- Q: Où habite Stéphane MATHIEU aujourd'hui? —
- R: Il demeure chez moi 4 rue allengry à AGDE. Je ne connais pas son numéro de téléphone. —
- Q: Quelle est votre démarche aujourd'hui en venant nous voir? —
- R: Me reconstruire. Ne plus avoir peur de lui. Je ne suis pas une chose. —
- Je sais très bien que dans tout ce que je vous raconte, c'est sa parole contre la mienne et que je n'ai pas de preuve. —
- Q: Accepteriez une expertise psychologique si le Procureur de la République la demande? —
- R: Oui. —

30 mai 2014 :

Requête de divorce de Stéphane.

30 septembre 2014 :

Prononciation du divorce et maintien de l'ordonnance du 5 novembre 2013.

28 février 2015 :

Rapport d'expertise psychiatrique à mon encontre par **Claude Aiguevives**, celui-ci me déclare, envahie par de nombreux souvenirs traumatiques, et ma fille faisant un transfert de mes souffrances sur elle, les souvenirs traumatiques étant la centaine de viols que **Stéphane** m'avait fait subir.

19 mars 2015 :

Nouvelle ordonnance de la **JAF**, obligation d'amener mes enfants au commissariat d'Agde afin que **Stéphane** les récupère ! On me vole mes enfants de façon légale pour les remettre entre les mains de mon violeur qui deviendra leur bourreau. Divulcation de mon adresse par la JAF.

8 Août 2015 :

Vers 20h, une expédition punitive est organisée contre moi, **5 amis de Stéphane** sont venus à mon domicile pour m'agresser physiquement, insultes et coups me sont portés, 7 jours d'ITT. J'étais ensanglantée. J'ai dû aller me faire opérer à l'hôpital suite à cette agression.

J'ai déposé plainte. A ce jour toujours aucune nouvelle.

Je ne connaissais pas les amis de **Stéphane** qui ont attenté à ma vie et celles de mes enfants ce jour-là.

Suite à cette agression, je demandais plusieurs ordonnances de protections malgré le fait que mes multiples plaintes ne soient pas prises en compte. Mes demandes ont toutes été refusées.

Entre temps, le géniteur continue de jouir de ses droits de visites...

En décembre 2015 :

Lidiya m'explique que **Steeven**, le fils de la nouvelle compagne de Stéphane lui aurait mis un doigt dans l'anus. Je me rends, avec ma fille, à la police municipale de Paulhan, nous sommes reçues par le chef de la PM, je suis en état de choc, Lidiya qui ne parlait plus finissait par tout dire à l'agent. **Steeven** n'en était pas à sa première agression sexuelle sur ma fille, branlettes, éjaculations sur elle, son sexe... Toute l'horreur de la perversion sexuelle s'est abattue sur ma fille, ce qui l'a faite plonger dans le mutisme. Le chef de la PM en a averti la gendarmerie de Clermont-l'Hérault et me dit de m'y rendre afin de protéger mon enfant de cet environnement néfaste.

Les gendarmes nous envoient à la DPDJ de Lunel afin que Lidiya y soit auditionnée.

Madame Denjean, vice-procureur du tribunal de Montpellier fera une ordonnance m'imposant de ne plus remettre mes enfants à leur père le temps de l'enquête qui sera communiquée au commissariat d'Agde.

Celui-ci portera plainte contre moi pour non-présentation d'enfants malgré le fait de l'ordonnance express de la vice-procureur **Denjean** visant à protéger mes enfants. Cette ordonnance a été transmise à **Estelle Karchen**, assistante sociale de la gendarmerie.

17 mars 2016 :

Audience de la JAF de Béziers, **Isabelle Chauvet**, à la demande de l'avocat de **Stéphane**, réclamant plus de visites, plus vacances scolaires, celle-ci prétend ne pas être au courant de la procédure de protection mis en place par **la vice-procureur Denjean** et m'impose de remettre mes enfants à leur agresseur, leur propre père. La JAF prétend que je fais tout pour rompre le lien qui existe entre mes enfants et leur père. Elle ira jusqu'à m'insulter de folle, de menteuse, jusqu'à me menacer de lui donner la garde définitive.

Un mois plus tard, Stéphane arrachera mes enfants de l'école et remettra Lidiya et **Steeven** en contact direct et physique, ce qui aboutira à une nouvelle plainte pour agression sexuelle sur ma fille.

4 mai 2016 :

Nouvelle audition de Lidiya à la DPDJ de Lunel, aucune conséquence ne sera adressée à son agresseur, ni à son père. Lidiya était seule.

Suite à cette agression, je redemande de nouvelles ordonnances de protections qui me seront refusées systématiquement, j'en déduis vite qu'il y a une volonté de nuire à mon enfant.

Juin 2016 :

Information préoccupante émanant de l'école maternelle Françoise Dolto de Paulhan (34) où était Lidiya, transmise au JAF de Montpellier. Les raisons sont les multiples tentatives de harcèlements de **Stéphane** pour tenter de récupérer sa fille directement à l'école.

17 janvier 2017 :

Délibéré de la JAF de Béziers **Elisabeth Chauvet**, « *madame n'est toujours pas représentée par un avocat* ». La JAF n'est toujours pas au courant de la procédure en cours concernant mes multiples plaintes et déboires avec l'organe exécutif et judiciaire concernant Lidiya. **Estelle Karchen**, assistante sociale désignée auprès du groupement de la gendarmerie de l'Hérault, est sur mon dossier ou plutôt sur mon dos, afin de surveiller mes agissements et contrôler mes faits et gestes probablement pour tenter de minimiser l'impact factuel du ou des viols de ma fille par **Steeven**.

Il apparaît que Stéphane et Steeven sont en contrat pour procéder aux viols sur ma fille Lidiya avec la bénédiction de la justice, de la gendarmerie et d'autres entités obscures à ce moment-là.

Estelle Karchen écrira dans son courrier du 19 janvier 2017 : « *Madame Bendifallah ne peut se consacrer totalement à l'épanouissement de ses enfants car elle est happée par l'ensemble de ces procédures pour lesquelles elle n'a pas de réponse pénale, pour tenter de protéger ses enfants du climat violent dans lequel ils ont vécu* ».

On peut penser que les organes étatiques sont acharnés à noyer leurs citoyens sous des tonnes de paperasses en espérant un découragement et un abandon des procédures.

Estelle Karchen émet une supputation délétère à mon encontre :

« *Elle s'épuise et se disperse à tenter de faire appliquer son droit et celui de ses enfants plutôt que de se concentrer à sa reconstruction et celle de ses enfants* ».

Elle écrira également :

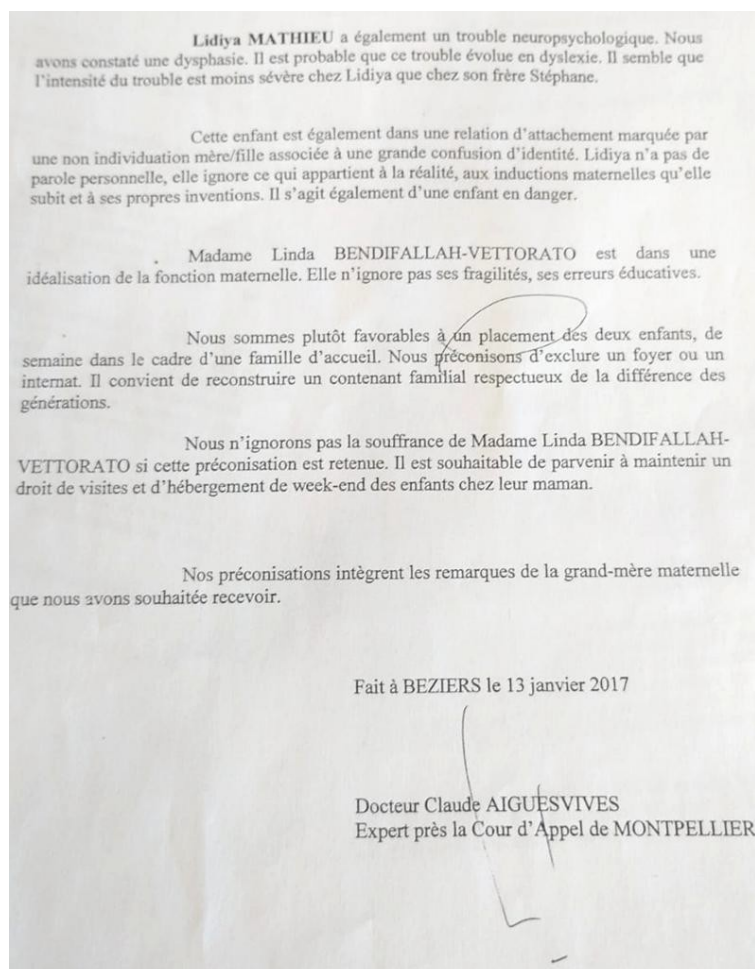
« le lien entre les procédures ne semble pas être fait. Le JAF de Béziers peut accorder un Droit de Visite et d'Hébergement, voir la résidence principale des enfants au père ».

Autrement dit, le JAF peut remettre Lidiya entre les mains de ses agresseurs sexuels !

Dans la partie, **questionnement**, du courrier d'**Estelle Karchen** adressé à l'APEA, Association Pour la jeunesse à Montpellier et notamment à **madame Brunière**, fonction inconnue, il est posé :

« Le Juge des Enfants est-il au courant de la procédure JAF en cours où Monsieur demande la garde complète des enfants ? »

Camille Camborde (juge des enfants) a donc outrepassé l'ordonnance d'Elisabeth Chauvet qui visait à réellement protéger mes enfants.



19 janvier 2017 :

Il est clairement question de mesurer les capacités du père géniteur criminel, **Stéphane** à assurer la garde de nos enfants à mon détriment de mère qui les protège.

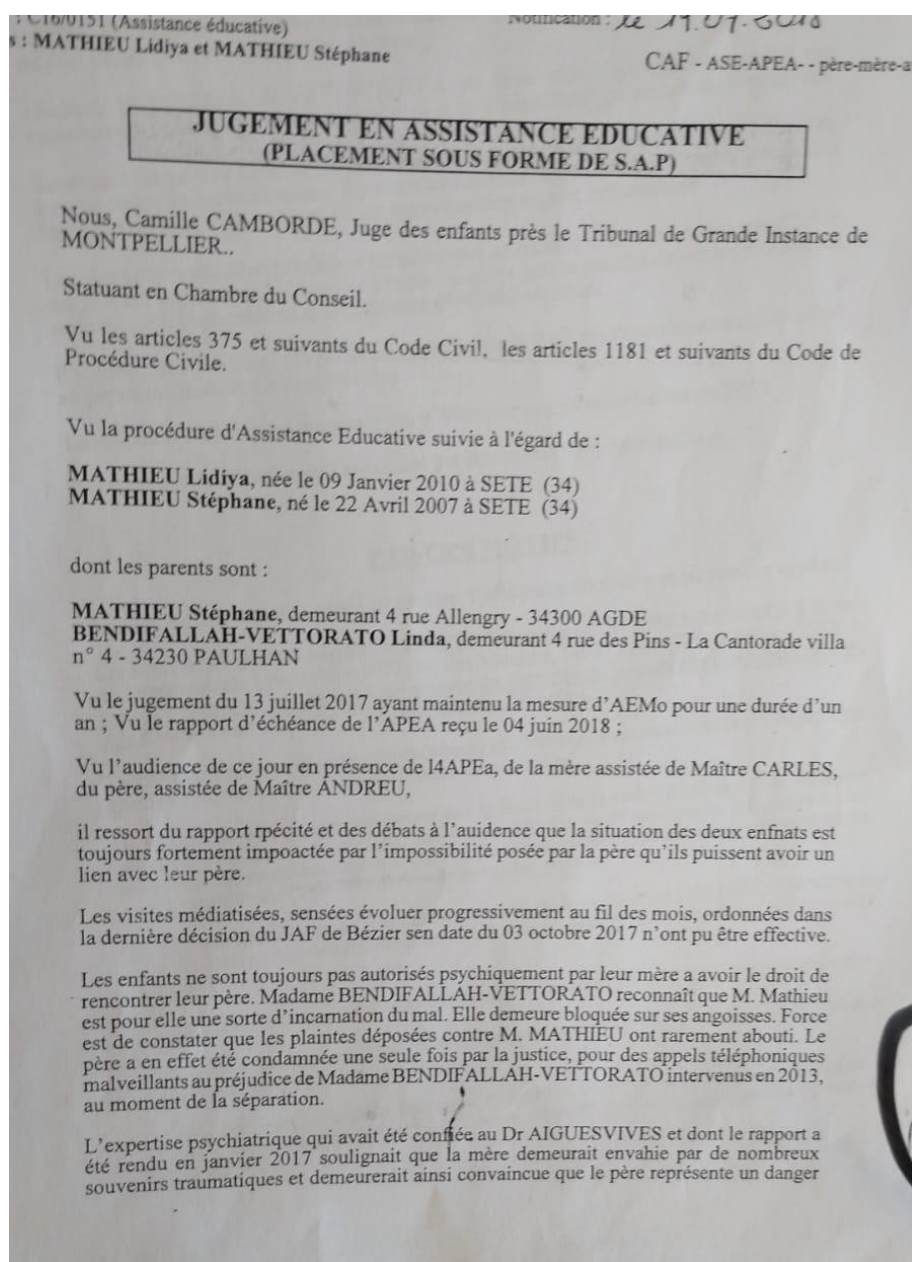
Le nouveau rapport de **Claude Aiguevives** stipule que je demeure envahie de *« nombreux souvenirs traumatiques suite aux nombreux viols de Stéphane sur moi, »* et qu'il y aurait corrélation avec ma fille *« Lidiya qui ferait un transfert de mes souffrances sur*

elle », et après avoir trouvé des pathologies, **Claude Aiguevives** se dit favorable au placement de mes deux enfants.

Stan Maillaud, ex gendarme, a dressé le portrait de ce docteur, pédopsychiatre ! Mais surtout Stan Maillaud a déjà démontré la perversité avec laquelle **Claude Aiguevives** prend jouissance de son pouvoir et notamment celui de détruire les familles en s'attaquant à leurs enfants. Nous verrons plus loin.

A cette même date, le jugement de divorce est rendu, le certificat de non-appel relatif au jugement de divorce également.

Courriers d'Arc-en-Ciel du 28 avril, 5 mai, 19 mai, 7 juin, 20 juin, 30 juin 2017 à mon encontre, je ne sais pas ce qu'ils contiennent, ni qui les a signés, ni qui en a été le commandeur. Ces courriers sont ajoutés au dossier, contre moi, contre mes enfants par des inconnus, et dans mon dos.



Comment pouvais-je me reconstruire avec mes enfants, alors que les appareils juridico judiciaires et exécutifs semblent ne pas aller dans le sens de la protection véritable de Lidiya et Loïc aux vues des violences subies chez leur père ? Pourquoi aucune mesure de protection réelle n'est ordonnée ? Pourquoi avoir dépêché **Estelle Karchen** si ce n'est pour me surveiller et minimiser mes faits et gestes alors que seule je cherche à obtenir des mesures de protections réelles et efficaces pour mes enfants ?

Qui est **Estelle Karchen** ?

Quel est son intérêt ?

Pour qui travaille-t-elle ?

Pareil pour **Claude Aiguevives**

12 juillet 2018 :

Jugement en assistance éducative par **Camille Camborde**.

Précisons que ce jugement a été anti-daté au 19 juillet, rendu sans greffier, sans procureur, que la juge n'a fait que dicter à son ordinateur et ainsi faire un vice de procédure et donc un faux en écriture publique dans l'intention de nuire à mes enfants pour le bénéfice du père.

Camille Camborde place Lidiya à l'ASE 34 par mesure SAP, non référencé sur Légifrance.

Pour résumer le père n'est pas inquiet.

Où est la justice ?

Depuis ce jour du **12 juillet 2018**, j'ai compris que la justice a déserté la France. Après ce jugement, rien, le vide total. Personne pour m'expliquer ce qu'il se passe, je reste sous le choc.

La mesure SAP : Aucune référence légale n'existe concernant **cette mesure** employée à tout va par les juges pour enfants, aucune trace dans Légifrance, même Google semble ne pas connaître cette mesure, impossibilité de définir avec précision l'acronyme. Faux, usage de faux, coercition, abus de pouvoir, en bande organisée.

La traite des êtres humains et notamment de leurs enfants est clairement établie. Le jugement fait donc office de contrat sous couvert d'autorité légale afin de retirer les enfants de leurs parents et faire ainsi du commerce avec eux.

Qui finance ces « mesures » ?

D'où provient l'argent ?

Qui sont les soi disants éducateurs ?

Jusqu'où s'étendent leurs crimes ?

Jusqu'où les impliqués sont-ils positionnés sur la chaîne de commandement légale ?

Par la suite j'apprends par des voisines que des éducateurs les contactent par téléphone pour obtenir des renseignements. Une épée de Damoclès est au dessus de ma tête. Je n'arrivais pas à croire ce que je vivais, il m'était inconcevable qu'on me retire mes enfants.

Pendant cette période, j'étais bénévole au secours populaire de Paulhan.
Je tenais la boutique du Secours Populaire, tout pour le bénéfice de l'association.
Mes collègues connaissent mes enfants, ils ont des activités proches du secours populaire, ils vont au karaté, le dojo se trouve juste à côté.



Janvier 2019 :

L'appel de **Madame Fenucci** qui se dit éducatrice spécialisée de l'ASE m'imposera des rendez-vous à mon domicile en vue d'effectuer des visites médiatisées au profit du père, principal agresseur. Il n'est toujours pas inquiété pour ses méfaits, ses larcins et ses magouilles.

Les visites médiatisées à mon domicile n'étaient que de sombres interrogatoires sans fin. Mes enfants ont refusé de parler aux éducateurs, ces derniers ont prétexté que c'était moi qui faisait obstacle, me criminalisant à chaque fois un peu plus de façon injustifiée et détournée.

La coercition continuait ainsi pendant de longs mois jusqu'au :

27 juin 2019 :

Nouvelle convocation au tribunal judiciaire de Montpellier, sans motif clairement écrit, m'imposant également d'y amener mes enfants.

Je pensais y être convoquée pour en terminer avec la procédure SAP, ce qui aurait dû mettre fin au harcèlement judiciaire. Lorsque nous sommes arrivés au tribunal, un agent de sécurité m'interpella en me demandant une pièce d'identité, dans l'incompréhension, je m'exécute. Puis, l'agent me dit froidement « *on va devoir vous suivre, la juge vous estime dangereuse* ». Nouveau choc

« *je suis dangereuse ... ?* »

J'ai une maison, une situation correcte, mes enfants ne manquent de rien ils font même du sport en club, je ne bois pas, je ne me drogue pas, je n'ai ni tué ni volé ni violé personne... !

Et je me retrouve au tribunal, devant cet agent qui me traite de criminelle devant mes enfants.

La salle d'audience était en réalité un bureau, **la juge Camborde** se tenait là debout et braillait déjà comme une folle-furieuse, vociférant :

« T'es folle ! T'es folle ! Tes enfants, ils partent ! »

A ce moment, un couple de la salle d'attente débarque dans la salle d'abattage faisant signe à l'abatteuse qu'ils étaient à sa disposition. Le couple était en réalité des éducateurs spécialisés venus là pour emmener mes enfants.

« *On m'enlève mes gosses* », mon fils de 13 ans fou de rage s'était mis à cogner les agents et les éducateurs. Lidiya avait emboîté le pas à son frère, faisant elle aussi exploser sa rage de petite fille de 9 ans. Rapidement, l'ensemble des vigiles étaient là, accompagnés de la police, le piège se refermait. Ils avaient réussi à me faire passer pour **la dangereuse**, comme l'agent me l'avait dit à mon arrivée. J'étais effondrée et mes enfants aussi.

Quelles sont les conséquences, les répercussions des placements abusifs ?
Interview du docteur Sarah Thierree :

« La séparation brutale de l'enfant avec sa figure d'attachement constitue de facto un événement traumatique. Dans le cadre d'un placement **dit abusif** les conséquences peuvent être dramatiques et ce à plusieurs titres. En effet, l'enfant placé perd sa figure d'attachement, son environnement, tout le monde dans lequel il évoluait ainsi que sa figure protectrice. »

Rapt d'enfant, les victimes développent alors une symptomatologie clinique variée. Selon l'étude de Hornor en 2010, suite à des maltraitances incluant les maltraitances psychologiques le risque de développer un trouble de stress post-traumatique, des troubles anxio-dépressifs, des troubles des conduites additives, des conduites suicidaires, augmente.

Source : <https://www.rebellissime.com/consequences-des-placements-abusifs-une-fragilite-dont-on-ne-mesure-pas-encore-la-portee/>

Dans ce drame immense que je vivais et qui me déchirait, j'ai eu la présence d'esprit de prendre les éducateurs en photo, si je ne savais pas qui ils étaient à cet instant, ça n'allait pas durer.

Criminalisée, dés-enfantée, seule et désemparée, l'enlèvement de mes enfants par la pseudo justice est accompagné de ceux qui sont sensés nous protéger et nous servir.

J'ai compris ce qu'était l'inversion accusatoire. Celui qui commet le crime fait passer l'innocent pour le coupable c'est tout simple et dans ce milieu particulièrement corrompu les criminels s'en sortent haut la main ! Il n'y a qu'à voir le milieu de la politique, ils savent mentir éhontément devant les plus hautes instances de la république pour nous faire avaler des couleuvres de toutes les couleurs !!!

28 juin 2019 :

Dès 8h du matin, je me rends à l'école primaire de Lidiya, école primaire Arc-En-Ciel de Paulhan, pour avertir la directrice du rapt dont ont été victimes mes enfants, choquée par mes propos, elle ne put me donner de réponse. Elle me recontacta dans l'après-midi, elle avait reçu un fax, probablement des éducateurs, expliquant qu'ils radiaient mes enfants de l'école sans autre indication ni motif.

Elle m'explique qu'elle a eu un retour téléphonique de la directrice de l'école de Montagnac cherchant à comprendre qui étaient ces nouveaux enfants fraîchement arrivés dans son établissement et pourquoi ils avaient changé d'école.

Ce fut une nouvelle épreuve, les copains de mes enfants demandaient où ils étaient. le vide et le silence me répondait. J'étais effondrée. Et le lendemain matin, comme en mode automatique, je me suis surprise à aller réveiller mes enfants qui n'étaient pas là. Je pris conscience de toute l'horreur que je vivais à ce moment-là.

Je commençais mes investigations en cherchant tous les foyers de Montagnac (34) :

Pomme Reinette qui est avant tout un centre d'accueil parents-enfants tenu par **l'association Locomotrice**, et le **foyer de Baldy-Montagnac** qui est une annexe du foyer de Baldy sous **l'APEA 34**.

Tout est dit sur société.com, et chacun peut faire ses recherches sur ces établissements fermés qui continuent leurs crimes, ces associations qui ne sont que des vitrines commerciales des réseaux pédophiles. Mon enquête m'amènera à comprendre que le président de région, **Klebert Mesquida**, est celui qui tire les ficelles du réseau pédophile. Je découvrirais par la suite ses complices : **les Cercles et les Loges**, les commanditaires et les exécutants. Mais pire que ça, que cette organisation pédocriminelle est étatique, institutionnalisée et protégée par **les Forces de l'Ordre... !**



Dans un article du 12/04/2021 de France Bleue, Guillaume Roulland titre son article :

« **Souffrance et harcèlement à la com du département de l'Hérault, une enquête et des décisions attendues** ». L'article en images :

Source : <https://www.francebleu.fr/infos/politique/souffrance-et-harcèlement-a-la-com-du-departement-de-l-herault-mediapart-accuse-1618233969>

Sur Twitter (aujourd'hui X), Kleber Mesquida n'est pas épargné, et à juste titre !

Un président en charge des enfants impliqué dans 13 affaires d'agressions sexuelles ?

Vous avez reposté

Debunker NEWS @debunker_news

Le président PS du Conseil Départemental de l'Hérault Kleber Mesquida (@kmesquida), mis en cause dans des affaires d'agression sexuelle et de harcèlement sexuel, sans être jamais sanctionné.

Une enquête minutieuse de Médiapart qui révèle des faits d'une extrême gravité qu'évidemment vous ne retrouverez pas dans la presse locale aux ordres.

Treize femmes ont raconté leur souffrance au travail. Plusieurs d'entre elles mettent en cause le président Kléber Mesquida pour des violences sexuelles (1 et 2) :

1 Danielle K, accuse l'élu, dont elle était la secrétaire personnelle, de harcèlement sexuel ;

Elle décrit des avances pressantes et régulières, assorties de promesses d'aide pour passer un concours administratif.

« Sans arrêt, il me faisait comprendre que si je voulais l'avoir, il fallait céder à certaines conditions », dit-elle.

Elle l'accuse aussi d'avoir posé ses mains sur ses épaules avant de les « descend[re] vers [sa poitrine] », et de l'avoir embrassée « dans le cou ». Plus grave encore, d'après Danielle, Mesquida l'aurait, « à plusieurs reprises », « plaquée contre le mur et essayé de l'embrasser ». « Il se frottait contre moi malgré mes refus », dit-elle.

Elle dit avoir alerté les syndicats. « On m'a dit : c'est pot de terre contre pot de fer... »

2 Madame P. apporte un récit comparable. L'ex-collaboratrice, aurait subi de brutales pressions, morales et sexuelles, de sa part.

Elle a même tenté de mettre fin à sa vie.

Alors à son chevet, sa sœur se fend d'un courrier corrosif à Mesquida pour exiger une mutation d'urgence. « ma sœur a été harcelée moralement pour vos magouilles politiques [...]. Elle a été abusée par des personnes mal intentionnées »,

Avant de poursuivre : « Suite à sa tentative de suicide, j'ai pu la voir dans le coma, en réanimation à minuit, ne sachant pas si elle allait vivre ou mourir. »

À ses côtés après sa première tentative, le cousin de madame P. confirme avoir recueilli ses confidences. « Elle m'a dit qu'elle avait eu des pressions, et elle m'a parlé des avances de Mesquida. Elle se sentait vraiment piégée. Elle se disait : "Ils ont tous les pouvoirs." [...] Moi, j'étais en colère. »

Et bien d'autres témoignages...

3 Pour ma part, il m'a inventé un passif de délinquance (car arabe), et m'a traité d'ouvrière étrangère (je suis cadre, française) ;

#Hérault #Montpellier

source :

(1): article @Médiapart sur [mediapart.fr/](https://www.mediapart.fr/)

Rappelons que **Kleber Mesquida** est en fonction auto élu par manque de concurrence depuis avril 2015 au poste de président du conseil départemental, dit conseil général de l'Hérault. Il succède à **André Vézinhét** un de ces amis pédophiles également, tout comme **Georges Freche**.

Des souffrances quotidiennes dénoncées depuis 2017

Tout démarre au mois de février. Plusieurs témoignages anonymes sont consignés dans un registre baptisé Registre SST, comme Santé et Sécurité au Travail. Ce support est destiné à traiter habituellement de problèmes techniques, mais là, il est question de la **souffrance quotidienne de plusieurs agents** de la com.

La directrice de la communication y est directement pointée du doigt : **harcèlement moral**, niveau de stress très élevé ou encore turn-over important dans le service. Une réunion extraordinaire du CHSCT est organisée. Il est alors demandé au conseil départemental de prendre des dispositions pour régler ce problème, dénoncé par plusieurs syndicats depuis quatre ans.

Une enquête censée durer jusqu'au 3 mai

Le président du conseil départemental de l'Hérault, Kléber Mesquida, annonce alors la mise en place d'un audit interne, mais sans y associer les syndicats de la collectivité dans un premier temps. Ils le sont désormais, et attendent des décisions concrètes. Aujourd'hui, l'enquête se poursuit.

Je prendrai une décision forte en fonction des résultats des auditions - Kléber Mesquida, président du conseil départemental de l'Hérault

Ce lundi après-midi, le président du conseil départemental de l'Hérault, nous a annoncé avoir diminué dans un premier temps la charge de travail du service communication. *"J'ai également rattaché les attachées de presse et la journaliste auprès du directeur de cabinet, pour alléger le management, et en attendant les résultats des auditions. Et je prendrais des décisions fortes si il le faut !"*

1^{er} février 2019 :

Comme convenu je rencontre la directrice de l'école de Montagnac.

Son inquiétude par rapport à mes enfants a fait place à une attitude rassurante au cours de notre échange. Elle me dit « dès que vos enfants seront dans mon établissement, je vous tiendrais informée ».

Elle tiendra parole.

Je tiens à exprimer aussi le fait que les services sociaux ont retiré toutes participations sociales et médicales à mes enfants : plus de sports, plus d'orthophoniste, plus d'école du cirque, plus de vacances ensemble ! Leur enlèvement se traduisait par une mise en cage, une prison sous de faux prétextes, voulue et assumée par l'ensemble des acteurs sous la coupe de **Klébert Mesquida**.

2 février 2019 :

Rendez-vous avec **Madame Brunelli** et **Laetitia Ortega** à l'ASE de Clermont-l'Hérault, pour déposer les affaires de mes enfants. J'avais glissé dans leurs affaires un petit mot à leur intention pour leur dire que je les aimais et que je ferais tout pour les sauver.

Tous ces parasites autour de mes enfants n'imaginaient pas que je serais capable de remuer ciel et terre pour arracher mes gosses aux griffes des êtres les plus abjectes que cette terre eut à porter, **les pédocriminels**.

« Vous ne verrez plus vos enfants en dehors des visites médiatisés, 2 heures par mois, au moins pendant 6 mois ».

J'avais obéi en ramenant les affaires et je devais encore subir l'affront des mots qui sortaient de leurs bouches immondes affligées d'un sourire narquois...

« Où sont mes enfants ? »

L'horreur de la situation faisait déjà écho avec un drame qui se déroulera plus tard la même année. Je n'étais pas seule à vivre ce drame familial.

Confère les articles ci après :

Justice, Les Rives, Lodève

Publié le 06/03/2022 à 19:49

 **FRANÇOIS BARRÈRE**

Craignant que les services sociaux ne leur retirent leur fillette, Charles et Samantha Adde ont décidé à l'été 2019, dans le village des Rives, de supprimer leur famille. Le père a abattu son épouse et leur fillette de 20 mois, et a été arrêté par les gendarmes avant d'avoir tué les deux autres fils.

Accueil > Actu > Justice

Double assassinat près de Lodève : trois ans après, le procès d'un suicide familial interrompu de justesse

ABONNÉS



Charles-Olivier Adde était cadre dans une entreprise de restauration bio. / ARCHIVES/MIDI LIBRE - ALAIN MENDEZ

Montpellier. L'homme âgé de 39 ans au moment des faits en juillet 2019, avait donné la mort à sa compagne et à sa fille de 20 mois.

Il envisageait d'assassiner toute sa famille avant de se suicider, en réaction à une décision de placement du nourrisson.

Renonçant à achever son projet, l'accusé avait laissé la vie sauve à ses deux fils de 7 et 11 ans après avoir avoué son crime à sa mère. Celle-ci avait ensuite prévenu les gendarmes qui ont retrouvé les corps sans vie de la mère et du bébé dans la maison de famille, dans le village des Rives dans l'Hérault, sur le plateau du Larzac. La famille vivait "en quasi-autarcie", les enfants n'étaient pas scolarisés selon le choix de leur mère, selon les enquêteurs.

Source : <https://www.midilibre.fr/2022/03/06/double-assassinat-pres-de-lodeve-trois-ans-apres-le-proces-dun-suicide-familial-interrompu-de-justesse-10152133.php>

Source : <https://www.centpourcent.com/les-infos-10/un-homme-juge-depuis-ce-lundi-pour-avoir-voulu-tuer-toute-sa-famille-pres-de-lodeve-15001>

« Où sont mes enfants ?! »

Le lendemain, la directrice de l'école de Montagnac avait tenu parole et me contacta pour me prévenir que mes enfants allaient faire leur rentrée dans son établissement.

Juin 2019 : Positionnée devant l'école, je vois arriver mes deux enfants, à pied, accompagnés de **Dylan Bergnaud**, un homme inconnu qui avait plus de pouvoir que leur propre mère qui les avait mis au monde, et lorsqu'il m'a vue, il a littéralement jeté mes enfants devant l'école afin de me fuir au plus vite et ainsi éviter un affrontement avec moi.
Qu'avait-il donc à se reprocher ?

J'ai pu prendre mes enfants dans mes bras, l'espoir renaissait. Je m'imaginais trouver la solution et les sortir de là. « *Je suis là* » leur dis-je. Je tends un téléphone à mon fils : « *appelez-moi pour me tenir au courant, et faites attention* ». Je les laisse ainsi aller à l'école faire leur première journée de rentrée, le cœur gros.
Je récupère ma voiture et fonce chercher l'interaction avec **Dylan Bergnaud**, il acceptera de me parler à l'extérieur du foyer mais pas de m'y laisser rentrer. Après avoir insisté, il n'a pas eu le choix que de me laisser entrer dans ce foyer.

Les locaux pour les enfants ne sont que des Algeco contrairement aux locaux des équipes d'éducateurs qui eux sont en dur. Pas de plantes, pas de meubles, rien, les enfants sont dans un environnement vide de tout, y compris de sens. Ce foyer avait plus l'air d'un camp de rétention qu'autre chose. L'objectif n'était donc pas la bienveillance ou l'équilibre des enfants qui y étaient séquestrés, mais bien de les détruire et de les programmer.

Le directeur ayant vu l'action, il sortit de son bureau pour venir à ma rencontre : « *bonjour madame, tout se passe bien ici* » dit-il la voix chancelante et le regard fuyant. Derrière une baie vitrée des algeco où est sensé être un espace de vie pour les enfants, un bureau est là comme pour rappeler que partout où ils sont, ils sont surveillés, évalués.

Je me présentais à un agent qui m'appriait que mes enfants les suppliaient de retrouver leur maman ainsi que leur maison. Elle m'expliqua qu'elle s'occupait d'eux au foyer.

Une éducatrice, fit son apparition, après un court échange formel, je lui demandais de me montrer où dormaient mes enfants, elle me fit découvrir l'endroit, petite chambre avec douche, les mobiliers étaient vétustes.

Je lui dis « J'irais chercher mes enfants à la sortie de l'école pour les ramener, je n'ai pas besoin de vous »

« ce n'est pas dans le règlement madame, ce n'est pas possible ».

Non seulement, je suis allée chercher mes enfants à l'école, mais je suis revenue chaque jour dans ce foyer, et même si ils ne pouvaient pas nier que j'étais très impliquée dans la vie de mes enfants, ma présence les dérangeait dans leur travail . Je précise ici que j'insistais très lourdement sur les activités périscolaires de mes enfants, principalement le karaté, mais aussi l'orthophoniste qui était nécessaire pour leur bon développement. Mes demandes n'ont jamais été pris en compte.

La vie de mes enfants était ponctuée entre l'école et le foyer, **comme un travailleur qui rentre en prison** à la fin de sa journée.

De quoi étaient-ils coupables ?

Juillet 2019 :

Méthode de survie des enfants placés contre leur gré en foyer par la pseudo justice française : l'évasion !

C'était leur bouffée d'oxygène, quitte à faire des conneries pour attirer l'attention. L'équipe du foyer n'hésitait pas à contacter la gendarmerie afin de ramener les enfants dans leur prison légale. Le jeu du chat et de la souris s'établissait ainsi entre les gosses et les gendarmes. Ce qui ne se finissait pas dans l'allégresse. Mon fils devenait peu à peu à leurs yeux un délinquant ? De victime il est passé coupable. J'ai pu constater à de nombreuses reprises que Loïc portait des bleus suite à ses escapades et donc aux interpellations. Une fois, il eut même des traces de strangulation !

J'ai demandé des explications aux gendarmes à ce propos, et à part me promener d'agent en agent, personne n'eut le courage de m'avouer la vérité. Mon fils m'avait décrit l'individu, je savais quel gendarme en était la cause. Une fois de plus j'ai dû remuer ciel et terre pour protéger mes enfants du mal étatique en mettant les gendarmes devant leurs propres responsabilités.

Le fait que je faisais le maximum pour protéger mes enfants les apaisaient au milieu de cet enfer.

Luna, dit aussi « Lina » par les services gouvernementaux spécialisés dans les rapt d'enfants et leur revente, a une lourde histoire avec l'ASE de Montpellier :

article **Le Point** :

« Qu'est devenue Lina, une enfant de 12 ans placée au Foyer départemental Enfance Famille de Montpellier ? s'interrogent les élus syndicaux. Sans solution pour cette jeune adolescente pendant plus d'un an, nous pensons qu'elle a certainement été enrôlée dans un réseau de prostitution.

Rappelons qu'elle fuyait le foyer Baldy de Montagnac

Le Point, en bon média collabo (appartient à **François Pinault**, 3ème fortune de France selon Wikipédia), maquille et tronque les faits afin de protéger les pédocriminels, frères de loges et autres pontes politiques **Jack Lang, Daniel Cohn-Bendit** et d'autres de leurs compères ont très souvent cités dans l'actualité Le Point .

Source : https://www.lepoint.fr/societe/notre-institution-devient-maltraitante-dans-l-herault-le-foyer-de-l-enfance-en-crise-28-03-2024-2556187_23.php#11

Hérault Infos
24 sept. 2019 · 🌐
[ENFANT RETROUVÉ] 📍 Luna, 10 ans a fugué ce matin du foyer de Montagnac - Maison d'enfants de Baldy.
Elle se rendait à l'école et portait un sac à dos. Elle a été retrouvée en début d'après-midi.





Il n'est pas rare de trouver des articles **de fugues d'enfants** des foyers pour retourner d'eux-mêmes chez leurs parents. Des signalements, des alertes pour alourdir les procédures de placements pénalisant ainsi les enfants mais aussi les parents en les obligeant à passer des **tests psy**, par leurs copains pédophiles et/ou corrompus et ainsi incriminer et culpabiliser les parents et les enfants, avec pour but la confiscation des droits des uns et des autres.

Suite aux altercations musclées de la gendarmerie sur les enfants en cavale, je cherchais désespérément du soutien. J'en eu de la part de l'orthophoniste **Elisa Huguet**, qui dans son bilan concernant mes enfants révèle les dommages causés suite aux placements injustifiés et abusifs de ceux-ci.

Sandrine instruisait mes enfants lors des cours de karaté afin qu'ils puissent continuer leurs entraînements en vue des championnats. J'ai donc pu les amener au karaté. Cependant mes enfants n'ont pas pu participer aux championnats. Ce fut une déception immense pour eux. Les passages de ceintures, les sessions, plus rien n'avait de sens.

TESTS UTILISÉS

- Observations qualitatives
- Outil de Dépistage des DYSlexies (ODEDYS), version 2, de C. Lequette, M. Jacquier-Roux, G. Pouget, S. Valdois et M. Zorman (2005)
- Batterie Analytique du Langage Ecrit (BALE), de M. Jacquier-Roux, G. Pouget, S. Valdois et M. Zorman (2010)

→ Cotation CE2

COMPOTEMENT

Cette année a été particulièrement éprouvante pour Lidiya qui s'est vue retirée de sa maman brutalement et mise en foyer. Son attachement très fort avec elle l'a complètement chamboulée ; durant l'année nous observons son attitude très triste et renfermée. Son mal-être était souvent exprimé au moyen de somatisations.

Depuis la période de confinement où Lidiya a pu rester avec sa maman et son frère durant toute la période, nous la voyons se transformer. C'est désormais à une jeune fille ouverte, vivante, souriante et joviale que nous avons affaire. Nous avons pu aborder beaucoup d'aspects durant cette période car elle était disponible aux apprentissages, chose qui n'était pas possible il y a quelques mois. Elle se rendait hermétique à beaucoup de choses.

Lidiya a coopéré volontiers à toutes les épreuves proposées.

Membre d'une association de gestion agréée. Le paiement par chèque est accepté.

J'étais empêtrée en face de cette machine à broyer l'humain et la vie !

Les geôliers étaient une quinzaine à surveiller une vingtaine d'enfants, leur principale occupation était de déformer les détenus par l'acquisition de l'hypocrisie, du mensonge, des ragots, des bas jugements et des cancanes de bureaucrates. Le fait que je m'occupais de mes enfants troublait leur programmation et cela ne plaisait pas aux personnels pénitentiaires, cependant c'était ma seule possibilité pour leur obtenir cette bouffée

d'oxygène nécessaire au peu d'équilibre mental qui leur restait, en passant par le sport et l'orthophoniste.

NAÏVE QUE J'ÉTAIS !



Je n'hésitais pas à m'incruster dans leur structure en ramenant des crêpes, des gaufres pour tous les enfants.

Le foyer de la MECS de Baldy, dans sa bureaucratie délétère, entama la procédure pour évincer mes enfants de mes droits médicaux en les soustrayant à ma juridiction médicale, n° de sécurité sociale, le foyer pouvait ainsi s'octroyer tous les droits sur mes enfants et ainsi me débouter définitivement de mes droits et devoirs parentaux.

Un rendez-vous m'a été imposée au **CMPP**, Centre Médico-Psycho-Pédagogique, de Gignac avec la docteur pédopsychiatre **Dorothee Passerieux** en corrélation avec l'**APEA** Autorité de Protection de l'Enfant et l'Adulte de Gignac sous la juridiction de la **PEP34** chargée finalement de coopter l'ensemble des acteurs du réseau afin de protéger leur trafic d'enfants. Sur leur site, on trouve un discours rempli de paroles bienveillantes et de mots incompréhensibles cependant la réalité est bien différente, mensonges, manipulation, coercition prennent enfin formes...

Mon enquête démarre :

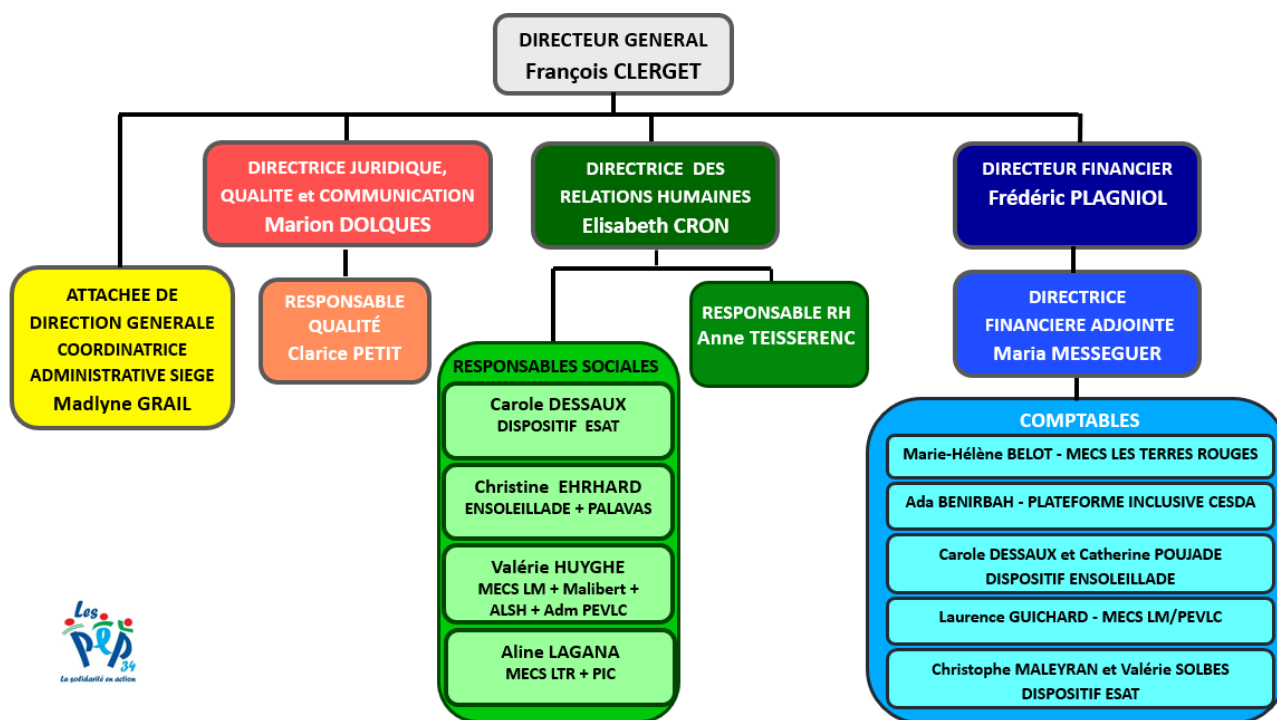
Source : <https://adpep34.com/association/siege-associatif/>

En juillet 2019 :

Dorothee Passerieux : docteur pédopsychiatre fit preuve de complicité pour m'obliger à abandonner mes enfants à l'ASE.

Mais restons sur Dorothee Passerieux

Source : <https://www.sidecare.com/metiers/pedopsychiatre>



MAS - PEP 34

Créateur : Madlyne GRAIL

Consulter >

Retenons qu'elle porte le même nom que l'ancien maire d'Agde, **Régis Passerieux**, maire d'Agde de 1989 à 2001. En 2002, il devient avocat de droit public et accompagne plusieurs grandes entreprises françaises dans les actions d'export, d'implantation et développement en Chine, à Pékin puis à **Wuhan**
source : Google

Dans cette dynastie familiale, j'ai découvert aussi un certain **Bernard Passerieux**, trésorier du **Cercle Mozart**, une vitrine commerciale méconnue par le public du réseau pédophile.

Source : <https://m.montpellier.city-shopping.fr/Commerce/Le-Cercle-Mozart>

Par la suite je me mis à chercher des solutions, le PPE me semblait en être une et de plus elle était encadrée par la loi (loi n°2007-293 du 5 mars 2007).

PPE : Projet Pour l'Enfant, Le projet pour l'enfant s'inscrit dans l'esprit des lois du 5 mars 2007 et du 14 mars 2016 qui vise à favoriser le bien-être et l'épanouissement de l'enfant et, à plus long terme, son autonomie. Le PPE est obligatoire.

Source : <https://polycap.fr/guide-pratique-sur-lautorite-parentale/la-protection-de-lenfance/4/>

Le PPE s'échelonne ainsi

Dans le tableau de ce fameux PPE vous pouvez découvrir l'échelon 8 :

L'évaluation doit appréhender les facteurs de danger ou de risque de danger				
Mesures d'hébergement	PRESTATIONS ET MESURES D'INTERVENTION À DOMICILE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	PROTECTION JUDICIAIRE	Gradation d'intervention
PROTECTION JUDICIAIRE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	Danger avéré au titre de l'article 375 du code civil	Danger ou risque de danger	9
				<ul style="list-style-type: none"> Refus ou impossibilité de la famille de coopérer avec le service Insuffisance de l'action administrative Impossibilité d'évaluer la situation
PROTECTION JUDICIAIRE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	Danger ou risque de danger	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des mesures de protection d'aide à domicile Collaboration de la famille 	8
PROTECTION JUDICIAIRE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	Danger ou risque de danger	<ul style="list-style-type: none"> Echec des mesures mises en place dans le cadre de la protection administrative Absence de collaboration de la famille 	7
				6
PROTECTION JUDICIAIRE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	Danger ou risque de danger	<ul style="list-style-type: none"> Echec des mesures mises en place dans le cadre de la protection administrative Absence de collaboration de la famille 	5
PROTECTION JUDICIAIRE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	Danger ou risque de danger	<ul style="list-style-type: none"> Défaut de soins Logement insalubre Violence psychique ou physique Désinvestissement éducatif Mœurs Absentéisme scolaire chronique Alcoolisme Toxicomanie 	4
				3
PROTECTION JUDICIAIRE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	Facteurs de vulnérabilité	<ul style="list-style-type: none"> Dépendance addiction Depression du post-partum Précarité Parent isolé Rupture conjugale Handicap 	2
				1
PROTECTION JUDICIAIRE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	Types d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> Missions PMI Actions collectives de soutien à la parentalité Dispositifs en faveur de la jeunesse Actions des AILE Accompagnement du SSD Accompagnement du SPS Actions de Prévention spécialisée SAAAP pour les parents déficients 	Accord sans formalisme
				Accord avec formalisme
PROTECTION JUDICIAIRE	PROTECTION ADMINISTRATIVE	Modalités d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> Accueil provisoire Placement en assistance éducative 	Contrainte avec recherche d'adhésion PPE
				Contrainte avec recherche d'adhésion PPE

ECHELON 8 : Mesures d'hébergement → protection administrative → gradation d'intervention 8 → faits générateurs (**danger ou risque de danger**) → types d'intervention (**accueil provisoire**) → modalités d'intervention (**accord avec formalisme avec PPE**) → et dans cette case on trouve le mot formalisme ! Chouette je suis bien avancée !

Il est évident que tous les projets venant de la protection de l'enfance sont des projets exprimés à l'écrit de façon bienveillante, mais en réalité, ces projets sont d'exploiter la

misère humaine créée par les geôliers en charge de la récolte de la souffrance, ils appellent ça le **formalisme** !

Je vous invite à aller découvrir le mot formalisme sur wikipédia, je reste persuadée que vous vous endormirez dessus !

Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Formalisme>

Me voilà contrainte d'accepter leur formalisme que je ne comprends absolument pas à l'époque des faits énumérés ci-dessus.

A ma grande surprise, le PPE m'a été refusée sans motif.

Donc tout était formel ! J'étais prise au piège, seule, désemparée face à un rouleau compresseur composé d'êtres criminels, kidnappeurs d'enfants.

« *C'est la juge qui décide* » était leur réponse à tout, imparable lorsque la juge est intouchable ! Qui était la juge ?

Camille Camborde !

C'est au travers d'une rubrique nécrologique que je trouve son nom aux cotés des membres de sa famille, la « **dynastie Camborde/David/Tremblay** » sur le secteur de Tournefeuille, ville d'environ 30 000 habitants de la Haute-Garonne. Je découvre ses liens avec **Claude David, docteur en psychologie et psychanalyste des beaux quartiers de Toulouse**, son oncle, gourou et pédophile selon les médias. Il avait créé la secte **L'association des gens de Bernard**, installée dans un château de briques rouges un peu à l'écart du village de Belberaud.

Un univers où il régnait en maître grâce à un redoutable système d'enfermement, des psychanalyses truquées, des humiliations, sans oublier les violences quotidiennes sur les femmes et les enfants.

Ses fidèles, qui n'étaient pas séquestrés et travaillaient à l'extérieur du château, devaient lui assurer un revenu confortable et lui offrir des cadeaux.

Il lui est aussi reproché d'avoir projeté des films pornographiques aux adolescents résidant sur place avec leurs parents. Arrêté par les gendarmes, **Claude David** a été mis en examen pour agressions sexuelles sur mineurs, abus de faiblesse aggravé, abus de confiance et violation du secret professionnel. Il avait été incarcéré à la maison d'arrêt de Seysses.

De nos jours il cohabite avec sa nièce **Camille Camborde**, juge des enfants, à Castelnaudary dans un manoir.

Le praticien s'était déjà trouvé en délicatesse avec les autorités administratives et judiciaires dans le milieu des années 1980 à Nantes, où il avait fondé un centre de soins pour autistes en rachetant le château de Clermont, l'ancienne propriété du comédien Louis de Funès. Le docteur David avait à l'époque fait faillite.

En 2005, c'est le témoignage d'un adolescent devant le juge des affaires familiales de Toulouse qui a lancé les gendarmes sur la trace du psychanalyste. Ce garçon disait ne plus supporter voir son père dans **l'ambiance du château**. Et pour cause. Les enfants redoutaient Claude David comme ils redoutaient Camille Camborde. « *des coups étaient*

portés et il y avait pire... », assure Simone Rich, l'infatigable responsable des missions anti-sectes de la région Midi-Pyrénées.

A moi même, il m'a été reprochée d'être trop curieuse par cette fameuse Camille !

Claude David décrit par ses victimes comme **un stratège efficace et redoutable**, excellait surtout dans la manière de vivre à leurs crochets. Chaque membre de la communauté devait payer un loyer pour occuper une chambre du **manoir de Belberaud**, mais aussi les diverses cotisations aux associations fondées par le psychanalyste et les séances d'analyse. En vingt ans, l'une des victimes lui a versé 170 000 euros pour des séances d'une durée de dix minutes à raison de deux ou trois fois par semaine. « On est dans la logique d'une dérive sectaire et l'aspect financier doit être approfondi », insiste le procureur.

Claude David aimait qu'on l'aime, selon Simone Rich. Il savait suggérer à ses fidèles les cadeaux indispensables à son statut : montre de prix, moto, tableaux, antiquités, sculptures, matériel télé et hi-fi de grand prix. Sa dernière lubie, les voitures Smart, qu'il revendait aussitôt au prix fort à ses fidèles, obligés de s'endetter. **Non seulement un véritable racket mais un esclavagiste avéré.**

Source : article du 2 février 2007, Le Parisien :

<https://www.leparisien.fr/faits-divers/les-graves-derives-du-psychanalyste-gourou-02-02-2007-2007734458.php>

Source : <https://www.ladepeche.fr/article/2013/02/23/1567770-lourdes-requisitions-contre-le-psy.html>

<https://www.ladepeche.fr/article/2007/02/02/390807-enquete-le-psy-du-chateau-avait-pignon-sur-rue.html>

CLAUDE DAVID LA DÉRIVE D'UN PSY

Source : <https://www.unadfi.org/actualites/domaines-dinfiltration/sante-et-bien-etre/psychotherapie-et-developpement-personnel/claude-david-la-derive-d-un-psy/>

Claude David n'aura fait que deux courts passages en prison totalisant quelque mois de mise aux arrêts alors que ses crimes et délits ont contribué à la destruction physique, morale, mentale et financière d'un nombre finalement incalculable des membres de sa secte, **L'association des gens de Bernard**.

Claude David, qui prône l'homosexualité et rejette le modèle parental, se veut le garant de l'éducation des enfants. Or, plusieurs d'entre eux vont dénoncer des violences coutumières, des gifles, des coups de laisse, de bâton, de curieuses fessées parfois administrées devant tous. Des enfants disent qu'ils ont été maintenus la tête sous l'eau froide dans un évier fermé. Autres graves accusations, des attouchements et des caresses sexuelles imposées.

Laissé libre après quatre mois et demi de détention, soumis à un contrôle judiciaire, Claude David habite aujourd'hui à Castelnau-d'Aud où il a refondé une association.

« Son but, c'est la maîtrise totale des autres », s'insurge **Me Catala**, avocat d'une victime.

Pour **Me Debuissou**, avocat du prévenu, Il ne peut pas être tenu responsable de la totalité des faits. Devant le juge d'instruction, **Claude David** a reconnu la plupart des faits mais sans intention sexuelle. Ses patients le soutiennent toujours et témoigneront en sa faveur. Certains sont même des parents d'enfants victimes.

Source : article du 25 janvier 2010, La Dépêche :

<https://www.ladepeche.fr/article/2010/01/25/762147-le-psy-du-chateau-devant-les-juges.html>

Sa femme, **Monique David-Ménard**, philosophe et essayiste, psychanaliste « freudienne », professeur à l'université Paris-Diderot. Elle a dirigé le « Centre d'étude du vivant ». Cette femme a écrit, « *sexualité, genres et mélancolie* », « *La folie dans la raison pure* », « *éloge des hasards dans la vie sexuelle* », « *l'hystérie entre Freud et Lacan, corps et langage en psychanalyse* », « *pulsion de mort, destruction et créations* »... et tant d'autres torchons à usages pédo-porno-freudiens.

Philippe Tremblay, juge et mari de **Camille Camborde** officie au tribunal de Grande Instance de Montpellier puis au Tribunal de Grande Instance de Nîmes.

Vice de procédure, selon le Dalloz : En vertu du principe d'impartialité posé à l'article 6, § 1, de la **Convention européenne des droits de l'homme** et à l'article préliminaire du Code de procédure pénale, un juge ne peut siéger dans une cause pour laquelle l'action publique a été exercée par son conjoint procureur de la République ou au nom de celui-ci.

Source : <https://actu.dalloz-etudiant.fr/a-la-une/article/pas-de-composition-conjugale-de-la-juridiction/h/6aeb74ccd36ecb7ba8cae3a4322f43e5.html>

Références juridiques :

■ Convention européenne des droits de l'homme

Article 6, § 1.

Droit à un procès **équitable**.

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

■ Code de procédure pénale

Article préliminaire

I.-La procédure pénale doit être équitable et contradictoire et préserver l'équilibre des droits des parties.

Elle doit garantir la séparation des autorités chargées de l'action publique et des autorités de jugement.

Les personnes se trouvant dans des conditions semblables et poursuivies pour les mêmes infractions doivent être jugées selon les mêmes règles.

II.-L'autorité judiciaire veille à l'information et à la garantie des droits des victimes au cours de toute procédure pénale.

III.-Toute personne suspectée ou poursuivie est présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été établie. Les atteintes à sa présomption d'innocence sont prévenues, réparées et réprimées dans les conditions prévues par la loi.

Elle a le droit d'être informée des charges retenues contre elle et d'être assistée d'un défenseur.

Si la personne suspectée ou poursuivie ne comprend pas la langue française, elle a droit, dans une langue qu'elle comprend et jusqu'au terme de la procédure, à l'assistance d'un interprète, y compris pour les entretiens avec son avocat ayant un lien direct avec tout interrogatoire ou toute audience, et, sauf renonciation expresse et éclairée de sa part, à la traduction des pièces essentielles à l'exercice de sa défense et à la garantie du caractère équitable du procès qui doivent, à ce titre, lui être remises ou notifiées en application du présent code.

Les mesures de contraintes dont la personne suspectée ou poursuivie peut faire l'objet sont prises sur décision ou sous le contrôle effectif de l'autorité judiciaire. Elles doivent être strictement limitées aux nécessités de la procédure, proportionnées à la gravité de l'infraction reprochée et ne pas porter atteinte à la dignité de la personne.

Il doit être définitivement statué sur l'accusation dont cette personne fait l'objet dans un délai raisonnable.

Toute personne condamnée a le droit de faire examiner sa condamnation par une autre juridiction.

En matière criminelle et correctionnelle, aucune condamnation ne peut être prononcée contre une personne sur le seul fondement de déclarations qu'elle a faites sans avoir pu s'entretenir avec un avocat et être assistée par lui. »

Article 668

« Tout juge ou conseiller peut être récusé pour les causes ci-après :

1° Si le juge ou son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin sont parents ou alliés de l'une des parties ou de son conjoint, de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou de son concubin jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement.

La récusation peut être exercée contre le juge, même au cas de divorce ou de décès de son conjoint, de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou de son concubin, s'il a été allié d'une des parties jusqu'au deuxième degré inclusivement.

2° Si le juge ou son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin, si les personnes dont il est tuteur, subrogé tuteur, curateur ou conseil judiciaire,

si les sociétés ou associations à l'administration ou à la surveillance desquelles il participe ont intérêt dans la contestation.

3° Si le juge ou son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin, est parent ou allié, jusqu'au degré indiqué ci-dessus, du tuteur, subrogé tuteur, curateur ou conseil judiciaire d'une des parties ou d'un administrateur, directeur ou gérant d'une société, partie en cause.**4°** Si le juge ou son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin, se trouve dans une situation de dépendance vis-à-vis d'une des parties.

5° Si le juge a connu du procès comme magistrat, arbitre ou conseil, ou s'il a déposé comme témoin sur les faits du procès.

6° S'il y a eu procès entre le juge, son conjoint, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin leurs parents ou alliés en ligne directe, et l'une des parties, son conjoint, ou ses parents ou alliés dans la même ligne.

7° Si le juge ou son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ont un procès devant un tribunal où l'une des parties est juge.

8° Si le juge ou son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin, leurs parents ou alliés en ligne directe ont un différend sur pareille question que celle débattue entre les parties.

9° S'il y a eu entre le juge ou son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin et une des parties toutes manifestations assez graves pour faire suspecter son impartialité.

Camille Camborde était en charge de mon dossier, sans même l'aval d'un procureur ! Son mari est-il impliqué ? L'enquête nous le dira, en attendant, l'article 434-4 du code pénal est encore en souffrance.

En Septembre 2019 :

Mes enfants étant toujours séquestrés illégalement, je me vois contrainte de prendre un avocat. Après en avoir démarché une vingtaine, tous spécialisés dans la protection de l'enfance, **Maître Joseph Vayssettes** accepte de prendre mon dossier bien qu'il ne soit pas spécialisé dans ce domaine.

Ses conditions étant le versement de l'aide juridictionnelle et de 200 euros de ma part en espèces, sans facture et donc sans preuve de paiement à chaque représentation de mon dossier. J'avais l'espoir de faire sortir mes enfants de la cage légale dans laquelle la juge **Camille Camborde** les avait jetés.

5 décembre 2019 :

Cours d'appel du tribunal de Montpellier, je m'y présente avec mon avocat afin de réclamer le retour de mes enfants pour défaut de PPE. **Chantal Rodier** y siégeait comme vice-présidente de la cour d'appel, elle rendit comme verdict à propos de mon affaire de maintenir **la détention provisoire** de mes enfants jusqu'au 10 janvier 2020. Elle fit que confirmer le jugement de **Camille Camborde**.

Mais qui est Chantal Rodier ?

Personnage obscur de la magistrature, en charge de la souffrance étatique et légale de l'enfance en danger par ses injonctions commanditées par ses maîtres dans le secret des loges. Zéro profil, que ce soit sur Facebook, X, linkedin ou autre.

Même ChatGPT semble ne rien avoir sur elle, ce qui est très étonnant à notre époque !

Cependant, d'autres **Rodier** sont aussi sur le tableau d'avancement de la république, une certaine, **Pascale Boeglin-Rodier**, nommée juge au Tribunal de Grande Instance d'Amiens entre 2018 et 2021.

Nommée juge au Tribunal judiciaire de Montpellier à la cour d'appel de Montpellier depuis le 28 juillet 2024, et nommée le 14 juillet 2016 codirectrice d'un théâtre, 22 ans de services et élevée au grade de **chevalier de la légion d'honneur**.

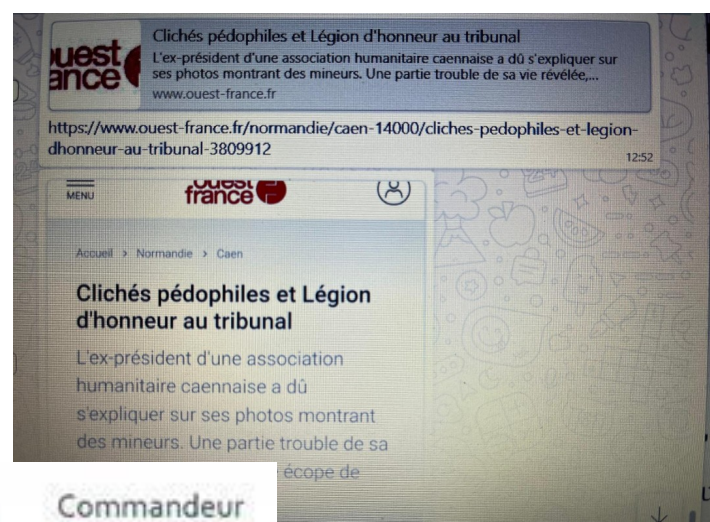
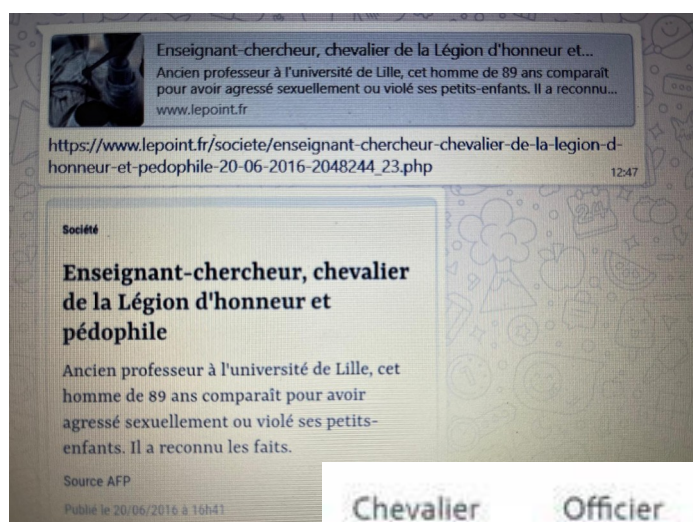
Chevaliers de la légion d'horreurs

Une simple recherche Google suffit :

« légion + d'honneur + pédophile »

Tout est déjà sous nos yeux, depuis toujours !

Grâce au travail de certains vrais journalistes, ces éléments ne peuvent être cachés ! La pédophilie étant le crime le plus immonde, ignoble, immoral et le plus blasphématoire, les pédocriminels redoublent d'efforts afin de remplir leurs carnets de commandes. La Légion d'honneur ne serait alors qu'un signe distinctif de ce **club très privé** composé exclusivement des violeurs d'enfants les plus protégés. Lorsque ceux-ci ne peuvent plus l'être, le **club** se désengage afin de protéger le restant des pédocriminels, dont **Jack Lang** et d'autres de ses proches amis.



Chevalier



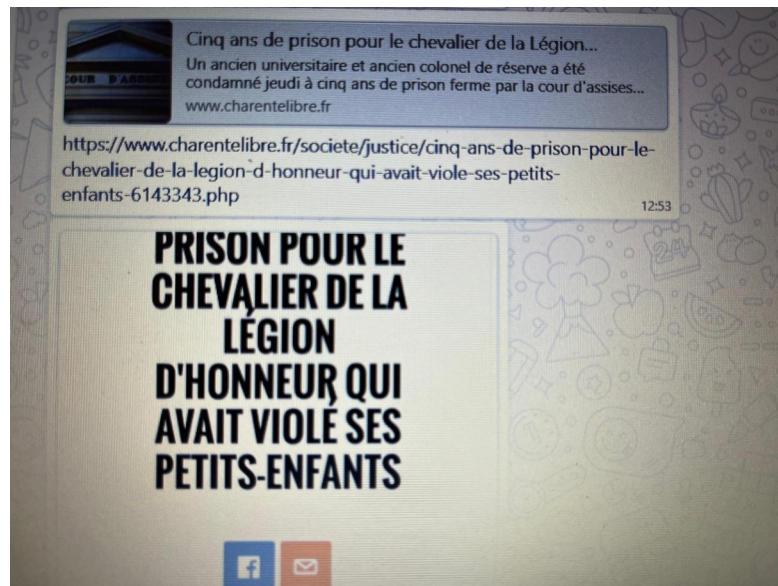
Officier



Commandeur



LA LÉGION D'HONNEUR AUX CRIMINELS PÉDOPHILES DE LA RÉPUBLIQUE

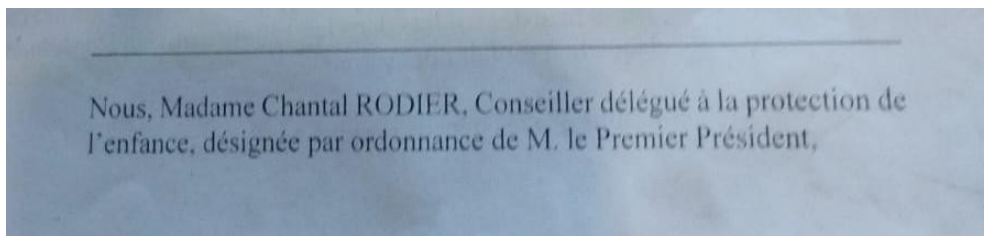


5 décembre 2019 :

Jugement en cour d'appel, le père absent.

Le procès se déroula bien en apparence.

Ce qui était appelé un procès n'était qu'une perte de temps, au final j'ai été la seule à m'exprimer, personne n'a relevé mes propos, ni même mon avocat. Je ne comprenais pas ce qu'il se passait.



 **Emploi territorial**
<https://www.emploi-territorial.fr> > ...

Délégué en protection de l'enfance - F/H - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L...

10 mai 2023 — Au sein de l'équipe A.S.E., vous apportez conseil technique sur la mission A.S.E., et prenez des décisions en matière de protection ...

En matière de justice des mineurs, les conseillers **délégués à la protection de l'enfance** peuvent utilement définir des axes de réflexion afin de dynamiser la fonction de juge des **enfants**, jouer un rôle positif dans l'unification du corps de ces magistrats spécialisés et les aider à mettre en place une politique ...

<https://www.senat.fr> > base > qSE...

Rôle du conseiller délégué à la protection de l'enfance - Sénat

À propos des extraits optimisés Commentaires

Chantal Rodier n'était pas juge mais conseillère déléguée à la protection de l'enfance, désignée par ordonnance de M. le Premier Président mais non présente à l'audience et **Dylan Bergnaud** en bon figurant de la **société Baldy** pu jouir du spectacle qui lui était offert, celui de l'entourloupe magistrale dont j'étais victime et où mes enfants allaient payer chèrement leur droit à la vie.

Source : <https://www.senat.fr/questions/base/1996/qSEQ961219341.html#:~:text=En%20mati%C3%A8re%20de%20justice%20des,mettre%20en%20place%20une%20politique>

Je suis ressortie du tribunal sans réponse à mes questions.
Quelques jours plus tard j'ai reçu par courrier le compte-rendu du jugement qui indiquait :

Vu l'ordonnance de placement provisoire en date du 27 juin 2019 et le jugement du 05 décembre 2019 maintenant provisoirement le placement jusqu'au 10 janvier 2020 ;

J'étais effondrée...

J'ai pu passer Noël et le 1er de l'an avec mes enfants tout de même, une pause pour eux comme pour moi dans ce monde immonde. Mais l'ombre du glaive de la justice injuste allait s'abattre à nouveau sur ma famille déjà bien meurtrie par cette association de malfaiteurs.

7 janvier 2020 :

La suite immonde de ce plan machiavélique prend forme une nouvelle fois sous mes yeux malgré tout l'espoir que j'avais de récupérer mes enfants.

Sont présents, **Camille Cambord**, **Dylan Bergnaud de la MECS de Baldy**, une femme représentant l'ASE, **Maitre Vayssettes** mon avocat, mes deux enfants et moi.

Le père toujours inexistant et non représenté n'avait même pas récupéré le recommandé qui lui avait été adressé pour ce nouveau simulacre.

Vu l'ordonnance de placement provisoire en date du 27 juin 2019 et le jugement du 05 décembre 2019 maintenant provisoirement le placement jusqu'au 10 janvier 2020 ;

Vu le rapport d'échéance de l'ASE de l'Hérault reçu le 05 décembre 2019 et le rapport de l'APEA, en charge du lieu de placement des mineurs, reçu le 12 décembre 2019 ;

Vu l'audience de ce jour en présence de Stéphane et de Lidiya, de la mère, assistée de Maître VAYSSETTES, de l'ASE et de M. BEGNAUD, éducateur à la MECS de MONTAGNAC ; Vu l'absence de M. Stéphane MATHIEU, le courrier lui ayant été adressé étant revenu avec la mention "plis avisé et non réclamé" ;

Il ressort des échanges à l'audience et du rapport de l'ASE que Stéphane et Lidiya restent deux enfants extrêmement verrouillés dans leur parole. Les motifs du placement doivent être repris avec eux et ils restent dans le déni de toutes les difficultés qui avaient pourtant été objectivement constatées. Stéphane peut se montrer agressif tout en restant fermé au dialogue et à l'échange.

La MECS Baldy indique que les débuts du placement ont été difficiles mais que les mineurs se sont un peu posés depuis quelques temps. Stéphane a montré qu'il lui était difficile de quitter son groupe d'amis sur Paulhan. Il a des amis au collège et au karaté, ces deux repères ayant été maintenus. Lidiya semble être un peu plus en confiance et s'exprime un peu plus. Elle est scolarisée en CE2 à Montagnac depuis la rentrée de septembre. Les deux enfants sont en demande de lien avec leur mère.

L'ASE a pu aussi relever combien ils expriment d'émotions négatives à l'idée de pouvoir éventuellement recroiser leur père.

Madame BENDIFALLAH-VETTORATO montre une volonté de collaboration avec le service de la MECS qui accueille ses enfants et avec l'ASE. Elle conteste avoir un

**JUGEMENT EN ASSISTANCE EDUCATIVE
(MAINTIEN PLACEMENT)**

Nous, Camille CAMBORDE, Vice-Présidente en charge des fonctions de Juge des enfants près le Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER.

Statuant en Chambre du Conseil.

Vu les articles 375 et suivants du Code Civil, les articles 1181 et suivants du Code de Procédure Civile.

Vu la procédure d'Assistance Educative suivie à l'égard de :

MATHIEU Lidiya, née le 09 Janvier 2010 à SETE (34)
MATHIEU Stéphane, né le 22 Avril 2007 à SETE (34)

dont les parents sont :

MATHIEU Stéphane, demeurant 4 rue Allengry - 34300 AGDE
BENDIFALLAH-VETTORATO Linda, demeurant 4 rue des Pins - La Cantorade villa n° 4 - 34230 PAULHAN

Vu l'ordonnance de placement provisoire en date du 27 juin 2019 et le jugement du 05 décembre 2019 maintenant provisoirement le placement jusqu'au 10 janvier 2020 ;

Vu le rapport d'échéance de l'ASE de l'Hérault reçu le 05 décembre 2019 et le rapport de l'APEA, en charge du lieu de placement des mineurs, reçu le 12 décembre 2019 ;

Vu l'audience de ce jour en présence de Stéphane et de Lidiya, de la mère, assistée de Maître VAYSSETTES, de l'ASE et de M. BEGNAUD, éducateur à la MECS de MONTAGNAC ; Vu l'absence de M. Stéphane MATHIEU, le courrier lui ayant été adressé étant revenu avec la mention "plis avisé et non réclamé" ;

Il ressort des échanges à l'audience et du rapport de l'ASE que Stéphane et Lidiya restent deux enfants extrêmement verrouillés dans leur parole. Les motifs du placement doivent être repris avec eux et ils restent dans le déni de toutes les difficultés qui avaient pourtant été objectivement constatées. Stéphane peut se montrer agressif tout en restant fermé au dialogue et à l'échange.

La MECS Baldy indique que les débuts du placement ont été difficiles mais que les mineurs se sont un peu posés depuis quelques temps. Stéphane a montré qu'il lui était difficile de quitter son groupe d'amis sur Paulhan. Il a des amis au collège et au karaté, ces deux repères ayant été maintenus. Lidiya semble être un peu plus en confiance et s'exprime un peu plus. Elle est scolarisée en CE2 à Montagnac depuis la rentrée de septembre. Les deux enfants sont en demande de lien avec leur mère.

L'ASE a pu aussi relever combien ils expriment d'émotions négatives à l'idée de pouvoir éventuellement recroiser leur père.

Madame BENDIFALLAH-VETTORATO montre une volonté de collaboration avec le service de la MECS qui accueille ses enfants et avec l'ASE. Elle conteste avoir un

Bis répétita : le simulacre de justice se répéta le 27 juin 2019 à huit clos avec **Chantal Rodier** juge par intérim, L'ASE toujours représentée par **Dylan Bergnaud**, mon avocat Maître **Joseph Vayssettes** et moi même.

Le père absent obtiendra des droits de visites, mes enfants resteront placés à l'ASE, et moi encore dans l'incertitude d'un retour à une vie normale. Le sort s'acharne contre nous, j'étais, à ce moment-là, encore loin de m'imaginer toute l'horreur qui nous attendait. Nous étions, mes enfants et moi, sous le choc.

de placement provisoire, par le fait qu'il y avait des tensions avec Stéphane autour des envies de sorties de l'adolescent. Elle indique avoir recommencé un suivi avec son psychiatre. Son conseil souligne qu'elle est dans une volonté de progresser. Elle sollicite une nouvelle expertise psychiatrique car elle conteste les conclusions de l'expertise du Docteur AIGUESVIVES rendue en 2017. Elle souhaiterait un élargissement de ses droits de visite et d'hébergement.

L'ensemble de ces éléments justifie le maintien de la mesure de placement avec le maintien de droits de visite et d'hébergement chez la mère et l'organisation de certaines visites en présence d'un tiers éducatif pour travailler le lien entre la mère et les enfants. Des droits de visite avec le père, en présence d'un tiers, seront autorisés, à condition que les enfants s'y sentent prêts. Une nouvelle expertise psychiatrique de la mère sera ordonnée, afin d'obtenir un avis sur l'état de santé actuel de Madame BENDIFALLAH VETTORATO.

PAR CES MOTIFS

Statuant en chambre du conseil en matière d'assistance éducative et en premier ressort.

Maintenons la mesure de placement ayant confié **MATHIEU Lidiya et MATHIEU Stéphane** à l'**ASE DE L'HERAULT** pour une durée d'**UN AN** à compter du 10 janvier 2020, soit jusqu'au 10 janvier 2021 ;

Disons que la mère rencontrera ses enfants dans le cadre d'un droit de visite et d'hébergement une fin de semaine sur deux et durant la moitié des vacances scolaires ainsi que lors de deux visites en présence d'un tiers par mois, en accord avec l'organisme gardien et qu'en cas de difficulté il nous en sera référé ;

Disons que le père pourra rencontrer ses enfants dans le cadre de visites en présence d'un tiers, une fois tous les 15 jours, certaines visites étant organisée avec les deux mineurs ensemble, d'autres avec les mineurs séparément,

Disons que les allocations familiales et toutes prestations sociales auxquelles les mineurs ouvrent droit seront versées pendant la durée du placement par l'organisme débiteur à la mère,

Disons que ce service devra nous faire parvenir un rapport UN MOIS avant l'échéance de la présente mesure.

Disons que les frais d'entretien et de placement seront mis à la charge du département.

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente décision.

Fait à Montpellier en notre Cabinet, le 07 JANVIER 2020
Camille CAMBORDE, Juge des enfants

Appel de cette décision peut être formé dans un délai de QUINZE JOURS à compter de la date de notification. L'Appel doit être formé par une déclaration que la partie ou tout mandataire fait ou adresse, par pli recommandé, au greffe de la Cour d'appel de MONTPELLIER - Chambre Spéciale des Mineurs 1 rue Foch 34000 MONTPELLIER. La déclaration d'appel est accompagnée de la copie de la décision.

Mes enfants avaient été amenés par **Dylan Bergnaud** dans un état pitoyable, avec des affaires en mauvais état qui ne leur appartenaient même pas... Qu'ils étaient tristes ! Et j'étais loin de saisir l'entièreté de ce qu'ils ressentaient.

13 janvier 2017 :

Le rapport de **Claude Aiguevives**, pédophile notoire et très connu des réseaux était clairement dirigé contre moi : « *Madame Linda Bendifallah-Vettorato est dans une idéalisation de la fonction maternelle. Elle n'ignore pas ses fragilités, ses erreurs éducatives* ». Il avait écrit sur Lidiya, « *a également un trouble neuropsychologique* ». Nous avons constaté une dysphasie. Il est probable que ce trouble évolue en dyslexie.

Camille Camborde devra répondre de ses nombreux forfaits envers les parents mais aussi envers les enfants qu'elle a mis entre les griffes des réseaux pédocriminels établis. Serait-elle plébiscitée par les pédophiles qui logent aux sein des ministères et des écoles de droits et notamment l'université de Nanterre.

Nous n'avons pas mérité que des « élus » sans foi ni loi pondent des lois contre nous.

Dysphasie voir source Google.

A la lumière de cette définition, enfermer un enfant souffrant de dysphasie voir de dyslexie dans une prison telle que l'ASE est la preuve de la volonté fondamentale qu'une petite caste de fonctionnaires génocidaires œuvre contre l'humanité via le génocide des enfants.

Il y a clairement une intention de nuire pour des raisons que nous connaissons tous, il s'agit de répondre aux commandes des réseaux pédocriminels.

C'est pourquoi des gens comme **Jack Lang, Daniel Cohn-Bendit, Jean Pierre Rozencvieg** et tout un tas de pédocriminels grassement payés par les impôts des français sont encore en vie.

Il n'y a pas de loi franche contre les pédocriminels en France, pourquoi ?

Réponse : « les lois en France sont élaborées par les ministres du gouvernement, examinées et amendées par les commissions parlementaires, débattues en séance publique au Parlement, et finalement adoptées et promulguées par le Président de la République. »

Sous François Mitterrand la loi concernant la peine de mort a été abolie !
On peut se poser la question POURQUOI !

Cette loi a particulièrement protégé les pédocriminels qui ne risquent plus d'être expédiés manu militari en enfer... !

Source : L'affaire Vincent p. 73 de Stan Maillaud

Pour revenir sur le travail de cet expert **Claude Aiguevives**, sa pathologie était inquiétante lorsque il écrivait du petit Vincent, « *il est dans la jouissance chaque fois qu'il peut contrer les arguments paternels* », le terme de **jouissance** employé pour un enfant de dix ans, même pour évoquer une perversion psychologique me paraît plus que déplacé.

Il évoquait, je cite : « ***une abondance mythomaniaque, de graves affabulations qui progressivement avec le temps, suscitent des confusions de mémoire. L'enfant parvient à s'auto suggérer que cela a pu exister*** ». Afin de décrédibiliser la parole et les sévices subis par l'enfant.

Rappelons que Vincent a été violé en réunion par son père et d'autres pédophiles. Plusieurs autres enfants ont subi le même sort tous enfermés dans des cages à la merci de ces immondes personnages.

Pour conclure cette journée du **7 janvier 2020**, le simulacre se termine par l'ordonnance d'une garde alternée avec l'ASE ! J'ai du mal à y croire mas c'est bien réel, des entreprises privées ont juridiction totale sur les êtres vivants sous couvert de légalité. J'aurais donc mes enfants la moitié des vacances scolaires et un week-end sur deux, le reste du temps ils seront à l'ASE et des visites médiatisées nous seront imposés comme le désire **la juge Camborde !**

Concernant les visites médiatisées, je devais faire 45 minutes de route pour aller à **Actions Jeunes à Pignan**, mes enfants étaient accompagnés par **Dylan Bergnaud** et eux aussi avaient 45 minutes de route avant de me retrouver sur ce lieu. Les éducateurs nous faisaient faire des jeux de société parfaitement inutiles, mais c'était pour eux l'occasion de nous épier, nous analyser. Qui accepterait de voir ses enfants sous la surveillance de ceux qui ont la charge de les détruire ?? Personne ne peut accepter cela.

J'ai tout accepté pour avoir la chance de voir mes enfants.
Concernant la **MECS Actions Jeunes**, leur site regorge de **lieux de vie** éparpillés partout, allant du château à la maison de ville. A ceux qui se demandent où passe l'argent du contribuable, il serait judicieux de mettre leur nez dans les affaires des pédophiles de l'ASE. En consultant leur lien, je découvre des dizaines de lieux où les enfants sont retenus contre leur volonté par les services de l'état :

Source : https://www.google.com/search?client=ms-android-xiaomi-rvo3&sca_esv=757fb129c7c22246&hl=fr-FR&cs=0&sxsrf=ADLYWIJ958TyPQatjW2UpWG9-TyduEI7Tg:1730475240153&kgmid=/g/11f88x8cy5&q=MECS+Actions+Jeunes&shndl=30&shem=legptse,uptsc&source=sh/x/loc/act/m1/4&kg=35c56bd57797efe2

La MECS Action Jeunes, c'est 182 salariés, 10,5 millions d'euros de budget, 156 MECS incluant les SAP, 238 places en file active pour les Interventions Éducatives à Domicile (IED)... selon leur site !

Le père, absent, se voit accorder des rencontres avec nos enfants dans les mêmes conditions que pour moi malgré l'évident refus de la part de mes enfants de le voir.

L'ASE a pu aussi relever combien ils expriment d'émotions négatives à l'idée de pouvoir éventuellement recroiser leur père.

Je continue d'emmener mes enfants au karaté et à l'orthophoniste. Les éducateurs n'ayant pas le temps. N'ont-ils donc pas le temps de faire le boulot pour lequel ils sont

payés ? Ma priorité était de passer du temps avec eux en les amenant loin de l'enfer de l'ASE.

Suite au nouveau jugement de Camille Camborde, mes enfants repartaient pour 1 an de prison à l'ASE.

J'APPEL DE MONTPELLIER BUNAL POUR ENFANTS Place Pierre Flotte MONTPELLIER CEDEX 1	EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER
Camille CAMBORDE Secteur : 3 Affaire : C16/0151 (Assistance éducative) Mineurs : MATHIEU Lidiya et MATHIEU Stéphane	Jugement du 07 JANVIER 2020 Notification : CAF- ASE -père-mère-avocat

JUGEMENT EN ASSISTANCE EDUCATIVE
(MAINTIEN PLACEMENT)

Nous, Camille CAMBORDE, Vice-Présidente en charge des fonctions de Juge des enfants près le Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER.

Statuant en Chambre du Conseil.

Vu les articles 375 et suivants du Code Civil, les articles 1181 et suivants du Code de Procédure Civile.

Vu la procédure d'Assistance Educative suivie à l'égard de :

MATHIEU Lidiya, née le 09 Janvier 2010 à SETE (34)
MATHIEU Stéphane, né le 22 Avril 2007 à SETE (34)

dont les parents sont :

MATHIEU Stéphane, demeurant 4 rue Allengry - 34300 AGDE
BENDIFALLAH-VETTORATO Linda, demeurant 4 rue des Pins - La Cantorade villa n° 4 - 34230 PAULHAN

Vu l'ordonnance de placement provisoire en date du 27 juin 2019 et le jugement du 05 décembre 2019 maintenant provisoirement le placement jusqu'au 10 janvier 2020 ;

Vu le rapport d'échéance de l'ASE de l'Hérault reçu le 05 décembre 2019 et le rapport de l'APEA, en charge du lieu de placement des mineurs, reçu le 12 décembre 2019 ;

Vu l'audience de ce jour en présence de Stéphane et de Lidiya, de la mère, assistée de Maître VAYSETTES, de l'ASE et de M. BEGNAUD, éducateur à la MECS de MONTAGNAC ; Vu l'absence de M. Stéphane MATHIEU, le courrier lui ayant été adressé étant revenu avec la mention "plis avisé et non réclamé" ;

Il ressort des échanges à l'audience et du rapport de l'ASE que Stéphane et Lidiya restent deux enfants extrêmement verrouillés dans leur parole. Les motifs du placement doivent être repris avec eux et ils restent dans le déni de toutes les difficultés qui avaient pourtant été objectivement constatées. Stéphane peut se montrer agressif tout en restant fermé au dialogue et à l'échange.

La MECS Baldy indique que les débuts du placement ont été difficiles mais que les mineurs se sont un peu posés depuis quelques temps. Stéphane a montré qu'il lui était difficile de quitter son groupe d'amis sur Paulhan. Il a des amis au collège et au karaté, ces deux repères ayant été maintenus. Lidiya semble être un peu plus en confiance et s'exprime un peu plus. Elle est scolarisée en CE2 à Montagnac depuis la rentrée de septembre. Les deux enfants sont en demande de lien avec leur mère.

L'ASE a pu aussi relever combien ils expriment d'émotions négatives à l'idée de pouvoir éventuellement recroiser leur père.

Madame BENDIFALLAH-VETTORATO montre une volonté de collaboration avec le service de la MECS qui accueille ses enfants et avec l'ASE. Elle conteste avoir un

16 mars 2020 :

« *Nous sommes en guerre* » _ Emmanuel Macron

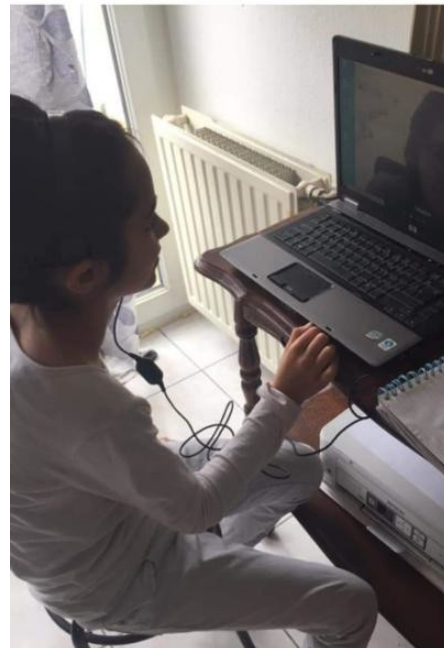
Les mesures de confinement m'ont été salutaires car j'ai pu récupérer mes enfants, j'ai pris cette période pour une victoire.

Nous avons repris un rythme de vie normal, mais avec l'école à la maison, et quelques sorties en famille. Ils continuaient même le karaté à distance !



ILiya Bibal
1 avr. 2020 · 🧑🏻

L'école à la maison 🏠 pour ma chérie



Nous avons été chanceux car bon nombre de parents et d'enfants n'ont pas eu du tout la même histoire, beaucoup ont perdu contact ensemble et certain de façon définitive !

Notre bonheur était provisoire malgré les apparences, et nous n'allions pas tarder à le comprendre. **Le docteur Pénochet** m'avait contactée afin de m'évaluer psychologiquement, il avait donc la mission de me détruire sur le papier, lui aussi.

11 mai 2020 :

Officiellement, c'est la fin du confinement, mais pas la fin de la guerre.

Les agents de l'ASE reviennent à la charge au téléphone de façon détendue comme s'ils revenaient réclamer des colis qu'ils m'avaient confiée avant de partir en vacances.

Je peux récupérer mes enfants 4 jours et demi par semaine, tous les week-ends et toutes les vacances scolaires.

Une fois de retour au foyer, l'enfer se déclencha contre mes enfants, Loïc apeuré, m'appela jusqu'à 3 fois par jour. **Dylan** en frappait certains, il s'imposait dans leurs chambres. Andy, un des enfants du foyer me dira que mon fils pétait les plombs.

Ce **Dylan** restait souvent enfermé avec une petite fille seul dans sa chambre en plein après midi. Leur niveau de conscience ne leur permettait pas de comprendre la situation. Cependant avec les témoignages des enfants je me suis rendue à la gendarmerie pour dénoncer cette situation.

Mon fils avait enregistré avec le téléphone que je lui avais laissé des propos malveillants des éducateurs à mon encontre du style « ta mère elle boit », « elle se drogue », « elle est folle »...

C'est la raison pour laquelle je devenais plus intrusive au sein de ce foyer, mes enfants étaient en danger, mais aussi les autres enfants ! La violence régnait et c'était les pseudo-éducateurs qui étaient chargés de la distiller dans les esprits de ces êtres innocents enfermés injustement dans ce camp de concentration de l'enfance.

Les enfants tentaient de se protéger les uns et les autres face aux exactions de l'équipe éducative. Souvent impuissants, les enfants subissaient des représailles sous forme de torture psychologique, de coups et de privation en tout genre.

J'ai parfois eu à recueillir des enfants du foyer qui étaient en fugue, ils ne supportaient pas les sévices qu'ils subissaient à Baldy et c'était aussi pour eux l'occasion de prendre une bouffée d'air nécessaire à leur équilibre mental, moral et psychologique.

Les enfants m'ont expliquée que **Dorothée Passerieux** retirait les enfants lorsqu'ils étaient à l'école pour procéder à des interrogatoires dans son cabinet. Il y avait donc bien une cooptation de forces malveillantes contre les enfants de Baldy.

La vie des enfants du foyer était ainsi rythmée par des brimades, des mensonges sur leurs parents, de la violence, des fugues et que sais-je encore d'autre ? La propagande allait bon train.

*« **La propagande est une arme véritablement redoutable entre les mains de celui qui sait s'en servir** »*

_ Adolf Hitler, 1924.

Définition de propagande : diffusion d'informations orientées de telle façon qu'elle contribue à façonner l'opinion et le comportement de la population.

Son pouvoir dépend du message, de la technique et des moyens de diffusion, du contexte et de la réceptivité du public concerné.

La propagande utilise des vérités, des demi-vérités ou des mensonges, elle omet des informations volontairement, elle simplifie les questions ou les idées complexes, joue sur les émotions, fait de la promotion d'une cause attaque les opposants et cible les publics souhaités.

Source : <http://www.musee-resistance.com/wp-content/uploads/2016/11/resistance-2008-09.pdf>

Durant cette période, Loïc à plusieurs reprises m'appelait pendant les crises de **Dylan**, j'entendais ce qui se disait au téléphone : « *Tu ne verras plus ta mère !* », « *tu vas aller en prison !* », les mots vociférés par **Dylan Bergnaud** m'ont fait sortir de mes gonds, je suis allée au foyer.

Je sonnais énergiquement à l'interphone sans réponse. J'enjambais la barrière afin d'aller directement récupérer mes enfants. C'était sans compter sur l'équipe des éducateurs, plusieurs sont venus à ma rencontre, non par politesse mais bien pour m'aboyer dessus et insulter mon fils. Malgré le fait que j'expliquais que **Dylan** entraînait dans les chambres de mes enfants, que ses agissements étaient contraires au bien-être, et que son comportement n'était pas digne d'un éducateur, celui-ci était défendu par l'équipe.

J'en informais la gendarmerie de Pezenas à de nombreuses reprises. Ce scénario ne s'était pas déroulé qu'une seule fois. Je n'y trouvais aucune écoute, pire, j'en ai été chassée quasiment à chaque fois. J'étais encore naïve de chercher de l'aide auprès de ceux qui oeuvraient avec les nazis de l'ASE.

2 octobre 2020 :

Mon fils m'appela alors que **Dylan** l'agressait une nouvelle fois.

Je me suis directement rendue sur place, j'arrivais à m'introduire dans la chambre de mon fils en passant par la fenêtre. J'y découvrais Loïc tétanisé de peur, il s'était enfermé dans sa chambre en bloquant la porte avec son armoire pour se protéger de **Dylan Bergnaud**. Folle de rage à l'intérieur mais calme en apparence, je débloquais la porte de la chambre de mon fils afin d'aller chercher des explications auprès des éducateurs. Je croisais la maîtresse de maison celle qui réchauffait les plats des enfants qui se mit aussi à défendre **Dylan**.

J'ai fini par appeler les pompiers qui sont intervenus rapidement. Ils ont pu prendre en charge mes enfants pour les amener à l'hôpital de Béziers où un certificat délivré par le docteur **De Pertat** classera ma fille comme suicidaire.

22 octobre 2020 :

Nouveau jugement en assistance éducative par **Camille Camborde** : « *depuis début 2020 le placement de Loïc et Lidiya devient de plus en plus compliqué* », « *Loïc a fugué plusieurs fois pour se rendre chez sa mère* », « *Linda est de plus en plus intrusive et envahissante* », « *depuis 3 semaines les mineurs sont retenus par Madame...* ».

La procédure mensongère se déchaîne contre moi et mes enfants sans tenir compte de l'horreur que nous vivions. A aucun moment la juge n'évoque le certificat médical concernant les idées suicidaires de Lidiya.

En conclusion, le placement SAP à mon domicile me permet de récupérer mes enfants, et le père détient toujours des droits de visites en présence d'un tiers.

La sécurité sociale (SS) sera versée au département, me déboutant ainsi de mon droit et devoir médical envers mes enfants, une sorte de... **Mise sous tutelle...** sans jamais l'évoquer !

HOSPITALIER BEZIERS
- POLE FEMME MERE ENFANT -
Chef de pôle : Dr CALLAMAND P.
Tél 04 67 35 73 89 **Secrétariat** Tél 04 67 35 73 88 / Fax 04 67 35 77 99

Dr. DE PERTAT T. | N° RPPS
N° Finess

10003797692
340780055

CHEF DE SERVICE
URGENCES PEDIATRIQUES
Dr. Pierre CALLAMAND
1000 322 46 97

P.H. Temps plein
Dr Betina BORM-SFEIR
1000 317 38 52

Dr Thierry DE PERTAT
1000 379 76 92

Dr Alima MBOUSSIE
1010 060 61 19

Dr Bent Nébi GATI
1000 324 40 42

Dr Gilles PALENZUELA
1000 325 56 26

Dr Ana-Maria DIT-VLAICU
1000 439 27 41

Dr Sarah DUTRON
1010 085 85 04

Attachées
Dr Agnès MOLINIER
1000 323 00 58

Dr Blandine SUAUI
10 100 21 23 89

SOINS AUX URGENCES

Liste des soins :

- **Température**
- Prescription le 02/10/2020 à 13:56 & Réalisation le 02/10/2020 à 13:56

AVIS SPECIALISTE

Il n'y a aucun avis spécialiste pour ce patient.

CONCLUSION

le 02/10/2020 à 16h01
Idées suicidaire chez une patiente de 10 ans avec contexte de problème familiaux.
Avis pédopsychiatre et psychologue en faveur d'une hospitalisation au vu du contexte social et psychologique.
Entretien par AS lundi 05/09.
Enfant sera revu par pédopsychologue dans le service.

Diagnostic de sortie : Idées suicidaires

Docteur DE PERTAT T.

24 octobre 2020 : Je déscolarise mes enfant de l'école de Montagnac pour les re-scolariser près de chez nous, à Paulhan.

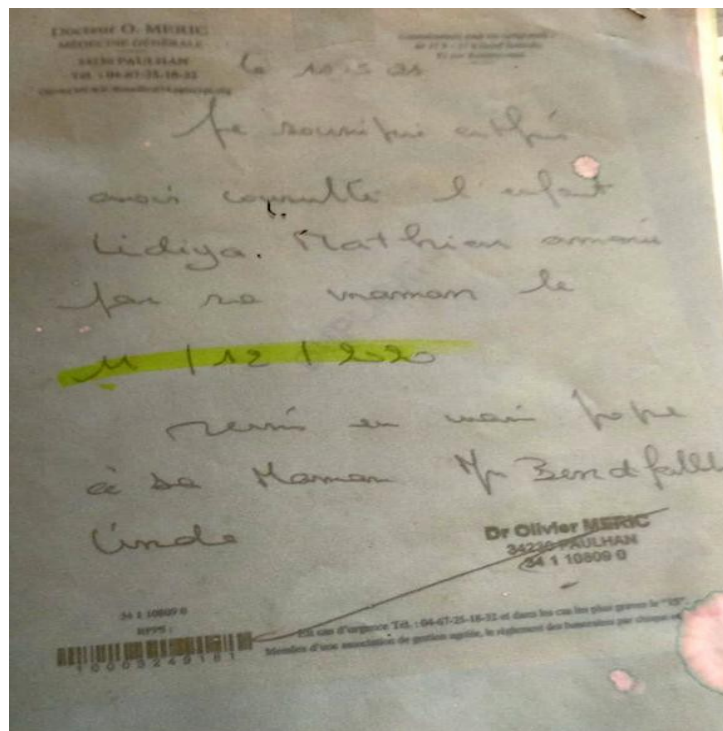
La vie semblait reprendre son cours normal, les enfants retrouvaient leurs copains, ils jouaient ensemble, les mauvais souvenirs laissaient place à l'euphorie et je voyais enfin mes enfants heureux.

LA CHUTE

11 décembre 2020 :

J'avais pour habitude d'amener mes enfants à l'école à pied, ils avaient leurs vélo, et comme d'habitude, nous étions rejoint par d'autres enfants du village sur le chemin de l'école. Un jour normal dans la vie des enfants. Et comme un jour normal où des enfants jouent et font du vélo, Lidiya fait une chute sans gravité apparente. D'ailleurs, même Lidiya disait qu'elle allait bien face à mes inquiétudes de maman ! Je déposais donc mes enfants et leurs copains à l'école, sereine.

En récupérant mes enfants en fin de journée, la maîtresse me signale que ma fille s'était plaint d'avoir mal au ventre. Je ne voyais pas le rapport avec la chute de vélo, l'idée me traversa qu'elle aurait pu avoir une crise d'appendicite. Le soir même, je fis consulter Lidiya chez mon médecin de famille. Il l'ausculta et ne trouva rien, par acquis de conscience, il me conseilla d'aller à l'hôpital pour faire des examens.



Le soir même, j'emmenai Lidiya à l'hôpital de Béziers, j'étais soucieuse, ses plaintes ne cessaient pas. Nous sommes resté 5 ou 6 heures à attendre qu'on nous prenne en charge « *Ce n'est pas un cas d'urgence* » m'a-t-on dit.

Vers 7h du matin, une équipe se décida à prendre en charge ma fille, enfin ! Après divers examens, ils décidèrent de la garder en observation 5 jours. Une amie s'était portée volontaire pour me garder Loïc le temps que je m'occupe de Lidiya.

Le 15 décembre, Le docteur **Gilles Palenzuela** adressera son compte-rendu à mon médecin-traitant :

Le séjour de Lidiya se déroula bien, elle n'avait rien d'alarmant. Sa sortie était prévue pour le 18 décembre et je ne mesurais pas encore le nouveau piège de l'ASE. Le 16 décembre, le bulletin de situation n'indique rien d'anormal chez Lidiya,

CHU N°100
HOSPITALIER DE BEZIERS

URGENCES PEDIATRIQUES
- POLE FEMME MERE ENFANT -
Chef de pôle : Dr CALLAMAND P.
Tél 04 67 35 73 89 Secrétariat Tél 04 67 35 73 88 / Fax 04 67 35 77 99

MATHIEU
Lidiya
09/01/2010
038770248

Dr. HANCART M. | N° RPPS

N° Finess

10101783503

340780055

CHEF DE SERVICE
URGENCES PEDIATRIQUES
Dr. Pierre CALLAMAND
1000 322 46 97

P.H. Temps plein
Dr Betina BORM-SFEIR
1000 317 38 52

Dr Thierry DE PERTAT
1000 379 76 92

Dr Alima MBOUSSIE
1010 060 61 19

Dr Bent Nébi GATI
1000 324 40 42

Dr Gilles PALENZUELA
1000 325 56 26

Dr Ana-Maria DIT-VLAICU
1000 439 27 41

Dr Sarah DUTRON
1010 085 85 04

Attachées
Dr Agnès MOLINIER
1000 323 00 58

Dr Blandine SUAUI
10 100 21 23 89

SOINS AUX URGENCES

Liste des soins :

- **Température**
- Prescription le 11/12/2020 à 20:28 & Réalisation le 11/12/2020 à 20:28
- **Bandelette Urinaire**
- Prescription le 11/12/2020 à 21:20 & Réalisation le 11/12/2020 à 22:06
- **pose VVP + bouchon**
- Prescription le 11/12/2020 à 22:06 & Réalisation le 11/12/2020 à 22:06
- **Bilan aiguille**
- Prescription le 11/12/2020 à 22:06 & Réalisation le 11/12/2020 à 22:06

AVIS SPECIALISTE

11/12/2020 à 00h21
scanner abd avec inj
contusion parenchymateuse hépatique étendue avec épanchement cds de Douglass
avis Dr Passebois : trtt conservateur, prendre avis chir infantile CHU 34 demain

CONCLUSION

Il n'y a aucune conclusion pour ce patient.

Diagnostic de sortie : Douleurs abdominales, autres, SP

Docteur HANCART M.

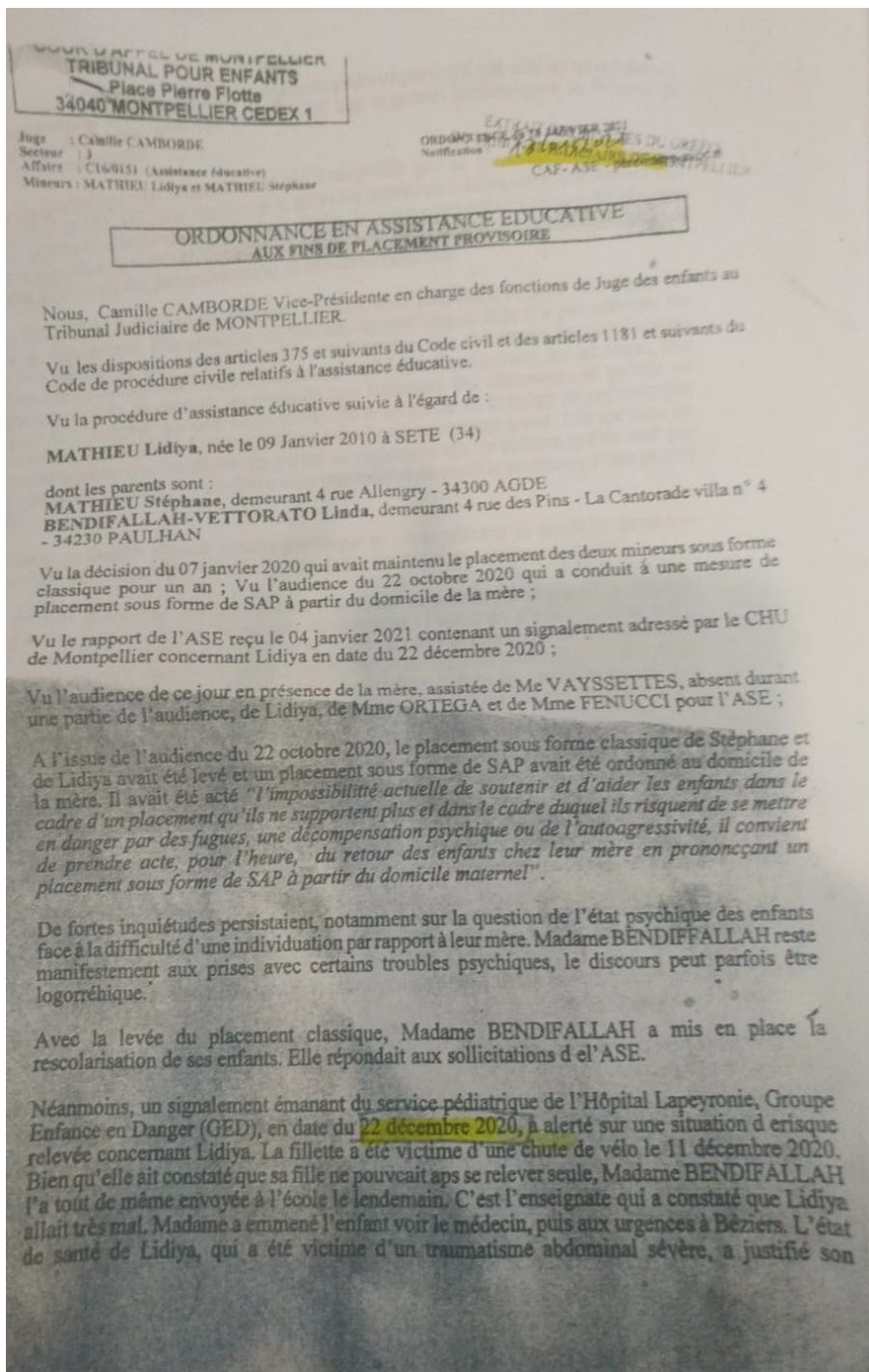
Le Diagnostic établi dans le cadre des urgences peut évoluer secondairement.
Devant la persistance ou l'aggravation des symptômes n'hésitez pas à reconsulter.

CENTRE HOSPITALIER DE BEZIERS
2 rue Valentin Haüy, ZAC de Montimaran, BP 740, 34525 Béziers Tél. : 04 67 35 70 35 - Fax : 04 67 35 72 00

11 janvier 2021 :

Je reçois une convocation par le tribunal de Montpellier, l'affaire Lidiya venait donc d'être ré ouverte par **la juge Camborde**. A partir de ce jour, Loïc ne fut plus inquieté de quelque manière que ce soit par l'ASE, c'était Lidiya qui était visée.

La convocation était pour le 18 janvier. J'en ai informé mon avocat, **Me Vayssettes**, « *ce n'est pas inquiétant, c'est juste pour une information* » me dit-il d'un ton rassurant. Mais je n'étais pas du tout rassurée !



18 janvier 2021:

Je me rends au tribunal avec Lidiya où je retrouve **Me Vayssettes** qui m'accompagne jusqu'au bureau.

A peine entrée dans l'abattoir, **la juge Camborde** et deux éducatrices qui se tenaient debout se mettent à hurler, « *t'es folle ! Tiens donc !*

Encore ?!. Je passe sur les propos qui n'étaient qu'une pale copie de la première fois où cette psychopathe m'a agressée. D'ailleurs, toute cette scène n'était qu'une copie de la première fois où on m'avait enlevée mes enfants. J'étais angoissée et terrifiée, et aussi démunie, mon avocat avait pris la poudre d'escampette avec la discrétion d'un ninja ! C'est mentionné dans l'ordonnance suivante. Il n'était plus là pour nous accompagner et nous défendre comme son serment l'exige !

Cette fois-ci l'abattage a duré toute la journée, nous étions convoquées le matin, et l'horreur se poursuivra jusqu'à 21h environ.

Il n'y a pas eu d'échanges dans cette salle, ni d'audience, les manœuvres **de la juge Camborde** et des deux nazies qui l'accompagnaient n'étaient axées que sur la violence verbale en usant de mensonges et tromperies, de manières coercitives et agressives. Et je n'avais pas d'avocat pour nous aider.

Lidiya s'effondrera en pleurs à plusieurs reprises, les cris, les mensonges et les agressions verbales lui crevaient le cœur à chaque fois. La juge **Camborde**, toujours un sourire en coin, fera intervenir la police nationale et les pompiers pour obtenir ce qu'elle voulait, la vie de mon enfant, la vie de Lidiya.

orientation à l'hôpital de Montpellier, aux urgences pédiatriques, qui ont acté un retard dans la prise en charge de l'enfant, avec une consultation aux urgences pédiatriques de Béziers 48 heures après le traumatisme.

Durant l'hospitalisation, les soignants ont été interpellés par le comportement maternel, Madame BENDIFALLAH étant apparue peu présente auprès de Lidiya avec notamment une absence de visite à sa fille de vendredi à mardi. Enfin, le comportement de Lidiya a été constaté comme étant peu adapté, avec une discordance affective et une enfant paraissant fuyante lorsque l'on aborde certains sujets, particulièrement sa situation familiale.

Madame BENDIFALLAH invoque toujours de multiples justifications pour expliquer les éléments de signalement. Elle conserve un discours logorrhéique. Elle n'a pas prévenu les services de l'ASE, alors qu'elle est en contact régulier avec eux et a toutes les coordonnées nécessaires. Lidiya fait pourtant l'objet d'un placement à domicile. Au cours des échanges, elle laisse entendre qu'elle se contente de répondre aux messages des éducateurs et qu'elle ne souhaite pas être "envahie" par eux. En 10 jours, elle n'aurait pas eu le temps de prévenir que sa fille avait chuté puis qu'elle était hospitalisée suite à un traumatisme grave. Elle est dans un refus de collaboration avec les éducateurs qui infuse clairement sur les enfants, qui ne sont pas autorisés à nouer une relation de confiance avec leur mère et donnent le sentiment d'une parole verrouillée.

Elle affirme ne souffrir d'aucun trouble psychique et avoir effectué la nouvelle expertise psychiatrique avec le Dr PENOCHET il y a quelques semaines, par visioconférence.

Force est donc de constater que la placement à domicile ne permet pas d'assurer la sécurité physique et psychique de Lidiya, qui est âgée de seulement 11 ans et qui n'a pas la même place auprès de sa mère que Stéphane. La collaboration avec les services éducatifs est inopérante ce qui ne permet pas de s'assurer de la bonne prise en charge au domicile maternel puisque l'ASE ne peut compenser ou soutenir les fragilités de la mère dans la prise en charge de Lidiya. La nécessité de reprendre un placement "classique" s'impose, compte tenu de ces inquiétudes.

Compte tenu de ce qui précède, les rencontres entre Mme BENDIFALLAH et Lidiya interviendront en présence d'un tiers, afin de canaliser le positionnement maternel. Les rencontres entre M. MATHIEU et Lidiya pourront aussi se poursuivre dans un cadre médiatisé.

PAR CES MOTIFS

Statuant en Chambre du Conseil en matière d'assistance éducative et en premier ressort.

Confions la mineure **MATHIEU Lidiya** provisoirement à l'ASE DE L'ASE pour une durée de 6 mois à compter de ce jour, soit jusqu'au 18 juillet 2021 ;

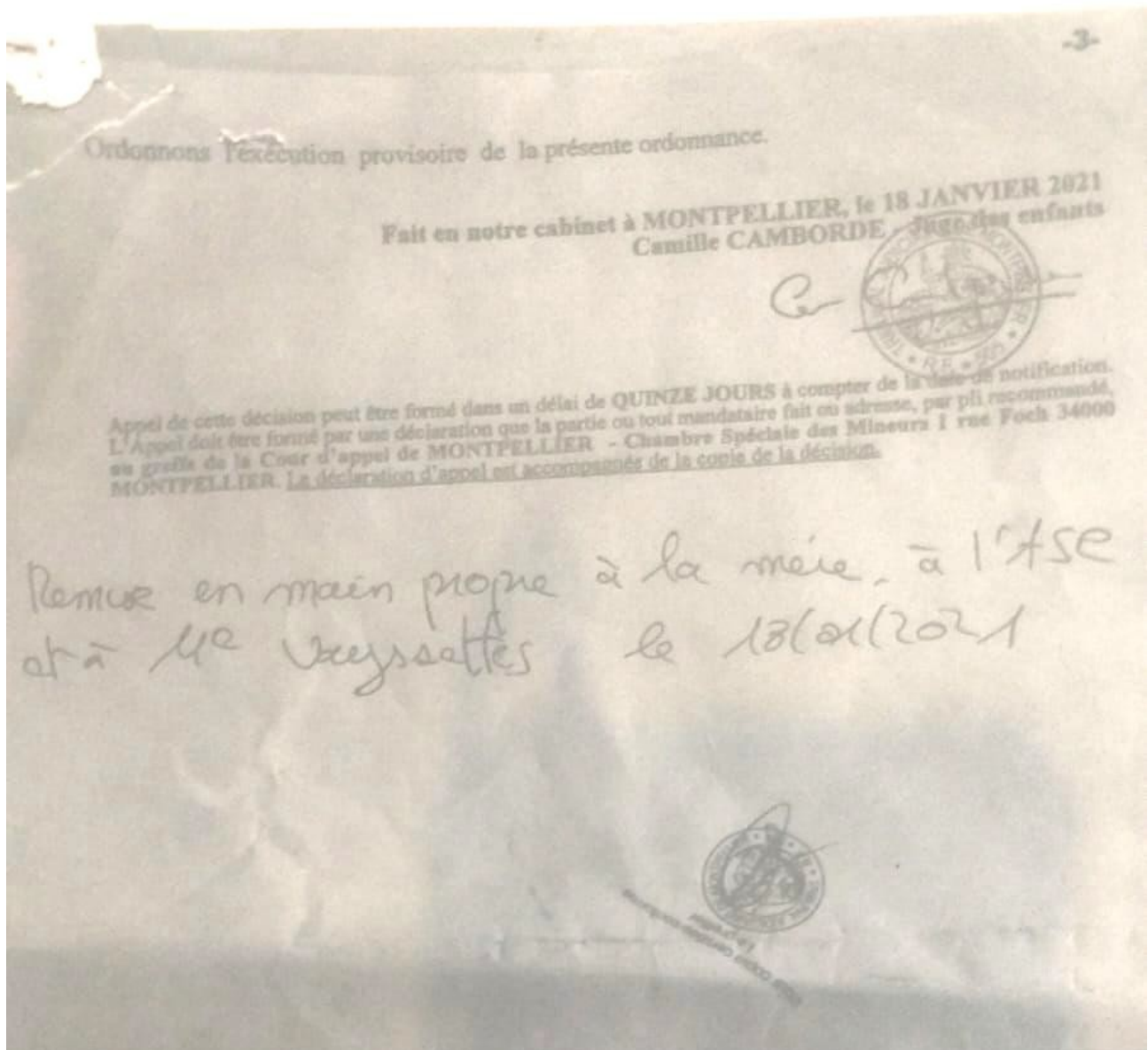
Disons que ce service devra nous faire parvenir un rapport **UN MOIS** avant l'échéance de la présente mesure.

Disons que la mère pourra rencontrer Lidiya dans le cadre d'un droit de visite en présence d'un tiers une fois tous les 15 jours ;

Disons que le père pourra rencontrer sa fille dans le cadre de visites en présence d'un tiers, une fois tous les 15 jours,

Disons que les prestations familiales auxquelles l'enfant ouvre droit seront versées directement par l'organisme payeur à la mère,

Disons que la famille ne participera aux frais d'entretien et de placement qui seront mis à la charge du département.



La journée s'achèvera comme celle du 27 juin 2019, mon enfant fut enlevé de façon légale avec l'aide de la police nationale, des pompiers et du service de sécurité du tribunal, me laissant, une fois encore, désespérée. Le prétexte était bien cette chute de vélo ! Mais comme cela faisait assez maigre comme motif, il fallait que les agents inventent des prétextes, malheureusement pour nous, ils sont nombreux, influents, et **très fraternels** entre eux et surtout, très inventifs pour colporter des histoires qui n'existent que dans leurs esprits malades et pervers.

Le crime était parfait !

19 janvier 2021 :

Le lendemain de l'enlèvement de Lidiya, Je reçois un mail cordial de **Véronique Armand** à 15h34 précise, m'avertissant qu'ils avaient amené Lidiya aux urgences : « *elle se plaint de douleurs au ventre* », évoquant encore cette fois « *l'accident de vélo* ». Je savais que c'était dû au choc du nouveau placement. N'oublions pas qu'elle évoquait la possibilité de se suicider comme l'a mentionné le médecin sur son rapport.

Je me suis rendue sur place à l'hôpital. Après être passée par l'accueil sans réponse positive, je me suis rendue aux urgences pour demander si elle se trouvait là. Toujours aucune réponse positive.

J'avais peur pour ma fille, et j'étais de nouveau seule dans cette tragédie.

Je ne reverrais ma fille que 7 mois plus tard...



9 février 2021 :

Nouveau courrier venu du département de l'Hérault ayant pour objet « votre comportement à l'égard des agents du service public » !

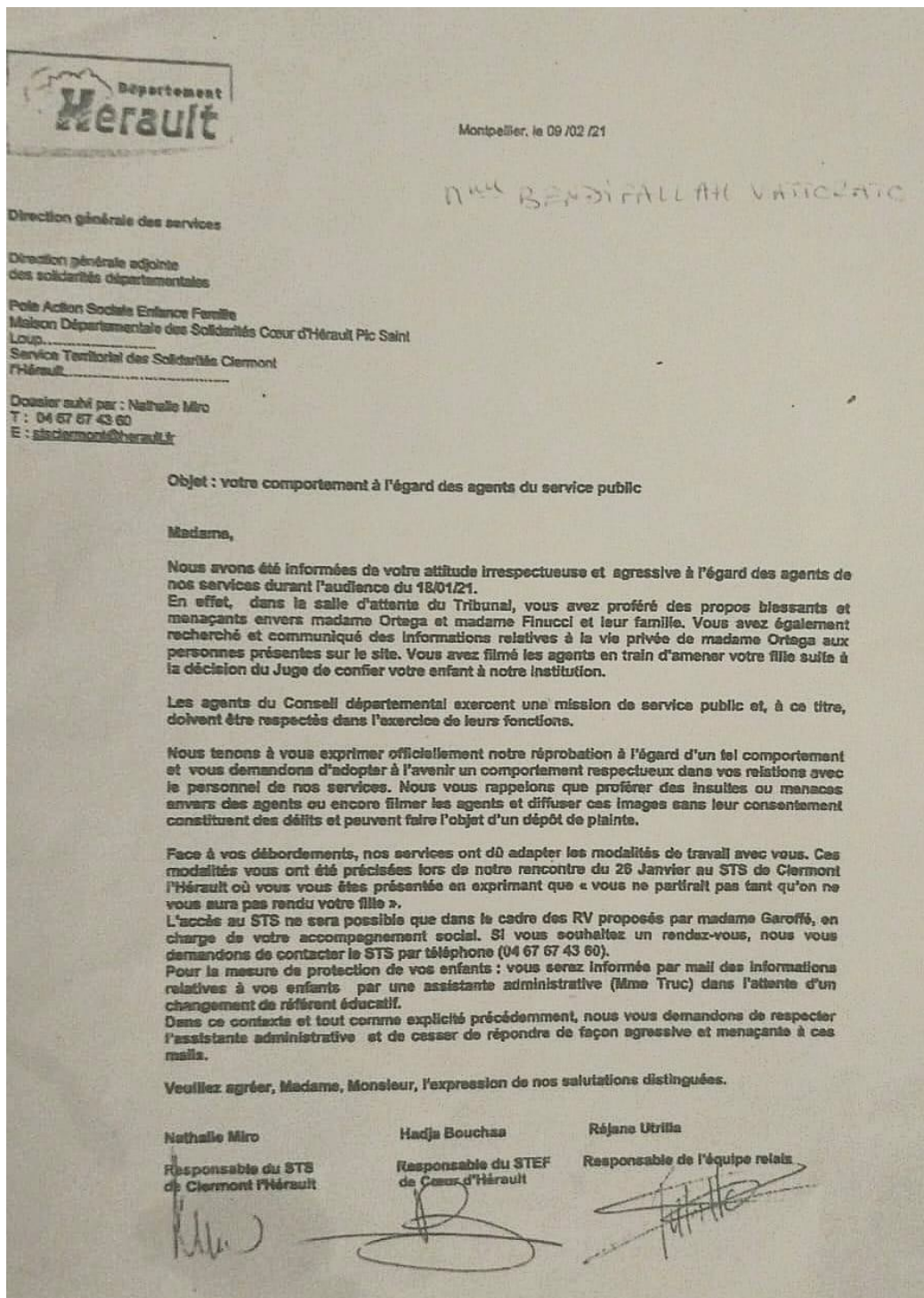
Il fallait qu'ils m'envoient leurs reproches pour justifier leur crime :

- attitude irrespectueuse et agressive à l'égard des agents.
- des propos blessants.
- vous avez recherché et communiqué des informations.
- vous avez filmé des agents.

Et une tonne de **menaces et justifications**... !

Et en plus elles se permettent de m'envoyer une lettre d'insultes ! Oui, c'est une lettre d'insultes, mes enfants et moi même avons été victimes d'injustice par une bande de criminels pédophiles qui agissent de concert et de façon quasi-intouchable de part leur fonction étatique. Ils sont tous dans la combine ! Quel est mon crime ? Celui de Lidiya ? Celui de Loïc ?

Les raisons qu'ils invoquent ne marchent que lorsqu'on se soumet, lorsqu'on obéit et lorsqu'on a peur. Et j'avais peur à cette époque.



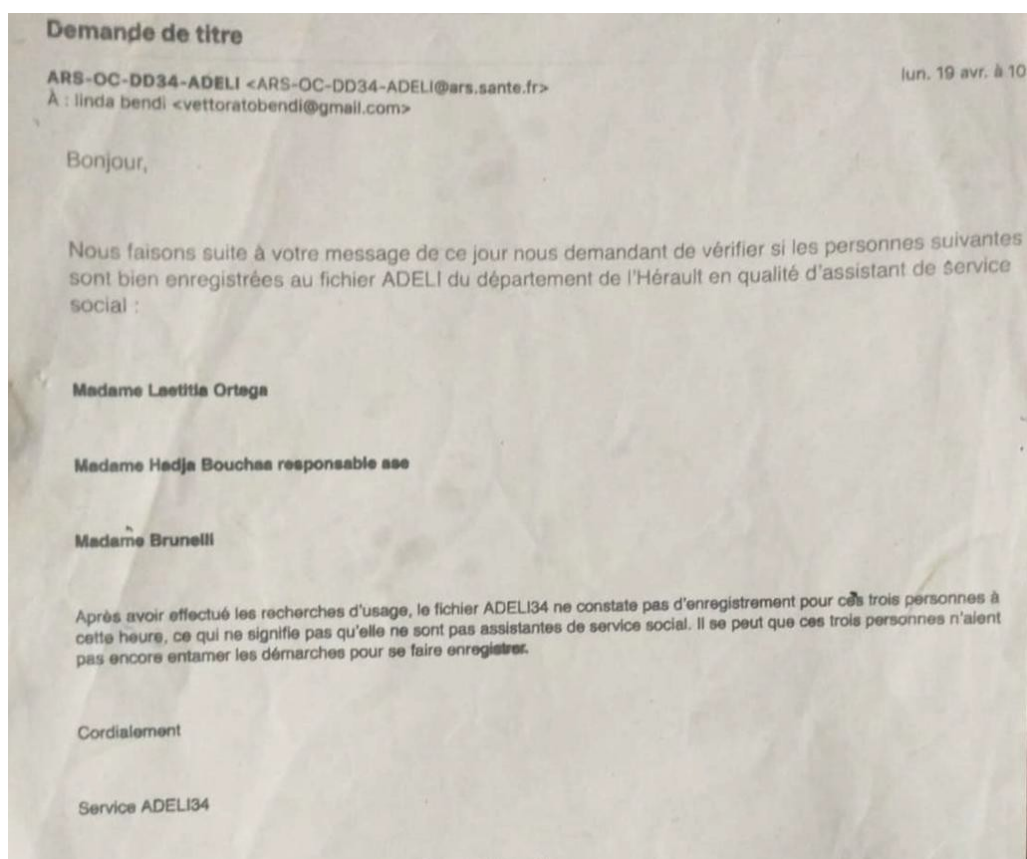
Je rappelle ici que je n'ai commis aucun crime, tout comme mes enfants, si ce n'est que de vivre et de les protéger comme je le peux face à l'immonde machine à broyer la vie que représentent ces gens de la justice, du département et plus largement, des services publics et des SS, **services sociaux**.

Hadja Bouchra, responsable du STEF de Cœur Hérault

Nathalie Miro, responsable STS de Clermont-l'Hérault

Réjane Utrilia, responsable de l'équipe relais »

Qui sont-elles ? J'ai fait une demande d'informations à ADELI34, voici la réponse :



15 mars 2021 :

Je dépose plainte à la gendarmerie de Clermont-l'Hérault, je suis entendue par la **Maréchal-des-logis-chef, Estelle Vidal** en sa qualité d'OPJ. Elle dressera le procès verbal suivant :



Source : <https://www.midilibre.fr/2020/08/07/trois-nouveaux-gendarmes-a-la-brigade-9011027.ph>

« « « Je demeure sur la commune de PAULHAN depuis 2015, auparavant j'habitais en foyer sur MONTPELLIER suite femme victime de VIOLENCES, mes deux enfants étaient avec moi au foyer.

« « « De notre union, j'ai eu deux enfants MATHIEU Stéphane âgé de 13 ans et MATHIEU Lidiya âgée de 11 ans. Mon fils Stéphane est reconnu handicapé dysphasie N° 02 il est scolarisé au collège de ROUJAN dans une classe spéciale, il pratique du Karaté.

« « « Ma fille Lidiya est actuellement placée dans un foyer de l'enfance sur la commune de MONTAGNAC depuis le 18 janvier 2021, elle pratique du karaté également depuis l'âge de 05 ans.

« « « Je suis ici dans vos locaux concernant ma fille. Ma fille a subi une agression sexuelle de la part d'une personne se prénommant Steven âgé de 25 ans à l'époque, il gardait ma fille qui gardée. Des enquêtes ont été faites l'enquête a duré 05 ans c'est la gendarmerie de CLERMONT qui a traité l'affaire. Steven a été retrouvé sur MARSEILLE. L'enquête c'est terminée cette été.

« « « Fin juin 2019, mes deux enfants ont été placés une première fois dans un foyer à MONTAGNAC, une AMO a été mis en place. C'est le Juge des enfants qui a décidé de placer mes deux enfants dans un foyer car il pensait que j'étais une mère « indigne », ils m'ont traité « D'alcoolique », un problème « psychique » Suite au placement de mes enfants, j'ai fait un choc émotionnel. J'ai un certificat du médecin en date du 25 février 2021, qui stipule que je n'ai aucun problème.

« « « J'ai récupéré mes deux enfants petits à petits puis définitivement pendant le confinement et après le confinement je voyais mes enfants 04 jours par semaine, les 03 autres jours de la semaine, ils retournaient dans le foyer.

« « « Mon fils Stéphane fuguait souvent durant son placement au foyer.

« « « J'ai récupéré mes deux enfants chacun avait leur chambre, mon fils partait à l'école en taxi, j'avais inscrit ma fille à l'école primaire de PAULHAN.

« « « Le 11 décembre 2020, ma fille est tombée à vélo, je ne me suis pas inquiétée suite à sa chute, je l'ai mise à l'école, et le soir, la maîtresse m'a dit que ma fille se plaignait du ventre, je l'ai emmené à l'hôpital de BEZIERS, le lendemain matin, les médecins ont trouvé que son foie avait été touché, courant de l'après-midi, ma fille a été transférée à l'hôpital LAPEYRONNIE à MONTPELLIER.

« « « Cette dernière a été placée dans le foyer suite au signalement fait par l'hôpital, car ils ont mentionné que j'avais emmené ma fille 48 heures après sa chute alors que je l'ai conduits à BEZIERS le lendemain de sa chute. Le tribunal pour enfants de MONTPELLIER a mis en place une ordonnance en assistance éducative aux fins de placement provisoire. Je vous joint l'ordonnance.

« « « Ma fille et moi on a été convoquée au tribunal le 18 janvier 2021, le soir même elle a été placée dans le foyer sans connaître le lieu.

« « « Suite à ça, j'ai cherché les lois, le principal c'est le décret 2002 de l'article 375-5 alinéa 2 du code civil, le placement provisoire ordonné par la juge a un délai de 15 jours stricte pour convoquer. Ma fille a été placée le soir de la convocation devant le juge.

« « « Durant son placement, ma fille a fait un choc émotionnel elle a été transportée à l'hôpital de MONTPELLIER, pendant deux semaines, elle n'a pas été scolarisée. Le 26 janvier, je me suis rendue à CLERMONT L'HERAULT afin de voir les éducatrices de l'ASE, j'ai été reçue par Me BOUCHAA Hadja et Me MIRO Nathalie, Me BOUCHAA était en panique, pendant l'entretien Me BOUCHAA est restée fermée avec ses problèmes, je cherchais à m'expliquer sur le sujet de ma fille, que mes droits soit respectés. Me MIRO écoutait le dialogue qui a duré 1 heure.

« « « En sortant du bureau, Me BOUCHAA dit que j'ai été agressive à l'accueil alors que ce n'est pas vrai.

« « « Le 22 février 2021, j'ai reçu une lettre de l'ASE en stipulant « Mon comportement à l'égard des agents du service public ». Cette dernière dit que j'ai été agressive alors que c'est faux. Je vous joint la copie de la lettre.

« « « Le 22 février, j'ai envoyé un email à Me UTRILLA Réjane, la responsable de l'équipe relais, ainsi qu'au département à l'attention de Me MIRO. Je n'ai pas eu de réponse depuis.

« « « Sur cette lettre c'est faux.

« « « Concernant ma fille je ne l'ai plus vu depuis son placement, je ne l'ai même pas au téléphone.

« « « A ce jour, je souhaite récupérer ma fille pour reprendre une vie normale. Je sais qu'elle ne va plus à l'école depuis 15 jours.

Lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

A CLERMONT L'HERAULT 34800, le 15 mars 2021 à 12 heures 00 minute.

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire



Plus tard, je me suis rendue à la gendarmerie de Clermont-l'Hérault pour savoir où en était ma plainte et sortir ma fille de cet enfer.

La réponse d'Estelle Vidal a été de me tourner le dos !

Suite à l'enlèvement de Lidiya, **le Département** la déscolarisera de Paulhan pour la rescolariser 15 jours plus tard à Montagnac. Je l'apprendrais directement de l'école de Paulhan.

Je retournerais dans ce maudit foyer pour tenter de récupérer ma fille.

Mon enquête à propos des placements abusifs commencera par l'analyse des conséquences désastreuses et multiples dont Lidiya était victime. Je découvre l'omerta, la loi du silence sur ce sujet, les meurtres, les suicides et les crimes sexuels des pédophiles.

Il semblerait que depuis la nuit des temps, **l'ASE** (ou tout autre entité de ce genre) oeuvre pour une cause tout autre que la soi-disant protection de l'enfance.

UNE MÈRE AGATHOISE S'EST DONNÉE LA MORT NE SUPPORTANT PLUS DE NE PAS VOIR SES FILLES

Selon son ex-compagnon, *« la justice et les services sociaux de l'aide à l'enfance lui ont mis une pression terrible »*.

« Nous étions séparés depuis sept ans », insiste Christian, restaurateur à Agde. « Mais pour nos deux filles, avec Fernande, nous étions prêts à beaucoup de concessions. Quand elle a traversé une énorme déprime, je l'ai aidée. Elle est venue vivre à la maison et je l'ai embauchée pour qu'elle puisse être tranquille, mais la justice et les services sociaux de l'aide à l'enfance s'en sont mêlés. Ils lui ont mis une pression terrible. Elle s'est tuée ».

Les services sociaux du Département n'ont pas souhaité s'exprimer sur ce dossier qui touche de près l'avenir d'enfants mineurs. Ils n'ont pas plus commenté le rôle de l'éducateur. *« Il est trop tard aujourd'hui pour revenir en arrière »* détaille Eric Guibert.

*« Juridiquement, la juge a fait droit à notre demande, mais humainement, elle ne lui a **donnée aucune chance**. Elle l'a enfoncée et lui a mis la tête sous l'eau. Personne ne l'a entendue, personne ne s'est préoccupé de sa santé ».*

Source : http://www.midilibre.fr/2013/12/23/ne-supportant-plus-de-ne-pas-assez-voir-ses-filles-elle-se-tue,800988.php#xtor=EPR-2-%5BNewsletter%5D-20131224-%5BZone_info

Craignant que les services sociaux ne leur retirent leur fillette, Charles et Samantha Adde ont décidé à l'été 2019, dans le village des Rives, de supprimer leur famille. Le père a abattu son épouse et leur fillette de 20 mois, et a été arrêté par les gendarmes avant d'avoir tué les deux autres fils.

« Elle s'est allongée sur le ventre, et elle m'a dit « Te loupe pas, je ne veux pas finir tétraplégique . » On s'est dit des mots doux, elle m'a demandé que je le fasse pour tout le monde, je lui ai dit oui. Elle m'a dit : « fais-le. » J'ai pris la carabine.

18 juillet 2019 :

Les gendarmes de Lodève recueillent la très longue audition de Charles-Olivier, 40 ans, directeur d'une entreprise de restauration bio à Lodève (34). La veille, aux Rives, sur ses indications, ils ont découvert au sous-sol de la villa familiale, allongées l'une contre l'autre, les corps sans vie de son épouse Samantha, 43 ans et de leur fille Ombeline, 20 mois.

Toutes les deux ont été tuées par arme à feu : trois balles dans la tête de la mère, quatre dans celle du bébé. La tuerie familiale aurait dû faire d'autres victimes : Charles-Olivier Adde a été arrêté alors qu'il venait ramener aux Rives les deux fils aînés du couple, qu'il était parti récupérer en Bretagne où ils étaient en vacances. Avec dans l'idée de les abattre eux aussi, avant de se donner la mort. Il a in extremis renoncé au projet de tuer ses deux enfants, tandis que les gendarmes, alertés par la grand-mère, arrivaient à leur tour sur place... »

Source : <https://www.midilibre.fr/2022/03/06/double-assassinat-pres-de-lodeve-trois-ans-apres-le-proces-dun-suicide-familial-interrompu-de-justesse-10152133.php>

NADIA MOSTEFA GENDARME

Le suicide de **Nadia Mostefa**, immolée par le feu à Montpellier à la mi-mars, est aussi une affaire explosive pour la Gendarmerie. La capitaine de Gendarmerie était en conflit ouvert avec l'**ASE** suite à l'enlèvement abusif de son enfant par le Tribunal de Montpellier dont **Camille Camborde, juge des enfants**. On la retrouve encore dans cette affaire !

Elle a eu d'importants différends avec ses supérieurs hiérarchiques car elle a osé dénoncer les violences et harcèlements dont elle était victime dans son milieu professionnel suite à son engagement contre la pédophilie avec un collègue, ils furent aussi bénévoles à l'association **Les Képis Blancs, orphelins de la Police et de la Gendarmerie**.

Ce conflit intense, l'Armée en avait parfaitement connaissance. La capitaine **Nadia Mostefa** l'avait par exemple exposé au major général et à l'inspecteur général des Armées-Gendarmerie dans un courrier daté de janvier 2020.

“Elle était intègre jusqu'à l'intégrisme, rappelle une de ses proches. Elle faisait l'unanimité contre elle car elle n'avait pas peur de dénoncer les choses.”



Quelle surprise d'apprendre que son collègue fut quelques jours plus tard découvert suicidé lui aussi après que lui même ait subi la rafle de ses deux enfants par l'ASE.

Mickael Delafosse, le fils spirituel de Jack Lang, maire Montpellier, fera une ovation, un dernier pied de nez en exprimant sur divers supports le fait qu'ils veilleront sur son enfant. Il n'y avait rien à attendre de mieux de la part de ce pédophile coopteur de réseaux pédocriminels.

On apprendra qu'il est aussi **président de la FHF**, Fédération des Hôpitaux de France, depuis 2015.

**Midi Libre** S'abonner

Accueil > Actu > Politique

L'ancien ministre Jack Lang à Montpellier : "Delafosse est un fils spirituel !"



Monique et Jack Lang, Thierry Aznar, Juliana Stoppa (Helenis) et Michaël Delafosse à l'hôtel Richer de Bellevue. / MIDI LIBRE



Politique, Montpellier

Publié le 14/06/2021 à 05:07, mis à jour à 07:42
VALÉRIE MARCO

L'ancien ministre a passé deux jours dans le Clapas avec Michaël Delafosse pour le guider.

**Michaël Delafosse** 
@MDelafosse 

Effroyable nouvelle que d'apprendre la disparition du capitaine de gendarmerie Nadia Mostefa dans des conditions tragiques en mettant fin à ses jours. Une personnalité dévouée au service de notre pays. Nos pensées à ses collègues, sa famille, son enfant sur lequel nous veillerons



Source : <https://www.midilibre.fr/2021/06/14/jack-lang-a-montpellier-delafosse-est-un-fils-spirituel-9604681.php>

Pour résumer, **le fils spirituel de Jack Lang** est en charge de coopter les 200 établissements dont il a la présidence et les 95 000 professionnels de santé adhérents, de l'ensemble des 13 départements d'Occitanie.

Il a donc la charge et la responsabilité des Hôpitaux. Ses soutiens sont extrêmement nombreux. Ils se retrouvent tous dans les clubs, les cercles, les loges dont **Kleber Mesquida**, président du département.



Le mandat de Michaël Delafosse pèse dans le débat public et les choix stratégiques à venir en matière d'attractivité, de démographie, d'investissement et de financement, et de fédérer l'ensemble des acteurs, élus, médecins, directeurs, administrateurs.

Source : <https://www.medecin-occitanie.org/michael-delafosse-maire-de-montpellier-elu-president-de-la-fhf-occitanie/>

En 2021, **Mickaël Delafosse** exprimera sur X (Tweeter) : « **La loi de Dieu ne peut être supérieur à celle de la république** » qualifiant les « actes pédophiles » de délit...

OUI MAIS !

Il y a des paroles proférées par devant, il y a des écrits et il y a les faits qui sont là , des enfants disparaissent sans laisser de traces... !!!

Peut-on décemment se poser des questions sur les établissements d'accueil, de ceux qui tirent les ficelles dans l'ombre, le fonctionnement de l'ASE, et son implication dans les réseaux pédocriminels ???

Quand un pédophile ose dire « on s'occupera de ton fils », il faut être sûr que ses propos n'ont pas le même sens dans son esprit que dans le mien. Je sais parfaitement ce que cela veut dire, et là où les gens y voient de la compassion, par ignorance ou déni de la gravité de la situation, moi j'y vois le crime originel, le péché impardonnable, la cause de tous les maux .

OU EST LIDIYA ?



PROTÉGEONS NOS ENFANTS

22 mars 2021 :

Main courante pour avoir des nouvelles de ma fille car elle est placée dans un établissement inconnu.

Déclaration effectuée le lundi 22 mars 2021 à 17 heure(s) 26 minute(s)

MAIN COURANTE GENDARMERIE
Objet de la MCG : Différend au sujet de la garde d'enfant

IDENTITE DU DÉCLARANT

Sexe	F	Nom	BENDIFALLAH VETTORATO	Prénom	Linda
Situation de famille	Divorcé(e)	Validité état-civil	Identité confirmée		
Date naissance	16/04/1979	Commune naissance et Code Postal	PARIS 13 75013	Pays	France
Adresse	4 rue des pins		INSEE	75113	
Commune résidence et Code Postal	PAULHAN 34230		Pays	France	INSEE 34194
N° de téléphone	N° tch portable 07.77.07.29.64		Profession	SANS PROFESSION	
e-mail			Nationalité	Française	
Fax					

Mme Linda BENDIFALLAH VETTORATO dont l'identité a été vérifiée et authentifiée, souhaite signaler que :

« Je suis la mère de Lidiya MATHIEU née le 09/01/2010 à SETE, actuellement placée en foyer suite à une décision judiciaire. Actuellement elle est placée dans un foyer qui m'est inconnu car on ne veut pas me donner de nouvelles la concernant, ni nouvelles, ni suivi médical. Je ne sais pas pourquoi elle n'est pas allée à l'école pendant 1 mois et ne sais pas non plus pourquoi il y aura à nouveau 15 jours sans scolarité pour elle.--

—Je suis très inquiète, je suis venue au moins aujourd'hui pour qu'un médecin puisse la voir. J'ai juste reçu un mail vendredi m'informant qu'elle n'était pas cas COVID. Mais si elle n'est pas cas COVID, j'aimerais savoir dans quel état elle est et pourquoi elle n'est pas scolarisée.--

—Je suis aussi inquiète car quand je l'ai sorti après 3 jours de placement elle avait des envies de suicide. Aucune visite médiatisée ne m'est accordée. J'ai beau me démener mais rien ne m'est accordé.--

—Je viens aussi ici car à la gendarmerie de PEZENAS on me décrédibilise et on m'a jeté dehors.--

—Suite à votre appel auprès du Foyer de placement à AGDE j'ai bien été informée que la seule possibilité pour moi d'avoir actuellement des nouvelles de ma fille est de passer par l'assistante sociale près le département qui est en charge de notre dossier.--

— Au moment où nous réalisons la présente main courante, la requérante reçoit un appel de Mme BOUCHAA, assistante sociale auprès du département en charge du dossier de Lidiya MATHIEU. —

Mme Linda BENDIFALLAH VETTORATO est informée que les déclarations contenues dans ce document ne sont pas considérées comme un dépôt de plainte.

Pièces numérisées :

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

Vanessa Barry ex cadre de l'ASE dénonce les rafles de l'ASE ainsi que la disparition d'enfants et la prostitution.

Source : https://youtu.be/rUP8SvuW3Oc?si=MyKg2udHtto_FeuW

24 mars 2021 :

Nouvelle ordonnance en assistance éducative, j'apprends que j'aurai dit que l'ASE pourrait être impliquée dans un réseau pédophile. A cette époque je n'en avais pas encore conscience, c'est justement cette évocation qui m'a amenée à faire des recherches approfondies sur le fonctionnement précis de tous ces organismes.

TRIBUNAL POUR ENFANTS
Place Pierre Flotte
34040 MONTPELLIER CEDEX 1

EXTRAIT DES CABINETS DE GRETTE
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER

ORDONNANCE du 24 MARS 2021
Notification : Mère-père-ASE

25 MARS 2021

**ORDONNANCE EN ASSISTANCE EDUCATIVE
aux fins d'ACTION EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT**

Nous, Camille CAMBORDE, Juge des Enfants près le Tribunal judiciaire de MONTPELLIER.

Vu les articles 375 et suivants du Code Civil, et plus particulièrement l'article 375-7 du code civil, et les articles 1181 et suivants du Code de Procédure Civile.

Vu la procédure d'Assistance Educative suivie à l'égard des mineurs :

MATHIEU Lidiya, née le 09 Janvier 2010 à SETE (34)

Dont les parents sont :

MATHIEU Stéphane, demeurant 4 rue Allengry - 34300 AGDE
BENDIFALLAH-VETTORATO Linda, demeurant 4 rue des Pins - La Cantorade villa n° 4 - 34230 PAULHAN

Vu la mesure de placement provisoire prise pour Lidiya pour une durée de 6 mois par jugement du 18 Janvier 2021 ;

Vu le rapport transmis par l'ASE le 22 mars 2021, indiquant que le comportement de Mme BENDIFALLAH ne cesse de se dégrader ; Qu'elle met totalement à mal le lieu de placement où se trouve Lidiya, en cherchant à s'introduire dans le foyer par exemple en escaladant la clôture ou en tentant de se faire passer pour une éducatrice ; Qu'elle cristallise son agressivité contre les intervenants de l'ASE, enregistrant des conversations sur son téléphone et en recherchant sur les réseaux sociaux des informations personnelles contre l'assistante sociale du service ; Que le Département a alors dû lui adresser une lettre d'admonestation ; Qu'elle a dernièrement porté plainte contre la responsable de secteur de l'ASE pour notamment participation à un réseau d'exploitation pédophile des enfants et pour faux ; Que la fragilité psychique de Madame BENDIFALLAH, déjà soulignée dans l'expertise psychiatrique présente au dossier d'assistance éducative, semble s'accroître au fil des mois, au détriment total de sa fille qu'elle met à mal par ses débordements émotionnels et son agressivité incessante ;

Que la MECS Baldy qui accueille l'enfant a déclaré qu'elle ne pouvait plus poursuivre l'accueil de Lidiya en raison des débordements de sa mère qui commencent à avoir un impact sur les autres enfants accueillis sur cette structure ;

Que le comportement de Madame BENDIFALLAH impose dès lors un changement de lieu d'accueil de Lidiya ; Qu'il apparaît nécessaire, en application des dispositions de l'article 375-7 alinéa 6 du code civil de décider de l'anonymat du lieu d'accueil ;

Qu'en outre, l'absence de communication raisonnable avec la mère, justifie dans l'intérêt de Lidiya et en application des dispositions de l'article 375-7 alinéa 2 du code civil, d'autoriser le service gardien à exercer les actes relevant de l'autorité parentale pour ce qui concerne la santé, la scolarité, les loisirs et la situation administrative de Lidiya jusqu'au 18 juillet 2021, date d'échéance de la mesure ;

PAR CES MOTIFS

Statuant en Chambre du Conseil en matière d'assistance éducative et en premier ressort,

Confie à l'ASE

Je suis punie. Soi-disant fragile psychiquement, je cristalliserai mon agressivité, il m'est aussi reprochée d'enregistrer des conversations sur mon téléphone et de rechercher sur les réseaux sociaux des informations personnelles sur les criminels qui ont enlevé ma fille.

Toutes les ordonnances en assistance éducative sont des faux en écritures publiques, la juge n'a jamais présenté son serment, ni prouvé l'impartialité de sa soi-disant fonction.

Je ne suis qu'un exemple dans une ville de notre triste pays appelé Pédoland à travers le monde entier, et cette ville se nomme Montpellier. L'opération de nettoyage devra avoir un point de départ et Montpellier semble être le point chaud de la pédocriminalité.

De plus, je n'ai toujours pas de réponse à ma question, quel est mon crime et/ou celui de mes enfants ? Ma fille m'est donc retirée légalement, une fois de plus et cette fois-ci sans espoir de la revoir. Je ne faisais que de défendre ma fille, je cherchais à la protéger de ces pédocriminels qui ont une soif intarissable de chair fraîche et qui se cooptent les uns et les autres.

Mes espoirs se sont taris au fur et à mesure de mes recherches pour la retrouver.

En premier je suis allée à la MECS de Baldy et, à part me faire agresser par les SS sur place, je n'eus pas plus de réponses à mes questions. Leur intention était de me faire lâcher l'affaire et ainsi leur laisser ma fille ! Mais il en était hors de question.

Et plus je la cherchais plus les pistes devenaient minces. Ces agents corrompus mettaient tout en oeuvre pour que je sois incapable de retrouver Lidiya. Environ un mois plus tard, après avoir retourné toute la région, les SS de Baldy me permettent d'appeler Lidiya sous leur surveillance, pour que je me calme.

Lidiya m'avait fait comprendre qu'elle était surveillée et qu'elle ne pouvait pas dire ce qu'elle voulait. Notre **code** n'avait pas été oublié et cela m'avait rassurée.

Travailleur (a)social

Laurent Puech est également un **assistant de Service Social**, qui a exercé sur des missions prévention/protection de l'enfance sur différents terrains, notamment en tant qu'**intervenant social en gendarmerie**.

Il a travaillé auprès des personnes vivant de la violence dans leur couple ou famille.

J'apprendrais par Estelle Karchen que cet agent est missionné pour m'intimider et me faire taire.



Il ira même jusqu'à dire sur son profil FB en parlant de moi « *cette mère aux propos fous* »

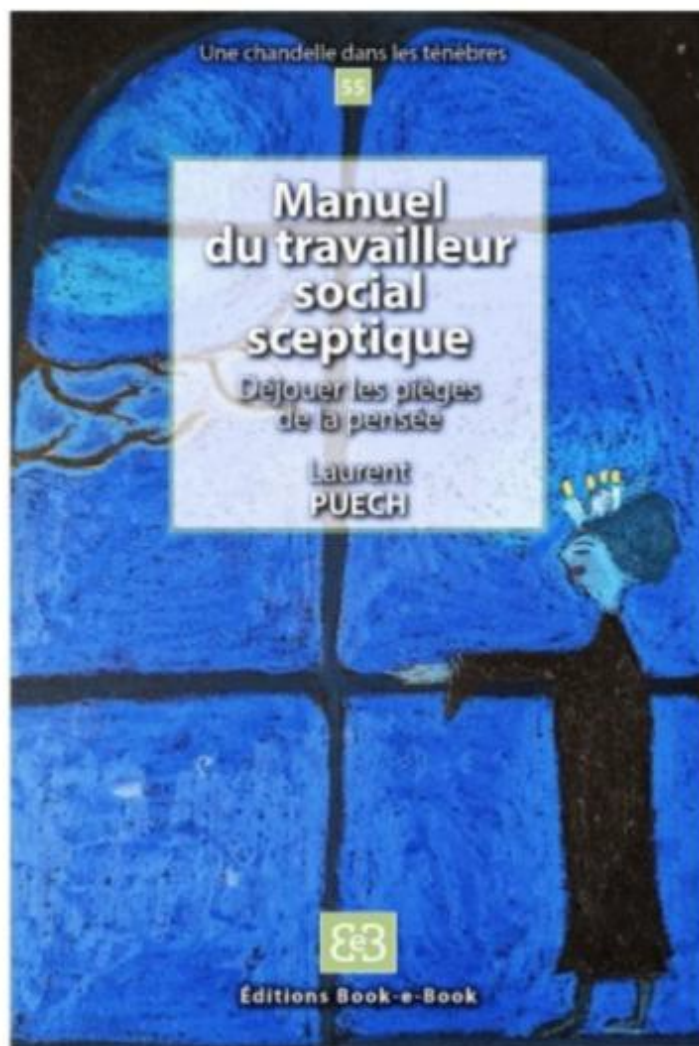
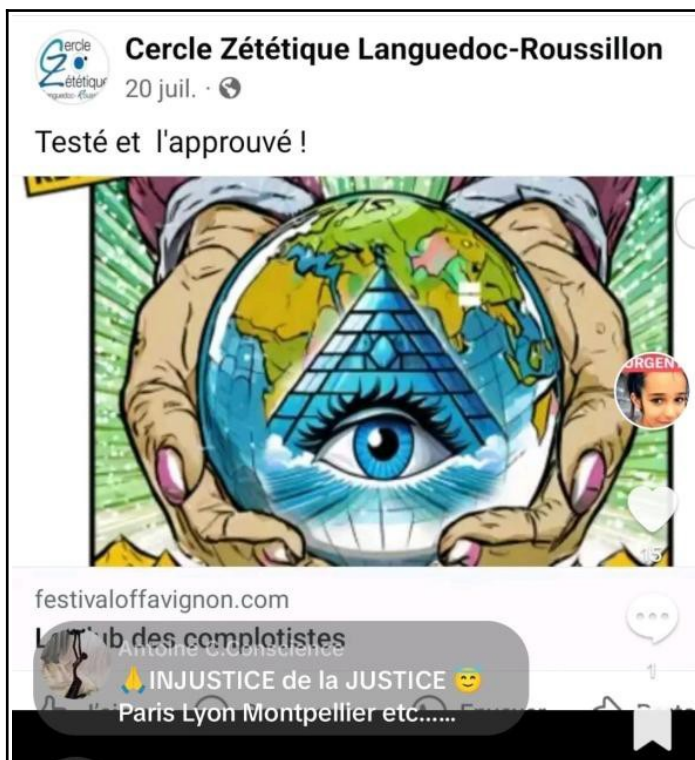
Il a également fondé le **Cercle zététique du Languedoc-Roussillon** et a mené plusieurs enquêtes sur le “**paranormal**”. Il a été président de l'**association nationale des assistants de service social (ANASS)** et membre de son bureau de 2004 à 2013.

Zététique : Le recours à ce terme ancien a été proposé au début des années 1980 par **Henri Broch**, créateur de cette discipline dans le champ universitaire, L'art du doute, ou désigner un scepticisme critique face aux phénomènes paranormaux, et les méthodes d'investigations associées.

Source Wikipédia

En d'autres termes, la zététique est l'appui inconditionnel au dogme satano-maçon et à la propagande nazie dominante, par essence en confrontation directe avec ceux qui cherchent la vérité que la zététique s'efforce à occulter.

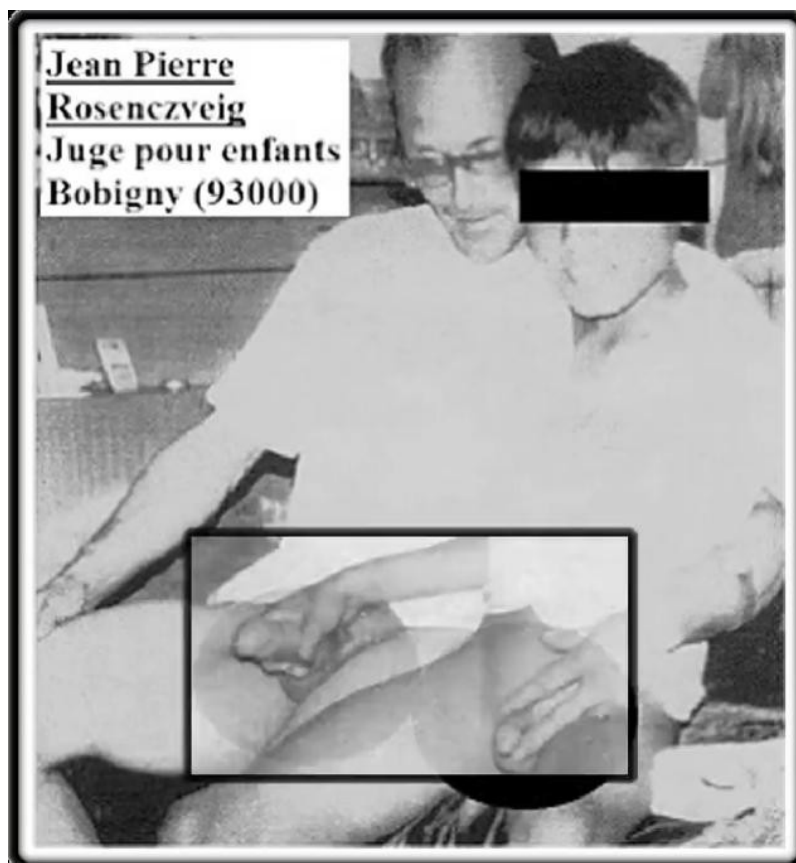
Nous savons tous que le pédophile **isolé** est un cas pathologique, mais **Laurent Puech** ne fait pas parti de ceux-là, non. Il fait parti des pires, ceux qui agissent en groupes, ceux qui planifient et qui ont le soutien de l'appareil judiciaire corrompu et des politiques nazis et notamment de **Jean-Pierre Rosenczvieg**.



Laurent Puech et **Jean-Pierre Rosenczveig** ont travaillé ensemble à plusieurs occasions. Ils ont notamment participé à **une table ronde** réunie par **Jean-Luc Rongé**, en présence de **Fabienne Quiriau**, **Alain Grevot**, **Claude Roméo**, **Laurent Puech** et **Jean-Pierre Rosenczveig**.

Les travailleurs sociaux ont à disposition trois ouvrages références sur le sujet du secret et du partage d'informations, notamment ceux de **Jean-Pierre Rosenczveig** et **Pierre Verdier**, ainsi que **Michel Boudjemaï** et **Marie Odile Grilhot Besnard**.

Merci Google



ROSENCZVEIG Jean-Pierre, profil criminel

Juge pour enfants en 1974 à Versailles.

Conseiller technique au secrétariat d'État et à la famille.

Président du tribunal pour enfants de Bobigny depuis 1992.

Affaire Réseau pédophile CORAL/Affaire Zandvoort :

Aurait été à l'origine de la création de l'association **CORAL**, grâce à la **Fondation de France** et à un prêt consenti par le **Crédit agricole**, pour s'occuper en sous-traitance d'enfants placés, pour le compte des services sociaux. Ramifications jusqu'à Madagascar ou les Pays de l'Est.

Cité par Jean-Claude KRIEF comme pédophile et ami de **Claude SIGALA**. Quand le scandale a éclaté **ROSENCZVEIG** avait justement préparé un dossier pour **Georgina DUFOIX**, secrétaire d'État à la famille, dont il était chef de cabinet pour que la DDASS reconnaisse le **CORAL**.

C'est lui qui apparaîtrait sur une photo du fichier ZANDVOORT dans laquelle on voit un homme en train de se faire masturber par un enfant

Source : <http://antiogre.overblog.com/l-affaire-du-coral-2>

Président du CA de l'association Espoir CFDJ, maison d'enfants à caractère social

Directeur : **André MORIN**.

Président du conseil du BIDE, Bureau International des Droits de l'Enfant

Juan Miguel Petit a passé 2 ans au CA de ce truc, puis est parti.

Source : http://www.ibcr.org/editor/assets/SiteWeb_CA-%20JULY%202013%20Fr.pdf

Fraternelle des services de justice.

Créateur de l'Institut de l'Enfance et de la Famille, établissement public sous tutelle des affaires sociales, du Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant, COFRADE, et Défense des Enfants International-France DEI-France.

Depuis 1991 il est membre du comité de rédaction du Journal Droit des Jeunes et du Journal International des droits de l'enfant, qui ne cessent de prôner la garde alternée, de défendre le placement et de nier l'impact des abus sexuels.
président de l'Association nationale des Communautés Éducatives

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Pierre_Rosenczveig



Conflits sociaux 2017..L'original ...


Anne-So Steph José · 11 avr. 2019 ·

Banalisation sexualité infantile.
"L'imposture des droits sexuels ou la loi du
pédophile au service du totalitarisme mo... Voir
plus



midilibre.fr

Béziers : colloque autour du discernement en matière
de sexualité du mineur




MENU

Coral, l'immonde réhabilitation

Pédocriminalité

★★★★★ 27 Votes



La

DDASS (Direction Départementale des
Affaires Sanitaires et Sociales), ancêtre de
l'ASE, avait désigné le Coral comme un de
ces « lieux de vie » vers lesquels elle a pu

Jean-Pierre Rosenczvieg, né le 7 novembre 1947 à **Paris**, est un **magistrat français**. Il a été, de 1992 à 2014, le président du **tribunal pour enfants** de **Bobigny**. Jean-Pierre Rosenczveig naît le 7 novembre 1947, à **Paris** dans une famille **juive ashkénaze**.

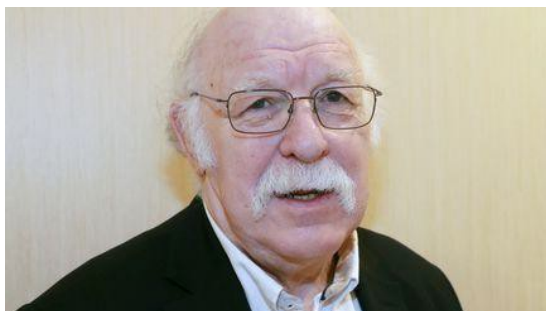
Son père, d'origine **hongroise**, est footballeur et vendeur de roulement à billes. Sa mère, d'origine **polonaise**, est **dactylographe** à la **SNCF**

Sa belle sœur est l'épouse de Claude Goasguen, avec qui il a lancé un appel pour la rédaction d'un **code de l'enfance**.

- 1985-1995 : membre du **Haut Conseil de la population et de la famille**
- 1991-1993 : expert français sur l'enfance auprès du **Gouvernement roumain**
- 1986-1987 : membre du Conseil supérieur de l'adoption
- 1991-1992 : président de la commission « Déontologie des travailleurs sociaux »
- 1991-1992 : membre du Comité d'éthique de **La Cinq**
- 1992-1997 : membre du Conseil supérieur du travail social
- 1993 : membre du Groupe de travail interministériel sur la situation des enfants dans le monde, président, **Claude Fonrojet**
- 1995-1996 : administrateur du Centre international de l'enfance – expert juridique du programme européen « Phare Social en Roumanie »
- 1997-2000 : membre du **Haut Conseil à l'intégration**
- 2001 : membre du groupe de travail sur les rapports parents-travailleurs sociaux présidé par **Claude Roméo**, président de l'ANDAS et directeur de l'enfance et de la famille de Seine Saint-Denis
- 2005-2006 : membre du comité de pilotage de la réforme de la **protection de l'enfance** mis en place par Philippe Bas, ministre de la Famille
- 2014 : président du groupe de travail sur les droits des enfants et auteur du rapport « De nouveaux droits pour les enfants ? Oui dans l'intérêt de la société et de la démocratie » rapporteur **D. Youf et Flore Capelier**.
- Ancien élu municipal à Ciboure, Pyrénées Atlantiques.

Vie associative :

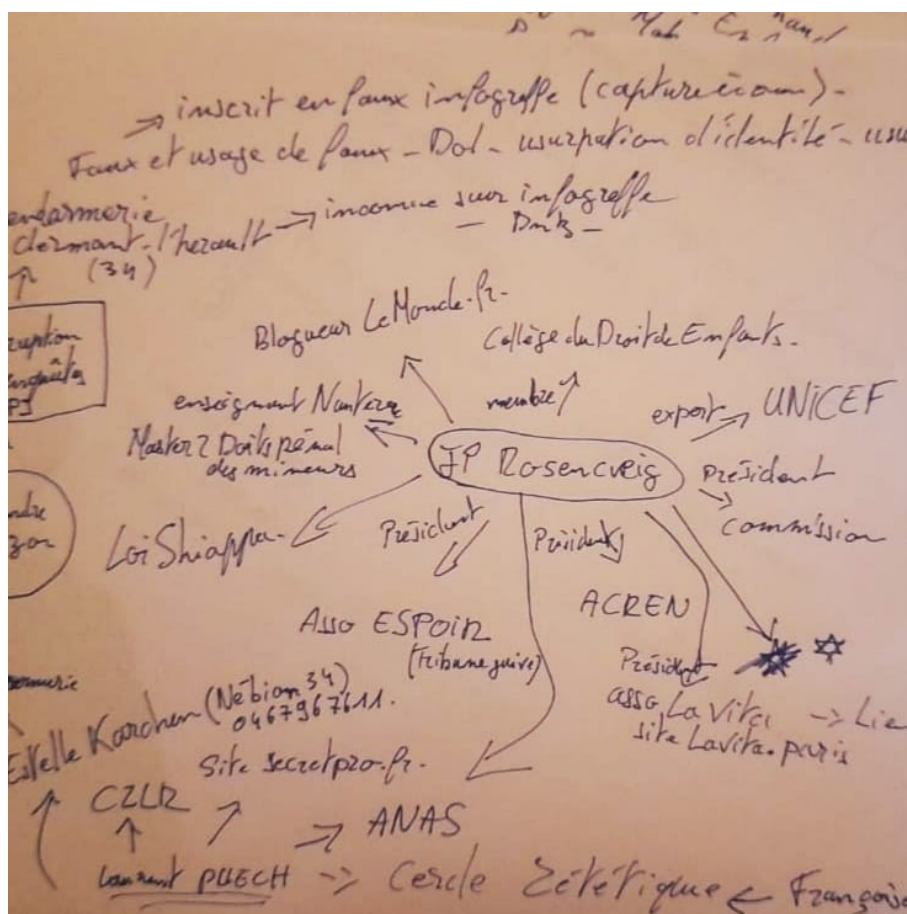
- 1988-1992 : créateur et animateur du Conseil français des associations pour les droits des enfants (COFRADE), puis secrétaire général (1993-1995)
 - 1994-1998 : membre du Conseil d'administration de la Fondation **R. Mac Donald** – président d'honneur d'« Enfants du monde, droits de l'Homme »
 - Depuis 1992 : président de l'association **Objectif Familles, Trappes** dirigée par **Gisèle Pellegrini**
 - 1993-juillet 2001 : président de l'Association nationale des communautés éducatives (ANCE), membre de la Fédération internationale des communautés éducatives (FICE)
 - Depuis 1995 : président de l'Association pour la promotion de la citoyenneté des enfants et des jeunes (APCEJ)
 - 1996 : vice-président du **Bureau international des droits des enfants** (BIDE), dont le siège est à **Montréal**, créé par Bernard Kouchner et Andrée Ruffo
 - Depuis 1997 : membre du Conseil d'administration du FIDDEM
 - Depuis 1998 : initiateur (avec **Claude Roméo**) et président de l'association « Pour la cause des enfants » – président de l'association française « Jeunesse et Droit » diffuseur du *Journal du Droits des Jeunes* (RAJS) – créateur et président de « Défense des Enfants International - France »
 - Depuis 2000 : membre du comité scientifique de la Fédération nationale des rééducateurs de l'Éducation nationale (FNAREN)
 - Depuis décembre 2000 : président du Bureau international des droits de l'enfant (BIDE), actuellement dirigé par **Nadja Pollaert**
 - Janvier 2002-juin 2005 : administrateur de l'Association du nord-est parisien pour l'aide aux mères et aux familles à domicile (**Bondy**).
- 2005 : membre du comité directeur de l'Association Louis Chatin pour la défense des droits des enfants présidée par Guy Canivet, premier président de la **Cour de cassation** – membre du conseil d'administration de l'association, Espoir, Paris, puis président, 18 octobre
- 2014 : conseiller protection de l'enfance du président de l'ADF
 - Membre du comité de pilotage de la réforme de la protection de l'enfance animé par Laurence Rossignol, secrétaire d'État à la Famille et aux Personnes âgées
 - Président de l'association Espoir, 63, rue Croulebarbe, 14^e arrondissement de Paris
 - Expert de l'Unicef



Ceci est la vitrine commerciale de ce pédocriminel aux facettes multiples et aux tentacules omnipotentes. Vous l'aurez compris, La tête de poulpe qu'est **J-P Rosenczvieg** est l'ennemi numéro 1 du genre humain, c'est un **pédocriminel protégé et adoubé** par les institutions de la république et ses agents des services de police, de gendarmerie, de la magistrature et de la politique, jusqu'à l'international.



Sur le réseau X des milliers de partages le dénoncent !



Je me suis confrontée à l'inimaginable, jamais je n'aurai pu croire à l'ampleur du problème devant lequel je me trouvais si je n'avais pas découvert cette pieuvre étendant ses tentacules sur un réseau pédocriminel d'un état officiel dans un état officiel. Mon caractère de fonceuse m'incitait à chercher toujours plus, et j'avais un but le plus louable du monde, retrouver ma fille kidnappée par un système mafieux.

Jean-Claude Krief, également âgé de 21 ans, avait passé son enfance en institution en raison de problèmes de santé de ses parents. Il voulait exposer que l'abus n'était pas un plaisir pour les enfants. Il comprit avoir à faire à un réseau, quand Marceau lui demanda de développer des photos pédopornographiques à partir de diapositives. Marceau le dirigea au Coral, où le mot de passe pour entrer était d'avoir lu le livre "*Visiblement, Je Vous Aime*" de **Claude Sigala**.



Jean-Claude Krief avait gardé un très mauvais souvenir de, l'amour visible, qu'il lui avait été imposé à consentir. Il passa l'épreuve du livre et s'infiltra au Coral, en tant qu'éducateur pour les enfants handicapés.

Tout les adultes étaient pédophiles et abusaient tranquillement de ces enfants, assurés de leur silence, dit-il. Il vit un défilé de l'internationale pédo-socialiste, des ministres en place ou à devenir, les dandys de la révolution sexuelle, des journalistes, des médecins, des psychiatres, de directeurs de services sociaux... tous complices de viols sur mineurs.

Jean-Claude Krief dénonça l'affaire, après avoir découvert une valise pleine de photos pédopornographiques. Il illustrait le dossier de la photo d'un administrateur du Coral : **Jean-Pierre Rosenczvieg**, un magistrat français de l'époque, déculotté en train d'abuser de l'infortuné Nordine, âgé de 11 ans et qui ne parlera jamais, s'il est encore en vie. Trois enfants du Coral avaient déclaré aux enquêteurs avoir été sodomisés et l'un des directeurs, **Jean-Noël Bardy**, reconnaissait avoir eu de ces **activités sexuelles thérapeutiques**. Il a été incarcéré, avec **Sigala et Marceau**. Le juge Salzman lança 343 mandats à l'encontre de personnes qui se rendaient au Coral, présuma qu'ils assouvissaient leurs perversités sexuelles, plutôt que pour observer des enfants handicapés. Parmi eux, les écrivains **Matzneff** et **Schérer** du **Cercle de Tony Duvert**, un journaliste du magazine pédophile "Gay Pride".

Trois ans plus tôt, les écrivains avaient témoigné que **Jacques Dugué** n'avait pas abusé d'enfants, mais qu'ils avaient eu des relations sexuelles consentantes. **Dugué** était entre autre, poursuivi pour une photo vendue par le réseau **Zandvoort** au magazine "Pissing Lolita", d'un jeune garçon dégoulinant.

Mais revenons à **Laurent Puech** impliqué dans le réseau avec **Estelle Karchen**, championne de la pleurniche.

Ces gens aux noms cités, sont-ils complices ? On pourra effectivement émettre un doute raisonnable lorsque « *les chiens feront des chats* » ! Dans l'attente « *qui se ressemblent s'assemblent* ». Donc oui, ils sont complices, et auteurs de crimes contre l'humanité. **Ce n'est pas pour rien que les noms des criminels sont en gras dans cette enquête.**

Briser un enfant a de lourdes conséquences, certains appellent cela la **perte d'âme** et ils n'ont pas tort. Imaginez un être pur sans vice et sans haine, vous l'arrachez à son milieu, vous le sodomisez jusqu'à lui briser les os, vous le torturez pendant des années sans qu'il ne puisse se défendre. Que se passe-t-il pour lui ? Dissociation de la personnalité, création d'alter-ego, possession démoniaque et la programmation MK peut débuter.


C'est ainsi qu'ils créent **des terroristes** qui ne sont que **des agents dormants**. Par exemple Mohamed Mera, les frères Koulibali et bien d'autres sont tous passés par les

services de protections de l'enfance ! Ce qu'ils créent avec leurs méthodes de sodomites pédophiles ce sont des bombes, **les enfants en sont déjà à se violer entre eux** au sein même de l'ASE et des familles d'accueil pro-pédophiles.

Je sais par expérience qu'il existe des familles d'accueil qui sont bienveillantes et qui s'occupent vraiment des enfants. Ces familles sont précieuses et souvent ne savent pas ce qu'il en est réellement de l'ASE. D'ailleurs, il m'a été rapportée dernièrement que leur nombre partaient fortement à la baisse, faute de subvention, les régions cassent les contrats et renvoient les enfants placés dans le broyeur d'enfants qu'est l'ASE, livrés à eux-mêmes au milieu des pédophiles et des violeurs de plus en plus proches de leurs âges dans le meilleur des cas.



Copié collé des commentaires des comptes FB entre Laurent Puech et Estelle Karchen me concernant ...

**Laurent Puech**
4 j · 🌐

Aux complotistes idiots qui s'en prennent à moi (et désormais à d'autres)

Ce statut est public. Je vous invite donc à mesurer que tous messages que vous publierez sera accessible à la bande de pieds nickelés du complot qui depuis quelques temps m'ont imaginé un rôle dans leur scénario tordu. Ces gens et ceux qui les suivent et les soutiennent montrent une grande violence, et leur gourou est régulièrement poursuivi pour ses propos.

Je ne les nomme pas ici, ni eux, ni la personne aux propos fous inconnue de moi jusqu'à cet été, quand j'ai appris qu'elle m'avait inventé un rôle dans la vie de sa famille. Ils se reconnaîtront et ils peuvent compter sur moi pour ne pas leur faire de publicité. Je donnerai par contre des informations en message privé à mes amis qui souhaitent mieux cerner, voire vérifier, ce dont je parle.

**Estelle Karchen**
30 août, 09:31 · 🌐

Je publie cette lettre ouverte de [Laurent Puech](#) concernant l'attaque dont nous sommes victimes tous les deux. Nous partageons des valeurs, des idées, des combats, une amitié qui ne sauraient être ébranlés par tant de manipulations et de violences. Cela a quand même un coût tant pour nous que pour les familles concernées par les mesures de protection de l'enfance, pour les professionnels du social ou de la sécurité publique, ou pour les victimes de tels crimes.

Comment des agents du système impliqués dans les réseaux pédocriminels peuvent-ils se permettre de faire des commentaires au sujet d'une maman sur leur compte FB personnel ??? N'ont-ils pas le devoir de se taire !

Ils me connaissent parfaitement tous les deux puisqu'ils ont été impliqués directement dans les sévices subis par ma fille dans les établissements de l'ASE.

Et les parents dans tout cela ? La plupart du temps, ils sont détruits. Certains finissent en prison après avoir été poussés à bout, d'autres finissent en HP à baver sur un oreiller. Et beaucoup se suicident, ce serait le cas de la gendarme Nadia Mostefa qui s'était vue retirer son enfant par l'ASE, cette dernière épaulée par les propres collègues de travail de Nadia ! Oui des gendarmes !

Quant à Laurent Puech, son métier consiste à cultiver et transmettre la culture de l'omerta. Ses commanditaires sont au **Cercle Zététique** du Languedoc-Roussillon principalement, il participe, il encaisse et il décaisse. Il ne collabore pas, il participe aux crimes pédophiles et c'est son gagne pain, quand à **Jean-Pierre Rosenczvieg**, c'est son mentor comme pour tous les pédophiles de France **qui se ressemble s'assemble !**

Source : <https://fr.linkedin.com/in/puech-laurent> -

Source : <https://secretpro.fr/equipe/laurent-puech>



Quelle est véritablement leur rôle ? Salir, se moquer, décrédibiliser les parents qui protègent leurs enfants ?



Nous soutenir



LES RÉSEAUX PÉDOCRIMINELS ~~EN FRANCE~~ ET DANS LE RESTE DU MONDE

Source : <https://wantedpedo-officiel.com/>

Un grand nombre de ces articles sont le fruit du journaliste de très haut niveau de « **dondevamos** »

AVANT D'ALLER PLUS LOIN...

- ↓ C'est quoi un réseau pédocriminel ?
- ↓ De qui sont composés les réseaux Pédocriminels ?
- ↓ Où trouve-t-on ces individus ?
- ↓ **Comment fonctionnent les Réseaux Pédocriminels ?**
- ↓ Comment lutter contre ce fléau ?
- ↓ Qu'est-ce qui me prouve que tout ça est vrai ?

C'est quoi un réseau pédocriminel ?

C'est une organisation mafieuse tirant des profits très lucratifs du trafic d'enfants à des fins de viols, de tortures, et de meurtres. Notamment dans le cadre de **rituels sataniques**, le mot est lancé !

Ces crimes sont souvent filmés appelés SNUFF MOVIE, terme désignant une vidéo mettant en scène la torture, le suicide, ou le viol d'une ou plusieurs personnes qui ne sont pas des acteurs mais des personnes ou des enfants véritablement tués ou torturés.

Cas notable :

En février 2015 **Peter Scully** est arrêté pour avoir transféré des vidéos de lui même abusant sexuellement, torturant et tuant des jeunes filles âgées de 18 mois à 12 ans.

Ces crimes sont filmés pour être vendus puis exploités.

Ce trafic d'enfants étant alimenté et entretenu par des clients très influents disposant d'importants moyens financiers, les médias de masses, et d'autres institutions s'efforcent de nier son existence.

De qui sont composés les réseaux pédocriminels ?

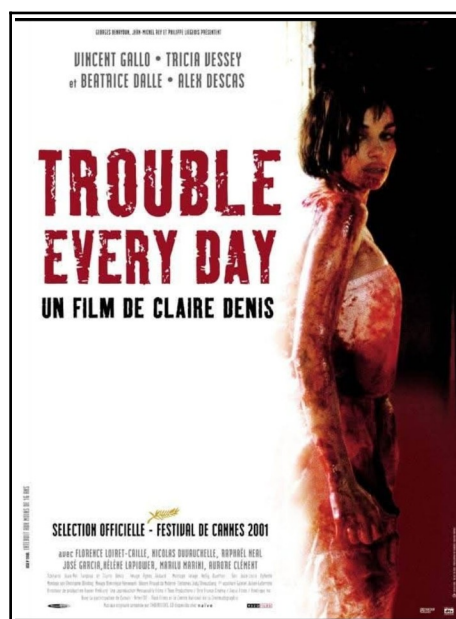
Ils sont composés d'individus de tous âges, de toutes nationalités, classes sociales, et professions.

Ces pervers ayant des addictions aux pratiques transgressives, telles que :

- **actes de cruautés de sadomasochismes.**
- **la pratique du sexe à outrance ou en groupe.**
- **l'avidité du pouvoir.**

Certains sont conditionnés par le réseau, déstructurés mentalement, afin d'être insensibilisés à ces pratiques. Certaines victimes deviennent alors des bourreaux en s'adonnant aux mêmes extrêmes tel que le cannibalisme, le viol, les tortures et les assassinats d'enfants.

Béatrice Dalle, actrice, avouera avoir mangé de l'humain chez **Fogiel**. Et elle est loin d'être la seule !



Où trouve t-on ces individus ?

Les membres de ces réseaux prédominent dans les postes de pouvoirs de fait ils peuvent donc obtenir une immunité en se couvrant tous les uns les autres.

On les retrouve dans des liens directs ou indirects avec le monde de l'enfance.

Associations influentes d'intérêt public, sectes telles que :

- UNICEF, l'ONU
- La franc maçonnerie, le Lyons club, Rotary club

Toutes structures étatiques ou associatives liées directement ou indirectement au monde de l'enfance telles que :

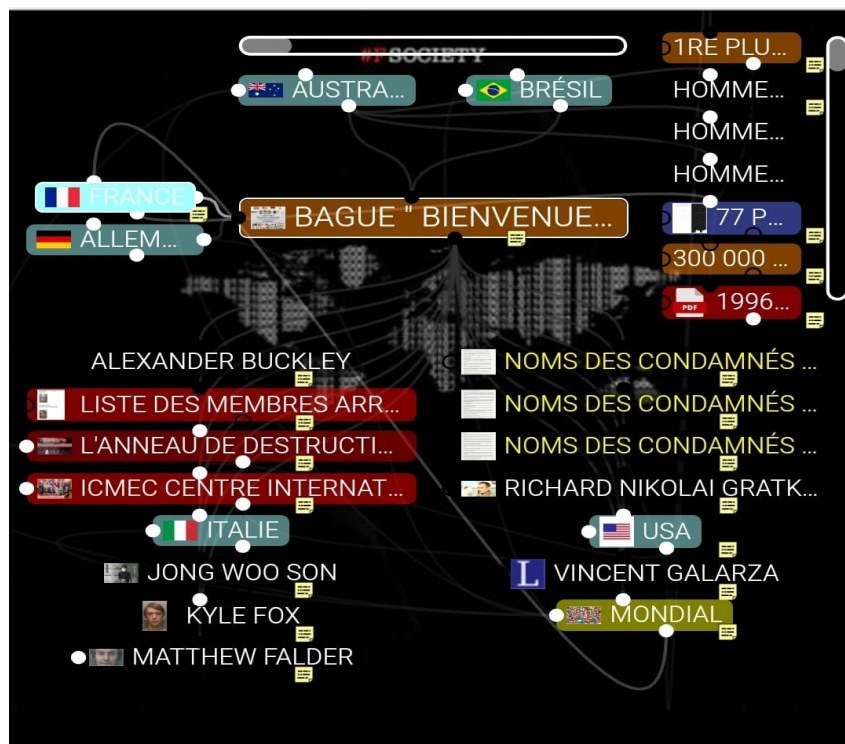
- La classe politique, l'éducation nationale.
- L'aide sociale à l'enfance, Espoir CFDJ, Cithéa...
- Foyers pour enfants, Centres de mineurs handicapés et familles d'accueil...
- Les clubs sportifs, colonies de vacances...
- Le monde de la mode, et l'industrie du spectacle pour les jeunes.

Toutes les structures initialement dédiées à lutter contre la pédocriminalité telles que :

- Les services de police /gendarmerie.
- Les tribunaux et cabinets d'avocats.
- Les centres médico-sociaux d'experts accrédités.

Toutes ces structures et organisations constituent et alimentent une mafia adepte du trafic et de la prostitution de mineurs.

Ces réseaux sont bien organisés et disposent de nombreuses ramifications partout dans le monde.



Organigramme fruit d'un travail d'équipe de la Team FSociety



Source : <https://app.thebrain.com/brain/ce54fde6-b201-4ebd-9c54-32e73d6d1265/d49ab14f-4b07-5045-85c0-3f41405a5da3?s=09>

Comment fonctionnent les réseaux pédocriminels ?

- Les réseaux pédocriminels bénéficient de protections très hauts placées, et la profession la plus représentée est celle d'avocat.
- Les réseaux impliquent des personnes de pouvoir, hommes d'affaires, politiciens, haut gradés, francs-maçons de haut rang pour les tenir, les utiliser en les filmant lors de viols de mineurs.
- Les services sociaux sont un moyen d'approvisionnement de ces réseaux criminels en chair fraîche et depuis longtemps, lire le livre **La marche rouge de Marion Sigaut**.

Marion Sigaut née, le 2 juin 1950 à Paris est une femme de lettre et conférencière française. Elle a publié aux éditions Kontre Kulture des pamphlets critiques contre Voltaire et l'époque des Lumières.



Les réseaux pédocriminels sont pour la plupart interconnectés de manière internationale.

Comment lutter contre ce fléau ?

Notre ignorance est leur pouvoir !

Les réseaux ne sont pas omnipotents et craignent que leurs crimes et leurs horreurs soient mis en lumière ce qui nuirait à leur réputation.

L'information est donc vitale pour réaliser dans quel monde nous vivons.

Comprendre que si l'état s'immisce autant dans la vie et dans l'éducation de nos enfants ce n'est pas pour leur bien.

Ne plus laisser passer le moindre viol ou autres perversités faites sur vos enfants et ceux de votre entourage.

Dénoncer les collabos et autres criminels notoires en liberté.

Refuser de faire placer vos enfants pour des motifs fallacieux ou irrecevables et mettez les à l'abri de ces institutions pro pédos.

Si chacun s'efforce d'agir ainsi beaucoup d'enfants éviteront l'enfer.

Qu'est ce qui me prouve que tout cela est vrai ?

Premièrement les preuves dans nos articles

Premièrement les preuves
dans nos articles.

Deuxièmement ton
intelligence...ou pas.

Donc à toi de choisir :

La Pilule Bleu

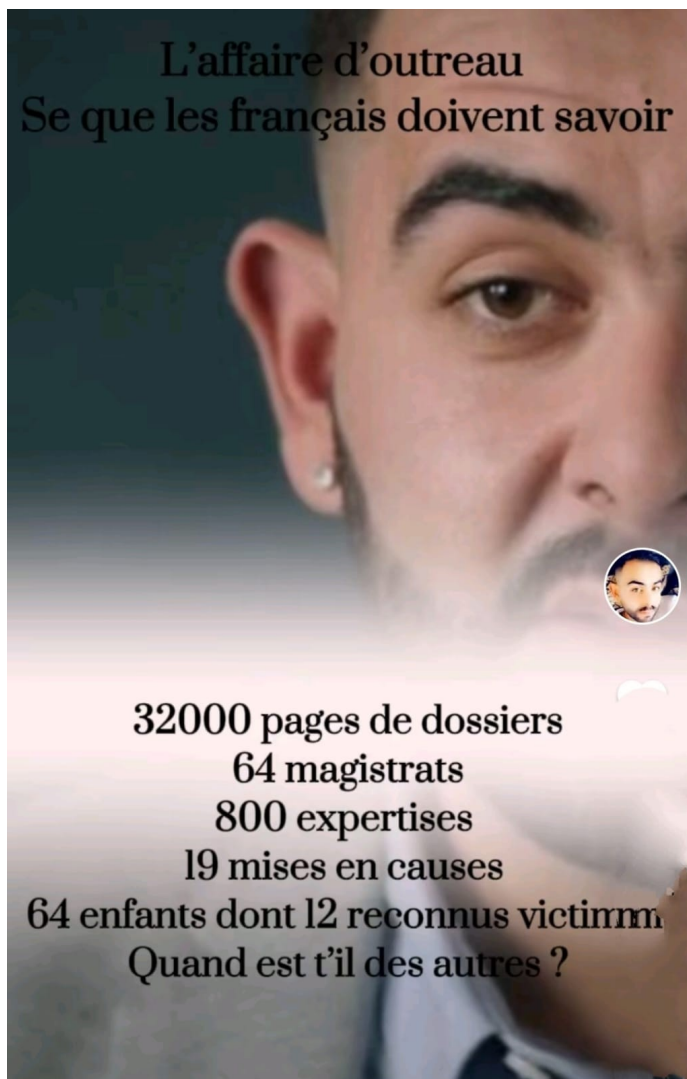
La Pilule Rouge

- **Pilule bleue** : Monsieur **Dupont-Morreti**, avocat des accusés de l'affaire **D'Outreau**, a interrogé pendant plus de 6 heures un enfant de 7 ans de Saint Omer., terrifié par cet ours, le petit garçon s'en est fait pipi dessus. Mr **Dupont-Morreti** a trouvé qu'il n'était pas cohérent c'est ce qui a changé le procès d'Outreau d'où acquittement des prévenus mais où tous les enfants ont été reconnus victimes.

Que sont devenus les 52 autres victimes de cette affaire ?

Le business sur les enfants est très rentable.





A six ans, **Jonathan Delay** commence sa vie d'enfant de l'affaire d'Outreau, il n'y a pas de mots pour décrire ce qu'il vit, mais ses épreuves se poursuivent avec les familles d'accueil, les foyers, les procès, la médiatisation, la rue dès le soir de ses 18 ans. Il devient même aveugle avant d'être sauvé à l'Hôpital sans parler d'autres péripéties.

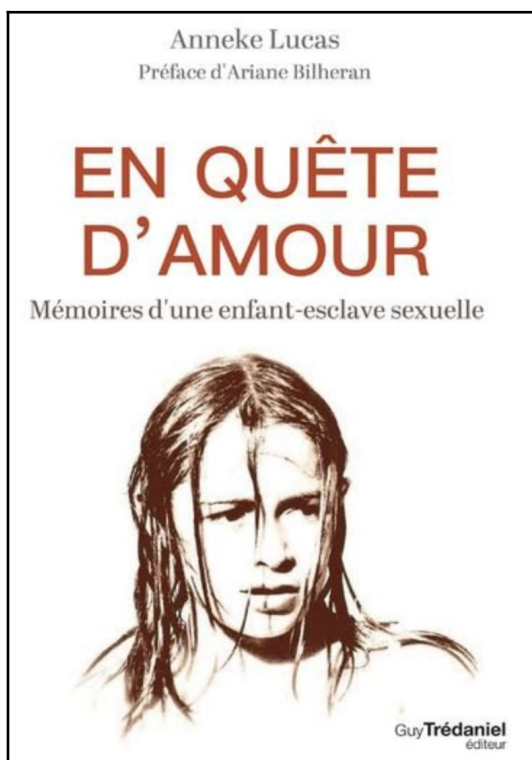
Son livre est un témoignage inestimable pour que cessent de telles tragédies.

- **Pilule rouge** : Citons le cas d'**Anneke Lucas** une rescapée des réseaux pédocriminels.

Son témoignage :

« J'ai été élevée en Belgique, et vendue à un réseau de meurtriers pédophiles vers l'âge de 6 ans. J'ai été utilisée dans ce réseau durant 5 ans et demi. Les hommes adultes qui faisaient partis de ce club exclusif, étaient là pour diverses raisons, mais il y avait beaucoup d'alcool et de drogues, et les enfants étaient une marchandise... La marchandise qui avait le plus de valeur. Ils étaient principalement utilisés pour être violés. Mais il y avait un certain nombre d'aristocrates qui faisaient partis de ce club qui aimaient aussi tuer des enfants... Puis un jour mon heure est venue... A l'âge de 11 ans j'allais être tuée... J'ai été torturée car quelqu'un qui m'avait protégée pendant un certain temps, mais qui m'avait abusée très violemment et en avait fini avec moi. J'ai été attachée à un bloc de boucher... Il était noir à cause du sang de tous les enfants qui étaient passés par là avant moi. Je suis restée là pendant plusieurs heures... Mon corps est plein de cicatrices et chaque cicatrice me rappelle ce moment. Je pensais que j'allais être tuée comme tous les enfants qui n'étaient plus assez appréciés pour rester en vie... Je pensais que j'allais être oubliée moi aussi comme tous les enfants mais je n'étais pas prête à mourir.

Quelqu'un appartenant à ce réseau m'aimait suffisamment pour me sauver. Cette torture a duré plusieurs heures. Cependant j'ai été dans ce réseau pendant 5 ans et demi, durant cette période j'ai été violée beaucoup beaucoup beaucoup de fois. Mes cicatrices ne me permettent pas de mesurer à quel point j'ai été violée. Habituellement il s'agissait d'une nuit entière pendant le week-end donc j'estimais que j'étais violée environ 6 heures par semaine. 1706 heures de viols... avant que j'atteigne mes 12 ans. J'ai grandi avec les instructions que m'avaient donnée la personne qui m'avaient secourue, qui m'a préservée de la prostitution et de la drogue. »



Les témoignages des enfants placés à l'ASE et subissant des sévices sexuels affluent ...

OU EST LIDIYA



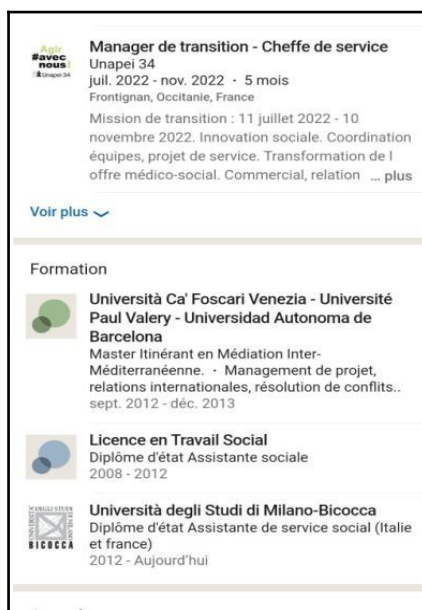
Avril 2021, Revenons à Lidiya, Je m'acharne à trouver des réponses en contactant toujours les agents de l'ASE du secteur afin de retrouver la trace de ma fille, plusieurs me répondent et bottent en touche, tout le monde décroche son téléphone mais tous entretiennent l'omerta autour du cas de Lidiya.

Alice Lamparelli, m'enverra un message auquel j'ai répondu immédiatement, elle n'a toujours pas répondu à mes messages... Donc, qui est-elle ?

Source : <https://www.linkedin.com/in/alice-lamparelli-91a976129?originalSubdomain=fr>

Les liens d'Alice Lamparelli et les réseaux de la pédocriminalité internationale deviennent flagrants ! Elle sévit à l'international.

Elle entretient des contacts avec de jeunes migrants mineurs fraîchement arrivés sur notre territoire et sans famille. Filière de réseaux ?





pedopolis @Pedopolis · 27 oct. 23

En falsifiant la réalité dont la pire de toutes: la toute puissance des **réseaux pédocriminels**, les fact-checkers sont complices du supplice de milliers de gosses, à grands coups d'argent publique.

Honte à vous démons, soyez maudits!



Département de l'Hérault
3 ans

Cheffe de service adjointe
sept. 2021 - juin 2022 · 10 mois

Direction Enfance et Famille, Service
Établissements et Moyens

Conseillère éducative
juil. 2019 - août 2021 · 2 ans et 2 mois
Montpellier, Occitanie, France

Responsable orientation en famille d'accueil concernant les enfants du secteur Grand montpelliérain, Bassin de Thau et Mineurs Non Accompagnés. Participation à la définition et à la mise en œuvre de la politique départementale en matière d'accueil des mineurs ou jeunes majeures ; conseil technique aux partenaires, coordination des équipes de terrain afin de garantir la qualité de l'accueil ; recrutement, formation et accompagnement des assistants familiaux, accompagnement à la recherche de solution d'accueil en accueil familial en lien avec les autres acteurs de la protection de l'enfance.

Mai 2021 : Je ne suis pas un cas isolé, d'autres parents sont sur le pied-de-guerre et je me dois de les retrouver. C'est ainsi que j'ai commencé à manifester publiquement. J'étais à bout, ce sentiment ne m'a toujours pas quittée, mais déterminée, ça aussi c'est toujours d'actualité ! Notre seule issue pour faire face à cette criminalité organisée est donc de tout rendre public, de faire du bruit et peut-être de réussir à réveiller les consciences. Nous faisons face à des institutions étatiques corrompues.



26 mai 2021 : Nouvelle ordonnance faite à notre rencontre sans que je sois présente.

Une fois de plus **Chantal Rodier** use et abuse de son pouvoir.

Donc, le « nous » en question c'est **Chantal Rodier** ! A elle toute seule, elle fait office de juge et parti pris ! Je note qu'aucune signature ne valide le document, c'est donc un faux en écriture. Et usage de faux pour me contraindre par le dol et ainsi procéder à la séquestration de Lidiya.

Une fois de plus je m'effondrais devant le constat accablant de mon impuissance à protéger ma fille des prédateurs sexuels étatiques. Chantal Rodier portait cette fois-ci à elle seule la responsabilité du crime envers ma fille et moi.

Chantal Rodier, conseillère déléguée à la protection de l'enfance, désignée par Monsieur le Premier Président. Mais qui est ce « Monsieur » ?



<div> <div></div> Nominations au JO </div>	
Tristan Gervais de Lafond	
décharge	30/10/2024
De:	Tristan GERVAIS de LAFOND conseiller à la Cour de cassation
Objet:	des fonctions de premier président de la cour d'appel de Montpellier
Groupe:	Cour d'appel de Montpellier
nomination	18/11/2017
De:	Tristan GERVAIS de LAFOND président du tribunal de grande instance de Lille
Objet:	conseiller à la Cour de cassation premier président de la cour d'appel de Montpellier
Groupe:	Cour de cassation Cour d'appel de Montpellier
nomination	09/10/2014
De:	Tristan GERVAIS de LAFOND président du tribunal de grande instance de Fort-de-France
Objet:	Président de chambre à la cour d'appel de Douai président du tribunal de grande instance de Lille
Groupe:	Cour d'appel de Douai Tribunal de grande instance de Lille

D'après Tristan Gervais de Lafond, l'exécuteur testamentaire d'Eric Jourdan - le fils adoptif de Julien Green désormais lui aussi décédé - "*Julien Green avait indiqué son opposition à toute publication [du journal] dans son intégralité avant qu'un délai de cinquante ans ne fût passé depuis les événements relatés.*" Si c'est avéré, cette publication ne malmène aucunement les droits moraux de l'écrivain.

Eric Jourdan, Julien Green.

Qui étaient-ils ? Quelle était leur relation avec **Tristan Gervais de Lafond** pour qu'il soit leur exécuteur testamentaire ?

Une petite recherche s'impose :

Julien Green était un écrivain, enfin si on peut appeler ce qu'il a écrit de la littérature ! A part son journal intime et sulfureux, il n'a rien amené à la postérité d'autre que l'éloge de la pédophilie. Encensé par ses pairs, il aura sa place au sein de l'Académie Française parmi les autres pédocriminels qui ont en charge de détruire notre langue française.

Morceaux choisis sur Radio France.fr :

Source : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/proust-sagan-barthes-publications-d-ecrivains-morts-qui-a-le-droit-4159250>

Depuis la mort de Jourdan en 2015, son propre exécuteur testamentaire, **Tristan Gervais de Lafond**, qui par ricochet est devenu celui de **Julien Green**, a choisi une autre voie. Il a décidé d'échapper à ses dictats et à ce carcan. C'est grâce à son intégrité intellectuelle, version pédophile et à son courage, que nous pouvons lire maintenant ce *Journal* dans son intégralité.

La description minutieuse de cette sexualité inouïe entre adultes consentants suffirait déjà à effrayer les croyants. Mais **Julien Green** va plus loin, au-delà de ce que la morale et la loi approuvent, hier comme aujourd'hui. Car la prostitution et la pédophilie sont présentes dans le journal, souvent valorisées.

L'écrivain a régulièrement recours aux services de prostitués. Il ne s'en cache pas et nous décrit dans bien des pages ce commerce particulier, le nom de ses jeunes mignons, les tarifs pratiqués (p. 119, p. 440, p. 471).

Plus ennuyeuses pour **Green** et, surtout, pour **Gide**, sont les pages inédites du *Journal intégral* sur la pédophilie. Sans scrupules, ni autocensure, **Green** raconte ses désirs et même sa sexualité avec les garçons mineurs de quinze ans (par exemple p. 142 ou p. 243). Parfois, il va jusqu'à suivre dans les rues "de jeunes collégiens" pour tenter de les accoster (p. 432, p. 648) et il lui arrive de dire son excitation devant le corps de très jeunes adolescents.



Au-delà de ses propres tentations, **Julien Green** profite de son journal pour décrire la sexualité pédophile de **Henri de Montherlant**, avec de petits Arabes, celle de **Klaus Mann** qui aime les enfants dès dix ans et les garçonnetts de douze ans (p. 586-587) et surtout celle d'**André Gide**.

Ici, le livre devient insoutenable lorsqu'il s'agit "de petits garçons" et d'enfants de dix, onze, douze ou treize ans (p. 135, p. 194, p. 239, p. 584), ou même d'un jeune collégien

de seize ans (p. 134, p. 453). L'immoraliste **Gide** aurait tripoté un jeune premier communiant dans un wagon de métro sous les yeux d'un prêtre (p. 419). Il multiplie aussi les escapades sexuelles avec des mineurs en Tunisie (p. 595).

Une anecdote résume ces aventures, tirée d'une biographie de **Gide**, après avoir eu une relation sexuelle avec un jeune tunisien, **André Gide** lui aurait dit : *"Tu viens de coucher avec un très grand écrivain. N'oublie jamais ça. Je m'appelle François Mauriac"*.

Ces délits sexuels ne passent pas forcément inaperçus, même à l'époque. En 1933, **Gide** est pris sur le fait de peloter durant une séance de cinéma deux jeunes garçons de dix et douze ans. Selon **Green**, il aurait été contraint de fuir sous les huées du public, avant de devoir quitter précipitamment son hôtel. **Green**, face à ce récit, écrit : "Ce qui me paraît scandaleux dans cette aventure, c'est que **Gide** se soit laissé surprendre ; c'est très mal pour un vieil immoraliste" (p. 584). Le lecteur d'aujourd'hui trouvera plutôt scandaleux que **Green** ne condamne pas **Gide** pour de tels actes et seulement pour s'être laissé prendre. Certains diront que de telles pratiques étaient communes à l'époque, elles apparaissent en tout cas très graves pour le lecteur d'aujourd'hui et risquent de discréditer pour longtemps **ces deux défenseurs et pratiquants de la pédophilie : André Gide et Julien Green**.

Source : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/le-siecle-d-enfer-de-l-ecrivain-catholique-et-homosexuel-julien-green-8675982>



Pour conclure sur le légataire testamentaire par ricochet **Tristan Gervais de Lafond**, ce pervers a le privilège de jouir des droits d'auteur d'une oeuvre pédophile. Question primordiale : sont-ils légitimes dans les postes qu'ils occupent ?

Candace Owens, journaliste américaine, n'a pas manqué de faire remarquer la position du livre d'André Gide sur le bureau du Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron. C'est un livre qu'il affectionne sans doute pour lui donner une position aussi importante sur le bureau présidentiel .

Candace Owens, magistrale, défie Emmanuel Macron face à ses menaces !

Candace y dévoile des éléments accablants, citant des noms très dérangeants comme Olivier Duhamel, Élisabeth Guigou, Hubert Védrine, Daniel Cohn-Bendit, Jean-Marc Borello.



En attendant, voici la réponse sans détour de Candace Owens à Emmanuel Macron et on peut dire qu'elle ne mâche pas ses mots :

« Veuillez demander à vos avocats de ne jamais dire à un Américain ce qu'il peut ou ne peut pas publier. Vous avez gardé de nombreux secrets dans votre vie mais je ne suis pas votre journal intime, toutes les correspondances entre nos équipes juridiques seront accessibles au public.

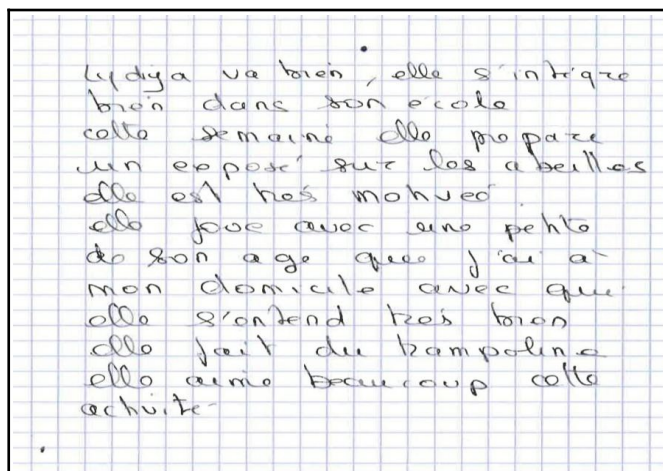
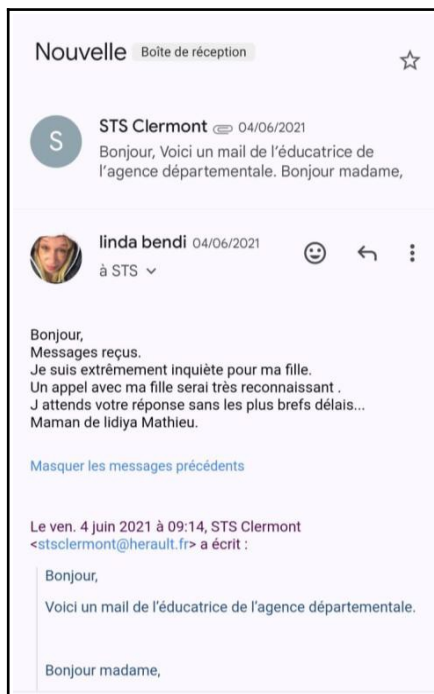
Nous reviendrons vers votre équipe demain avec des questions spécifiques auxquelles vous devrez répondre avant la publication de notre examen beaucoup plus approfondi de la vie antérieure de Brigitte.

Notre métier n'est pas de mentir. Nous attendons donc que vous répondiez à cette question fondamentale : votre femme actuelle a-t-elle ou non vécu en tant qu'homme avant sa transition ? »

Nous saluons ici Sylvia pour la traduction.

4 juin 2021: Je reçois un mail de **Pauline Roy**, assistante administrative du Service Territorial de Solidarité Clermont-l'Hérault, m'adressant un compte-rendu.

On ne peut pas accepter ce genre d'écrit vide,
sans consistance et sans valeur.



Ma réponse restera sans autre réponse, ni aucune nouvelle de Lidiya.

Un second mail me sera adressé en fin de journée, me proposant un « appel médiatisé » le 9 juin à 11h20.

6 juin 2021 :

Rendez vous à Clermont-l'Hérault avec la directrice de la maison des départements, **Les cœurs de l'Hérault-Pic Saint Loup, Elisabeth Stellbrink Boulet.**

Je voulais ré-engager le dialogue afin de trouver des solutions pour ma fille. Sans surprise, l'arsenal de l'Hérault était de sortie, vigiles etc. J'étais encore surveillée par les mêmes qui m'avaient enlevée Lidiya.

J'ai déposé des photos de ma fille aux vigiles, j'étais en panique, cela faisait déjà 5 mois que je n'avais pas revu Lidiya, ni eu de ses nouvelles.

Lors de ce RDV, j'ai fait état de ce que j'avais déjà découvert sur leur business, et mis à part me regarder avec indifférence, jamais elles n'ont démenti.

Elles m'ont simplement laissée m'exprimer sans vraiment en prendre acte et à l'issue de cette perte de temps, elles m'ont fait signer le document ci-joint faisant office de conditions d'acceptation, de leur contrat frauduleux.

Lors de cet entretien, était présente également une certaine **madame Miro**, en charge du **CCAS de Clermont-l'Hérault.**

Clermont l'Hérault.
le 2/06/2021.

Nous recevons ce jour Nde Boudifallah
Linda avec Nde Niso et moi même.
Au cours de cet entretien, nous courrons
ensemble

- Nde Boudifallah sera reçue à
sa demande par Nde Garrofi lorsqu'elle
exprimera une demande sociale.

Nde Garrofi prendra contact avec elle
par téléphone pour évaluer la demande
et lui en rendez vous.

Nde Boudifallah s'engage à adopter
une attitude adéquate lors de l'entretien.

- Nde Boudifallah s'engage à
être présente aux rendez vous concernant
Lidiya. À adopter un air de travail
social une attitude respectueuse et
inversement.

RENDEZ MOI MA FILLE

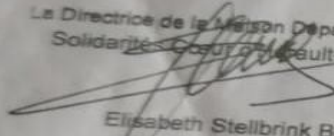
Le travail doit être géré dans
l'intérêt supérieur de Lidiya.

- Nde Bendi Billa s'engage à venir
au service sur rendez-vous et à
adopter une attitude adéquate
vis à vis du secrétariat.

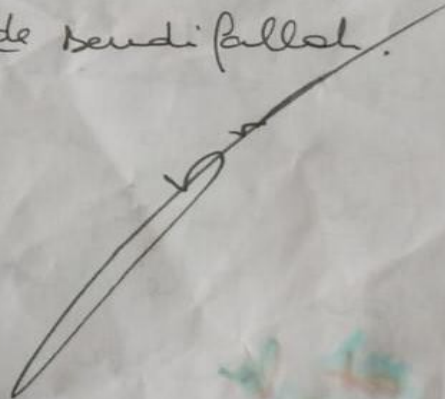
Réaliser ce par en présence des personnes
présentes.

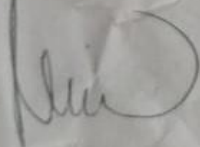
le 2/06/2021.

La Directrice de la Maison Départementale des
Solidarités Courtault-Pic St Loup


Elisabeth Stellbrink Boulet

Nde Bendi Billa.

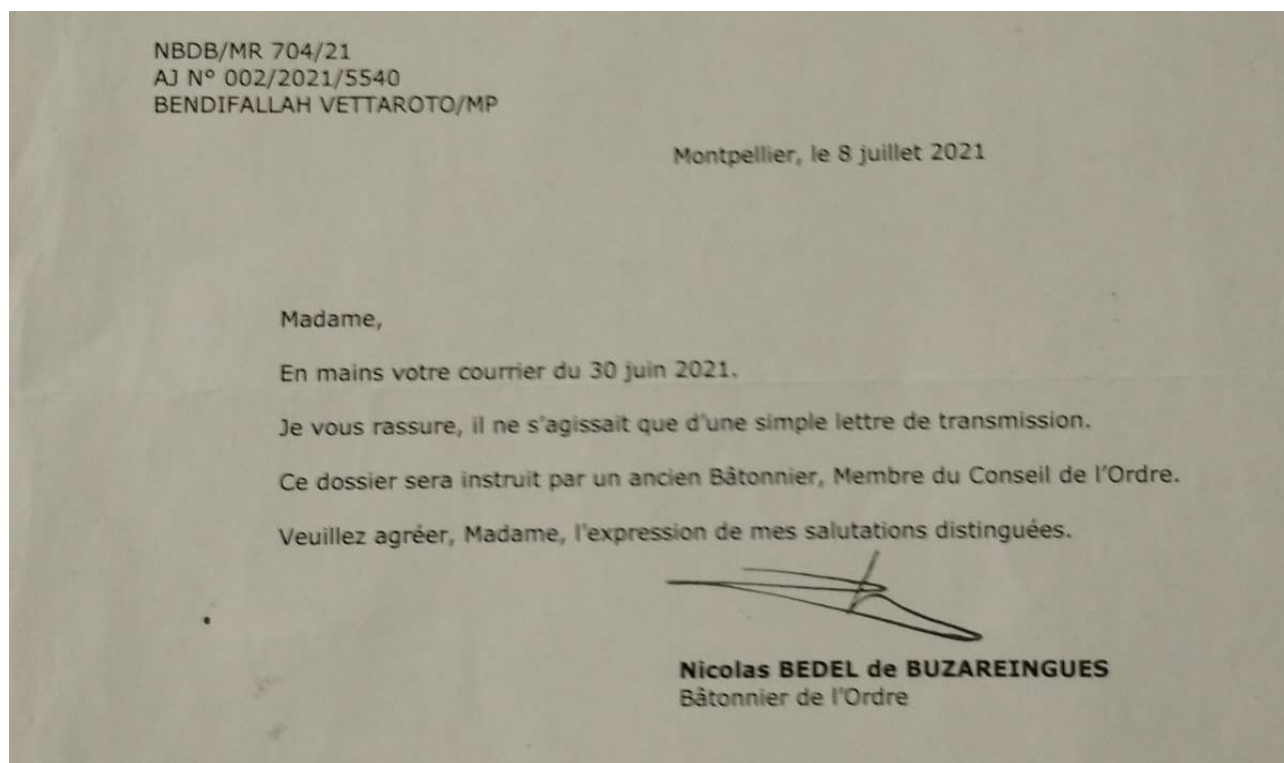


Nde N. N. N.




Plus tard, je retournerai voir maître Vayssettes, le fuyard, pour m'expliquer sur son attitude de lâche, auquel il m'avouera : « ...**c'est un réseau, il ne te rendront jamais ta fille, sois heureuse d'avoir encore ton fils...** ».

Juin 2021 : J'adresse un courrier à l'ordre des avocats, dans lequel j'indique les vices de procédures concernant la séquestration de Lidiya en réclamant des explications et surtout des solutions. **Nicolas Bedel de Buzareingues**, Bâtonnier de l'Ordre me répondra ceci :



Qui est Nicolas Bedel de Buzareingues ?

Si on prend en compte que son collègue, l'avocat **Vayssettes**, est un fuyard ce serait encore lui enlever la pleine responsabilité de l'enlèvement de Lidiya mais aussi de tous les enfants de l'Hérault ! Comme tous les magistrats et autres usurpateurs, **Nicolas Bedel** participe aux crimes des masses, au génocide des enfants.

Il est adepte du cercle Mozart, comme toutes les célébrités de Montpellier et des alentours, tous cooptés, tous amis





Courrier sans substance. La seule chose que je puisse faire c'est de savoir avec précision à qui je m'adresse. **Nicolas Bedel** est un criminel complice des réseaux pédos mis en place par l'état français, avec la bénédiction du gouvernement et des précédents.

14 juin 2021 : je dépose une plainte à l'ordre des médecins contre deux psychiatres Claude Aiguevives et Jean-claude Pinochet.

Re 4/06/21

M. Bouffard Lina
4 Rue des pins
VILLE La Candaude
34 230 Pessan
Tel: 07.77.07.2564

Aux conseils Départementale de l'Ordre
des Médecins.

* Objet : plainte contre le Expert psychiatrie
Aiguevives qui a conclu en janvier 2017.

- Le Docteur Aiguevives buffe de son absence
de Titre Adels lui permettant de fournir rapport
devant les Tribunaux.

Depuis 2017 -
* Manquement à l'obligation légale de joindre ses
observations écrites à son rapport et de dire quelle
autorité il a donné, Art 276 CPC.

Ses fixés aux parties un délai pour fournir mes
observations.

Les opérations d'expertise doivent être conduites de
façon contradictoire et il me suffit pour que
le rapport ai été débattu à l'audience -

L'expert n'a pas le droit de formuler des pré-

misations d'ordre juridique art 238 C.P.C -

- Lorsque l'expert outre passe son rôle, en
injection des diagnostics imprécis après un
entretien de une demi-heure dans son bureau -
en 2017 - car le rapport n'est plus renvoyable par
le Temps écoulé, Mais utilisé par P'ASE, juge,
est... pour malversation à la cour des comptes
attribués à la personne -

- Violation du principe du contradictoire,
annul Tout le Rapport - (2° civ, 24 juin 2004
Bull, 2004, II no 317, p 267).

- Diffamation où l'expert hors cadre de sa
mission d'expert en affaire familiale n'a pas
à faire d'évaluations psychologiques ni juridique
ou calomnieuse, ou diffamatoire -

Les deux experts Psychiatres Aiguevives et Pénochet ont continué de confirmer leurs rapports frauduleux.

QUELQUES AFFAIRES

Affaire Corinne Gouget de Stan Maillaud,

ancien gendarme :

Kidnapping de ses deux filles, Mélanie et Coralie par le tribunal de Montpellier. Les deux petites ont été violées et mise au secret.

Corinne Gouget se suicide le lundi 22 juin 2015 en se jetant sous un train à Frontignan.

Les experts coupables de crimes sur ses filles, enquête de Stan Maillaud

« Plus aucun contact n'a lieu depuis plusieurs mois entre les employés de l'APEA et la petite famille, par contre, mesdames **Desdouet** et **Martin** contactent l'ex-mari par téléphone pour lui annoncer que **Corinne Gouget** est folle. Les trois expertises sont au diapason, évidemment, pas de fausse note, la partition est bien apprise, le piège se referme... »

Les expertises qui enfoncent **Corinne Gouget** ont été réalisées par **Mme Denis**, le **docteur Pénochet**, et le **docteur Bendjilali**. Elle ne pourra prendre connaissance d'aucune d'entre elles avant qu'on ne lui retire ses enfants. Aucun de ses droits de la défense n'a été respectés. Il n'a été fait aucun cas des nombreuses attestations et témoignages établis en sa faveur. »

« En effet, **Anne Berrut** demanda également l'expertise des parties par le docteur **Claude Aiguevives**, pédopsychiatre, expert près la cour d'Appel de Montpellier. Et là, intervient l'arme secrète de l'appareil judiciaire, quand il faut discréditer des victimes trop gênantes, ou des plaignants trop insistants de voir rendue une justice qui n'appartient qu'aux puissants, ou aux initiés. J'ai nommé l'expertise psychiatrique, menée par un frère ou en tous cas un pion aux ordres, dont la mission est de détruire la crédibilité des dits témoins gênants.

Affaire Vincent de Stan Maillaud :

« Pour revenir sur le travail de cet expert **Claude Aiguevives**, sa pathologie était inquiétante, quand il écrivait de Vincent ; « *il est dans la jouissance chaque fois qu'il peut contrer les arguments paternels* », le terme de jouissance, employé pour un enfant de dix ans, même pour évoquer une perversion psychologique car c'est bien de cela qu'il semble s'agir – me paraît plus que déplacé, surtout dans un tel contexte.



En mémoire de Corinne Gouget

Publié le 22/06/2016 à 04:08
Par Echo-Nature



Réseau pédocriminel : le témoignage de Vincent intégral (Stan Maillaud)

Source : <https://youtu.be/WSA83z9VpNQ?si=s3lgtR0vqGtF0gUY&sfnsn=scwspwa>

Claude Aiguevives apparaît de nouveau dans l'affaire **d'Agnès**.

Meurtre d'Agnès : un médecin exfiltré et un accusé qui s'endort !

Pendant quatre heures, ce mercredi aux assises des mineurs de la Haute-Loire, **le Dr Claude Aiguevives, pédopsychiatre**, a tenté de défendre son expertise de 2010, qui avait conduit à la remise en liberté de **Matthieu**. Face à la colère de la **famille Marin**, l'expert a dû être exfiltré du tribunal et sortir sous escorte.

Comment, à deux ans d'intervalle, deux expertises psychiatriques menées sur **Matthieu** peuvent-elles conduire à des conclusions aussi diamétralement opposées ? On vous répondra que la psychiatrie n'est pas une science exacte. Le crime non plus !

France 3 Régions - Franceinfo



Mais qui est vraiment Matthieu, accusé de l'assassinat d'**Agnès Marin**, le 16 novembre 2011, dans un bois près du collège-lycée Cévenol, au Chambon-sur-Lignon ?

Selon Me Szpinzer, l'avocat de la famille de l'adolescente, le seul à bien vouloir s'exprimer malgré le huis clos, *«il maintient que ce qui est arrivé à Agnès était, en quelque sorte, de sa faute, puisqu'elle aurait été au courant de son passé. Elle était donc susceptible de parler et de le faire renvoyer en prison»*.

Pour le ténor du barreau de Paris, *« est un prédateur qui a repéré une gamine, la plus jeune interne du Cévenol. Le dossier démontre qu'il ne s'intéresse à elle qu'une dizaine de jours avant de passer à l'acte»*.

La famille d'Agnès Marin saisit le Conseil supérieur de la ...

Consulter >

Matthieu vrai pédophile protégé par **Claude Aiguevives** et assassin d'Agnès. Le grand-père d'Agnès portera plainte contre le pédopsychiatre.



Exfiltration de Claude Aiguevives

Source : <https://www.leprogres.fr/haute-loire/2013/06/26/meurtre-d-agnes-un-medecin-exfiltre-et-un-accuse-qui-s-endort>

Concernant les liens entre Pénochet, Passerieux et « 440 autres psychiatres » en France, tous grassement payés aux alentours des 30K€/mois, le Midi-Libre qui leur est consacré en guise de vitrine commerciale, plébiscite le Syndicat National des Experts Psychiatres et Psychologues (SNEPP).

La cooptation des criminels spécialisés dans les interjections de l'ASE et des crimes liés au trafic d'êtres humains se trouve sous forme de syndicats, une forme de club très privé où il faut être reconnu par ses pairs, compères et complices. Le prix du silence étant variable au sein des corrompus, il faudra donc compter entre 7500 euros pour un ministre, jusqu'à 30 000 euros pour un psychiatre. Sachant que ce sont les psychiatres qui définissent qui est fou, qui est crédible, qui est pervers aux yeux de la justice, nous sommes en droit de nous demander qui sont ces experts et qui les psychanalyse pour leur donner le pouvoir de détruire des enfants, des parents ou de simple contestataires.

1er juillet 2021:

Maître Codognes me confirmera qu'il prendra en charge mon affaire pour le jugement de l'audience du 8 juillet.

8 juillet 2021 : Sur les conseils de mon avocat, je ne suis pas allée au tribunal vu qu'il se chargeait de me représenter. **Camille Camborde**, dira à ce propos que j'aurais subitement disparu, elle évoquera de multiples rapports à mon encounter concernant mon comportement agressif, prête à passer à l'acte par mes agissements, logique car ne voyant plus ma fille depuis très longtemps et la sachant en danger.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFIER
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER

Min. 458/2021
Jugement du 08 JUILLET 2021
Notification : CAF ASE - père-mère-avocats (3)
30 JUL. 2021

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL POUR ENFANTS
Place Pierre Flotte
34040 MONTPELLIER CEDEX 1

Camille CAMBORDE
n° : 3
lre : C16/0151 (Assistance éducative)
seurs : MATHIEU Lidiya et MATHIEU Stéphane

**JUGEMENT EN ASSISTANCE EDUCATIVE
(MAINTIEN PLACEMENT)**

Nous, Camille CAMBORDE, Vice-Présidente en charge des fonctions de Juge des enfants
près le Tribunal Judiciaire de MONTPELLIER, assistée d'Assia SENOUSSEI, adjointe
administrative faisant fonction de greffière,

Statuant en Chambre du Conseil.

Vu les articles 375 et suivants du Code Civil, les articles 1181 et suivants du Code de
Procédure Civile.

Vu la procédure d'Assistance Éducative suivie à l'égard de :

MATHIEU Lidiya, née le 09 Janvier 2010 à SETE (34)

dont les parents sont :

MATHIEU Stéphane, demeurant 4 rue Allengry - 34300 AGDE
BENDIFALLAH-VETTORATO Linda, demeurant 4 rue des Pins - La Cantorade villa
n° 4 - 34230 PAULHAN

Vu la décision du 22 octobre 2020 ayant constaté l'échec de la mesure de placement et
ordonné une mesure de placement SAP à partir du domicile de la mère ; Vu l'ordonnance
du 18 janvier 2021 ayant ordonné le placement provisoire de Lidiya et l'ordonnance du 24
mars 2021 ayant autorisé à conserver secret le lieu de placement de Lidiya ;

Vu les rapports du 08 avril 2021, du 14 juin 2021 et du 25 juin 2021 ; Vu le rapport
d'expertise psychiatrique du Docteur PÉNOCHET en date du 25 novembre 2020 ;

Vu l'audience de ce jour, en présence de l'ASE de l'Hérault, de M. MATHIEU assisté de
Maître PARGOIRE, et de Maître CODOGNES, avocat de Madame
BENDIFALLAH-VETTORATO Linda, absente et non excusée ;

Depuis que la mesure de placement provisoire a été ordonnée pour Lidiya, le comportement
de Madame BENDIFALLAH-VETTORATO s'est fortement dégradé. Elle a multiplié les
comportements agressifs à l'égard des intervenants de l'ASE et a pu rechercher sur internet
des informations personnelles pour tenter de porter atteinte à ces derniers. Elle a déposé des
plaintes pénales contre eux, et notamment contre la responsable territoriale de l'ASE,
accusée de collaborer à un trafic d'enfant. Les intervenants de l'ASE présents à l'audience
expliquent que tout dialogue est impossible avec Madame BENDIFALLAH. Elle n'est pas
accessible à un discours raisonnable et elle inquiète fortement tout le monde tant elle
semble capable d'un passage à l'acte violent. Elle a cherché à s'introduire dans la MECS
où Lidiya était accueillie et aurait proposé de l'argent à un mineur pour qu'il fasse sortir
Lidiya. C'est à la suite de ces comportements, qui ont mis à mal le lieu d'accueil mais aussi
Lidiya qui est fortement perturbée par les agissements de sa mère, que l'ASE a demandé
à ce que le nouveau lieu d'accueil de la mineure soit tenu secret.

Madame BENDIFALLAH-VETTORATO était convoquée à l'audience de ce jour mais,
alors qu'elle s'est présentée à l'accueil du tribunal pour enfants, elle a brusquement disparu

sans que les motifs de cette attitude ne soient compris. Son avocat n'a pas réussi à la joindre et a alors été autorisé à assister aux débats sans sa cliente.

L'expertise psychiatrique du Docteur PENOCHET, rendue fin novembre 2021, avait été ordonnée à la demande de Madame BENDIFALLAH VETTORATO qui estimait que les conclusions de l'expertise psychiatrique du Docteur AIGUESVIVES lui étaient trop défavorables. Le Docteur PENOCHET conclut lui aussi à la présence de troubles psychiques, avec "un examen de la personnalité qui retrouve une immaturité affective, des modes de réaction abandonniques, des engagements affectifs devenant rapidement conflictuels avec de grandes difficultés à soutenir un rôle maternel". "La personnalité est marquée par l'excès, l'exaltation et les tendances projectives. Elle est combative, réactive, expansive, égocentrée, exaltée et caractérielle. Elle est très défensive et n'intègre absolument pas la position de l'interlocuteur ni de références extérieures."

Monsieur MATHIEU, présent et assisté de son avocat, peut indiquer que Madame BENDIFALLAH a toujours présenté de tels comportements. Lorsque leur séparation est intervenue, elle a n'a pas supporté que les enfants puissent avoir un contact avec lui, allant même jusqu'à déposer plainte pour abus sexuels contre lui. Cette plainte a été classée. L'avocate de Monsieur MATHIEU, qui l'assiste depuis des années, souligne qu'elle a elle-même pu faire l'objet d'attaques de la part de Mme BENDIFALLAH VETTORATO. Monsieur MATHIEU souhaite que Lidiya reste placée et aimerait avoir la possibilité de la rencontrer. Il s'inquiète aussi beaucoup pour Stéphane, qui est extrêmement loyal à sa mère et réside toujours avec elle.

L'ASE de l'Hérault souligne que malgré tous ces bouleversements, Lidiya s'est posée sur son nouveau lieu de placement et va bien. Elle paraît plus joyeuse. L'ASE tente de respecter la place de Madame en lui envoyant régulièrement des informations par mail, même si l'échange serein n'est pas possible à l'heure actuelle. Le travail éducatif est pour l'heure impossible avec cette mère.

Il convient de préciser que la mère Mme BENDIFALLAH VETTORATO, madame Martine BENDIFALLAH VETTORATO, a adressé un courrier au juge des enfants pour solliciter un droit de visite et d'hébergement tous les week-end pour Lidiya, en accord avec sa fille. Force est de constater que cette grand-mère n'a jamais été très présente dans la vie de ses petits enfants. En plus de 5 années de procédure éducative, c'est la première fois qu'elle se manifeste. Elle n'a jamais interpellé les éducateurs de l'ASE et ne semble jamais s'être inquiétée de la prise en charge de ses petit-enfants. Le conseil de Madame BENDIFALLAH indique qu'à sa connaissance, sa cliente n'avait plus de contact depuis des années avec sa propre mère. Pour l'heure, cette requête ne semble pas conforme à l'intérêt de Lidiya, qui est fortement perturbée par les agissements de sa mère. Aucune garantie ne permet de s'assurer que Lidiya ne sera pas mise en contact avec sa mère lors de tels temps d'accueil.

Il résulte de ces éléments que la mesure de placement de Lidiya doit être prolongée, dans son intérêt, et ce pour durée d'un an. Les rencontres avec son père seront soutenues et autorisées dans un cadre médiatisé. De même, des rencontres avec sa mère seront autorisées selon les mêmes modalités, avec cette précision qu'en cas de comportement inadapté de Madame BENDIFALLAH-VETTORATO, les visites seront suspendues.

PAR CES MOTIFS

Statuant en chambre du conseil en matière d'assistance éducative et en premier ressort.

Maintenons la mesure de placement ayant confié MATHIEU Lidiya à l'ASE DE L'HERAULT pour une durée d'UN AN à compter du 18 juillet 2021, soit jusqu'au 18 juillet 2022 ;

Disons que le lieu de placement sera tenu secret à l'égard de la mère ;

Disons que la mère, Mme BENDIFALLAH-VETTORATO pourra rencontrer Lidiya dans le cadre de droits de visite en présence d'un tiers, une fois tous les 15 jours, et disons qu'en cas de difficulté il nous en sera référé,

Disons que le père, M. MATHIEU, pourra rencontrer Lidiya dans le cadre de droits de visite en présence d'un tiers, une fois tous les 15 jours,

Disons que les allocations familiales et toutes prestations sociales auxquelles les mineurs ouvrent droit seront versées pendant la durée du placement par l'organisme débiteur service gardien,

Disons que ce service devra nous faire parvenir un rapport **UN MOIS** avant l'échéance de la présente mesure.

Disons que les frais d'entretien et de placement seront mis à la charge du département.

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente décision.

Fait à Montpellier en notre Cabinet, le 08 JUILLET 2021
Camille CAMBORDE, Juge des enfants



LE GREFFIER :

Pour copie certifiée conforme
Le greffier

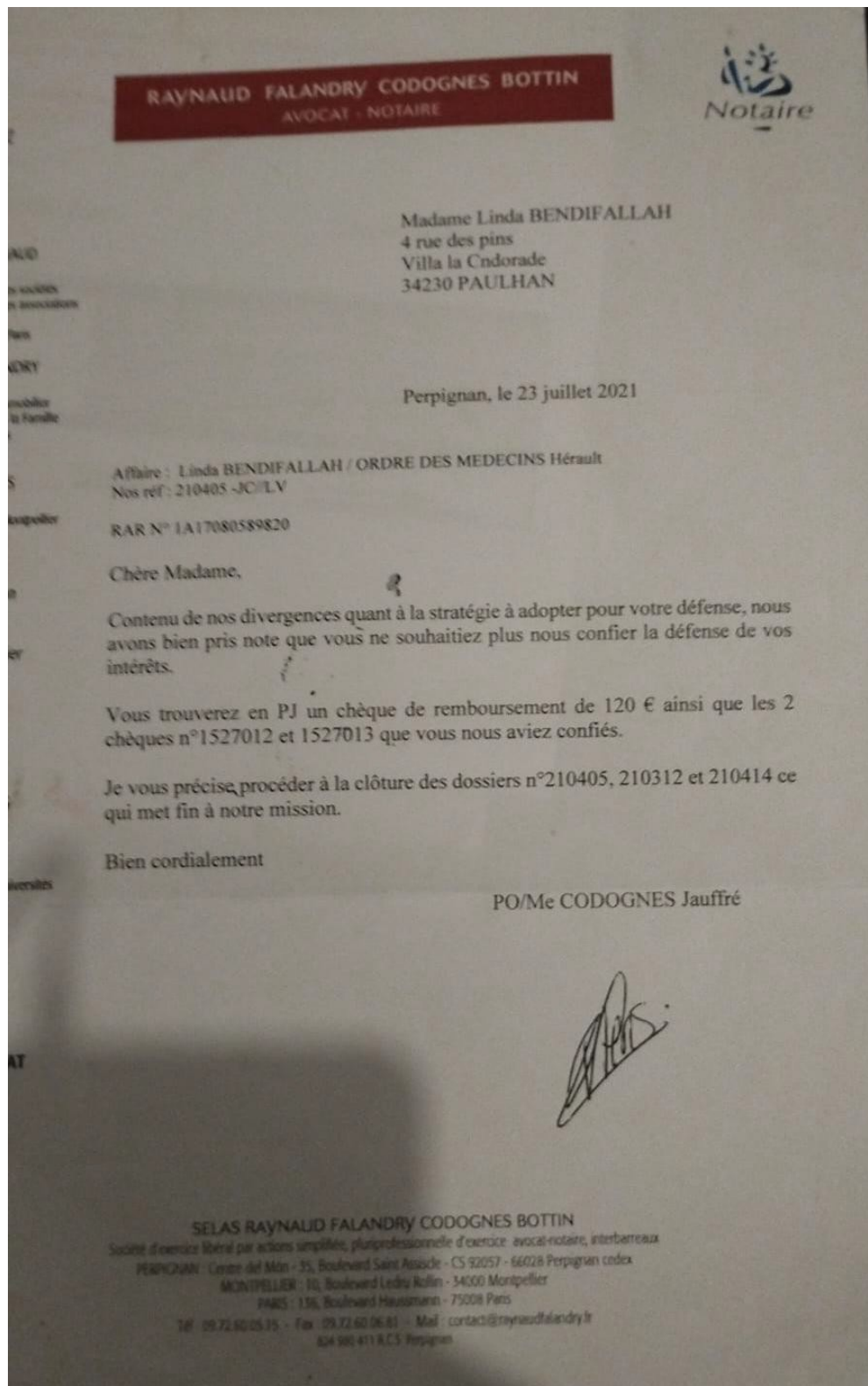


Appel de cette décision peut être formé dans un délai de QUINZE JOURS à compter de la date de notification. L'Appel doit être formé par une déclaration que la partie ou tout mandataire fait ou adresse, par pli recommandé, au greffe de la Cour d'appel de MONTPELLIER - Chambre Spéciale des Mineurs 1 rue Foch 34000 MONTPELLIER. La déclaration d'appel est accompagnée de la copie de la décision.

Combative oui je le suis et je peux affirmer que je ne lâcherai pas le morceau !

OU EST LIDIYA ?

25 JUILLET 2021 : je reçois un courrier de mon avocat dans lequel il me signifie qu'il arrête de prendre mon dossier en charge prétextant des « divergences », il avait déjà pris note que je ne souhaitais pas continuer avec lui vu qu'il était incapable de me défendre, la réalité est qu'il collaborait lui aussi avec le réseau.



Maître Codognes a quand même perçu l'aide juridictionnelle.

Ma fille est donc tenue au secret et je suis en panique. J'essaye comme je peux de faire du bruit autour de moi, je passe des coups de fil, j'enquête, je ne m'arrête plus. Lidiya est en danger aux mains des criminels qui me l'ont volée. J'ai peur pour elle car je commence peu à peu à saisir l'étendue de la pieuvre pédophile et meurtrière qui se cache au sein des institutions sous couvert des enseignements pervers, freudiens et légaux et d'un autre monde.

Juillet 2021 : Je reçois un mail de **Hadja Bouchaa**, responsable Territoire Enfance et Famille sous couvert du président, me donnant des dates de visites médiatisées, 2 fois 45 minutes par mois.

Direction Générale Adjointe Solidarités Départementales
Service départemental des solidarités Cœur d'Hérault Pic Saint Loup

Service Territorial des Solidarités de Clermont l'Hérault
Place Jean Jaurès
34000 Clermont-l'Hérault
Tel : 04 67 67 43 60
Dossier suivi par : S Brunelli , Educatrice spécialisée
F De Freitas , Educatrice spécialisée
A Fontaine, Assistante administrative

Objet : Calendrier des visites médiatisées.

Suite à la décision du juge pour enfant, je vous informe que vous rencontrerez votre fille dans le cadre de visites médiatisées au sein du service de médiation situé sur Gignac

Mois de juillet 2021
VENDREDI 2 JUILLET DE 15H15 A 16H (16H à 16H15 entretien avec la mère)
VENDREDI 30 JUILLET DE 14H A 14H45 (14H45 A 15H entretien avec la mère) remplace celle du 16 juillet

Mois de Août 2021
VENDREDI 6 AOUT DE 15H15 A 16H (16H A 16H15 entretien avec la mère)
VENDREDI 20 AOUT DE 14H15 A 15H (15H à 15H15 entretien avec la mère)

En cas d'impossibilité majeure, nous vous invitons à le signaler au travailleur social référent, Madame Brunelli, Madame De Freitas, éducatrices spécialisées, dans les plus brefs délais.

Je vous prie de recevoir, Madame, mes salutations distinguées.

Pour le Président
Hadja Bouchaa
Responsable Territorial Enfance et Famille

Le lieu des visites médiatisées se trouvait à Gignac, plus précisément au couvent qui était occupé par l'association Terre-Contact. Cet endroit était sombre et lugubre, froid. Lidiya était maigre, l'air d'une enfant qui cherche à s'effacer, j'ai compris par son comportement qu'elle subissait ses conditions de détention. J'ai tenté à plusieurs reprises de donner un téléphone à ma fille, mais les agents me le prenaient des mains en me menaçant de ne plus la voir. N'ayant que 45 minutes tous les 15 jours, je faisais profil bas pour avoir la possibilité de maintenir ce lien.

J'arrivais à soutirer quelques mots à Lidiya, **elle me dira qu'une femme la masse**, Je comprenais qu'ils étaient en train de la préparer à des actes pédophiles, si ce n'était pas déjà fait.

J'observais celles qui nous observaient. En colère je savais que ces agents participaient au trafic d'enfants et Lidiya était leur victime. Lidiya était en mode automatique, elle semblait **blindée**, à la fois présente mais terriblement éloignée.

Ce contexte morbide dans lequel ma fille était à l'état de corps sans âme, et moi j'étais impuissante. Avec tous les éléments que j'avais découvert j'avais compris que ma fille avait été violée à de nombreuses reprises, mais je refusais de me l'avouer. Mon cœur était en miette et rien ni personne ne pourrait le réparer.

J'eus des contacts avec une femme en Suisse qui enquêtait sur les réseaux de pédocriminalité. A l'écoute de mon histoire, elle me dira que ma fille avait le comportement typique de l'enfant exploité sexuellement, faisant allusion au MK Ultra, elle m'a proposée de me rapprocher du travail d'Alexandre Lebreton. C'est grâce à son travail que j'ai commencé à cerner l'étendue de la pédocriminalité et les raisons à tout cela.



Alexandre Lebreton @mk_polis · 5 j

Le nouvel album de Lady Gaga vient de sortir. Sans grand étonnement les visuels associés à cette production restent dans la thématique du fractionnement, de la personnalité brisée, fracturée et dédoublée.

L'esthétique glauque du trauma, toujours et encore...

Une mode ?

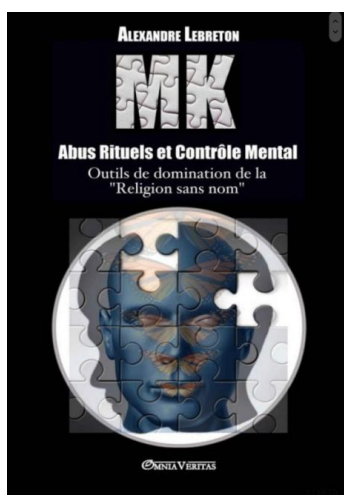


Pour Comprendre l'état de ma fille, je me plongeais dans l'étude du MK ULTRA, c'était quoi !

Je vais tenter brièvement de vous l'expliquer !

Le but est de casser psychologiquement un individu afin de l'amener à faire des choses conscientes mais sans réellement se rendre compte qu'ils ont été brisés dans l'enfance. Les drogues, la violence, les tortures, les viols font partis de cet enseignement.

L'individu se soumettra pour le reste de sa vie s'il n'est pas sorti de cet environnement néfaste et morbide par une âme charitable.



Source : <https://www.medias-presse.info/a-voir-les-cobayes-de-la-cia-programme-mk-ultra-et-autres-experiences-abominables/97536/>

22 septembre 2021 :

Je reçois une nouvelle convocation de **la juge Camborde**, cette fois-ci elle veut s'en prendre à mon fils. Une phrase m'interpelle : « *si vous souhaitez consulter seule le dossier, le Juge pourra alors écarter de la consultation certaines pièces du dossier...* »

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL POUR ENFANTS
Place Pierre FLOTTE
34040 MONTPELLIER CEDEX 1

Juge : Camille CAMBORDE
Secteur : 3
Affaire : C16/0151 (Assistance éducative)
MATHIEU Lidiya et MATHIEU Stéphane

Mme BENDIFALLAH-VETTORATO Linda
4 rue des Pins
La Cantorade villa n° 4
34230 PAULHAN

CONVOCATION
dans le cadre d'une procédure d'assistance éducative

Le Juge des Enfants convoque **Mme BENDIFALLAH-VETTORATO Linda**, au sujet de
: MATHIEU Stéphane

Je vous prie de bien vouloir vous présenter au Tribunal pour Enfants de MONTPELLIER, au greffe du Cabinet de
Camille CAMBORDE, Juge des Enfants, le :

- JEUDI 14 OCTOBRE 2021 à 09 HEURES 30

Vous et votre (vos) enfant s avez le droit d'être assistés d'un avocat de votre choix le jour de l'audience et tout au long
de la procédure.

**BIEN VOULOIR PRÉVENIR VOUS MÊME VOTRE AVOCAT DE L'HEURE et de la
DATE de l'AUDIENCE** (Veuillez apporter la présente convocation au Greffe de votre rendez-vous.)

Vous et votre enfants avez également le droit de consulter le dossier d'assistance éducative jusqu'à la veille de l'audience
ou de l'audition, en demandant un rendez-vous par écrit avec photocopie de votre pièce d'identité (renseignements au
04.67.12.60.86), dès réception de cette convocation, conformément aux dispositions de l'article 1187 d Nouveau Code de
Procédure Civile. Vous devez alors vous munir d'une pièce d'identité le jour fixé pour la consultation.
Votre avocat peut vous accompagner lors de la consultation du dossier.
Si vous souhaitez consulter seul le dossier, le Juge pourra alors écarter de la consultation certaines pièces du dossier s'il estime
que la consultation de ces pièces ferait courir un danger physique ou moral grave au mineur concerné par le dossier d'assistance
éducative ou à toute autre personne.
Aucune copie de pièce ne vous sera délivrée.
Si le mineur n'est pas accompagné par l'un de ses parents ou par un avocat lors de la consultation de son dossier, le Juge pourra
lui faire désigner un avocat d'office ou demander au représentant du service chargé de son suivi éducatif de l'accompagner durant
cette consultation.

Vous pouvez demander au Juge que le Bâtonnier vous désigne un avocat d'office. Si vos ressources ne vous permettent
pas d'avoir recours à un avocat, vous pouvez demander à bénéficier de l'aide juridictionnelle en vous adressant au Bureau d'Aide
Juridictionnelle du Tribunal (Tél. : 04.67.12.62.04)

Montpellier, le 20 SEPTEMBRE 2021
Le Greffier,

J'ai pris le parti d'ignorer ce torchon car la dernière fois que j'y avais répondu ils m'avaient pris Lidiya.

S'en est suivi le défilé des agents de l'ASE qui m'appelaient à n'importe quelle heure du jour, **les huissiers**, la **PJ**, ainsi que d'autres convocations venant des **gendarmes** : non-satisfait de m'avoir enlevée ma fille, ces derniers avaient reçu des ordres de **Hugues Moutouh**, préfet de l'Hérault à cette époque, pour me mettre la pression et me faire accepter l'ordonnance de **Camille Camborde**.



PREFET DE L'HERAULT
Sous-préfecture de Lodève
bureau de la sécurité et des polices administratives

Lodève, le 17 novembre 2022

Affaire suivie par : secrétariat de la CGAPEX
Téléphone : 04 67 88 34 00
Mail : secr@subprefecture.lodève.heraut.gouv.fr
Ref : 2022-034-0036446 - CQJ
P.J. : liste maisons départementales de la solidarité

Madame,

Votre bail a été résilié par jugement du 20 septembre 2022 et je viens d'être destinataire du commandement de quitter les lieux qui vous a été signifié par huissier.

Je vous engage vivement à régulariser votre situation en reprenant ou poursuivant le paiement de votre loyer, preuve de votre bonne foi et de votre mobilisation, et à vous rapprocher du travailleur social de votre secteur pour vous accompagner dans vos démarches.

Par ailleurs, je vous informe que vous avez la possibilité de saisir, en vue de votre relogement au titre du droit au logement opposable (DALO) :

La commission départementale de médiation de l'Hérault
Rue Serge Lifar - CS 97378 - 34184 MONTPELLIER Cedex 4

Je vous précise que vous pouvez retirer le formulaire type à l'accueil de :

- la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités
- la préfecture de l'Hérault
- la caisse d'allocations familiales (CAF)
- la mairie de votre commune

Vous avez également la possibilité de le télécharger sur le site internet : www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R19319

Je vous prie de croire, Madame, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

P/le sous-préfet de Lodève
la cheffe du bureau de la sécurité et des polices administratives,

Stéphanie RUMIEL

Madame Linda MATHIEU
Rue des Pins
La Candorade - Logt. 4
34230 PAULHAN

Des informations vous concernant ont été enregistrées dans le système d'information dénommé EXPLOR, relatif à la gestion de la prévention et de la procédure d'expulsion locale. Ces informations peuvent être communiquées aux institutions compétentes en matière de prévention des expulsions locales. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, nous vous informons que vous disposez des droits d'accès direct et de rectification de vos données personnelles. Pour exercer vos droits, vous pouvez vous adresser au secrétariat de la CGAPEX en joignant de votre identité. Le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 n'est pas applicable au présent traitement.

Sous-préfecture de Lodève
120, allée de Verdun
34700 LODÈVE
Modalités d'accueil du public : www.heraut.gouv.fr
@Prefet34



Le bulldozer Hugues Moutouh a donc usé de son pouvoir pour me contraindre à rentrer **dans les ordres** en allant jusqu'à m'envoyer deux escadrons de gendarmes pour me remettre **des contraintes**.

En novembre 2021, **Le préfet Hugues Moutouh**, engagera une procédure illégale d'expulsion contre moi, la procédure bâillon était en cours.

La raison ? J'avais pris d'assaut les réseaux sociaux pour dénoncer.

Présidente du tribunal de Montpellier, Hugues Moutouh, Dupont-Morreti, et le procureur ?
Montpellier : une activiste féministe dans le collimateur du préfet (septembre 2021)

L'activiste féministe, très influente sur les réseaux sociaux, **Anna Toumazoff** est dans le collimateur du préfet de l'Hérault, après avoir attaqué les policiers de Montpellier.



Une phrase choc reste en travers des **policiers de la Sécurité publique de l'Hérault** et notamment au commissariat central de **Montpellier** et que **le préfet**, Hugues Moutouh condamne fermement : « **Quand une femme victime d'un viol vient déposer plainte au commissariat de Montpellier, on lui demande si elle a joui** »... Une accusation, parmi d'autres, portée par l'activiste féministe **Anna Toumazoff** sur les réseaux sociaux après avoir dit-elle recueilli plusieurs témoignages.



Source : https://actu.fr/occitanie/montpellier_34172/montpellier-une-activiste-feministe-dans-le-collimateur-du-prefet_45253696.html

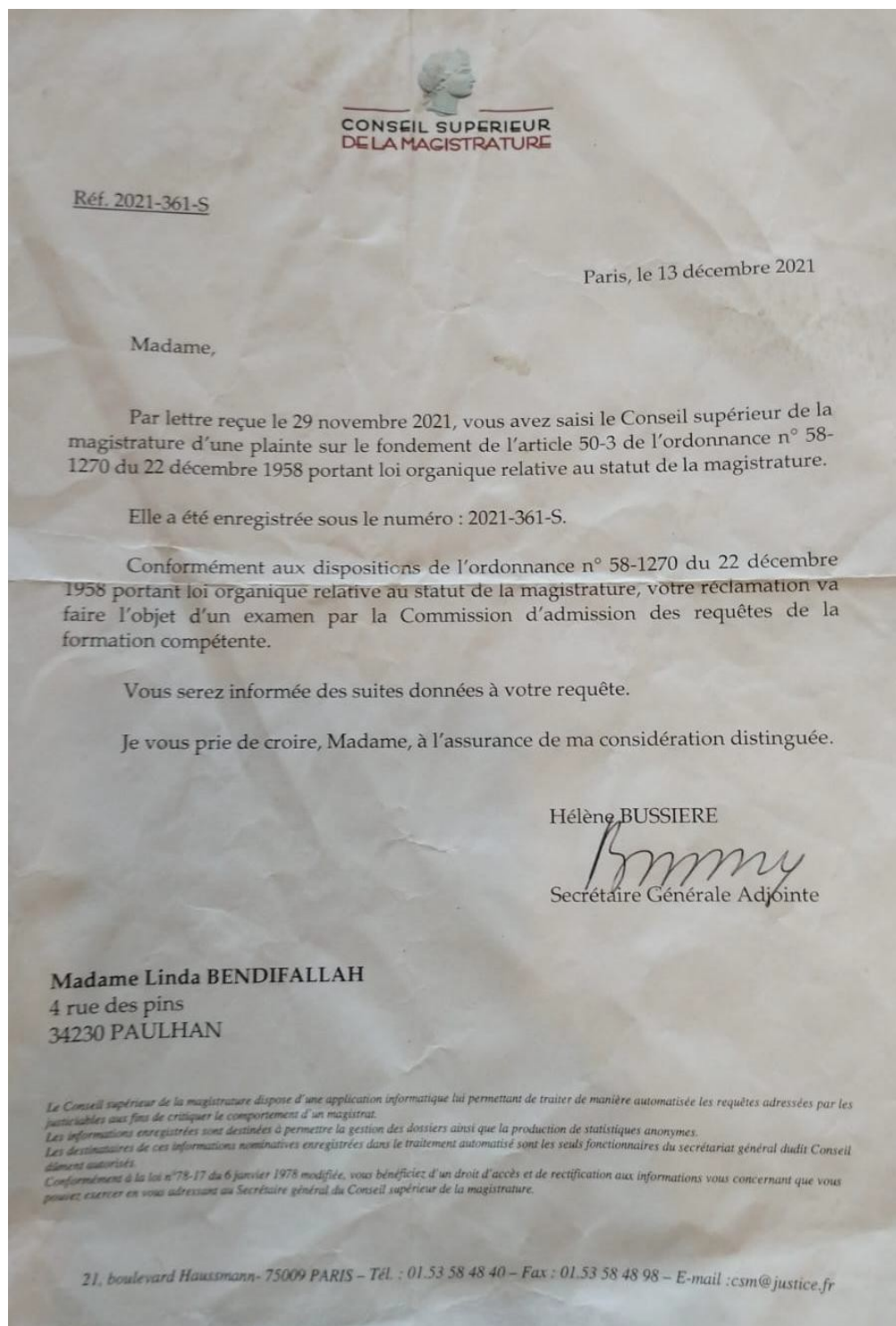
Plainte d'une jeune fille pour viol, des dizaines de témoignages accablent le commissariat de Montpellier.

L'activiste aurait recueilli des dizaines de témoignages similaires. Mais tous ne concernent pas l'unique commissariat de Montpellier...

Source : <https://www.midilibre.fr/2021/09/30/plainte-dune-jeune-fille-pour-viol-la-polemique-autour-du-commissariat-de-montpellier-prend-de-lamplour-9822927.php>

13 décembre 2021 :

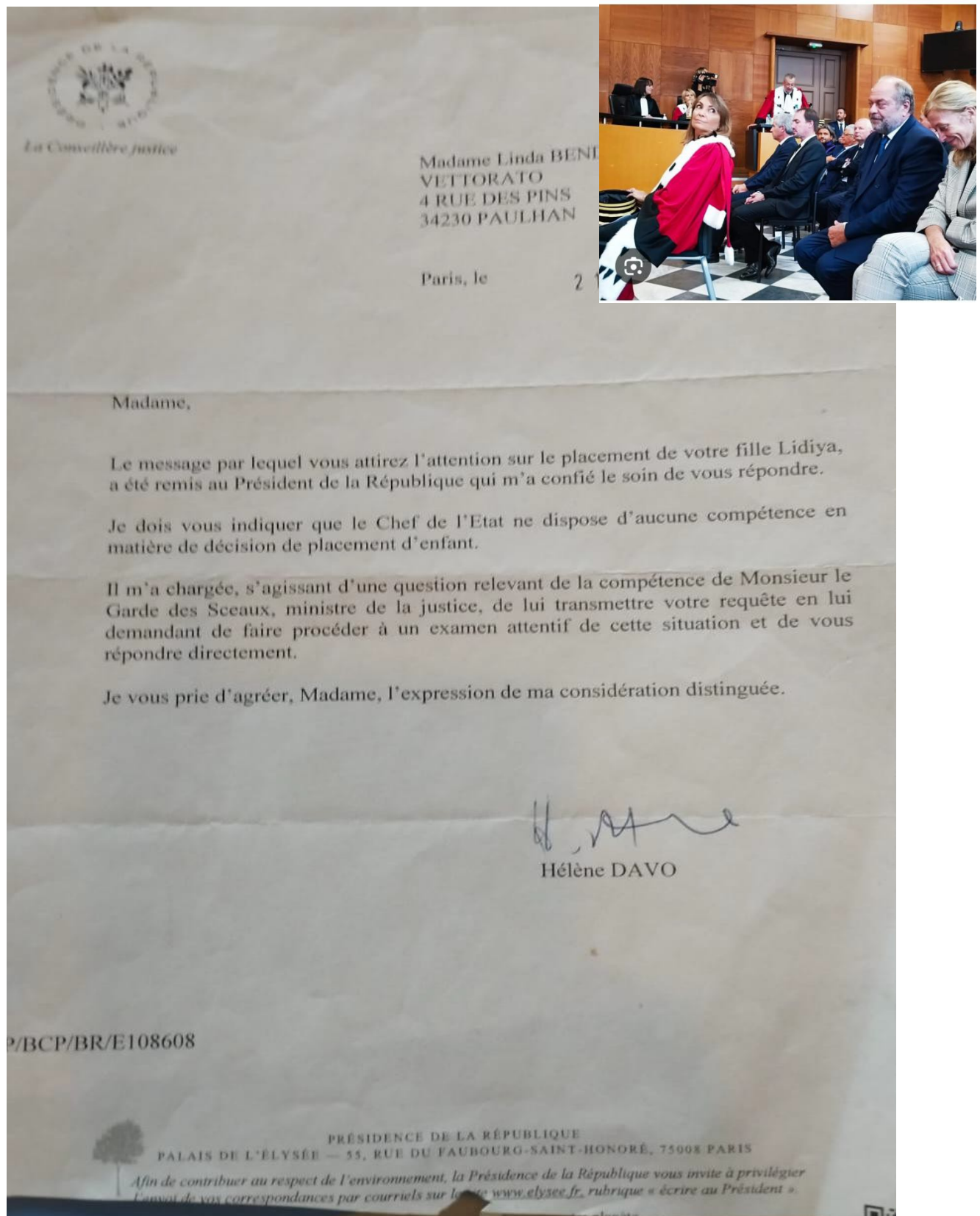
Réception d'un nouveau courrier de **Hélène Bussiere**, secrétaire générale adjointe au conseil supérieur de la magistrature, je n'aurais plus aucune nouvelle de cette institution par la suite.



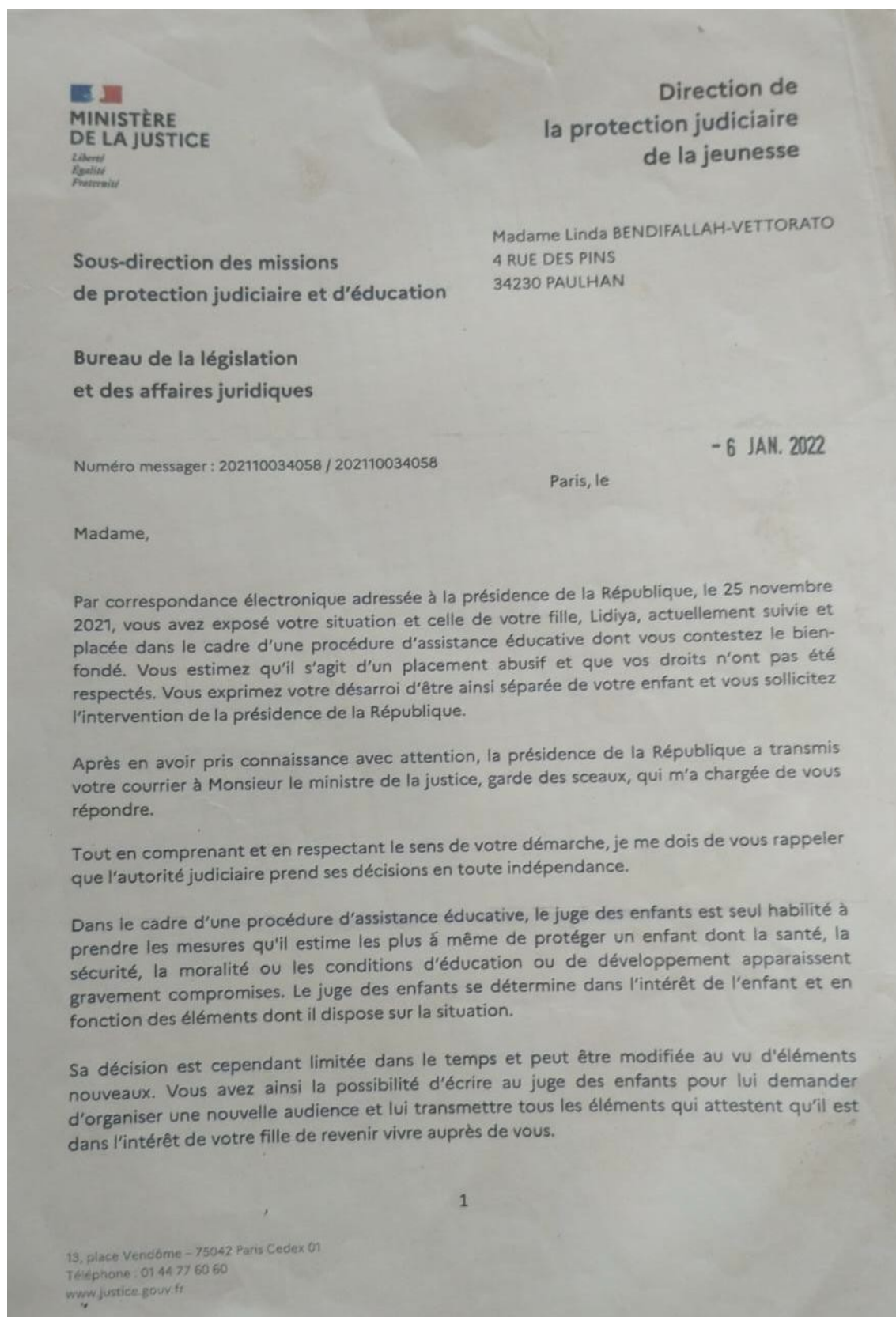
Je contacte toutes les instances administratives et juridiques pour les interpellier sur le drame que je vis de ne plus voir ma fille.

21 décembre 2021 :

La conseillère justice de la présidence de la république, **Hélène Davo**, m'a fait l'immense déshonneur de répondre en bottant en touche au courrier que j'avais envoyé à son patron, **Emmanuel Macron**, Président de la république, à propos du placement abusif, ou plutôt de l'enlèvement de ma fille Lidiya.



6 janvier 2022 :



OU EST LIDIYA ?

Nouveau calendrier des visites médiatisées :

18 février 2022 : Je retrouvais ma grande guerrière lors d'une de ces visites médiatisées, la maman protectrice que je suis lui avais amenée des vêtements et des jouets que j'avais soigneusement choisis pour elle. J'avais anticipé, vu qu'à chaque fois je la retrouvais habillée indignement.

Je voulais qu'elle puisse se changer dans l'intimité, j'ai donc pris la décision de la sortir de la pièce afin qu'elle soit hors de la vue des surveillantes.

Je sortie dans le couloir avec Lidiya en claquant la porte. J'étais enfin seule avec ma fille pendant quelques secondes...

Je me suis mise à genoux pour être à sa hauteur, je l'ai regardée droit dans ses yeux vides, elle n'était pas là depuis le début de cette visite mais lorsque je lui ai dit « je suis là, Lidiya, je sais tout », ses yeux se sont mis à briller, à s'ouvrir à moi et sa bouche fit de même :

« Maman ! Maman ! Ils me font du mal ! Ils nous violent là-bas ! J'ai peur... J'AI PEUR ! J'ai peur j'ai peur j'ai peur j'ai peur j'ai peur.... »

A ce moment-là, je l'ai prise dans mes bras pour la serrer contre moi, et j'ai soulevé son t-shirt, j'y ai vu des traces de coups, comme des coups de fouets, des coups de ceintures. Devant cette vision d'horreur, je me suis effondrée dans un « NOOOOOOOOONNNNN ! » interminable... Je pouvais enfin voir les monstres qui s'occupaient de nos enfants.

Dans un dernier élan humain, je me suis adressée à ces monstres ainsi « ma fille est violée » ! J'empoigne Lidiya et j'étais décidée à partir : « On y va, Lidiya » elle me répondait « *maman j'ai peur* », elle tremblait... « *Moi, j'ai pas peur ! On y va.* » Les surveillantes étaient comme indifférentes face à moi qui était en train de prendre conscience de toute l'horreur que ma fille vivaient : « **c'est à cause de vous qu'elle a peur** » me dit froidement l'une d'elle.

Je voyais les voitures de l'association **Terre-Contact** débouler, les personnels descendre et s'empressement de s'engouffrer dans les locaux avec pour seul projet d'emmener ma fille loin de moi, une fois de plus.

Cette visite médiatisée s'achevait ainsi, Lidiya était toujours aux mains de ses geôliers et moi j'étais seule, en sanglots et folle de rage.

La vérité m'avait éclatée en pleine tête, je venais vraiment de réaliser que j'avais à faire à un réseau organisé et terriblement efficace. Face à cette vérité, l'évidence faisait que je n'étais pas la seule à qui on avait enlevé ses enfants.

C'est à ce moment-là que j'ai décidé de rendre publique mon histoire, c'était la seule façon de sauver Lidiya.

Dans ma recherche de solution, je suis tombée sur **Alexandre Hilarion** qui s'est porté volontaire pour m'aider à rédiger un courrier au président du département,

Klebert Mesquida :

Ce courrier restera sans réponse, la guerre des petits papiers n'avait que trop duré ! Il était temps de passer à la vitesse supérieure, j'allais battre le pavé...

Madame Linda Bendifallah
Résidence CANDORADE
4 Rue des Pins
34230 PAULHAN

Monsieur Kléber Mesquida
Président du CONSEIL DEPARTEMENTAL
de l'HERAULT

Le Jeudi 3 mars 2022

Mise en demeure
concernant la mise en place d'une enquête interne sur les conditions de
rétention de ma fille Lidiya Mathieu
Directive 2011/36/UE

A l'attention de Monsieur Kléber Mesquida

Sur le Droit

Vu :

- La directive 2011/36/UE
- L'arrêt du Conseil d'État n°378293 du 19 Juin 2015
- La Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne
- L'article 55 de la Constitution
- Le Droit Naturel *Jus Naturalis*

Sur les Faits

Monsieur,

Je vous joins en ce jour pour vous faire part du cas de ma fille Lidiya Mathieu, née le 9 JANVIER 2010 à SETE, placée dans les services d'Aide Sociale à l'Enfance de votre département.

Aujourd'hui cela fait plus de 3 semaines que je n'ai pu voir ma fille qui, à notre dernière entrevue, m'a signalé se sentir en danger et a fait preuve d'un état psychologique relevant d'une peur que je n'avais jamais ressentie de sa part avant. En effet elle semblait terrorisée, dans le désir de me parler de quelque chose de très grave qu'elle vivait intensément.

J'ai tenté d'avertir les différents interlocuteurs que j'ai pu avoir au téléphone ou de visu, or il semble que plus le temps passe, plus vos services isolent ma fille de moi prétextant que je suis la cause de sa détresse alors que, factuellement, je n'avais déjà que très peu de contact avec. A chaque fois j'ai droit à des excuses pour ne pas la voir, ne pas lui parler, des invectives humiliantes alors qu'il est naturel pour une mère de se faire du souci pour sa fille surtout en ayant été alertée d'un danger de sa propre bouche.

Sachez que je ne prétends rien car justement je ne sais pas, mais l'obstination de vos services à garder le silence me met dans un état d'inquiétude que je ne souhaite à aucun parent. D'autre part, avec ce que l'on a entendu des maisons de retraites et la gestion des affaires publiques par des structures privées, on est en droit de se demander si la dignité des êtres humains dans ces structures est bien respectée.

Ainsi je vous avise, Monsieur le Président du Département Kléber Mesquida:

1) En votre qualité de répondant légal et responsable juridique des services d'Aide Sociale à l'Enfance (service non personnalisé) du département de l'Hérault et comme le stipule la décision du Conseil d'État **n°378293 du 16 Juin 2015** .

2) En votre qualité de responsable juridique et légal de tous les partenaires publics ou privés que vous sollicitez dans le cadre de la mission de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Personnellement, je vous écris en ma qualité de maman de Lidiya Mathieu donc responsable légitime sous le droit naturel **jus naturalis** de ma fille en personne, en tant qu'êtres humains de la famille naturelle humaine et sous la directive européenne **2011/36/UE** concernant la traite, la maltraitance des êtres humains, notamment les enfants et mineur(e)s.

En Conclusion

Vu le blocage de la situation et la suspicion de maltraitance sur ma fille Lidiya pour une raison dépendante de vos services, j'ai l'honneur de vous informer que :

Je, soussignée Linda Bendifallah, mère et responsable légitime de l'enfant Lidiya Mathieu née le 9 Janvier 2010, demeurant à 4 Rue des Pins 34230 PAULHAN,

Vous mets en demeure de procéder à une enquête interne sous 7 jours afin de vous assurer que vos services ne dissimulent pas de faute professionnelle grave ou d'éléments pouvant conclure à un crime ou un délit sur la personne de ma fille, à l'atteinte de son intégrité physique ou de sa santé mentale.

Veuillez prendre connaissance, en outre et en cas de non respect de cette mise en demeure restant à l'amiable et sans préjudice, qu'une plainte sera déposée à l'encontre de votre personne et pour les raisons mentionnées pour non assistance à mineure en danger et mise en péril psychologique d'une mineure par négligence.

Sachez également que si cette plainte ne porte aucune conséquence, je saisisrai la juridiction compétente afin qu'une information judiciaire soit ouverte avec la constitution de partie civile.

Je ne souhaite évidemment pas en arriver là, c'est pourquoi je vous demande dans l'intérêt de tous, de me **certifier personnellement** que ma fille va bien et qu'elle ne subit aucun dommage, mais également de **m'en apporter la preuve factuelle.**

A défaut de preuves factuelles et évidentes, je continuerai la procédure avec préjudice énoncée plus haut.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le président du Conseil Départemental, l'expression de mes Sincères Salutations.

Madame Linda Bendifallah



**J'ai donc démarré mes informations auprès de la population.
Une première pour moi !**



Avec micro et photos de ma fille.

**Puis j'enchaînerais sur Marseille, Montpellier,
Paris etc**

Source : <https://youtu.be/Fy1jkqkhVNk?si=QksJ50D-VbLCyGGP>

**première information publique en vidéo
sur YouTube**

Petite Étoile a osé parler de ce qu'elle subissait...

Paulhan | Clermont l'Hérault

SAUVONS LIDIYA MATHIEU

“ Lidiya 12 ans, détenue illégalement par l'Aide Sociale à l'Enfance de l'Hérault, séquestrée, cachée et terrorisée depuis plus d'un an.”



iliya bibal



07 84 60 90 87 www.ma-petite-etoile.com

C'EST AINSI QUE LAISSER FAIRE LE MAL C'EST Y CONSENTIR !

2022, l'année de la coercition :

Le courage dont fit preuve Lidiya en m'avouant ce qu'elle subissait ne fit qu'accélérer la machine à broyer l'humain. La procédure bâillon allait me mettre en **état de siège**.

« *Comment allaient-ils me tuer ?* » me suis-je dis à de nombreuses reprises.

Plusieurs options leur étaient possibles, la prison, la psychiatrie ou plus simplement un tueur en col blanc. J'avais tout le monde sur le dos, le défenseur des droits de l'Hérault, le maire de ma commune, le procureur, la police, la gendarmerie et les huissiers qui agissaient de concert pour me mettre la pression.

C'est en sauveur que m'est apparu celui qui allait devenir mon assassin, du moins il tenterait plus tard de m'assassiner. C'était **Alexandre Larrey** du média **Sentinelle citoyenne**, un appât pour leurrer ses victimes.

J'étais une victime et lui venait en sauveur, face à mes bourreaux. Le triangle de Karpman était bouclé. Je ne m'en rendais pas compte à ce moment, mais le piège s'était refermé sur moi.

A cette époque j'étais tétanisée de peur, les flics passaient leur temps à tambouriner à ma porte, les insultes fusaient et ce harcèlement se produisait H24, complétées par différentes agressions et diffamations venant de mes persécuteurs. Avec Alexandre, je sentais que je faisais rentrer le loup dans la bergerie, mais paradoxalement j'avais encore l'espoir de me flouer dans mes ressentis. Je gardais l'espoir qu'il n'était pas celui qui allait me tuer.

La méthode « Alexandre Larrey » :

Le bourreau déguisé en sauveur, face aux autres bourreaux qui sont en fait, ses complices et ses commanditaires. Sa méthode est celle du diable, l'apparence de la vérité aux yeux de tous, mais le mal incarné en privé. Je pourrais résumer ainsi, mais les détails sont effrayants avec le recul. C'est un manipulateur pervers qui détruit avec une facilité déconcertante tout ce qu'il touche, c'est sa mission.

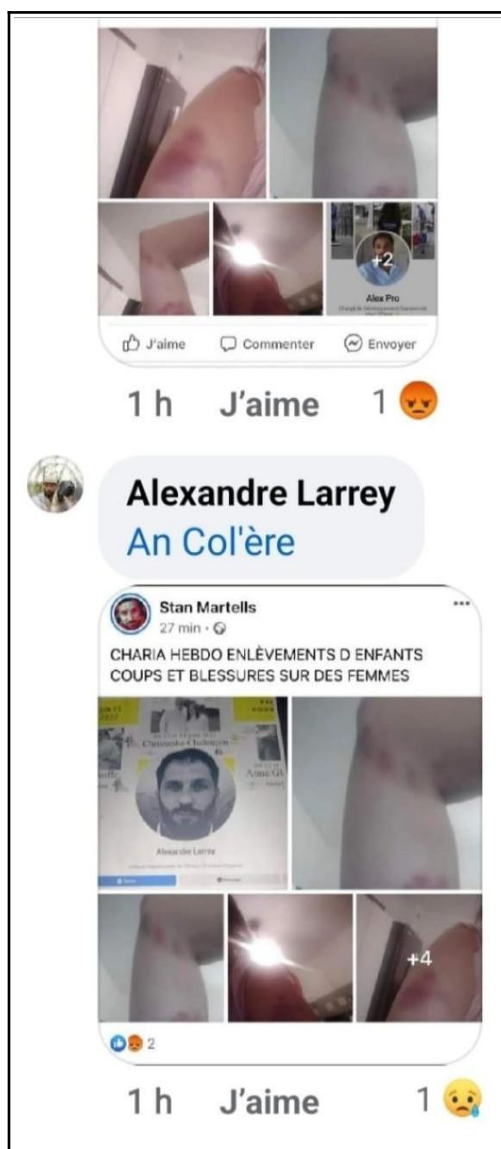
Je peux certifier que Alexandre Larrey

m'a droguée à mon insu, Il m'a également battue en prétextant que je m'auto mutilais, il m'a détruite psychologiquement, il m'a utilisée comme une marionnette.

Le combat que je mène pour ma fille n'était pour lui qu'un moyen de parvenir à ses fins. Mais avant cela il arrivera à me séduire et c'est par la suite qu'il me détruira comme énoncé plus haut.



Il jouera le jeu du bâillon en me cassant mon téléphone afin de m'éloigner socialement du peu de soutien que j'avais, il mettra ma voiture à son nom, pareil pour le logement où j'étais, il ouvrira des cagnottes à son nom sous prétexte de mon combat pour ma fille, ce qui lui rapportera l'argent nécessaire à la mise en place de son opération marketing...



L'affaire Pélicot m'a rappelée ces faits :

La soumission chimique.

Alexandre Larrey m'avait droguée à plusieurs reprises à mon insu, j'étais tout le temps fatiguée.

Un jour, mon fils surprendra **Alexandre Larrey** qui me filmait pendant qu'il jubilait alors que j'étais en crise délirante à cause des drogues qu'il m'administrait.

J'ai eu plusieurs symptômes dont des hémorragies, des bleus, la perte de mes cheveux.

Chaque matin je me réveillais avec de nouvelles douleurs et de nouveaux maux dont je n'avais aucun souvenir. Le mal-être m'envahissait sans que je ne comprenne pourquoi.

Plus tard, je découvrais tous ses méfaits, qu'il m'avait filmée à mon insu, et je n'étais pas sa seule victime, plus de 1000 vidéos ont été trouvées sur son téléphone portable en 2021 par la police, je n'étais pas sa première victime et probablement pas la dernière.

A cette époque j'étais attaquée de partout, traînée dans la boue, et **Alexandre Larrey** avec ses amis **Laurent Puech** et **Claude Valero**, le maire de Paulhan, n'hésitaient pas à rameuter leurs différentes fraternités pour continuer le massacre que la **juge Camborde** avait initié.



MAIRE DE PAULHAN

Benoît Constantin est en réalité un des nombreux comptes **d'Alexandre Larrey**. Il faut dire que ce fou furieux dispose de nombreux comptes sur toutes les plates-formes d'internet...

Sans compter qu'en guise de loup déguisé en brebis, il est loin d'être le seul et ce qui est certain aussi c'est qu'ils se connaissent tous et ont les mêmes objectifs, mettre leurs talents à la disposition des fraternités pédophiles institutionnalisées en charge de la maintenance du réseau.

Ils ont participé au théâtre de leur propagande des réseaux sociaux pour leurs cagnottes personnelles.

J'ai cru en eux un temps, jusqu'à ce que je comprenne ce qu'il se passait, leur objectif était simplement de faire le buzz et d'arnaquer le plus de monde possible. Ils ont fait de l'argent sur le malheur que je subissais mais aussi et surtout sur la situation de Lidiya, ses tortures et ses viols.

Voilà le véritable visage de cette opposition qui n'en est pas une, faire du profit au détriment de la vie.

Mensonges, manipulations etc.

!!! LIVE EXCEPTIONNEL CE MARDI SOIR !!!
Ce mardi soir a lieu à 20h30 un live exce... Voir plus

Mensonges, manipulations et profits ne sont pour eux que des moyens de se faire bien voir de la population qui ne sait pas 1% de la réalité.

La réalité est bien différente que ce que les réseaux affichent, derrière leurs sourires et leurs mensonges se cache l'immonde réseau pédocriminel qui officie jusqu'au plus haut niveau de la pyramide de Ponzie qu'est le simulacre de pouvoir en place.

Un autre personnage mondain du Cap d'Agde qui organisait des partouzes, des orgies et notamment avec des enfants, a fini à l'ombre pour une quinzaine d'années, il s'agit de Pascal Pessiot

Pascal Pessiot organisateur de soirées au Cap d'Agde, est jugé pour pédophilie aux assises de Paris :

Le 13 septembre 2022 s'est ouvert à la cour d'assises de Paris le procès pour viols sur mineurs impliquant **Pascal Pessiot, son épouse Katia jugés pour viols, détentions d'images pédopornographiques et corruption de mineurs**.

Ancien pilote automobile, il avait participé à sept reprises de 1984 à 1990 aux 24 heures du Mans. Engagements de course qu'il avait financés lui-même. Il aurait été organisateur de soirées sadomasochistes au Village Naturiste du **Cap d'Agde**. Il est également reproché au couple d'avoir exposé leurs propres enfants à un monde ultra sexualisé. Des délits qui sont jugés par la cour d'assise de Paris en raison du caractère criminel des autres charges reposant sur **Pascal Pessiot**.

Pascal Pessiot encourt vingt ans de réclusion criminelle. Sa femme, **Katia**, encourt cinq ans d'emprisonnement.

Pascal Pessiot mis en examen et incarcéré en 2018, était une figure du monde des jeux avec la Société française de casino et des affaires immobilières diverses autour des loisirs. En septembre 2010, la presse avait révélé que le ministre du Budget, **Eric Woerth**, serait intervenu dans l'intérêt de **Pascal Pessiot**.

Source : <https://www.lagathois.fr/articles/39815/agde-organisateur-de-soirees-au-cap-d-agde-il-est-juge-pour-pedophilie-aux-assises-de-paris>



Pourquoi **Pascal Pessiot** vient trouver sa place dans ce dossier ? Simplement parce que ce partouzeur pédophile fait parti du cercle d'amis d'**Alexandre Larrey**. Ce dernier, soi-disant éditorialiste et journaliste jouait le jeu du théâtre de l'opposition afin d'alimenter le narratif concernant aussi son ami avec qui il faisait ses orgies au Cap d'Agde. Je le savais car **Alexandre Larrey** m'avait avouée faire

des partouzes, se disant libertin avec sa femme, mais plus pertinent, **Eric Woerth** était venu au secours de **Pascal Pessiot** et a été retoqué pour cela en 2007.

Cap d'Agde : Pascal Pessiot, amateur de "soirées orgiaques", jugé pour pédophilie...

Article mis à jour le 20/09/22 16:55

Partager sur   

Pascal Pessiot, homme d'affaires et tête bien connue du Cap d'Agde, est désormais entre les mains de la justice. Il est accusé de viols et d'agressions sexuelles sur quatre fillettes de son entourage, ainsi que de détention d'images pédopornographiques.



Selon *Libération*, le ministre a plaidé en 2009, lorsqu'il était chargé du Budget, en faveur du dégrèvement fiscal de **Pascal Pessiot**, un casinotier impliqué dans les jeux d'argent en ligne. **Eric Woerth** conteste.

Pascal Pessiot, Xavier Bertrand, Liliane Bettencourt trempent dans des affaires de corruptions, il n'en fallait pas plus au Juge

Gentil pour faire les liens avec **Nicolas Sarkozy**, lui-même descendant de nazi, pédophile concernant des affaires de corruption et de financement occultes, c'est bien pratique pour cacher ses crimes pédophiles.

Nicolas Sarkozy et la pédophilie

Bien sûr, comme tout bon pédophile, Sarkozy se défend d'en être un, prétextant qu'on naît pédophile, alors qu'on le devient par contamination via la morsure du vampire comme l'explique **Stan Maillaud**. C'était sans compter les dernières révélations sur l'affaire **Epstein et P. Diddy**.

L'Arche de Zoé 2007 :

Reportage au Tchad. Les ressortissants français membres de l'association "L'arche de Zoé" sont toujours en garde à vue au Tchad pour avoir essayé de faire venir en France 103 enfants soit disant orphelins. Le président tchadien Idriss Déby, qui les a rencontrés, les accuse de vols d'enfants, de trafic d'organes et de pédophilie.

Les images, tournées le 26 octobre par un journaliste tchadien, de la visite du président Déby aux 103 enfants et de sa rencontre avec **Eric Breteau**, le responsable de l'association, et avec les membres d'équipage de l'avion espagnol. Le reportage alterne des images factuelles (siglées AITV) avec l'interview du président **Idriss DEBY**.

Source : <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/3474469001003/idriss-deby-et-les-membres-de-l-arche-de-zoe>

L'Arche de Zoé est une association française loi de 1901 qui déclarait avoir pour objectif l'aide aux enfants orphelins et l'aide humanitaire. Elle fait la une de l'actualité en octobre 2007 lorsque les forces de police du Tchad arrêtent tous les participants d'une opération alors qu'ils s'apprêtent à embarquer **103 enfants** dans un avion affrété pour les emmener en Europe.



Arche de Zoé :

Les propos de Nicolas Sarkozy provoquent un tollé au Tchad

Le chef de l'Etat français a annoncé mardi son intention d'aller « chercher tous ceux qui restent, quoi qu'ils aient fait ». Les autorités tchadiennes, le président Déby en tête, lui ont répondu que la justice se ferait au Tchad, et ils ont bien raison, d'ailleurs nous proposons de faire déporter la famille Sarkozy au Tchad afin que les tchadiens puissent régler leurs comptes avec ce fils de nazi et sa descendance ouvertement pédophile.

Alors que les autorités françaises se contentaient jusqu'à présent de demander un jugement en France des personnes inculpées au Tchad, dans le cadre de l'affaire de L'Arche de Zoé, **Nicolas Sarkozy** a franchi un palier supplémentaire, mardi 6 novembre, en annonçant haut et fort son intention d'aller *"chercher tous ceux qui restent, quoi qu'ils aient fait"*, ajoutant que *"le rôle du chef de l'État est de prendre en charge tous les Français"*.

"QU'ILS GOÛTENT À NOS PRISONS"

*"Ce n'est pas le président **Sarkozy** qui décidera", avait un peu plus tôt rétorqué le ministre de la justice tchadien, **Albert Pahimi Padacké**, en jugeant la déclaration du président français "inopportune". "Elle semble reléguer à l'arrière-plan le judiciaire. Si cela est possible en France, malheureusement cela n'est pas possible au Tchad. C'est les juges qui décident ici, ce n'est pas le président **Nicolas Sarkozy** qui décidera ce que fera la justice tchadienne"*

Ces déclarations viennent renforcer celles du ministre de l'intérieur tchadien qui n'a pas hésité à lancer à propos des "bandits" de **L'Arche de Zoé** : "Qu'ils goûtent à nos prisons !". Dès lors que "les faits ont été commis au Tchad, (...) ils doivent aussi purger leur peine dans le pays", a expliqué **Ahmat Mahamat Bachir** dans *Le Parisien*. "Nous avons une justice compétente, et un procès en France constituerait une insulte pour le peuple tchadien. (...) Quand nos délinquants se font arrêter chez vous, ils ne sont pas amenés ici", insiste **M. Bachir**, avant de conclure : "Et une fois qu'ils auront purgé leur peine, nous les expulserons du pays une bonne fois pour toutes."

Source : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2007/11/06/arche-de-zoe-les-propos-de-nicolas-sarkozy-provoquent-un-tolle-au-tchad_975036_3212.html



La Lettre venant du Tchad adressée à Nicolas Sarkozy :

Lettre ouverte du Député tchadien Ngarléjy Yorongar à Nicolas Sarkozy.

Fédération, Action pour la République. Far/Parti Fédération BP 4197
N'Djamena Tchad №. 030/FAR/CEF/2007.

Monsieur Nicolas Sarkozy Président de la République Française
Objet: Votre déclaration du 6 novembre de 2007.

Excellence Monsieur. "J'irai chercher ceux qui restent quoi qu'ils aient fait" dites-vous.

"Quoi qu'ils aient fait", en insistant pour être clair et bien compris. Vous narguez les Tchadiens qui sont à vos yeux moins que vos chiens, qui demeurent toujours des esclaves et qui ne méritent ni dignité ni respect comme les traitaient vos ancêtres !

Venez les chercher, Monsieur Nicolas Sarkozy, puisqu'ils ont accompli des actes qui méritent la médaille d'honneur. Puisqu'ils n'ont enlevé et séquestré que des enfants nègres, bons pour les réseaux notamment des pédophiles, des voleurs d'organes humains, des proxénètes et des laboratoires d'expérimentation. Nous savons ce qui vous fait présentement courir.

Vous paniquez depuis le jour où vos compatriotes dignes de la médaille d'honneur à leur décernée ont été arrêtés à Abéché. Mieux, après que vous ayez réussi à les kidnapper avec la complicité de M. Idriss Déby pour les ramener en France, alors qu'ils ont à peine été entendus par le Doyen des Juges d'Instruction chargé de la procédure. N'est-ce pas, Monsieur Nicolas Sarkozy, vous voulez étouffer cette affaire dans l'œuf pour éviter le déballage de vos protégés ?

En voici quelques raisons: Nous soumettons à votre sagacité, le dossier que nous a fait parvenir un de vos compatriotes: Rappelez- vous de ce rapport sur "l'Aide Humanitaire, trafic d'enfants et terrorisme international" à l'OIPC-INTERPOL en 2004 publié depuis trois ans déjà sur l'Internet !. Voir également "Rapt international d'enfants" entre autres !. Votre frère cadet, le Dr. François Sarkozy est aussi plein dans le "merdier" !. C'est ce qui vous fait perdre la tête ces jours-ci. "J'irai chercher ceux qui restent quoi qu'ils aient fait" clamiez-vous le 6 novembre 2007, à qui veut vous entendre. On ne peut que s'en féliciter.

Maintenant à quoi la précipitation de notre Napoléon du Troisième Millénaire est-elle due ? Dr. François Sarkozy, votre frère cadet est-il lié, aux Pieds nickelés de l'humanitaire pour que vous soyez aux toutes premières loges des dessous de la "lamentable équipée" de l'Arche de Zoé. En effet, on en croit à la bonne presse, la secrétaire générale de l'Arche de Zoé, n'est autre que la très respectable Stéphanie Lefebvre, une vieille connaissance du Mr. Eric Breteau, initiateur de l'opération foireuse "Children Rescue" au Tchad.

Les deux protagonistes se connaissent, dit-on, depuis 15 ans. Or, Mme Stéphanie Lefebvre est la directrice adjointe de Paris Biotech Santé comme vient de le révéler le Journal chrétien. Et le Dr. François Sarkozy, votre frère cadet, figure, avec Stéphanie Lefebvre, parmi les membres du Comité d'Évaluation de ce prestigieux organisme voué à la recherche biomédicale et à la santé !

On est émerveillé. En effet, le parcours de votre frère est éloquent: **Dr. François Sarkozy** a été nommé vice-président du conseil de surveillance de "Bio Alliance Pharma" en janvier 2006. Cet organisme dit Bio Alliance Pharma est une "société bio pharmaceutique d'innovation, spécialisée dans le développement et la commercialisation de nouveaux produits thérapeutiques focalisés sur le cancer, les infections graves (VIH)... peut-on lire en ligne".

C'est là un domaine que connaissaient bien les infirmières bulgares en Libye. En parallèle, votre frère cadet, le Dr. François Sarkozy, 47 ans, occupe depuis 2001 un poste d'associé au sein d'AEC Partners. Qu'y fait-il ? Votre frère cadet y est très actif. La preuve, tout l'intéresse : le développement de stratégies marketing et médicales au niveau international, le management de projets et ressources, la prospection et la négociation de produits, la commercialisation de nouveaux produits et le management de la transition lors de fusions et réorganisations.

Pédiatre de formation, votre frère cadet, le Dr. François Sarkozy, est un bourreau de boulot !. Encore bravo. Avant cela, pendant la période 1990-2000, votre frère cadet, Dr. François Sarkozy, fut successivement directeur médical France pour Aventis Pharma et directeur médical et pharmaceutique France pour Hoechst Marion Roussel. Et, pendant trois ans, votre frère cadet, Dr. François Sarkozy est, dans ses hautes fonctions pharmaceutiques, posté aux États Unis. Félicitations et Bravo !.

Sachant qu'auparavant, Dr. François Sarkozy est, chez Roussel-Uclaf, directeur du développement international, responsable du développement clinique international et chef de produit au niveau mondial pour les antibiotiques. De 1983 à 1990, votre frère cadet, Dr. François Sarkozy, a occupé un poste d'assistant au sein du département de physiologie respiratoire à l'AP-HP. Un partenaire attiré de Paris Biotech Santé (et de l'Arche de Zoé ?). C'est également au sein de l'AP-HP que Dr. François Sarkozy a réalisé son internat en pédiatrie (Interne des Hôpitaux de Paris).

Le Dr. François Sarkozy possède aussi un MBA obtenu auprès de l'INSEAD, si l'on en croit Bio Alliance Presse le 5 janvier 2006 dans un communiqué de presse. Que fait exactement Bio Alliance Pharma où siège votre frère cadet Dr. François Sarkozy ? La compagnie a développé des médicaments comme le Doxorubicine Transdrug® pour traiter des maladies décrites comme mille fois plus virulentes en Asie du Sud-Est et dans l'Afrique subsaharienne, si l'on prête foi à Boursorama. D'autre part, pour développer ces remèdes, la société a fait appel à des expérimentations sur des patients, comme, par exemple, pour le Loramyc, 540 patients sur 40 sites répartis entre les États-Unis, le Canada et l'Afrique du Sud, peut-on lire sur Smartbrief.

Coïncidence, Eric Breteau, ses coauteurs et complices de l'Arche de Zoé voulaient "évacuer" 10.000 orphelins du Darfour vers la France, le Canada et les États-Unis. Quant à AEC Partners où siège votre frère cadet, Dr. François Sarkozy, son plus riche client est le géant américain Pfizer, leader mondial de l'industrie pharmaceutique, spécialiste entre autre du traitement de la maladie d'Alzheimer, "Grande Cause nationale" de la République Française en 2007. Il n'y a bien entendu aucun rapport entre le fait que votre frère cadet, Dr. François Sarkozy ait pour plus riche client le géantisme Pfizer et le fait que la maladie d'Alzheimer devienne grande cause nationale de la France après votre brillante élection à la tête de la France, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit !

Au printemps, un petit pays africain géographiquement proche du Tchad, attaque devant la justice internationale le fameux Pfizer qui aurait "effectué en 1996 de façon illégale l'essai clinique d'un médicament appelé Trovan Floxacine sur 200 enfants atteints de méningite à méningocoque", selon de multiples sources au dessus de tout soupçon. Selon Afrik.com, le géant américain aurait donc en 1996 "secrètement utilisé des enfants comme cobayes dans les tests d'un médicament". 2.75 milliards de dollars d'indemnités sont réclamés à l'inventeur du Viagra, car "11 enfants sont morts (5 ont pris le premier produit, 6 le second)

et de nombreux autres ont subi des séquelles: surdité, paralysie, lésions cérébrales ou cécité", si l'on en croit Afrik.Com du 21 mai 2007, alors que c'est le très américain "The Washington Post" qui a d terr  l'affaire.

Pour reprendre les termes du Journal chrétien, Paris-biotech, où bossent dur Stéphanie Lefebvre, secrétaire générale de L'Arche de Zoé et votre frère cadet, le Dr. François Sarkozy, "n'est pas une histoire d'amateurs, ils sont très professionnellement organisés et ne manquent pas de fonds et de soutiens en tout genre. Ils n'avaient donc aucun mal pour organiser et financer l'opération "d'évacuation" menée par l'Arche de Zo  au Tchad".

Gilbert Léonard de constater dans les colonnes de l'organe de presse en question: La "petite" association "Arche de Zo " semble avoir préparé cette opération avec beaucoup de relations d'influence et de moyens techniques et financiers. Fin de citation.

Voilà, pour éclairer vos lanternes, l'extrait d'un dossier que m'a envoyé un de vos compatriotes pour me permettre de comprendre le pourquoi de votre agitation. Libre à vous de donner ordre à votre armée qui est séparée de la nouvelle prison que juste par une rue. Permettez-moi, Monsieur Nicolas Sarkozy, de vous rappeler que vous passez complètement à côté de la convention entre la République du Tchad et la République Française.

Vous avez une lecture erronée des dispositions de cette convention. En effet, l'article 45 de cette convention relatif à l'extradition dispose sur les sujets à extraditer que: Les individus qui sont poursuivis pour crimes ou délits punis par les lois des Parties contractantes d'une peine d'au moins un an d'emprisonnement.

L'extradition peut être refusée "si les infractions ont été commises en tout ou partie sur le territoire de l'Etat" (Article 49, alinéa c)... Pour le cas d'espèce c'est un crime contre l'humanité de ces enfants. Donc, impossible de les extraditer, Mr. Nicolas Sarkozy. Pour vous, des Français bon teint comme les Breteaux ne doivent pas être emprisonnés et jugés par des juges "nègres juges tchadiens".

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de la fierté de Mr. Idriss Déby d'avoir un ami comme vous.

N'Djamena, le 7 novembre de 2007.

Le Député Ngarl jy YORONGAR.

Depuis l'affaire de l'Arche de Zo , d'autres affaires sombres ont vu le jour, prouvant les crimes atroces dont font preuves les hommes et femmes politiques français, de part leur collaborations aux réseaux pédophiles en perpétuel expansion via les associations de protection de l'enfance.

Source : https://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/brigitte-macron-toujours-professeure-cette-ecole-dans-laquelle-elle-va-donner-des-cours_538635

Source

:https://www.pcf.fr/actualite_brigitte_macron_et_lvmh_l_cole_non_la_charit_oui_la_r_publique

L'Arche de Zoé: Paris accusé d'avoir donné des visas aux enfants !.



Le Soudan a accusé vendredi le Gouvernement français d'avoir fourni des visas à **L'Arche de Zoé** pour exfiltrer 103 enfants du Tchad avant que cette tentative ne soit arrêtée fin octobre.

"En mars, avril et mai, les autorités françaises ont fourni par anticipation des visas et ont également autorisé l'avion à amener ces enfants en France", a accusé à Genève le Commissaire Soudanais à l'Aide humanitaire, **Mohamed Abdel Rahman Hassabo**.

Le gouvernement français "**savait**" que **L'Arche de Zoé** se préparait à enlever ces enfants pour les faire adopter par des familles françaises pour des sommes comprises entre **1.500** et **8.000 Euros**, a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse !.

La France se trouve une fois de plus plein dans la merde, malgré que cet juif-hongroise essaye d'en donner tout une autre version, mais, les évidences parlent par elles mêmes !.

Selon lui, les 103 enfants actuellement regroupés par les autorités tchadiennes dans un hôpital d'Abéché, n'étaient que l'avant-garde d'une opération destinée à évacuer 10.000 enfants africains vers l'Europe.

"C'est un crime très grave, perpétré contre tous les principes de l'humanité", a-t-il lancé, accusant l'association d'avoir préparé une opération "d'enlèvement, de trafic d'enfants et d'esclavage".

Il a ajouté que 74 autres enfants étaient actuellement recherchés par les autorités de son pays.

Mais l'Union Européenne semble d'en regarder de l'autre côté, des telles faits, l'Union Européenne devrait déjà avoir intervenu dans une issue si grave !.

Le responsable soudanais a affirmé par ailleurs que 17 des 103 enfants d'Abéché étaient de nationalité soudanaise, alors que l'identification de ces mineurs âgés d'un à dix ans doit encore prendre plusieurs semaines.

Eric Breteau, président et fondateur de l'association **Arche de Zoé** aujourd'hui détenu au Tchad, avait publiquement annoncé en juin qu'il préparait l'évacuation de 1.000 enfants du Darfour durant l'été puis à terme d'un total de 10.000 enfants.

Cet monde est en train de devenir tout à fait diabolique, puis, que personne dans cet monde corrompue ne s'étonne pas de ce qu'ils va leur arriver ?.

Il s'agit ici d'élévation des enfants mineurs, ni l'Union Européenne, ni l'UNICEF, ni l'ONU ont fait aucun signe en vers la France, cet sorte des faits, s'il y a des lois encore dans ce monde corrompue, alors elles devient être appliqués !.

L'ONU n'a pas de crédibilité, UNICEF n'a pas de crédibilité, l'OMS n'a pas de crédibilité, L'Union Européenne n'a non plus pas de crédibilité ?, rappelons, que les membres de l'Union Européenne ont déjà en masse démissionner pour corruption et ça continue encore à l'ère actuelle !.

Cet monde injuste lui attends une très mauvaise surprise !.

Est une question de temps avant qu'elle se matérialise !.

Kouchner savait ce que mijotait l'Arche de Zoé :
l'association l'Arche de Zoé avait promis de collaborer discrètement avec le ministère français des Affaires Étrangères pour un **projet d'évacuation des orphelins du Darfour**, selon un courrier publié en partie par le journal **Le Canard Enchaîné**.



Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/trafic-d-organes-kouchner-savait>



Mars 2022 : Suite aux vidéos que je faisais sur le réseau Facebook où j'expliquais mon cas et celui de ma fille, le défenseur des droits de l'Hérault, **Yves Bailleux-Moreau**, prit contact avec moi se disant prêt à appuyer mon dossier. Il me donnera RDV à la mairie de Paulhan après la fermeture. Après de brèves présentations et après lui avoir expliqué tout ce que nous avons vécu, il me rassura et me certifiera qu'il fera le ménage en poussant le *dossier auprès du défenseur des droits de la république française*. S'en est suivie une longue attente malgré qu'il m'ait affirmée me rappeler le lendemain.

Au bout de trois jours, je pris mon courage à deux mains et me décida de le rappeler.

Source : https://youtu.be/IdR_-bDIUHM?si=WTucJ2e_CgqNilVm

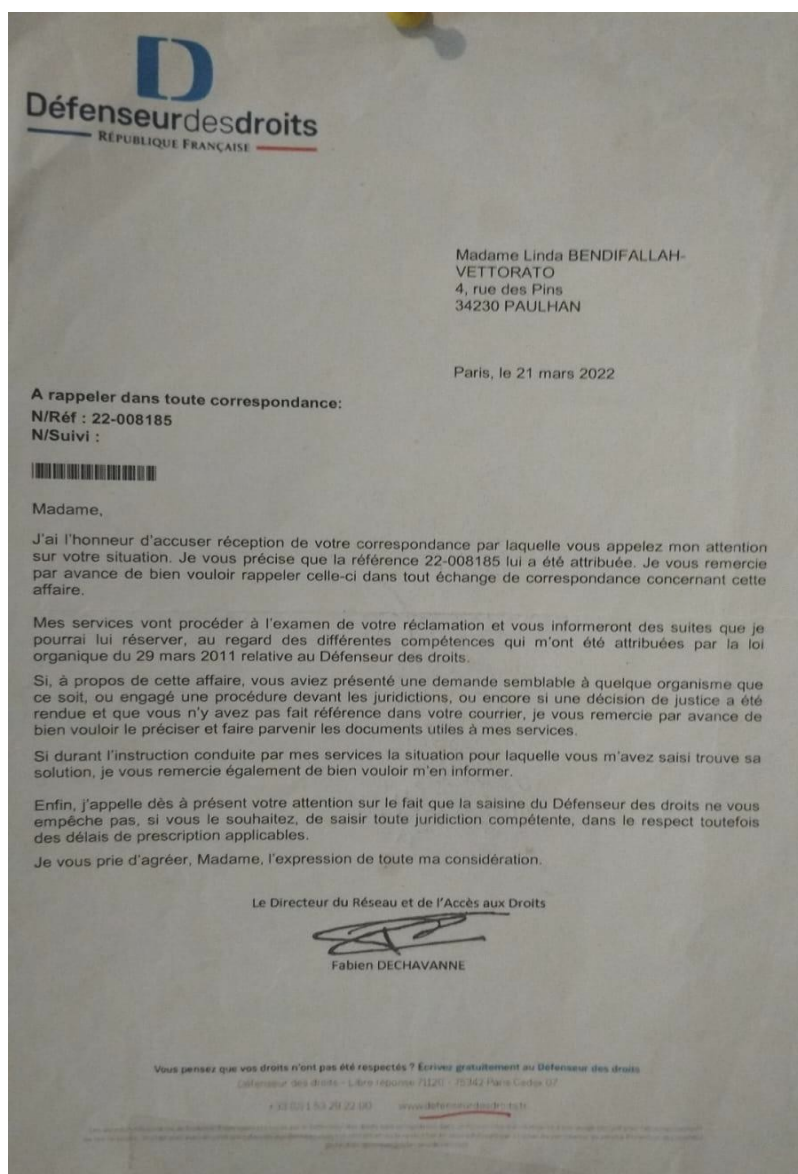
Suite à ces deux appels téléphoniques, **Yves Bailleux-Moreau** ne me répondra plus. Lidiya restera aux mains de ceux qui me l'ont volée.

Après quelques recherches sur **Yves Bailleux-Moreau**, défenseur des droits de l'Hérault en plus d'être conseiller du maire socialiste **Claude Valero** de Paulhan, est l'ancien secrétaire local du parti socialiste Lodévois de la même famille politique que **Kléber Mesquida**, et proche de l'actuel président du Conseil de l'Hérault. Il se revendique président de l'**association Familles Rurales de l'Hérault** qui gère, selon le site de l'association, huit établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE) sur le département.

Via la **CAF**, le département de l'Hérault finance des prestations à hauteur de plusieurs dizaine de milliers d'euros à l'association de **Yves Bailleux-Moreau** comme l'indique les rapports d'activités de l'association en question. Effectivement, la CAF accorde des Prestations d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE).

Selon le code déontologique du Défenseur des Droits, l'obligation d'indépendance et d'impartialité fait que le délégué ne peut intervenir dans les dossiers où il serait parti prenante !

La question est : Jusqu'où **Yves Bailleux-Moreau** est impliqué par rapport à Lidiya.



Une deuxième question vient se poser : quelles étaient ses véritables intentions ? Un tel comportement ne laisse aucun doute planer sur le fait que **son but était d'étouffer l'affaire.**

Je finis par contacter directement le siège du Défenseur des Droits à Paris qui me répondra que l'institution ne peut rien faire pour ma fille et me laissera sans solution.

Où est Lidiya ?

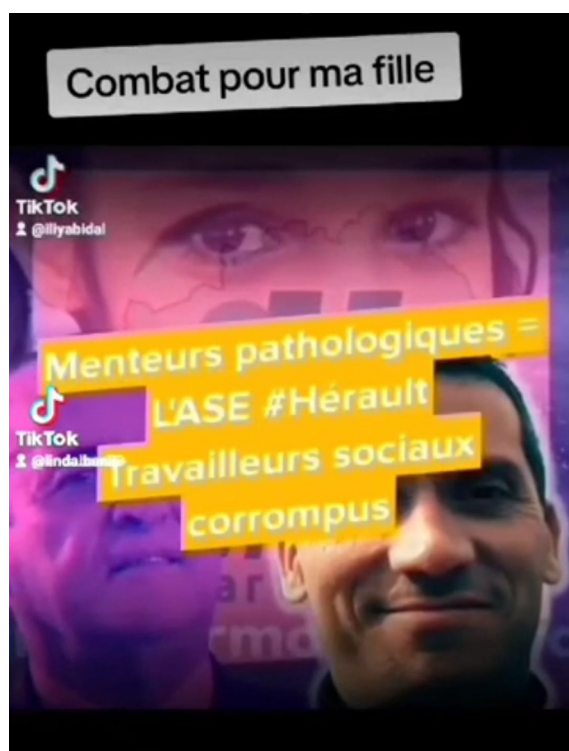
18 février 2022 : « Madame Bendifallah, c'est **monsieur Jeanne** du foyer de l'enfance, je suis chef de service de médiation qui accompagne les visites que vous réalisez avec votre fille. Et je me permets de vous appeler puisque suite à la dernière visite durant laquelle l'équipe a rencontré des difficultés, on a demandé une suspension provisoire des visites. Donc c'était pour vous annoncer que la visite de demain, n'aurait pas lieu, suspendue pour le moment » .



Nicolas JEANNE - Cadre Socio
Éducatif - Foyer...

Consulter >

Encore une fois l'évidence était là, les geôliers de Lidiya n'allaient pas lâcher l'affaire. Moi non plus ! Leur but était de me détruire pour avoir le champ libre à commettre des horreurs sur ma fille, mais chaque interaction avec ces agents me rendait encore plus inquiète pour Lidiya mais plus forte aussi.



Je continuais d'appeler jusqu'au moment où une secrétaire finit par me donner le numéro de téléphone de **Michel Sauret**, le président de l'ASE de l'Hérault. Je n'allais pas me faire prier. Il refusera de répondre à mes questions et fera blocage, il refusera de m'autoriser à avoir ma fille au téléphone. Énervée, je parlais très fort et je recommence au travers de ces lignes .

Source : <https://youtu.be/ZfsyMe-wmA4?si=CYHgg00zpaomOFC4>

Combien sont payés les agents de l'ASE, les politiques et la magistrature pour violer des enfants ? Le pouvoir de l'argent est incommensurable !

Source : <https://youtu.be/rCr8gyaGZO4?feature=shared>



Dominique Guillot, médecin à L'ASE, me rappellera.

Docteur Christophe Blenchar

« c'est un médecin qui l'a suivie, voilà », « je crois qu'il ne faut pas vous faire de soucis par rapport à votre enfant, elle est bien prise en charge, hein », « au niveau médical, il n'y a pas de soucis, je crois qu'elle a besoin d'avoir un peu d'indépendance par rapport à ... »

« Par rapport à quoi ? Elle n'a que 12 ans ma fille ! son indépendance par rapport à quoi ? Elle a été kidnappée ma fille ! Par l'ASE ! Ils l'ont prise de force, elle n'était pas d'accord ! C'est un enlèvement madame. »

La criminelle m'affirmera avoir examinée ma fille, l'avoir vue... et pourtant elle sera incapable de me la décrire. *« Écoutez, je fais mon travail et je n'ai pas besoin qu'on contrôle mes activités, mon diplôme me suffit ».*

6 septembre 2022 : Je me retrouve placée en garde à vue à 8h du matin, sans motif réel, mais une quinzaine de pédophiles avaient porté plainte contre moi : **Klebert Mesquida, Laurent Puech, Estelle Karchen et son frère Benjamin Karchen, Hugues Moutouh, Brunelli, Laetitia Ortega, Hadja Bouchaa, Camille Camborde, Claude Valero et des éducatrices.**

A l'issue de cette GAV aucun document ne m'a été remis.

Encore une intimidation aucune plainte n'avait été déposée !

C'était **Alexandre Dalzon, gendarme**, qui m'avait interpellée ce jour là. Il avait été missionné pour me surveiller depuis un certain temps.


Ils avaient sorti l'attirail pour m'interpeler, 4 agents, deux voitures et un chien. Tous ces moyens déployés pour moi ! Si ce n'était pas une preuve que mon combat dérange, alors que je n'ai tué personne, volé personne ni violé qui que ce soit !

Qui sont les criminels ? Ceux qui obéissent aux ordres des pédophiles, se rendant eux-mêmes complices de leurs crimes ? Ou moi qui tentais désespérément de sauver ma fille de leurs griffes ? La réponse est dans cette action, ce monde inversé ne propose que le pugilat pour celles et ceux qui se battent pour leurs droits...J'étais filmée lors de ma GAV,

je leur ai demandé de cesser de me filmer, ils ont ri, **Dalzon** m'a même prise en photo avec son téléphone personnel. Il riait ! La situation n'avait rien d'hilarante, mais lui riait aux éclats, comme un chasseur jubile lors de l'exécution de sa proie. **Karchen, Puech, Valero** et probablement d'autres n'arrêtaient pas de passer des coups de fils sur le portable de **Dalzon**, probablement pour s'assurer de ma mise sous séquestre pendant qu'ils se chargeaient de ma fille.

Dalzon répétait une phrase « Linda dit n'importe quoi », Je ne comprenais pas.

Je compris plus tard



Linda Benelleditnimportequoi
4 J'aime • 7 followers

Ici, nous questionnons les propos de Linda B., qui utilise différentes stratégies et raconte de fausses histoires sur son enfant pour attirer la lumière sur elle.



Propos d'une personne sur FB.

6 sept. 2022 · 6

Vous êtes nombreux à soutenir et à demander des nouvelles de Linda, placée en garde à vue depuis ce matin 8h00 et qui pour le moment l'est encore à 21h00...

Si le motif de sa garde à vue n'est toujours pas connu, il est cependant intéressant que vous puissiez en connaître le contexte.

Embarquée au petit matin par une dizaine de gendarmes (laissant seul au pas de la porte du logement familial, un ado inquiet du sort de sa mère), lui sous-entendant tout au long de la journée un probable retour : lorsqu'ils « l'auront eux-mêmes décidé ».

Bien entendu, avec la conviction, l'acharnement même, de servir un système qui les humilie, les spolie, les maintient dans une totale soumission et ruine, par sa voracité et son amoralisme, tout ce à quoi ils se disent attachés: famille, nation, tradition, culture, honneur, amour... Bref, une clique d'exécutants à la botte d'un capitaine de gendarmerie zélé dont nous déplorons l'attitude depuis plusieurs mois et qui crèvera, épuisé et bourré d'anti-dépresseurs, dans son pavillon à crédit dont il finira bientôt par ne plus avoir le droit de propriété, entre une troisième femme asexuée et des gamins aux cerveaux aspirés par la metaverse, en se disant, peut-être : qu'une autre vie était possible, si seulement il avait su...

[Pendant ce triste temps, nous avons pris en charge le fils à Linda qui se bat depuis près de deux ans, pour reprendre sa chair, son sang, sa fille

Alexandre Dalzon, gendarme, s'est permis de créer un compte sur FB, « Linda Benditn'importequoi » nom du compte toujours actif.

J'irai voir d'autres gendarmeries pour les en informer, ils me tourneront tous le dos ne prenant pas en compte mes dires !! le réseau est puissant !

AUTRES AFFAIRES

Brigade des mineurs de Montpellier.

François Vérove, chef de la Brigade des mineurs dit le Grêlé !

Après son identification, en septembre 2021, **François Vérove** est suspecté d'être l'auteur d'autres agressions et crimes. Spécialisée dans les plus vieilles affaires non élucidées, la criminologue **Corinne Herrmann** avance l'hypothèse que **le Grêlé** pourrait potentiellement être impliqué dans les meurtres de :

- **Sophie Narme**, vingt-trois ans, stagiaire au sein d'une agence immobilière et tuée dans un appartement qu'elle faisait visiter dans le 19e arrondissement de Paris, le 05 décembre 1991. Il fut un temps suspecté, mais en 2022, **un autre suspect** est **mis en examen** pour le viol et le meurtre de Sophie Narme.

- **Karine Leroy**, dix-neuf ans, disparue à **Meaux**, Seine-et-Marne, le 09 juin 1994, dont le corps fut retrouvé dans une forêt de la région un mois plus tard.

En mars 2022, deux ouvrages, consacrés aux crimes de **François Vérove**, sont publiés afin d'envisager la possibilité qu'il ait pu faire davantage de victimes. **Brendan Kemmet** et **Stéphane Sellami**, deux journalistes d'investigation, sortent **La Traque du Grêlé**. La journaliste **Patricia Tourancheau**, qui se penche également sur le cas de **François Vérove**, publie un ouvrage intitulé **Le Grêlé : le tueur était un flic**. C'est dans ce contexte que les enquêteurs de l'affaire du « Grêlé » travaillent sur **31 victimes imputables à Vérove**, dont 9 meurtres. **Annie Peaudau**, inspecteur à la Brigade des mineurs de Paris, enquête sur des agressions de mineurs et impute dès 1987 au même agresseur agressions de jeunes filles viols et tentatives de viols pendant ses heures de service.

Source : https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_V%C3%A9rove



Suicidé, le Grêlé a laissé une lettre de deux pages. Les quelques mots qui ont fuité laissent entrevoir un criminel psychopathe en guerre avec sa propre conscience :

« Le 27/09/2021. Mon nom est **François Vérove**. Je viens de me suicider, en cas de coma ne pas tenter de me réanimer, merci ».

" Il me fallait tuer "

« Ma Chérie, je vais tenter de t'expliquer pourquoi j'ai dû partir » commence-t-il ses aveux . « Tu m'as connu en 1984, jeune gendarme. Tu avais pu déjà déceler quelques difficultés que je cachais. En fait je traînais une rage folle qui a fait de moi un criminel. Par période, je n'en pouvais plus et il me fallait détruire, salir, tuer quelqu'un d'innocent » confesse -t-il, parlant de pulsions grandissantes.

Il évoque ensuite une psychothérapie en 1997 qui lui aurait permis de prendre conscience de ses actes horribles et meurtriers. « *Cela a cassé cet instinct de mort, car en tuant des innocents, c'était mes propres souffrances d'enfant que je voulais détruire inconsciemment. Cette guérison, cela a été une véritable délivrance, une véritable renaissance* ».

Dans la deuxième partie de sa lettre, « le Grêlé » justifie son suicide et s'adresse directement à sa famille: « Je ne pouvais effacer le passé. Après plus de 30 ans le système judiciaire m'a rattrapé. Afin d'éviter un procès qui aura des conséquences sur vous, j'ai pris la décision de partir (...) Je ne pourrai jamais effacer le mal que j'ai fait à ma famille ainsi qu'aux familles des victimes. C'est mon plus grand regret. Je ne sollicite aucun pardon parce que tout ceci est impardonnable ». Il conclut ainsi : « Je vous aime plus que tout au monde et déteste ce criminel que j'ai été ».

D'autres enquêtes se poursuivent pour savoir notamment s'il aurait pu, un jour, commettre des meurtres en région Occitanie.

**Quels autres personnages libidineux
font partis du Cercle Mozart ?**

Source :

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/il-me-fallait-tuer-la-lettre-d-adieu-et-d-explications-du-grele-a-sa-femme-apres-son-suicide-au-grau-du-roi-2368480.html>



Source : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/herault/montpellier/temoignage-a-montpellier-le-malaise-des-anciens-collaborateurs-de-francois-verove-le-tueur-en-serie-dit-le-grele-2275573.html>

Nordahl Lelandais, franc-maçon de certitude, il est probable qu'il ait fait ou fasse encore parti du Cercle Mozart, l'ancien militaire qui a avoué avoir tué la petite Maëlys, vivait en Savoie. Mais il se déplaçait régulièrement. Ceux qui l'ont rencontré à Montpellier, alors qu'il venait y faire des fêtes alcoolisées, se souviennent de lui.



LA DÉPÊCHE



S'abonner

Accueil / Faits divers

Affaire Maëlys : le récit des nuits chaudes de Nordahl Lelandais à Montpellier



Nordahl Lelandais était un habitué des boîtes de nuit de Montpellier. / Photo DR

Un fêtard. Un déconneur. Un séducteur. Voilà qui semblait être Nordahl Lelandais quand il venait faire la fête à Montpellier, à Lattes ou au Cap-d'Agde. Un Lelandais qu'ont connu des Montpelliérains qui se rappellent très bien de ses virées alcoolisées.

Ses anciens potes abasourdis.

Ils sont tombés des nues en apprenant que l'ancien militaire venait d'avouer avoir tué la petite Maëlys et qu'il était soupçonné par les enquêteurs dans l'affaire du caporal Arthur Noyer.

Source : <https://www.midilibre.fr/2018/02/20/exclusif-quand-nordahl-lelandais-venait-faire-la-fete-et-boire-a-montpellier,1630551.php>

Source : <https://www.ladepeche.fr/article/2018/02/20/2746267-affaire-maelys-nordahl-lelandais-etait-un-habitué-des-discotheques-montpellieraines.html>

Alain Jakubowitz était l'avocat défenseur de Nordahl Lelandais, au cœur d'un procès ultra-médiatisé.

Un homme qui s'en tient au dossier et réserve ses arguments à la cour d'assises de l'Isère. L'avocat lyonnais, 68 ans dont 45 au barreau, vit depuis 2017 l'épreuve la plus **difficile de sa carrière**", la défense d'un meurtrier d'enfant étant terriblement lourde à porter, selon son confrère Me François Saint-Pierre.

Source : <https://www.ladepeche.fr/2022/02/15/proces-nordahl-lelandais-qui-est-alain-jakubowicz-lavocat-star-de-laccuse-10112125.php>



Le chercheur de phases @De... · 12 nov. 19

En réponse à @JakubowiczA

Vous devriez arrêter de parler de petites filles @JakubowiczA . On se souvient tous de Maëlys...

Y aurait-il une similitude entre Lidiya et Maëlys ?

En comparant les deux photos, le doute disparaît, il y a bien un réseau qui commande des gosses qui se ressemblent, et tous les protagonistes sont en lien, et marqués dans ce livre, la liste n'étant pas exhaustive.



Maëlys



Lidiya

**Ce ne sont pas les seules et les petits garçons
ne sont pas épargnés !!!**

AFFAIRE KIMBERLEY

Marseille, le suicide de Kimberley, 15 ans, remet la lumière sur la détresse des enfants placés.



kimberley est morte à 15 ans sous votre
responsabilité et ouverte en deux on lui a enlever
ses organes sans mon autorisation parentale



Quand on voit tous ces morts, tous ces trafics, toutes ces horreurs...

Nous sommes en droit de nous demander ce que fait la police, et la réponse est évidente,
nous le savons maintenant un certain nombre d'entre eux collaborent.

Quand on se pose la question de ce que fait la justice, elle relaxe des pédocriminels.

Quand on se demande ce que font les hommes politiques, ils légifèrent sur le sujet.

Sachant pertinemment que les petits criminels iront tout droit en prison, les protégés sont
les amis ceux qui oeuvrent dans les administrations, la justice, l'ASE, ceux qui participent
en sous marin à ces réseaux tentaculaires et criminels de trafics d'enfants sur fond de
répression du peuple. Quand on regarde l'échiquier mondial on se rend compte que c'est
le même problème partout, le même génocide des enfants, partout, tout le temps, depuis
toujours !

Assises de l'Hérault : tuée dans un centre
éducatif de Lodève



Faits divers, Justice, Lodève

Publié le 16/02/2016 à 10:01, mis à jour à 15:44

Romain, 13 ans, a fugué d'un foyer marseillais pour rejoindre sa mère à Tarascon (13).
Il a été découvert mort dans des circonstances plus qu'inimaginables.
Romain venait au tribunal de Nîmes en soutien à **Karine Trapp Noah Samuel**.
Rendons lui un dernier hommage.



Publié le 21/07/2021

Adolescent décapité à Tarascon, **Romain** était un petit Gardois âgé de 13 ans. La victime a vécu à Redessan. Il faisait l'objet d'une mesure d'assistance éducative.

Romain, ce jeune garçon dont le corps sans vie, atrocement mutilé et décapité, a été découvert dans la soirée de samedi à Tarascon (Bouches-du-Rhône), a passé une grande partie de son enfance à Redessan (Gard).

Ce mardi 20 juillet, **Laurent Gumbau**, procureur de la République auprès du tribunal judiciaire de Tarascon, a rappelé que des recherches ADN étaient toujours en cours pour vérifier l'identité de la jeune victime. Elles devraient être connues ce mercredi soir ou jeudi. Mais c'est l'hypothèse la plus probable. La jeune victime serait ce garçon qui devait fêter ses 14 ans dimanche prochain.

Vive émotion chez les habitants de Redessan.

Ce mardi, quelques habitants de cette petite commune gardoise de plus de 4 000 habitants située dans le secteur de Beaucaire, ont fait part de leur émotion. L'un d'eux évoque la possibilité de lui rendre un hommage. Ce drame atroce laisse une famille, leurs amis, les habitants de Tarascon et de Redessan abasourdis.

Selon les premiers éléments de l'enquête, **Romain** aurait fugué avant ce drame d'un foyer à Marseille. Dimanche soir, alertés par des habitants, les policiers de Tarascon ont enfoncé la porte d'une bâtisse, rue Lubières. Ils ont découvert l'horreur. Sous un sac-poubelle, se trouve le corps mutilé de l'adolescent. Arthur, 32 ans, auteur présumé de ces atrocités, s'est enfui par les toits. Il sera abattu dans une impasse par un adjoint de sécurité.

Le profil du tueur présumé décortiqué.

Des investigations sont toujours en cours, rappelle le procureur **Laurent Gumbau**. "Il nous faut vérifier si la personne abattue est bien le meurtrier. S'il y avait ou pas un complice."

Arthur, cet homme perturbé, était connu pour des faits de violences et ses problèmes psychiatriques. Il avait été condamné en 2020 à une peine de deux ans de prison, dont un an avec sursis. Cet habitant de Tarascon avait fait plusieurs séjours en psychiatrie. Et tout dernièrement, suite aux signalements très inquiétants des riverains, il avait été interpellé le 10 juillet puis avait fait l'objet d'un placement sous contrainte en psychiatrie. Arthur avait depuis quitté cet établissement et était revenu vivre chez lui.



Romain logiquement sous la protection des services de l'enfance ?

Fuyant un foyer, Romain voulait retrouver sa maman. Le sort en a décidé autrement.

Victime probable d'un sacrifice maçonnique ?

Il n'y a aucun doute concernant la volonté infanticide de ces criminels en bande organisée, ils nous le prouvent tous les jours de part leurs exactions sur notre sol et à l'étranger, il y a donc bien une Organisation Mondiale Sectaire Pédophile !



The screenshot shows the France 3 Nouvelle-Aquitaine website. At the top, there is a logo for '3 nouvelle aquitaine' and a button that says 'changer de région'. Below the navigation bar, the breadcrumb trail reads 'Accueil > Nouvelle-Aquitaine > Gironde > Bordeaux'. The main headline in large, bold black text reads: 'Réseau pédocriminel : 375 000 photos et 156 000 vidéos découvertes sur l'application Signal, plusieurs individus interpellés dans la région'.

Plus de 16000 utilisateurs pédocriminels recensés sur le réseau Signal !

Seulement 95 interpellations dont 36 individus déjà connus pour des infractions sexuelles à l'égard de mineurs et 7 étaient inscrits au FIJAIS, fichier des auteurs d'infractions sexuelles.

L'un d'entre eux exerçait à la direction d'une association pour jeunes.

Un autre, éducateur sportif encore un autre adjoint dans une mairie.



The screenshot shows a news article from 'Le Parisien'. The header includes the 'Le Parisien' logo, a user icon, and a 'S'abonner' button. The article is categorized under 'Faits divers'. The headline in bold black text reads: '« Un prédateur sexuel » : un assistant familial mis en cause pour le viol d'une fillette de 4 ans dont il avait la garde'. The text of the article states: 'Selon nos informations, cet assistant familial, agréé par l'aide sociale à l'enfance (ASE) du département de la Loire-Atlantique, a obtenu le placement de la petite fille chez lui à la fin de l'année 2023.' The author is listed as 'Par Manon Aublanc' and the date is 'Le 30 septembre 2024 à 15h18'.

Ils ont reconnu les faits. Et tant d'autres exerçant des professions dites honorables . Un assistant familial très proche du milieu associatif local et disposant de nombreux relais dans l'éducation nationale mis en examen pour viol sur une enfant de 4 ans. I

Il a reconnu avoir abusé de cette petite fille de 4 ans, avant de diffuser des vidéos de ses actes à destination de réseaux pédophiles en France et à l'étranger.

Source : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/gironde/bordeaux/un-vaste-reseau-de-pedopornographie-demantele-375-000-photos-156-000-videos-decouvertes-sur-des-forums-de-l-application-signal-3079786.html>

2ème Arrestation

23 Novembre 2022 à 6 heure du matin, une vingtaine de policiers de la brigade criminelle débarquent et envahissent mon domicile afin de le perquisitionner et de m'arrêter. **Alexandre Larrey** qui squattait chez moi faisant mine de m'épauler dans mon combat a aussi été embarqué, ils l'ont stocké à Pézénas le temps de mon audition. Si je dis stocké c'est parce que j'ai conscience maintenant qu'**Alexandre Larrey** faisait parti de l'équipe qui était sur mon dos et qui avait pour mission d'étouffer l'affaire. Il était clair que ma vie était en danger avec un tueur sous mon toit, mais au moins je pouvais avoir l'oeil dessus...

Alexandre Larrey fera un post sur Facebook à ce propos, très mensonger puisqu'il écrit qu'il a été menacé par un policier armé alors que c'était moi qui était en joug.

 **Évolution Citoyenne**
1 h · 🌐

Ce mercredi 23 novembre 2022, sur ordre du Procureur de Montpellier j'ai été interpellé par le PSIG de Pézenas à 6h03 sur la commune de Paulhan (34) suite à une enquête préliminaire menée par des enquêteurs de la section de Recherche Criminelle de Montpellier. Durant 2 jours, mercredi et jeudi j'ai été placé placé sous régime de Garde à Vue (possible jusqu'à 96h) alternant auditions et remise en cellule.

Le vendredi 25 novembre, à 6h05 j'ai été déféré au parquet de Montpellier pour être présenté devant le Procureur.

J'ai été remis en liberté aux alentours de 13h, sous contrôle judiciaire en attendant mon procès qui se tiendra le 23 mars 2023.

Si le professionnalisme des militaires, qui m'ont mis en joue avec des armes d'assaut, ont permis une interpellation sans violence, le dispositif mis en place était disproportionné. (Plus d'une cinquante de personnels et plus d'une vingtaine de véhicules).

Parallèlement au fait que je dénonce la maltraitance et la pédocriminalité institutionnelle dont sont victimes des enfants détenus par l'ASE (Aide Sociale pour l'Enfance), l'on me reproche d'avoir voulu attaqué l'Etat et ses représentants par la constitution d'un commando composé d'individus cagoulés et armés.

Bien évidemment, ils ont instrumentalisé contre moi, quelques séquences vidéos (provenant d'un clip du FLEV : Front de Libération des Enfants Volés) pour m'affaiblir dans mon combat contre leur MAFIA.

Après 2 jours d'interrogatoire, j'ai été relâché. Maintenant je suis en Liberté conditionnelle. Demain, je vais encore attaquer (dans la non-violence comme jusqu'à présent), ces criminels. Je ne les laisserai pas tranquilles, ils doivent arrêter de briser des vies en toute impunité. Partagez ce message pour informer les autres. Des précisions sont à venir ces prochains jours. Restés connectés.

@ bientôt
Alexandre Larrey
Délégué Régional SUD OUEST
Évolution Citoyenne
Et fondateur du FLEV

   18

11 commentaires 43 partages

Note importante : le juge **Patrick Hidalgo** et le procureur **Fabrice Bélargent** supervisaient l'opération.

Patrick Hidalgo, vice-président chargé de l'application des peines au tribunal judiciaire de Montpellier nommé par décret du 26 juin 2023.

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047745948>

Les preuves des liens républicains avec la pédophilie.

"Bienvenue à Pédoland", dénoncer la pédophilie ne passera par l'extrémisme

Par Mehdi Thomas Allal

Christophe Girard, adjoint à la culture d'**Anne Hidalgo** à la mairie de Paris, a dû démissionner après avoir été accusé par des élus EELV de complaisance avec **Gabriel Matzneff**, l'écrivain soupçonné de pédophilie. **Mehdi Thomas Allal** estime que si la lutte contre la pédophilie est essentielle, elle ne doit pas se mener avec des méthodes extrémistes.

Le psychodrame de ces derniers jours à la **mairie de Paris** est totalement surréaliste. A peine élue par le Conseil de Paris, avec le soutien d'une majorité rose-rouge-verte, la maire de Paris, **Anne Hidalgo**, est sous le feu des critiques pour avoir soutenu son ex-adjoint à la culture, **Christophe Girard**, et exprimé publiquement son écœurement après la démission de ce dernier.



Drame à la mairie de Paris

Celui-ci n'a pas supporté, en effet, les pressions exercées par un certain nombre de militants et militantes féministes, qui ont défilé devant l'Hôtel de ville pendant plusieurs jours, en brandissant notamment des pancartes injurieuses, comme "*Bienvenue à Pédoland*", ou d'autres du même acabit, pour dénoncer le soutien qu'aurait prodigué **Christophe Girard** à l'écrivain **Gabriel Matzneff**, lorsque celui-ci était secrétaire général de la maison **Yves-Saint-Laurent** dans les années 1980 – une structure qui aurait apporté à l'époque un soutien financier à l'écrivain visé par une enquête pour viols sur mineurs... Sont en cause également trois notes de frais que la Ville a réglées pour des déjeuners avec l'écrivain, selon une information divulguée par **Médiapart**.

Anne Hidalgo déclarait saisir la justice contre les graves diffamations dont a été affublée sa collectivité, et déclarait, dans la foulée, vouloir exclure de la majorité les deux élues EELV qui se seraient compromises avec les manifestants et manifestantes.

Tout cet épisode serait tragi comique s'il ne menaçait pas la stabilité du nouvel exécutif parisien, élu pendant une crise sanitaire inédite, et s'il ne venait contrecarrer les ambitions écologiques de ce second mandat de l'actuelle maire de Paris. Car, enfin, cela devient trop facile de s'acquérir une virginité en s'indignant, à tort et à travers, contre des pratiques pédophiles ! (**inversion accusatoire**)

Source : <https://www.marianne.net/agora/humeurs/bienvenue-pedoland-denoncer-la-pedophilie-ne-passera-par-l-extremisme>



Pierre Bergé, Yves Saint Laurent et Jack Lang le 3 octobr2005
Drogues, sadisme, pédophilie, témoignage choc de Fabrice Thomas, ex-amant du couple Bergé/Saint Laurent

La vilaine Lulu :

En 1967, **Yves Saint Laurent** publie chez l'éditeur **Claude Tchou** *La Vilaine Lulu*, un album de bandes dessinées, ou « Contes pour enfants sadiques ou avancés », destiné aux adultes.

Lulu, son héroïne, est une petite fille capricieuse, bornée, narcissique, mauvaise. Elle n'en fait qu'à sa tête, prête aux pires horreurs pour satisfaire ses désirs en toute circonstance, Lulu à l'école, Lulu à Deauville, Lulu masseuse, Lulu en boîte de nuit, Lulu idole des jeunes, Lulu à la télévision, Lulu en colonie de vacances, Lulu amoureuse d'un pompier.

L'ouvrage porte en introduction la mention « **En outre, toute ressemblance avec des personnes qui existent ou qui ont existé est parfaitement voulue. Toutes ces aventures ont été tirées de faits réels.** »

Le quotidien de la Vilaine Lulu est fait de meurtres et de viols, dont elle est l'auteur. Cette œuvre, présentée comme une critique grinçante de la société contemporaine [faux : cf. documentaire Arte, YSL ne porte pas de condamnation, au contraire], met en scène un



grand nombre de maltraitements sur enfants dont l'enlèvement ou le sacrifice humain, des rites sataniques et idéalise la pédophilie en libertinage sexuel des enfants. On y trouve une référence au catharisme et des scènes de violence anticatholiques.



Yves Saint-Laurent, son ex-amant, **Fabrice Thomas**, raconte (TVA Nouvelle, octobre 2017), sa vie avec le designer et **Pierre Bergé** : *"deux êtres très malades sexuellement"*. *Fabrice Thomas, Saint Laurent et moi : une histoire intime*, Ed. Hugo, 2017

Extraits :

"Je [**Fabrice Thomas**] n'ai rien répondu. Je le savais. Il l'avait déjà lui-même avoué publiquement, en quelque sorte, en dessinant la BD *La vilaine Lulu*, une enfant laide, cynique, sadique et pédophile, ouvrage régulièrement réédité (...) Plusieurs fois, je lui ai demandé pourquoi il avait fait cette bande dessinée, et invariablement il affichait un sourire sardonique, mi-ange mi-démon. Un aveu la vilaine Lulu ? Un exutoire, un exorcisme ? Et puis, Lulu était le surnom de sa mère, Lucienne. Alors, de qui cette héroïne était-elle la projection ? *La vilaine Lulu*, un "mentir vrai" que chacun peut interpréter à sa guise.

Lire aussi : Pédophilie à Marrakech l'enquête impossible, VSD, 27 mars 2013

Luc Ferry assure connaître un ancien ministre pédophile mais ne le cite pas,

BFMTV, 1 juin 2011 : *"Vous avez l'épisode d'un ancien ministre qui s'est fait pincer à Marrakech dans la résidence de **Pierre Bergé** et **YSL** dans une partouze avec des petits garçons".*

L'ancien ministre = Jack Lang

Un bouquin dépravé au possible pour les enfants, par Yves St Laurent

Par Céri, le 25 juin 2011 - **Donde Vamos**

La Vilaine Lulu, c'est le nom du bouquin, édité en édition collector pour la modique somme de 190€.

La première version de cette BD de 96 pages en noir, blanc et rouge, daterait de 1957, quand **YSL** a créé ce personnage de gamine qui devient de plus en plus perverse, au point de sacrifier des bébés et de prostituer ses copines.

L'idée de **La vilaine Lulu** serait venue à YSL quand il regardait un de ses collaborateurs, **dont il se moquait**, disait-il, dans la BD.

A l'époque le magazine **Elle** disait que la BD était "la plus fashion du moment".

Je ne laisserais pourtant jamais un enfant approcher d'un tel bouquin, malgré les commentaires fort élogieux qu'on peut lire sur les sites des éditeurs et **ailleurs**.



Dans cette BD, les enfants peuvent ainsi voir des sacrifices humains et même de bébés en offrande à Vénus, des sacrifices de bébés démembrés dont les corps sont jetés au bas d'un autel, l'égorgement d'une jeune fille ligotée, des enfants torturés et d'autres jetés dans un gros chaudron, l'enlèvement de gamines par Lulu à la sortie de l'école, pour ensuite les attacher sur un lit et les torturer ou pour les pendre.

Lulu affiche toujours un sourire radieux durant ces scènes, et réutilise les cheveux des enfants pour en faire des coussins pour son rat, son animal de compagnie. Elle recrute aussi d' "énormes lutteurs" pour piétiner les enfants "afin de les rendre souples et minces", empoisonne des bébés, envoie les petites filles qu'elle prend dans les écoles chez un émir dont le harem est rempli...

Lulu, qui a en fait plusieurs personnalités dans le bouquin, tombe amoureuse d'un pompier et décide de brûler sa rivale amoureuse.

Ensuite, elle prend le pouvoir mondial et même au sein de l'Eglise en tuant le pape. Bref, rien d'enfantin là-dedans, juste un condensé d'histoires toutes plus sadiques les unes que les autres. Étrangement, ce que j'ai pu voir de ce livre ne m'a pas du tout fait rire.

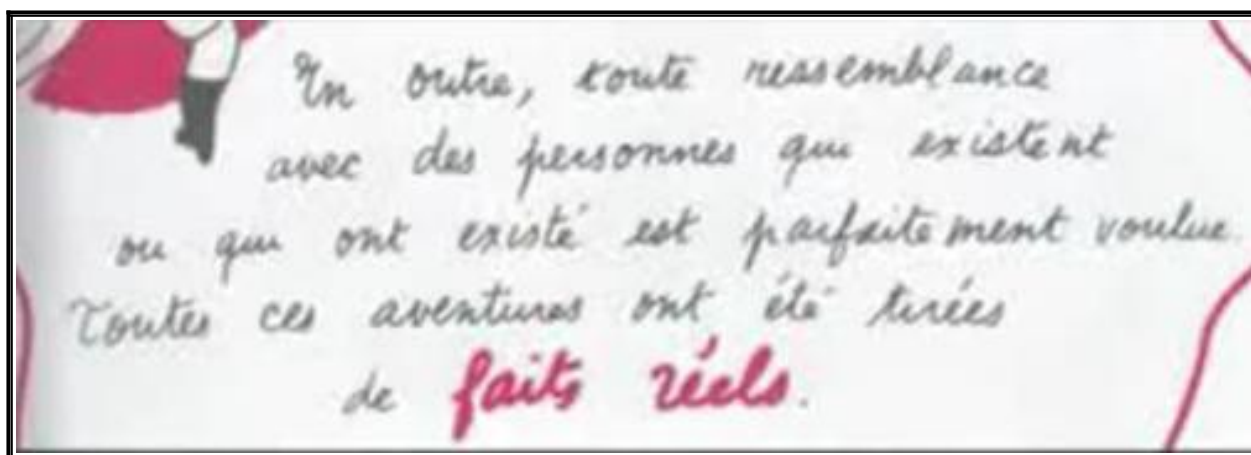
La Vilaine Lulu cette BD satirique est en fait une révélation des actes immondes commis par les élites pédocriminels à travers le monde. Le fait qu'un tel bouquin ait été publié, et surtout qu'il soit destiné officiellement à des enfants, pose de véritables questions. Imaginons deux minutes une maîtresse d'école lire ce genre de truc à des gamins de maternelle ou primaire, et demandons nous comment on réagirait en tant que parents.



Ce livre est destiné aux adultes, adeptes des cercles peu fréquentables. Pour terminer, on va conclure avec la petite note rédigée à la fin de la BD :

"Toute ces aventures ont été tirées de faits réels".

Source : Mk-polis





Marcel D. ✓

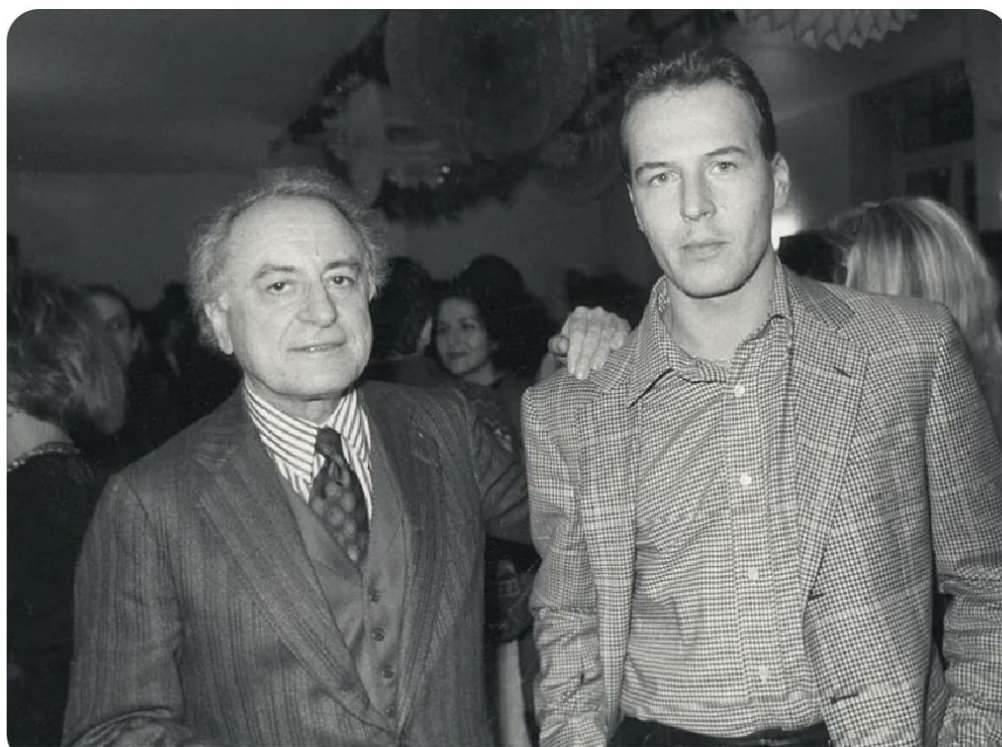
@DubreuilhMarcel

Abonné



Tous les médias, les journalistes, acteurs, associations, chanteurs... Ils savent tous qui était Pierre Bergé, ils savent tous qu'il sodomisait son personnel à sa guise, ils savent tous ce qu'en disait Fabrice Thomas, Chauffeur de Pierre Bergé. Et que dire de la "Vilaine Lulu" ou des relations suivies avec de jeunes amants dans leur villa marocaine ?

Ils le savent tous, tout comme ils étaient au courant pour Matzneff, Gérard Miller, DSK et tous les autres ! Ce post sera ressorti ultérieurement pour rappeler qu'ils savaient tous et sont restés silencieux.



Concernant leur villa Oasis de Marrakech et la bambouseraie du jardin Majorelle, Fabrice Thomas confirme que des actes de pédophilie y étaient pratiqués puisqu'il a été lui-même témoin de l'agression sexuelle d'un enfant prépubère d'à peine 10-12 ans par le majordome de **Pierre Bergé**. Il s'en était plaint à **Yves Saint-Laurent**, ce dernier lui expliqua que c'était une pratique locale répandue et conforme à la tradition de **Monsieur Majorelle** lui-même !



Il apparaît dans ce livre, mais également dans les interviews de **Fabrice Thomas**, que **Pierre Bergé** n'était pas du tout l'homme qu'il laissait paraître à la vue du public. Il collectionnait les décorations honorifiques décernées par ses amis présidents de la république, il adorait se mettre en scène en étant le centre de tout. Étant donné que toutes ces pratiques étaient connues du Tout-Paris, comment expliquer **qu'un tel comportement ait pu durer plusieurs décennies sans la complicité des plus hautes sphères de l'État et des médias.**

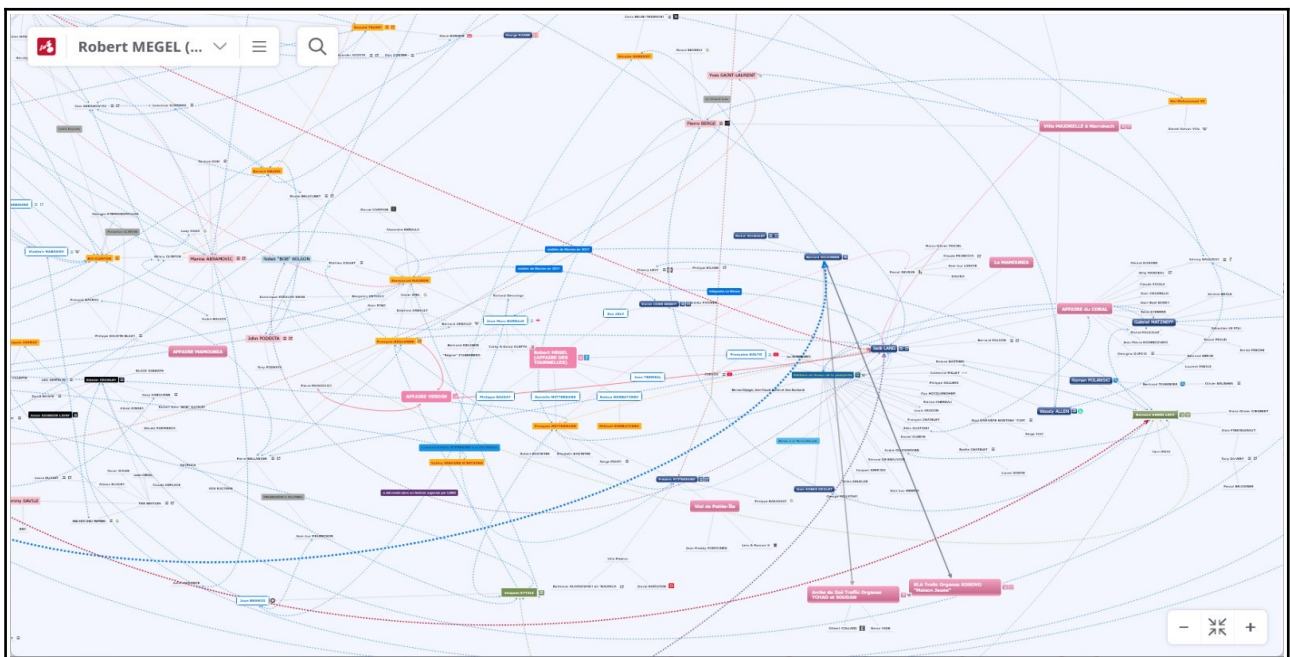
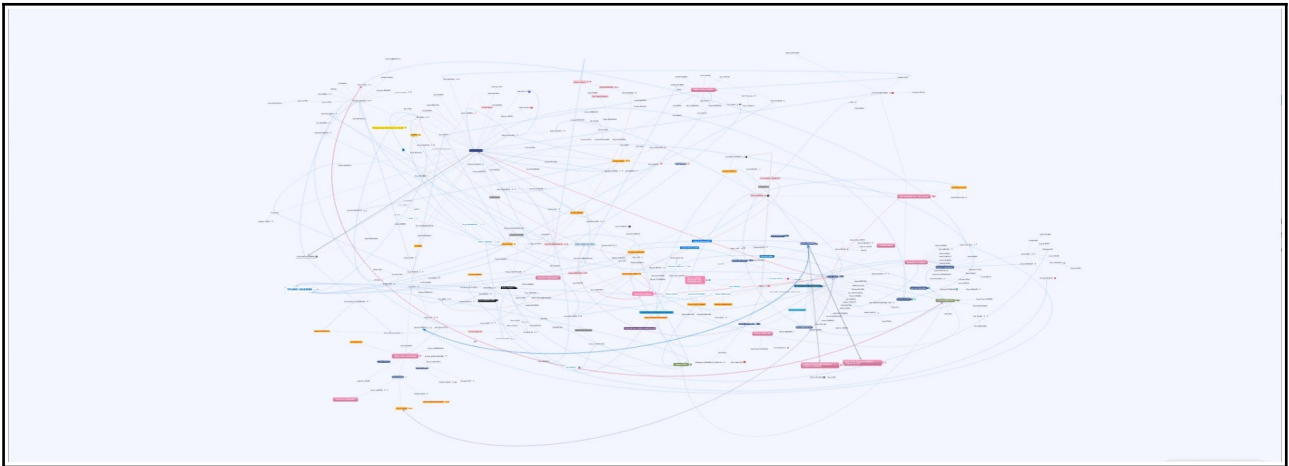
Source : <https://www.lelibrepenseur.org/exclusif-drogues-sadisme-pedophilie-temoignage-choc-de-fabrice-thomas-ex-amant-du-couple-bergesaint-laurent/>

Il reste étonnant de voir à quel point ces dépravés restent des idoles auprès des ignorants, c'est bien la preuve que **le secret professionnel de Laurent Puech** est le fruit d'une étude toute particulière auprès des peuples.

Si vous pensez que tout dans le monde est beau et rose, que l'humain est bon et que les élites sont là pour nous aider, prenez la pilule bleue et continuez à dormir et surtout laissez-nous agir.

La carte des connexions pédo-satanistes :

Source : <https://www.mindomo.com/mindmap/newworld-pedosatanist-order-145e56eef2cf486d851c9f3fdcb961f1>



Sur l'application MINDOMO vous trouverez le réseau international de pédocriminalité.

Accrochez vous vous allez être surpris ! Vous n'imaginez sans doute pas l'ampleur du problème il est comme le réseau tentaculaire. Vous découvrirez des noms de personnalités très connues impliquées dans tous les domaines d'activité dans ce réseau.




Il y a 25 ans la marche blanche réunissait plus de 300000 personnes pour réclamer justice pour les enfants séquestrés, violés, tués dans des conditions atroces. Plus de 6000 traces d'ADN ont été trouvés.

a Photos de l'autopsie de Julie et Mélissa: Laurent Louis rejette la faute sur "les caméras qui ont zoomé"

Le controversé député fédéral a comparu ce mardi devant le tribunal correctionnel de Bruxelles. Il confirme avoir montré des photos du dossier Dutroux en conférence de presse mais pas sur son blog, assure-t-il.

Publié le 08-04-2014 à 16h52

 Enregistrer



Courrier de Laurent Louis distribué en pleine assemblée aux députés et journalistes présents :

*« Monsieur Flahaut, Président de la Chambre
A messieurs les Députés de la Chambre
Aux membres du Sénat*

A tous les honnêtes hommes responsables d'un pays qui se veut un État de Droit, devenu dictature.

Tous les citoyens belges souhaitent porter à votre connaissance les faits suivants, relevés dans les 1235 pages du Dossier Bis Dutroux, récupérés dans divers médias, journaux, livres et informations télévisées.

Les faits énumérés sont simplement notés, les magistrats, la sûreté de l'État ont les preuves mais les occultent et ce, depuis 1996.

Nous accusons ces personnages, qui de pédocriminalité, qui de faux, usage de faux, vols, qui de délits d'initié, tous faits passibles de condamnations. Nous refusons que des hommes responsables d'un Etat se cachent derrière leur immunité pour perpétrer des fautes lourdes de conséquences puisqu'elles font vaciller le pays le menant au bord de la ruine, appauvrissant les citoyens au moyen de décisions gouvernementales honteuses et anti sociales, volant nos enfants pour satisfaire des besoins sexuels, de chantages et de commerces.

Depuis l'affaire Dutroux nous voyons s'amplifier la criminalité, cela suffit !

Cette liste, par ses dénonciations de faits, n'est que la partie visible de l'iceberg de la pédocriminalité de notre pays, noblesse, clergé, magistrature et politique sont largement impliqués.

Nous demandons la réouverture du Dossier Bis Dutroux, la démission de toutes les personnes y incriminées ainsi que les membres de leur famille, estimant à juste titre qu'ils ne sont pas dignes de se trouver, ni en politique, ni à la Justice, ni aux postes d'administration d'institutions publiques.

Le système criminel actuel est composé de pédocriminels, de personnages à hautes fonctions mais menacés, sinon grassement payés et/ou manipulés.

Nous demandons qu'une Commission spéciale soit instaurée afin de combattre les réseaux pédophiles de terrain préférablement aux réseaux du net, tant est qu'il semble évident qu'un seul réseau au niveau de l'État existe, doté de nombreuses ramifications et dont les membres (entre autres de la Communauté Française) sont connus de quelques initiés. Nous demandons un contrôle particulièrement sévère de toutes les Institutions pour enfants dont certaines sont le creuset de pratiques pédophiles ainsi que des associations subsidiées de la protection de l'enfance qui servent d'informateurs.

Nous dénonçons ici les membres du conseil d'administration et membre d'honneur de l'Institut Irsa, école de sourds-muets-aveugles, chaussée de Waterloo, lesquels sont les responsables du réseau pédocriminel belge.

Ainsi que la direction et quelques membres du personnels de l'internat, nécessairement impliqués.

Nous exigeons la liberté immédiate et sans condition de Marcel Vervloesem, prisonnier politique, privé de liberté alors qu'il dénonçait les réseaux pédocriminels bien avant l'affaire Dutroux.

Nous demandons aux membres du Parlement de régler ces problèmes en urgence, toutes affaires cessantes. Etant bien évident que toutes les mesures sont prises pour une diffusion générale aux citoyens, un appel au référendum.

Ne nous sous-estimez pas, nous sommes légions ».

LIDIYA

ÉDUCATION SEXUELLE À L'ÉCOLE

KIDNAPPING

DISPARITION

A.S.E.

AUTORITÉS

AVOCATS

ORPHELINATS

PRÉFETS

JUGES

**FOYERS &
FAMILLES D'ACCUEIL**

ÉGLISES

DARKWEB

GOVERNEMENT

SNUF MOVIE

TRAFFICS

PIZZAGATE

SÉQUESTRATIONS

RÉSEAUX

SACRIFICES

ASSASSINAT

SATANISME

VIOLS

TORTURE

ADRENOCHROME

600 000 ENFANTS

TRAFIC D'ORGANES

26 MILLIARDS D'€



Fabrice Bélargent nommé au tribunal judiciaire de Montpellier, sa culpabilité dans l'enlèvement de Lidiya, sa séquestration, les tortures qu'elle subit, n'est pas à démontrer, il est responsable et donc coupable lui aussi, à son poste de responsabilités, nul doute qu'il soit au courant du business du Cercle Mozart.

LE CERCLE MOZART

Officiel-ment : Le Cercle Mozart est une association loi 1901 créée en 2009 à Montpellier, avec pour but de favoriser les échanges d'idées et d'expériences sur les questions relatives aux grands problèmes économiques, financiers, sociaux, environnementaux, culturels, philanthropiques et de mécénat de la ville de Montpellier et sa région.

Le Cercle Mozart est dirigé par **Michel Fromont**, fondateur et président, et compte aujourd'hui plus de 300 membres, issus de différents milieux professionnels (avocats, médecins, universitaires, chefs d'entreprise, commerçants, artisans, etc.

L'association est politiquement neutre et masculine.

Le Cercle Mozart organise régulièrement des conférences et des débats avec des personnalités du monde politique, culturel, social et économique, ainsi que des présentations de projets pour la région. Les membres de l'association se réunissent chaque deuxième jeudi du mois pour discuter et échanger sur les différents thèmes.



NOS ENNEMIS LES ÉLU-ES

Il ne manque plus qu'une chose pour parfaire la puissance et l'influence de ces réseaux, les **décideurs politiques**. Que ce soit dans l'influence que vont avoir ces cercles sur eux, ou la participation de ces derniers directement dans ces institutions.

Ainsi, il est de notoriété publique que le Cercle Mozart est à l'origine de la décision de construire un nouveau stade au sud de Montpellier, ou qu'il pousse à l'agrandissement de l'agglomération pour y intégrer l'aéroport. Et à chaque élection municipale ou régionale, tous les candidats viennent en opération séduction à la Réserve Rimbaud, QG étoilé de cette assemblée masculine. Autant dire qu'un prétendant à la mairie de Montpellier aura peu de chances sans l'assentiment du club.

L'article très intéressant dans son intégralité :

Source : <https://lempaille.fr/ces-cercles-bourgeois-qui-dominent-la-region-ou-sont-les-riches-episode-2>

assemblée masculine. Autant dire qu'un prétendant à la mairie de Montpellier aura peu de chances sans l'assentiment du club.



Au cercle d'Oc, les élu-es sont à l'honneur. Le président, Francis Grass, est adjoint à la mairie de Toulouse. Il y côtoie notamment Bernard Keller, vice-Président de Toulouse Métropole et conseiller régional d'Occitanie, Dominique Faure, Vice-Présidente de Toulouse Métropole en charge du Développement économique ou Mireille Garcia, à la fois Directrice Générale

L'HÔPITAL LAPEYRONIE DE MONTPELLIER



L'Hôpital Lapeyronie est un établissement hospitalier de référence dans le sud de la France, qui offre une large gamme de spécialités médicales et chirurgicales, ainsi que des possibilités de formation et de recherche pour les professionnels de la santé.

Ce qui est caché au grand public à propos de l'Hôpital de Lapeyronie :

- Un sous-sol complet est consacré aux soins des pédophiles.
- Un autre étage en sous-sol abrite des enfants victimes des abus étatiques et incestueux des pédophiles.
- les dirigeants successifs sont francs-maçons, Cercle Mozart, Club 50 et/ou Cercle Zététique et autres Tables ou loges, très influents dans le milieu de la politique, du médical et du social :

Source : <https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/la-cellule-de-suivi-des-pedophiles-du-chu-de-montpellier-diffuse-sur-france-3-1613815215>

Dans le huis clos caché aux yeux de tous, des hommes malades et condamnés pour des crimes sexuels atterrissent ici au sous sol de l'hôpital Lapeyronie de Montpellier, au bout d'un long couloir dans des pièces obscures qui rappellent leurs actes.

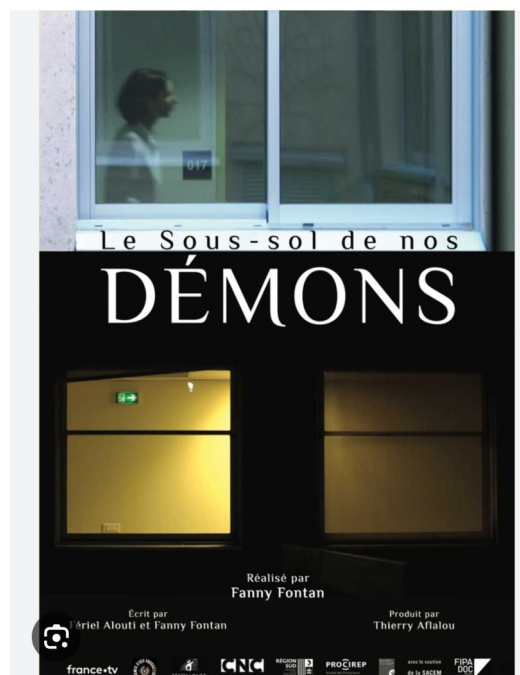


Des **conventions** et autres rassemblements entre pédocriminels tels que **Laurent Puech**, **Jean-Pierre Rosenczvieg**, y sont fréquemment développés afin de proposer des mesures de protections entre eux, leur couverture est et reste **la protection de l'enfance**, voir le documentaire, « **le sous-sol de nos démons** ».

Source : <https://youtu.be/Z7xp80CfZTw?si=bfkag56G43IzuXSO>

Source : <https://www.festivalfilmsocial.fr/portfolio/le-sous-sol-des-demons/>

Film réalisé par Fanny Fontan



Puech Haut à Saint-Drézéry.
Le président du Conseil départemental de l'Hérault nous a présenté
la politique qu'il mène.

Invité d'honneur

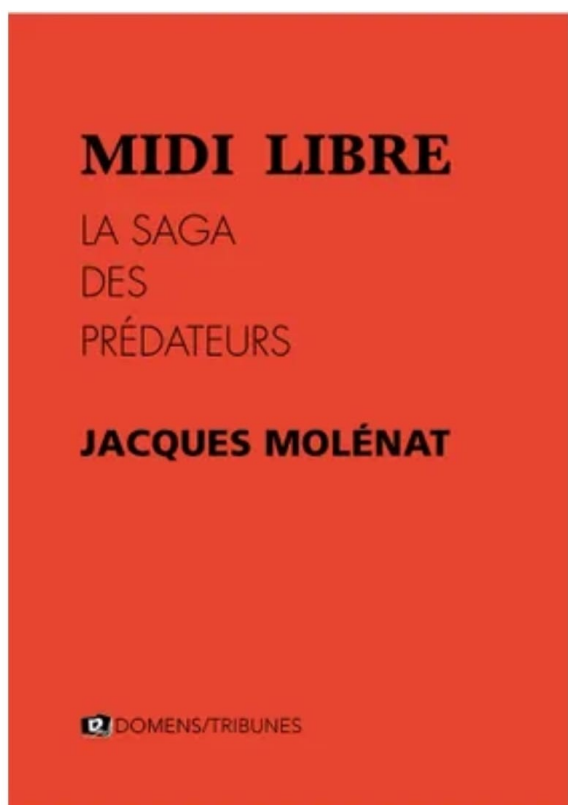
Près de 180 membres de notre Cercle étaient présents à ce repas mensuel de notre association. Invité d'honneur de la soirée, Kleber Mesquida a détaillé son plan Haut Débit, les aides de sa collectivités aux communes, les itinéraires Cénotur, la mise en place de la Maison du Littoral à Vic-la-Gardiole, le vaste projet touristique qu'il développe sur le Domaine de Bessan près de Béziers... "L'Hérault est la quatrième destination touristique de France. Je souhaite qu'il passe à la troisième place", a-t-il rappelé. L'accompagnaient Patricia Weber et Michaël Delafosse.

En janvier, Le Cercle Mozart avait reçu Philippe Saurel, le maire de Montpellier et président de Montpellier Méditerranée Métropole, en février Carole Delga, la présidente du Conseil régional Occitanie.



Jacques Molénat enquêteur du Midi Libre sur la saga des prédateurs de l'Empire Baylet parvint à mettre la main, sur l'annuaire secret du cénacle. Il y découvre une bonne partie de la nomenclatura locale, le président de la chambre de commerce, le président du Tribunal de commerce, un haut cadre de L'Urssaf, le patron de l'ANPE, des banquiers, des mandarins du droit et de la médecine, le directeur du cabinet du maire, le patron de la Caisse régionale d'assurance-maladie, un avocat de renom, des promoteurs, le directeur de la Poste, le directeur des services du conseil général. Que du beau monde ! Bien sûr, ce n'était pas le QG clandestin de la ville, plutôt une instance occulte où, entre importants, on s'échange de l'information, carburant essentiel dans les affaires et l'exercice du pouvoir.

Source : l'Indépendant : <https://www.lindependant.fr/2018/11/26/franc-maconnerie-on-dirait-le-sud,4979408.php>



(MONTPELLIER)

Statut : Établissement public
Catégorie : CHU

Standard : 04 67 33 67 33

Adresse administrative :
39, avenue Charles Flahaut 34295 MONTPELLIER

Direction de l'hôpital

Président du Conseil de Surveillance : M. Michaël DELAFOSSE

Directrice Générale : Mme Anne FERRER

Président de la CME : Pr Patrice TAOUREL

Les services médicaux

📍 Psychiatrie Adulte

📍 Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent MPEA Peyre Plantade

Délégation régionale FHF Occitanie



Michaël DELAFOSSE
Président



Emilie BERARD
Déléguee Régionale
e.berard@fhf.fr



Xavier MOREL
Délégué Régional Adjoint
x.morel@fhf.fr

Anaïs ENJALBAL
Assistante de direction
secretariat.occitanie@fhf.fr

Eric PONCE
Trésorier

Michael Delafosse, maire de Montpellier est aussi élu du FHF Occitanie (Fédération Hospitalière de France Occitanie et membre du Cercle Mozart franc-maçon.

Cette structure devrait pouvoir accueillir environ 1200 mineurs par an. « C'est un enjeu absolument essentiel. Un enfant est un être humain et le violenter est un délit », NON C'est un crime !!! exprime le Maire et Président de la Métropole **Michaël Delafosse**, présent lors de la signature de la convention ce lundi soir au **Centre André Benech**.

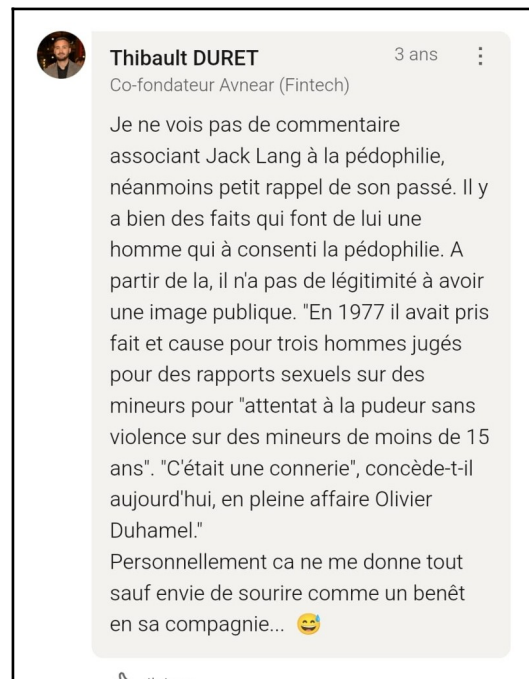
Source : <https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/la-cellule-de-suivi-des-pedophiles-du-chu-de-montpellier-diffuse-sur-france-3-16138152>



Rencontre avec Jack Lang, ancien Ministre de la Culture...

[Consulter >](#)

Les images peuvent être soumises à des droits d'auteur. En savoir plus



Remontons à l'affaire Coral, Jack Lang, alors ministre de la culture faisait parti des personnes citées. Luc Ferry le dénoncera à la télévision au Grand Journal comme l'un des participants dans une orgie avec des petits garçons au Maroc etc.

Le CHU de Montpellier a travaillé, en collaboration étroite avec le Parquet de Montpellier, le Département de l'Hérault, les services de police et de gendarmerie ainsi que les associations de victimes, France Victime 34, Enfance et Partage.

La convention signée structure le parcours de prise en charge globale des enfants victimes de violences et précise les contributions et financements de chaque signataire : ARS, Conseil Départemental de l'Hérault, Association France Victimes 34, Association Enfance & Partage, Ministère de la Justice et Forces de Sécurité intérieure (Police & Gendarmerie).

Le Dr Armelle Haquet, pédiatre référente pour la maltraitance et le **Dr Barbara Lormeau**, pédiatre légiste, peuvent se rendre disponibles pour **répondre à vos questions sur le sujet**.






 ÉCOUTER LA RADIO

Dans ce magazine de la rédaction du lundi 19 juin Lilian DRAY donne le micro a Fabrice DELARGENT, procureur de la république, Hugues MOUTOUH, préfet de l'Hérault, Mickael DELAFOSSE, maire de Montpellier, Yannick BLOUIN, directeur de la police et Andre DELJARRY, président de la CCI Montpellier à l'occasion du lancement du Groupe Local de Traitement de la Délinquance



MAG DE LA RÉDAC

MONTPELLIER

Source : <https://radio-aviva.com/podcast/fabrice-belargent-procureur-de-la-republique-hugues-moutouh-prefet-de-lherault-mickael-delafosse-maire-de-montpellier-yannick-blouin-directeur-de-la-police-andre-deljarry-president-de-la/>

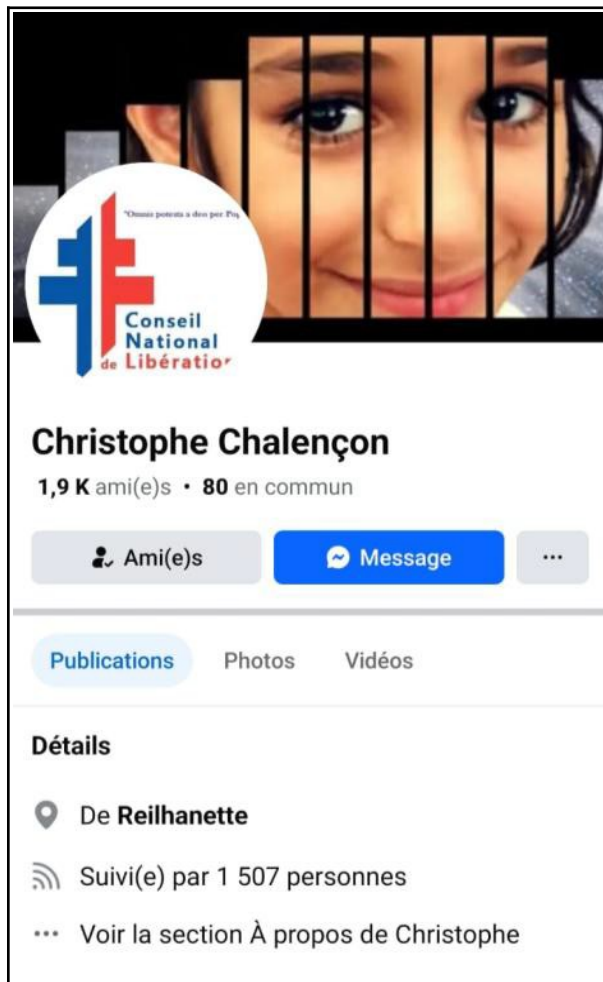
Les liens de la cooptation entre les acteurs des Départements, via les institutions républicaines santé, social, divertissement, forces de l'ordre, médias, mairies n'est plus à prouver, ni à démontrer, les faits sont là et ceux-ci en font des preuves irréfutables de l'entremise des différentes confréries qu'elles soient remplies de pédophiles, de voleurs, de violeurs, d'assassins ou d'escrocs.

30 juin 2022 : Après une vingtaine de signalements dans plusieurs gendarmeries, un certain Benoît Constantin m'envoie un message sur FB dont voici des copies d'écran.

Suite à ces messages choquants **Benoît Constantin** répondra même par téléphone à certains parents qui le contacteront qu'il se fera un plaisir de violer ma fille et d'autres enfants, qu'il ne sera pas inquiet et que ça ne changera jamais.

Oui, Christophe Chalençon fait parti du réseau de **Larrey**, il lui est soumis !
 Ils ont participé au théâtre de leur propagande des réseaux sociaux pour leurs cagnottes personnelles.

J'ai cru en eux un temps, jusqu'à ce que je comprenne ce qu'il se passait : leur objectif était simplement de faire le **pschitt** de la bouteille de coca, beaucoup de bruit afin d'éteindre le sujet le plus rapidement. La piste de l'argent est ce qui m'a ouvert les yeux, ils ont fait de l'argent sur le malheur que je subissais mais aussi et surtout sur la situation de Lidiya, ses tortures et ses viols.



Voilà le véritable visage de cette opposition qui n'en est pas une, faire du profit au détriment de la vie. Mensonges, manipulations et profits ne sont pour eux que des moyens de se faire bien voir de la population qui ne sait pas 1% de la réalité.

17 novembre 2022 :

Nouveau jugement, cette fois-ci au tribunal judiciaire de Montpellier par la juge des affaires familiales **Delphine Duprat** et sa greffière **Asmaa Perez**. Avec le recul je vois l'étendue de l'arnaque, mais à l'époque je n'avais pas les éléments de compréhension, Observez, vous trouverez aisément les preuves de cet autre faux en écritures publiques...

Et observez les motifs qui sont ni plus ni moins que de l'inversion accusatoire :

**TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE MONTPELLIER**

DATE: 17 Novembre 2022
N° R.G. : N° RG 22/03249 - N° Portalis DBYB-W-B7G-NZW4
Cabinet Autorité parental

Copie exéc Avo : 2
Copie exéc Part : 3
Copie conf Avo : 2
Copie conf Part : 3
Copie dossier : 1
Copie je : 1
TOTAL : 12
Dactylo : ap
délivrées le : 17/11/2022

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal judiciaire de Montpellier
a rendu le jugement dont la teneur suit

J U G E M E N T

Prononcé par mise à disposition au greffe le 17 Novembre 2022, après débats à l'audience du 20 Octobre 2022, par Delphine DUPRAT, juge aux affaires familiales, assistée de Asmaa PEREZ, greffier.

Dans l'instance en : **Demande de délégation ou de transfert de délégation de l'autorité parentale**

ENTRE

DEMANDEUR

Monsieur CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L 'HERAULT,
demeurant HOTEL DU DEPARTEMENT - Mas D'Alco-1977 avenue des moulins - 34087
MONTPELLIER

représenté par Maître Maëlle MARTIN VELEINE de la SCP PALIES - DEBERNARD-JULIEN -
MARTIN-VELEINE - CLAISE - PJDA, avocats au barreau de MONTPELLIER

ET

DEFENDEURS

Madame Linda BENDIFALLAH
née le 16 Avril 1979 à PARIS 13 (75013),
demeurant 4 rue des Pins - Villa la Cantorade - 34230 PAULHAN

non comparante, ni représentée

Monsieur Stéphane MATHIEU
né le 01 Janvier 1971 à AGDE (34300),
demeurant 4 rue Allengry - 34300 AGDE

représenté par Me Nathalie PARGOIRE, avocat au barreau de BEZIERS

Suivant requête du 23 juin 2022, le Conseil départemental de l'Hérault sollicite de voir prononcer à son profit une délégation d'autorité parentale s'agissant de Lidiya MATHIEU née le 09 janvier 2010 à SETE de Madame BENDIFALLAH VETTORATO Linda et de Monsieur MATHIEU Stéphane.

Lors de l'audience, Madame la représentante de l'Aide sociale à l'enfant, le Conseil de Monsieur MATHIEU sont présents, bien que régulièrement convoquée, Madame BENDIFALLAH n'est ni présente ni représentée;

Par avis du 25 juillet 2022, le procureur de la République a émit un avis favorable

Par avis du 12 octobre 2022, le juge des enfants a émis un avis favorable

L'audition des enfants a été réalisée le 17 octobre 2022, un compte rendu a été transmis aux parties,

A l'issue des débats les parties ont été informées que la décision serait rendue le 17 novembre 2022,

MOTIFS:

L'article 377 du Code civil dispose que : Les père et mère, ensemble ou séparément, peuvent, lorsque les circonstances l'exigent, saisir le juge en vue de voir déléguer tout ou partie de l'exercice de leur autorité parentale à un tiers, membre de la famille, proche digne de confiance, établissement agréé pour le recueil des enfants ou service départemental de l'aide sociale à l'enfance.

En cas de désintérêt manifeste ou si les parents sont dans l'impossibilité d'exercer tout ou partie de l'autorité parentale ou si un parent est poursuivi ou condamné pour un crime commis sur la personne de l'autre parent ayant entraîné la mort de celui-ci, le particulier, l'établissement ou le service départemental de l'aide sociale à l'enfance qui a recueilli l'enfant ou un membre de la famille peut également saisir le juge aux fins de se faire déléguer totalement ou partiellement l'exercice de l'autorité parentale.

Dans ce dernier cas, le juge peut également être saisi par le ministère public, avec l'accord du tiers candidat à la délégation totale ou partielle de l'exercice de l'autorité parentale, à l'effet de statuer sur ladite délégation. Le cas échéant, le ministère public est informé par transmission de la copie du dossier par le juge des enfants ou par avis de ce dernier.

Dans tous les cas visés au présent article, les deux parents doivent être appelés à l'instance. Lorsque l'enfant concerné fait l'objet d'une mesure d'assistance éducative, la délégation ne peut intervenir qu'après avis du juge des enfants.

L'article 377-1 du Code civil dispose que La délégation, totale ou partielle, de l'autorité parentale résultera du jugement rendu par le juge aux affaires familiales.

*Toutefois, le jugement de délégation peut prévoir, pour les besoins d'éducation de l'enfant, que les père et mère, ou l'un d'eux, partageront tout ou partie de l'exercice de l'autorité parentale avec le tiers délégataire. Le partage nécessite l'accord du ou des parents en tant qu'ils exercent l'autorité parentale. La présomption de l'article **372-2** est applicable à l'égard des actes accomplis par le ou les délégants et le délégataire.*

*Le juge peut être saisi des difficultés que l'exercice partagé de l'autorité parentale pourrait générer par les parents, l'un d'eux, le délégataire ou le ministère public. Il statue conformément aux dispositions de l'article **373-2-11**.*

L'Article 377-2 du Code civil dispose que La délégation pourra, dans tous les cas, prendre fin ou être transférée par un nouveau jugement, s'il est justifié de circonstances nouvelles.

Dans le cas où la restitution de l'enfant est accordée aux père et mère, le juge aux affaires familiales met à leur charge, s'ils ne sont indigents, le remboursement de tout ou partie des frais d'entretien.

En l'espèce, le couple MATHIEU BENDIFALLAH a deux enfants Stéphane, 15 ans et Lidya, 11 ans. Le couple se sépare manifestement courant 2013 suivant les décisions du juge aux affaires familiales dans un contexte de violences conjugales, que Monsieur MATHIEU réfute. Les droits de visite médiatisés n'ont pu avoir lieu avec le père, la mère ne présentant pas les enfants.

Suivant un jugement du juge aux affaires familiales, le père dispose à compter de 2015 d'un droit de visite et d'hébergement classique. Lesdits droits ne pourront être exercés, Madame BENDIFALLAH refusant de remettre les enfants. Elle déposera plainte en 2014 et 2016 pour des faits de violences de 2013, plainte qui sera classée sans suite. Elle sera déboutée de sa demande d'Ordonnance de protection par décision du 2 février 2016. Les droits de visite ne pourront toujours pas être exercés, Madame ne mettant pas les enfants à l'école le vendredi (attestations de l'école en ce sens)

En 2015 et 2016 deux informations préoccupantes sont transmises via l'école. En 2016, une mesure d'AEMO est ordonnée. En 2018, à placement à domicile est instauré (SAP). Suivant décision du 27 juin 2019, le placement des enfants est ordonné, confirmée en appel. Des visites médiatisées sont instaurées pour le père. Les enfants ne parviennent pas à se détacher du discours maternels et demeurent terrorisés à l'idée de rencontrer leur père.

Rapidement, Lidiya montre des signes de mal être en suite des rencontres avec sa mère : agitation corporelle, en pleurs, stressée, hyper vigilance, elle peut dire vouloir se suicider.

Le placement prend la forme d'un placement à domicile. Le 22 décembre 2020, un nouveau signalement est réalisé en raison de l'hospitalisation de l'enfant suite à une chute à vélo notant que l'enfant n'a été amené aux urgences que 48 heures après les faits, alors que le foie de l'enfant est fracturé. Le comportement de l'enfant paraît inadapté de même que celui de la mère notamment par l'absence de visite à sa fille du vendredi au mardi. Le placement est ordonné à nouveau pour Lidiya.

Depuis lors, Lidiya est placé, son frère a été maintenu à domicile maternel via un SAP. Son discours lors de son audition est inquiétant tant elle semble éparpillée psychologiquement. Son regard est vide, elle peut pleurer mais de manière décalé par rapport à ses propos. Elle indique vouloir ne jamais avoir existé, semble déterminer à se jeter dans le vide. Elle dit entendre des voix et voir un visage inexpressif sans toutefois le reconnaître. Lidiya indique se sentir mal dans son lieu de placement, est isolée de ses pairs. Elle peut nommer des difficultés de prises en charge de sa mère, pose la question de rencontrer son père, là encore d'une manière qui interroge soit juste après nous avoir indiqué vouloir en finir, ce qui interroge sur le sens qu'elle y met réellement. Cette enfant nous paraît être en grande souffrance psychique, il est urgent qu'elle soit aidée.

Lidiya ne rencontre plus son frère depuis la suspension des droits de visite avec sa mère. Elle peut regretter cela.

Madame BENDIFALLAH souffre de schizophrénie suivant les deux expertises psychiatriques auxquelles elle a été soumise. Elle réfute ces conclusions. Il est rapporté qu'il est difficile voire impossible de travailler avec cette maman qui peut se montrer agressive, inadaptée, menaçante. Elle a pu diffuser l'image de sa fille sur les réseaux sociaux en diffusant sa situation d'enfant placée, ce qui a gêné l'enfant. A ce jour, Madame refuse de signer les documents ayant trait à l'exercice de l'autorité parentale pour sa fille. Une délégation temporaire de signature a été ordonnée par le Juge des enfants.

Monsieur MATHIEU répond aux sollicitations des services mais n'est pas actif sans la relation au sens où il ne cherche pas à les contacter. Il reste sans doute fragilisé par le passé. S'agissant des visites, il montre une volonté à respecter le rythme. Les services mettent en évidence la mobilisation récente de ce dernier. Lidiya indique ne pas connaître son père et réciproquement. Monsieur MATHIEU bien que dûment représenté, n'est pas venu lors de l'audience.

Il résulte de ces éléments que s'agissant de Mme BENDIFALLAH, cette dernière en ne répondant pas aux sollicitations des services pour réaliser les démarches dans l'intérêt de sa fille fait donc montre d'un désintérêt manifeste pour Lidiya caractérisant donc la condition nécessaire pour voir procéder à la délégation forcée de l'autorité parentale au profit du service gardien.

S'agissant de Monsieur MATHIEU, ce dernier n'a aucun lien avec sa fille. Il peut se mobiliser lorsqu'il est sollicité, cependant, la signature des actes relatifs à la vie de l'enfant n'a aucun sens pour Lidiya qui indique ne pas le connaître. De même, il est à craindre que la sollicitation de Monsieur pour signature ne vienne raviver les rancœurs maternelles et nous nous interrogeons sur la capacité du papa à prendre les bonnes décisions si Madame BENDIFALLAH se montrait menaçante envers lui. En ce sens, il apparaît qu'à ce jour, et sous réserve d'une possible évolution qui pourrait conduire à la re saisine de la juridiction, Monsieur MATHIEU est dans l'incapacité d'exercer l'autorité parentale dans l'intérêt de Lidiya justifiant ainsi la délégation au service gardien sans toutefois empêcher une possible reprise de lien père fille.

En tout état de cause, l'intérêt de l'enfant justifie une telle délégation afin de mettre le service gardien en capacité réelle de pouvoir accompagner l'enfant, satisfaire à ses besoins fondamentaux et construire pour elle un projet d'avenir.

PAR CES MOTIFS

le juge aux affaires familiales, statuant en chambre du conseil par mise à disposition au greffe, par jugement réputé contradictoire, susceptible d'appel, et avec exécution provisoire,

ORDONNE la délégation totale de l'exercice de l'autorité parentale de l'enfant Lidiya MATHIEU née le 09 janvier 2010 à SETE au Conseil département de l'Hérault pris en la personne de Monsieur le président du Conseil départemental de l'Hérault,

DIT que le délégataire doit assurer une couverture sociale à l'enfant et peut percevoir les prestations sociales le concernant conformément aux dispositions du code de la sécurité sociale et du code de l'action sociale et des familles,

DIT qu'une copie de ce jugement est adressée par le greffe au juge des enfants de MONTPELLIER,

LAISSE à chaque partie la charge de ses propres dépens,

RAPPELLE que la présente décision est, de plein droit, exécutoire à titre provisoire,

DIT que la présente décision sera notifiée par le greffe aux parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Ainsi jugé et prononcé au tribunal de grande instance de Montpellier, conformément aux articles 450, 451 et 456 du code de procédure civile, **le 17 novembre 2022** la minute étant signée par :

LE GREFFIER



LE JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES



En conséquence, la République Française mande et ordonne :
à tous baillifs de justice, sur ce requis, de remettre les présentes à exécution ;
aux procureurs généraux et aux procureurs de la République
près les tribunaux judiciaires d'y tenir la main ;
à tous commandants et officiers de la force publique de même
main-tenue Intégrés au service Réglementaires
En foi de quoi la minute des présentes a été signée par le président et
par le greffier.
Pour copie certifiée conforme à l'original revêtu de la formule
exécutoire par le greffier soussigné.

Le greffier



- « ma fille m'a avouée se faire violer et s'est effondrée dans mes bras lors de la dernière visite médiatisée ou j'ai pu constater les traces de coups lorsque j'ai soulevé son t-shirt, c'était la dernière fois où je l'ai vue.
- « Elle semble éparpillée psychiquement », « le regard vide », « dit vouloir se suicider », « elle dit entendre des voix » etc... alors que Lidiya allait très bien avant son enlèvement...

Voilà les actes de barbarie que subis ma fille Lidiya. Je demande des mobilisations pour ma fille mais je n'ai aucun retour je suis toujours seule à m'éparpiller sans doute parce que je fais le maximum pour dénoncer notre situation sur tous les réseaux ou je peux le faire.

Voici un passage important du jugement :

Depuis lors, Lidiya est placée, son frère a été maintenu à domicile maternel via un SAP. Son discours lors de son audition est inquiétant tant elle semble éparpillée psychiquement. Son regard est vide, elle peut pleurer mais de manière décalée par rapport à ses propos. Elle indique vouloir ne jamais avoir existé, semble déterminer à se jeter dans le vide. Elle dit entendre des voix et voir un visage inexpressif sans toutefois le reconnaître. Lidiya indique se sentir mal dans son lieu de placement, est isolée de ses pairs. Elle peut nommer des difficultés de prises en charge de sa mère, pose la question de rencontrer son père, là encore d'une manière qui interroge soit juste après nous avoir indiqué vouloir en finir, ce qui interroge sur le sens qu'elle y met réellement. Cette enfant nous paraît être en grande souffrance psychique, il est urgent qu'elle soit aidée.



L'aide je la demanderais à plusieurs gendarmes, mais voici la réponse de l'un d'entre eux !!!

Echelon 4 dossier protégé secret militaire.



Quel crime cachent-ils ?

Qui couvrent-ils ?

Où est Lidiya ?

LES ETRANGES CONFESSIONS D'UN MAGISTRAT DÉCÉDÉ

Affaire du juge Roche décédé dans son domicile à Béziers suite à ses confessions.



Le témoignage des enfants du juge Roche concernant l'affaire Alègre nous confirme que la magistrature est parfaitement corrompue et perverse ! La maçonnerie n'est que l'arbre qui cache la forêt dans le crime primordial, le génocide des enfants. Les jeunes enfants, ils aiment ça !

Source : <https://www.ladepeche.fr/article/2005/12/13/332524-affaire-alegre-les-etranges-confessions-d-un-magistrat-decede.html>

Source : <https://pedophiliecannoisefrance.wordpress.com/2009/11/02/quand-lavocat-de-patrice-alegre-contactait-les-enfants-du-magistrat-roche/>

Source : <https://youtu.be/rfxaLNVBgIM?si=kvSoCIBlaeoTZIHN>

Pour compléter et faire les liens entre ces affaires, d'autres chercheurs de vérité comme Stan Maillaud nous ont laissés, pour la postérité, différents axes de recherches et des enquêtes sur différents supports, livres, vidéos, audios. Un exemple avec les **réseaux de l'horreur**.

Source : <https://youtu.be/TFdJIAjL5xl?si=TuvAuVF6ZYm1t9n0>

Le texte complet est la seule référence à considérer, ces extraits sont justes indicatifs.
La source et version intégrale ici :

Source : <https://fr.soc.complots.narkive.com/NDhCsUAI/temoignage-des-enfants-roche-satanisme-des-elites>

Témoignage des enfants Roche, satanisme des élites

Article de 2005 : Charles-Louis et Diane Roche ont choisi le site Les Ogres pour rendre publics les aveux concernant l'affaire Alègre recueillis de la bouche même de leur père (Président de La Chambre de Cour d'Appel ayant exercé à Toulouse, peu avant la disparition de ce dernier - une disparition que rien ne semble décidément pouvoir élucider malgré tous les efforts qu'ils déploient dans leur quête de Vérité depuis plusieurs années déjà ;

Synthèse et passages choisis :

« S'il est, en effet, vrai que l'on ne peut déjà pas s'empêcher de remarquer, dans un premier temps, un certain nombre de corrélations, à la fois géographiques et temporelles, existant entre la trajectoire et la mort de notre père **Pierre Roche** d'une part et le **dossier Alègre** d'autre part, il faut de plus ajouter que le **magistrat Roche** partageait déjà avec cette sombre affaire un même arrière-plan.

Et cela qu'il s'agisse de ses débuts dans la magistrature directement à **Toulouse en tant que Substitut du Procureur de 1972 à 1978**, à la grande époque de la dynastie Baudis au Capitole ; ou encore de son amitié avec **Dominique Baudis**, qui avait quasiment le même âge, ainsi qu'avec l'un des magistrats que l'on trouve parmi les autres protagonistes cités dans le dossier de l'affaire. Sans parler, outre le fait qu'il a toujours gardé des liens dans la magistrature toulousaine, **des relations qui le liaient à la pègre** ainsi qu'au milieu de la nuit en général et de la prostitution en particulier - tant et si bien qu'il finit par se retrouver lui-même, après le divorce d'avec notre mère, **contraint d'épouser une prostituée** sur un chantage à la photo porno.

Ajoutons à cela que notre père était non seulement **un corrompu dans l'exercice de ses fonctions de magistrat** mais encore un pervers sur le plan personnel, grand amateur de **soirées orgiaques entre notables** et collectionneur de photos prises sur le vif lors de ces folles soirées. Il était même d'ailleurs allé, relativement récemment, jusqu'à balancer sur Internet une série de photos porno de sa 2ème femme.

Les révélations que notre père est venu nous faire avant sa disparition, survenue le 22 Février 2003, à l'aube de **l'affaire Alègre**.

C'est délibérément que **l'on nous a dissimulé la mort de notre père**, alors que nous étions sa seule famille, et **son corps a été incinéré en toute hâte**, de sorte que nous nous sommes trouvés dans **l'impossibilité de faire pratiquer l'autopsie** qui s'imposait en pareil cas.

Saisine du **Garde des Sceaux Dominique Perben** par les 2 enfants du magistrat haut-gradé mort en exercice sur les conditions de cette mort suspecte, il semble que **la Justice se refuse à ne serait-ce qu'enquêter à son sujet.**

(...)

Nous avons été parmi les premières personnes à être mis au courant non seulement de **l'affaire Alègre**, mais encore d'une partie de ses dessous, et cela par l'un de ses protagonistes qui, outre son statut de magistrat, n'est autre que notre père - lequel ne devait pas survivre bien longtemps à de telles révélations.

Si l'on synthétise ses propos, forcément quelque peu désordonnés sur le moment, le tableau de la situation qu'il nous a dépeint est le suivant :

Il nous a parlé **d'un groupe secret**, basé dans la ville de **Toulouse** auquel il avait eu le malheur d'appartenir et dont il semblait impossible de sortir une fois que l'on avait mis le doigt dans un tel engrenage.

Ce groupe rassemblait des personnalités de la haute société, haut placées dans différentes sphères, notre père a certes mentionné **le monde judiciaire** où l'on recrutait paraît-il beaucoup, et pas seulement parmi les magistrats, puisque même **certains hauts dignitaires de la police** étaient considérés comme des recrues de choix, mais à l'entendre, étaient aussi concernés des sphères aussi différentes que **la Politique, la Finance ou encore le monde médical**, et plus généralement des gens qui comptent dans les secteurs les plus divers - ainsi y aurait-il eu, parmi les participants, et pour prendre qu'un dernier exemple, quelques **universitaires**. Il n'est bien entendu pas question de prétendre ici que tous les notables appartiennent à un tel groupe, disons plutôt, a contrario, que seuls des notables y sont acceptés et sont susceptibles d'être approchés pour être attirés dans son orbite comme - ce fut le cas pour notre père.

Il nous a dit que le but premier du groupe en question n'avait rien d'utilitaire - d'autant que **les membres qui le composent sont des gens qui ont déjà réussi dans la société** -, mais que le propos était plutôt, à la base et à la manière du premier club de loisirs venu, de réunir des personnes partageant les mêmes « centres d'intérêt » afin de favoriser les échanges en rapport avec ceux-ci, et surtout afin de pouvoir s'y adonner en commun.

Le problème est que le groupe en question n'a strictement rien à voir avec un club de philatélie, puisqu'il réunit plutôt des notables amateurs de sensations fortes dont le hobby consiste à mêler, lors de leurs réunions, des pratiques aussi diverses qu'uniformément dégoûtantes, et où l'on trouve en conjonction et pêle-mêle **la sexualité de groupe, le sado-masochisme, l'automutilation et la consommation de drogues.**

Quant à l'influence que ne manque pas d'exercer ce groupe, à la fois du fait de l'influence individuelle de chacun de ses membres dans la sphère au sein de laquelle il évolue et de par le fonctionnement de ces derniers de concert, en réseau, elle se trouve consacrée, aux dires de notre père, à **la dissimulation a priori des activités festives du groupe en question ainsi qu'à couvrir, en aval, d'éventuels scandales** qui pourraient résulter de son existence même et à étouffer les différentes affaires que ne manqueraient pas d'occasionner par les agissements qui s'y déroulent.

Au-delà du **problème moral** que peut causer l'existence même d'un tel groupe et sa composition, songez par exemple que notre père, qui a passé plusieurs décennies à juger les autres et à pérorer, tel le grand inquisiteur distribuant les leçons de morale, nous a

avoué en avoir été membre actif, **il y aurait dans ses activités un fort aspect criminel, qui va bien au-delà des liens avec la pègre.**

Puisqu'il ne serait pas rare que ces soirées dégénèrent pour finir par déraiper complètement, une certaine forme de frénésie faisant d'ailleurs apparemment partie de leur essence, et pour ce qui est des conséquences, **certaines soirées s'achèveraient sur un nombre de participants en vie à leur terme inférieur au nombre initial** de ceux-ci - et cela parfois par accident non anticipé, et d'autres fois **de manière parfaitement préméditée.**

(...)

Il y a apparemment des sortes de cérémonies animées par un célébrant, comme s'il s'agissait d'**une secte** où d'on ne sait trop quel culte.

C'est au cours de ce genre de soirées que sont pratiqués des sortes de **rituels** allant du **sacrifice** d'un animal à l'**homicide** pur et simple (c'est en tout cas ce que notre père prétendait avoir vu de ses yeux), en passant par d'autres joyeusetés telles que la **scarification** de l'adepte.

Ce qui nous amène aux aspects les plus sombres des soirées plus communes, où la célébration commence par une partie fine entre bourgeois au terme de laquelle on en vient à des choses terriblement plus sérieuses, plus extrêmes, qui ont toutes pour **point commun de tourner autour du thème de la mortification de la chair.**

Notre père nous évoquait entre autres des images de **chairs transpercées**, de **brûlures de cigarettes** ou de personnes attachées pour une **séance de torture**, parfois **réclamée par un malade** consentant et parfois administrée à une **victime involontaire**, mais qui n'aura plus l'occasion d'aller s'en plaindre ultérieurement.

(...)

Ainsi notre père nous expliquait-il que **les proies du groupe** en question étaient toujours sélectionnées parmi les couches les plus isolées de la population et les catégories de gens les moins susceptibles de causer un quelconque émoi ou d'attirer une quelconque attention en cas de volatilisation pure et simple. Ce qui revient à dire que, sauf pêche miraculeuse, nos tortionnaires en col blanc n'avaient pas grand chose de plus à se mettre sous la dent que des **clodos**, c'est une citation de notre père, **des prostituées**, parfois mineures, nous a-t-il précisé et, dans certains cas, **des étrangers en situation irrégulière y compris des enfants.**

Alors même si une telle prédation ne suffit peut-être pas à tout expliquer à elle seule, il y a probablement un parallèle plus qu'édifiant à en tirer avec **les 190 morts mystérieuses classées à la va-vite** qui ont marqué, rien qu'à Toulouse, les années Alègre. Que l'on songe, par exemple, à ce que l'on pouvait lire dans la presse au sujet d'une femme que l'on avait retrouvée, si notre mémoire est bonne, à la fois **ligotée, bâillonnée et étranglée**. Ce qui n'avait pas empêché **la police de conclure à un suicide** contre vents et marées, malgré toutes les protestations, et pour tout dire contre toute évidence.

(...)

Notre père nous a étalé les principes de base d'une **pseudo-philosophie de bazar censée justifier tous les débordements**, qu'il prétendait d'inspiration **Nietzschéenne** et qui sous-tendrait tout ce qui se passe dans ce groupe.

Il y était pêle-mêle question de promesses de **dépassement de soi**, d'**ascension personnelle** au-delà de la condition humaine et de **libération ultime** de l'individu par la **transgression de tous les tabous**, ainsi, accessoirement, que de **jouissance sans**

limites par la saturation des sens. Une sorte de culture de l'expérience illimitée et de la sensation poussée jusqu'à la douleur.

(...)

Notre père nous avait en outre brièvement raconté que les séances se tenaient dans des lieux variables, des sortes de **caves d'immeubles toulousains** ou des environs. A ses dires, certains de ces lieux étaient équipés de tout l'attirail du parfait petit Torquemada. Il s'est cependant bien gardé de nous situer plus précisément l'emplacement exact de ces lieux réservés.

Sur un plan plus périphérique, notre stupéfaction fut à son comble lorsque notre père évoqua devant nous le spectre d'un **trafic de vidéos illégales** s'échangeant sous le manteau à des prix astronomiques et dont le sujet était l'humiliation bientôt suivie de la torture et de **la mise à mort** du premier rôle bien involontaire.

(...)

Notre père était en effet une relation de 2 des principaux protagonistes de cette sombre histoire, d'une part **une personnalité politique** de premier plan et d'autre part **l'un de ses collègues magistrats** qu'il connaissait depuis l'époque où celui-ci était, dans la 2ème moitié des années 80 et avant de devenir **Substitut du Procureur** à Toulouse, **juge d'instruction** à Rodez ; tout comme notre père était aussi, dans le même ressort juridictionnel, l'ami intime de **Kubiec, le Procureur de Millau** au début des années 80, d'ailleurs lui-même natif de Rodez, et qui était par rapport à **Pierre Roche** un vieux camarade de promotion de **l'École Nationale de la Magistrature**.

Ce n'est, bien entendu, pas par hasard que nous évoquons ce dernier magistrat, puisque ce Kubiec là se trouve être par ailleurs - comme le monde est petit - un ami et ancien collègue de juridiction de l'autre magistrat qui a largement été évoqué en rapport avec l'affaire Alègre, ce qui lui a d'ailleurs paradoxalement valu une mutation à la **Cour de Cassation**, Kubiec et ledit magistrat s'étant connus dans le ressort d'Agen - où le premier, qui était **Substitut Général**, exerça sous l'autorité directe de l'autre, lequel était **Procureur Général** dans cette même ville avant d'aller exercer les mêmes fonctions à Toulouse.

Et voilà qu'un peu plus tard, nous retrouvons le même **Kubiec Procureur à Montauban** à un moment où son **vice-procureur** n'est autre que ... **le 1er magistrat** dont nous avons abordé le cas plus haut, à savoir l'ancien **Substitut du Procureur de Toulouse** qui serait en rapport avec l'affaire Alègre, et qui était l'ami personnel de Pierre Roche.

C'est-à-dire que pour nous résumer, Kubiec a été à la fois un proche des 2 magistrats dont les noms ont été cités dans l'affaire Alègre, dont il fut respectivement le subordonné immédiat et le supérieur immédiat, et cela sur plusieurs années à chaque reprise **et chaque fois dans le Sud-Ouest de la France**. Or c'était à la fois un camarade de promotion et un ami proche de Pierre Roche, lequel Pierre Roche meurt bizarrement au moment où il lève le voile sur tout un pan de cette même affaire Alègre.

La boucle est bouclée, et comme le dit le vieil adage, les amis de mes amis sont mes amis. Ajoutez à cela que notre père était aussi l'ami personnel d'un autre magistrat, qui était Substitut Général à Toulouse au début des années 2000, et cela depuis les années 1990, après y avoir d'abord été nommé 1er Substitut en 1989, et que le Substitut Général en question, que notre père avait connu à l'occasion de sa propre affectation à la Cour d'Appel de Rouen, l'autre étant à ce moment là Juge d'Instruction dans le ressort du Havre, qui dépend de Rouen, est à la fois le 3ème magistrat cité dans le dossier Alègre et le subordonné immédiat du Procureur Général de Toulouse à cette époque - lui aussi dans le même cas.

Nous pouvons même vous préciser que notre père connaissait dès cette époque, en plus du bonhomme, la future femme de ce dernier, elle aussi magistrat exerçant au Havre dans le même azimut temporel - elle devait finir par y devenir Vice-Présidente. Et c'est donc au Havre que notre père fit la connaissance de ces 2 futurs époux judiciaires qui allaient unir leurs trajectoires, y compris sur le plan professionnel, et se retrouver tous les deux, au début des années 2000 et depuis les années 1990, magistrats à Toulouse - lui Substitut Général cité dans le dossier Alègre et elle d'abord Vice-Président du TGI puis le rejoignant à la Cour d'Appel en tant que Conseiller. Dans ces conditions, et si l'on considère ce dernier couple en plus de ce qui a déjà été dit, comment ne pas convenir qu'il y a décidément trop de corrélations pour qu'elles puissent un tant soit peu s'expliquer par une simple série de hasards et autres coïncidences impossibles ? D'autant que toutes ces informations nous furent directement balancées en pleine figure par un père aux abois qui avait une vision globale du puzzle.

Et précisons tout de suite que si, narrée de la sorte, cette étude comparative de trajectoires dans les rouages du système judiciaire du Sud-Ouest peut certes paraître, du moins en 1ère approche, nous tenons à la disposition de toute personne intéressée ainsi que de la presse un tableau on ne peut plus clair sur les liens étroits ainsi que les corrélations professionnelles, géographiques et temporelles unissant les différents magistrats membres de la partie du réseau de notre père qui est en rapport avec l'affaire Alègre.

D'ailleurs, il semble que l'on pouvait toujours compter sur notre père pour impliquer ses réseaux personnels dans les affaires les plus pestilentielles au centre desquelles il se trouvait.

Ainsi n'est-ce pas par hasard que le juge d'instruction qu'il a dernièrement déchaîné contre ses 2 enfants et leur mère était non seulement son subalterne direct, juge d'instruction à Mende, ville à la Maison d'Arrêt de laquelle on retrouve, **Patrice Alègre**, qui y fut quelque temps consigné alors que l'on se gardait obstinément de dépayser son dossier strictement toulousain ; et ville dépendant de la Cour d'Appel de Nîmes, à laquelle notre père était Président de Chambre pendant toute cette période.

Ledit juge d'instruction, par ailleurs spécialisé dans le muselage d'association anti-pédophile dénonçant les complicités judiciaires locales dans la révoltante affaire du martyr de la petite Kelly, était de plus un ami biterrois de notre père qui a toujours eu son domicile familial à Béziers - ville où le juge d'instruction en question a commencé flic avant de se retrouver maintenant envoyé par sa hiérarchie à Fort-de-France afin de le mettre au vert par rapport à notre affaire et de couper court aux nombreuses questions que ses activités ces dernières années en tant que magistrat ne manqueraient pas de soulever. Dernier exemple, entre mille, les 3 procureurs mobilisés contre sa famille par notre père dans l'affaire Roche. Puisque l'on y trouve tout d'abord le **Procureur de Mende**, qui a diligenté toutes les poursuites initiales et qui est encore un subalterne de **Pierre Roche**, et qui fut, lui aussi, déplacé préalablement à notre procès pour être, peu après, remplacé ... par une vieille connaissance, comme par hasard, des protagonistes judiciaires cités dans le dossier Alègre ; car il faut bien se rendre à l'évidence : le nouveau Procureur de Mende est de retour en Métropole après une affectation dans les îles qui fait suite à un poste de Substitut placé auprès du Procureur Général à Toulouse, occupée depuis la mi-1999 - un poste qui fit de lui, pendant un certain temps, le subordonné immédiat du **Procureur Général Volff**, aux côtés du **Substitut Général Jean-Jacques Ignacio**, les 3 étant des supérieurs hiérarchiques au sein du Parquet de **Marc Bourragué**, à l'époque encore simple Substitut du Procureur à Toulouse, quant au 3ème Procureur mobilisé contre nous,

il n'est autre que le Proc' d'Avignon - Avignon dépendant là encore de la Cour d'Appel de Nîmes et ledit Proc' étant, comme par hasard, un ancien Proc' de Béziers, où il avait fait ami-ami avec **Pierre Roche**, et dont les différents procureurs se sont toujours uniformément refusés à engager de quelconques poursuites contre leur cher ami et supérieur alors que ce dernier s'est à plusieurs reprises rendu coupable à notre rencontre de délits irréfutablement constitués et passibles de prison pour lesquels les plaintes ont toujours été portées, pour finir aussitôt à la corbeille à papiers.

Bref, c'est le réseau. Le tout cautionné par les plus hautes autorités puisque Perben s'est même refusé à ne serait-ce que poursuivre, sans même parler de le sanctionner un trafic d'influence patent que nous avons pu lui prouver entre notre père et l'un de ses collègues montpelliérains, compagnon de promotion de l'ENM et ami de toujours. Alors, pour en revenir au versant Alègre des réseaux de notre père, quand vous considérez que ce dernier était l'ami personnel des **2 principales personnalités du monde politique** et judiciaire ainsi que d'un magistrat additionnel qui ont tous les 3 leur nom figurant dans le dossier, dont le magistrat chez qui Alègre venait prendre l'apéro à qui ce même Alègre fut d'ailleurs présenté par un ami commun connu dans les milieux de la cocaïne toulousaine comme l'ont révélé les investigations médiatiques à l'époque, et quand vous constatez à quel point tout finit par coïncider dans le magma Alègre lorsqu'on le complète par les pièces du puzzle en rapport avec notre père, qu'il s'agisse de ses déclarations ou des éléments factuels énoncés plus haut, il y a de quoi se poser de sérieuses questions.

Ajoutez à cela le fait que **Kubiec** soit à la fois si proches des 3 protagonistes judiciaires de ce dossier, nous ne croyons pas au hasard, et voilà qui défie toutes les probabilités. Nous ne prétendons bien évidemment pas tout savoir. Et nous ignorons même si un jour toute la Vérité sera enfin connue. Mais nul doute dans notre esprit, au vu de tous ces éléments, que notre père est, en quelque sorte le « chaînon manquant » dans l'affaire Alègre, et le fil sur lequel il faut tirer pour dévider enfin toute cette pelote.

(...)

Nous fûmes complètement abasourdis par la teneur de telles révélations, auxquelles rien n'aurait décidément pu nous préparer. Mais tout cela n'était rien comparé à l'état d'agitation et de nervosité qui animait notre père. Celui-ci, très vieilli, était visiblement terrorisé et en proie à une panique d'autant plus grande qu'il semblait savoir exactement de qui il encourrait le courroux et à qui il avait affaire.

D'une extrême méfiance, il nous a d'ailleurs affirmé que ses faits et gestes étaient surveillés, et qu'il fallait, notamment, se méfier comme de la peste du téléphone - surtout des téléphones portables qui servent à pister leurs propriétaires et qui permettraient même d'écouter ces derniers à leur insu, y compris hors communication.

(...)

Chez lui à Béziers, il avait d'ailleurs fait déplacer son bureau à la cave par crainte de se faire « shooter » par la fenêtre et nous avait dit travailler désormais à domicile le plus possible sur ses dossiers ramenés du bureau pour minimiser à la fois ses déplacements et sa présence dans les locaux judiciaires.

Plus explicitement encore, notre père nous a par avance annoncé sa mort prochaine comme probable et nous a raconté qu'il avait passé toute une nuit (une nuit entière) à brûler lui-même (puisque la poubelle et le broyeur étaient apparemment insuffisants) toutes sortes de documents, photos comprises, à quelque temps de sa mort - ce qui ne lui a, semble-t-il, nullement permis de sauver sa tête et a peut-être même accéléré les choses.

Peu de temps après, cette mort, qui arrangeait par ailleurs les factions les plus diverses parmi tous les gens qui orbitaient dans la nébuleuse Roche, le foudroyait subitement et nous ne devions plus jamais le revoir, pas même mort, puisque son corps fut précipitamment incinéré derrière notre dos dans les circonstances que l'on sait et sachant, soit dit en passant, que notre père avait toujours été, jusque dans ses derniers jours, résolument hostile à l'incinération - de même avait-il tenu à nous préciser, anticipant apparemment sur les futurs possibles envisageables, qu'il ne risquait absolument pas de se suicider et que ses freins étaient parfaitement en état. C'était en 2003 - année que l'actualité judiciaire a passé sous le signe de Patrice Alègre.

(...)

Nous nous sentons nous aussi assez menacés, et ce d'autant plus que tout le monde finit par savoir, à notre époque, à quel point un système qui se sait sale, ne fut-ce que par certains de ses membres, est prêt à toutes les outrances pour faire taire des gêneurs, même quand ils n'en demandaient pas tant. D'ailleurs, comme notre père le disait lui-même, **la seule chose que craignent ces gens-là, c'est la Vérité.**

(...)

Notre père serait probablement encore en vie à l'heure actuelle et n'aurait jamais ressenti le besoin de venir nous déballer tout cela s'il ne s'était pas trouvé pris dans un enchaînement de circonstances résultant du fait qu'il s'est de lui-même placé dans une situation intenable par un certain nombre d'extravagances auxquelles il s'est livré à partir de l'été 2002 et jusqu'à sa mort en Février 2003.

En effet, celui-ci s'est retrouvé au centre d'une grotesque affaire de fesses qui n'est, dans tout ce magma, que l'arbre qui cache la forêt et qui a consisté pour lui à faire publier sur Internet des photos porno de la prostituée qu'il a dû épouser sur un chantage avant de déchaîner sous ce prétexte contre sa famille les pires persécutions en tentant de nous faire porter le chapeau alors que notre innocence est prouvée (c'est une affaire qui est davantage détaillée sur le site Web www.affaireroche.com. Et c'est à l'occasion de cette première affaire, qui fut, en quelque sorte, le grain de sable qui fait dérailler toute une mécanique, que notre père s'est attiré des attentions dont il se serait bien passé, et qui semblent avoir causé sa fin.

Car les sites en question, ayant échappé à son contrôle, et la presse s'intéressant énormément à cette affaire, il nous a d'ailleurs dit avoir été harcelé téléphoniquement par un grand nombre de journalistes - tous types de médias confondus - à partir de l'été 2002, notre père a craint d'avoir lui-même causé la ruine de sa propre carrière et, se repliant sur ses vieux réflexes de maître-chanteur, il a battu le rappel de ses troupes pour obtenir que ce scandale ne sorte jamais dans les médias. Ce à quoi il réussit grâce aux pressions qu'il exerça sur un vieil ami et compagnon de frasques doté d'une forte influence sur la sphère médiatique en général et plus particulièrement sur son versant audiovisuel.

Il semblerait, par la suite, que son assassinat, si c'en est bien un, puisse avoir été causé par la conjonction de 2 mobiles :

- d'une part, cela faisait plusieurs décennies que notre père était, tel un dragon sur le tas de dossiers, photos et autres documents qu'il s'était patiemment ménagés - et Dieu sait si le chantage est une arme à double tranchant qui, si elle peut être source de bénéfices à court terme, peut se révéler extrêmement nocive à plus long terme pour celui qui la manie.
- et d'autre part, le fait qu'il attirait décidément trop l'attention et qu'il se retrouve placé par ses extravagances en point de mire d'un grand nombre de journalistes commençant à enquêter autour de lui et de son passé, et susceptibles de finir par exhumer des vérités qui

dérangent certaines personnes ne pouvait être qu'une motivation supplémentaire pour leur couper l'herbe sous le pied et faire place nette par un **petit nettoyage** de l'individu qui pose problème.

La machine était en train de s'emballer. Et ce magistrat était clairement le nœud du problème. Autant dire que ses anciens amis – ses nouveaux ennemis - ont pu être fortement tentés de trancher ce nœud gordien, sautant à la conclusion que, sans magistrat scandaleux, il n'y aurait pas de scandale.

(...)

- la campagne d'acharnement judiciaire et de persécutions policières dont nous persistons à être victimes a été déchaînée contre nous parce que l'on redoutait que nous ne rendions publiques ces informations, que nous ignorions en fait au départ, et dont nous avons par la suite eu connaissance à cause de tous les remous déjà provoqués par l'affaire des sites Internet.

A partir d'ici, je vous fais part de la synthèse en fin de document, histoire d'accélérer

- notre dossier a mobilisé en nombre les services de police, de justice et de gendarmerie les plus divers, et cela que ce soit au plan régional, national et même international (y compris INTERPOL dans 4 pays et le FBI américain - preuves papier à l'appui)

- Un dossier qui en cachait un autre.

- **Dominique Perben** est impliqué dans l'affaire Roche puisque la Chancellerie s'est laissée aller à donner des garanties écrites d'impunité à notre père.

- Peu de temps après s'être vu signifier ces garanties exceptionnelles et à notre connaissance inédites, Pierre Roche allait mourir.

- **Dominique Perben** s'est empressé, après avoir « exfiltré » le **Procureur Général Volff**, récompensé de ses bons offices par une « promotion-sanction » (sic) à la **Cour de Cassation**, de faire opérer la nomination-parachutage sur place de **Michel Barrau**, qui recrée un cocktail détonnant avec l'avocat de **Dominique Baudis**, **Francis Szpiner** - par ailleurs avocat de Chirac et avocat de l'État de Djibouti dans la sombre affaire de la disparition du juge toulousain **Bernard Borrel**. –

Bref, le même duo infernal que dans **l'affaire des HLM de Paris** à l'époque où **Michel Barrau**, affectueusement surnommé « l'effaceur » par ses collègues, était Procureur de Créteil en charge de la plupart des dossiers brûlants pour **Jacques Chirac** instruits par le **juge Halphen** - qui n'a pas hésité à accuser directement ledit Procureur d'avoir systématiquement fait obstacle à ses investigations, et d'avoir tout simplement fait disparaître les affaires, sur ordre, dans son livre **Sept ans de solitude**.

- Et sitôt le parachutage de **Barrau** réalisé, **Perben** lui donne ordre d'ouvrir une enquête sur le non-respect du secret de l'instruction dans cette affaire - en termes moins châtiés, de couvrir tout ce qui était en train d'éclater !

- **Arnaud Montebourg** n'a pas hésité à écrire directement à **Dominique Perben** pour l'accuser de chercher sciemment à étouffer l'affaire Alègre

- pourquoi Perben s'est-il donc tant agité au sujet d'une affaire qui est censée ne le concerner en rien ?

- dans un livre consacré à l'affaire Alègre, le compte rendu d'une confrontation en date du 12 Mai 2003 - confrontation à l'occasion de laquelle la prostituée du pseudonyme de Patricia avait lancé à Patrice Alègre, dans le cabinet du juge toulousain, un « Et Perben, tu te souviens ? » qui fût fort curieusement censuré dans le procès-verbal.

- **Perben** s'expose et se compromet d'une manière on ne peut plus déraisonnable pour voler au secours du moins défendable des magistrats

- **Perben** saisi par de nombreux Parlementaires de l'Opposition (Députés et Sénateurs confondus) ainsi que par plusieurs Lettres Ouvertes des 2 enfants du défunt, n'a toujours pas fait le moindre semblant de réponse plusieurs années après. Pas plus qu'il n'a été répondu à la Question Écrite parue au Journal Officiel et posée par **Maxime Gremetz** début 2005, et par la suite reposée de manière prioritaire, dans laquelle celui-ci interpelle le ministre sur le fait qu'il n'y a tout de même rien d'un tant soit peu normal dans la mort subite de son magistrat haut-gradé en exercice. »

Le texte complet est la seule référence à considérer, ces extraits sont justes indicatifs. La source et version intégrale ici :

Source : <https://fr.soc.complots.narkive.com/NDhCsUAl/temoignage-des-enfants-roche-satanisme-des-elites>

Ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature

Et notamment l'article 6 qui définit le serment des juges et magistrat : "Je jure de remplir mes fonctions avec indépendance, impartialité et humanité, de me comporter en tout comme un magistrat digne, intègre et loyal et de respecter le secret professionnel et celui des délibérations."

NOTA : Conformément au I de l'article 14 de la loi organique n° 2023-1058 du 20 novembre 2023, ces dispositions entrent en vigueur à des dates fixées par décret en Conseil d'Etat, et au plus tard le 31 décembre 2024.

Source :

Le témoignage des enfants du juge Roche concernant l'affaire Alègre nous confirme que la magistrature est parfaitement corrompue et perverse ! La maçonnerie n'est que l'arbre qui cache la forêt dans le crime primordial : le génocide des enfants.

Ils ont le goût du sang, de l'immondice et de la perversité etc.. et ils aiment ça ! Ils ne sont pas humains, ce sont des envoyés de l'enfer. Et n'y voyez pas de second degré, c'est la stricte vérité, le nier c'est s'en rendre complice !

Source : <https://www.ladepeche.fr/article/2005/12/13/332524-affaire-alegre-les-etranges-confessions-d-un-magistrat-decede.html>

Source : <https://pedophiliecannoisefrance.wordpress.com/2009/11/02/quand-lavocat-de-patrice-alegre-contactait-les-enfants-du-magistrat-roche/>

Source : <https://youtu.be/rfxaLNVBgIM?si=kvSoCIBlaeoTZIHN>

Source : <https://youtu.be/TFdJIAjL5xl?si=TuvAuVF6ZYm1t9n0>

Les preuves des liens républicains avec la pédophilie

"Bienvenue à Pédoland" : dénoncer la pédophilie ne passera par l'extrémisme

Par Mehdi Thomas Allal

Publié le 28/07/2020 à 17:49

LES SURVIVANTES FILM DE PIERRE BARNERIAS



Source : <https://youtu.be/URc7xGveArc?si=oHUnWKM2kixBBU2O>



Témoignage de
Maria Albertina Machado.

Victime d'abus physiques et sexuels
entre l'ASE et son foyer



youtube.com

Interview de Maria Albertina Machado, victime d'abus physiques entre l'ASE et son foyer

« Et oui je reconnais là le réseau, puisque moi quand j'étais à la DDASS on nous emmenait à un château, des éducateurs et les directeurs du foyer où on était donc on allait dans les châteaux, je voyais ce qui se passait, des enfants qui disparaissaient. Ils nous emmenaient dans les parcs pour qu'on demande aux enfants de venir avec nous. On les appâtait, après les assistantes sociales accusaient les parents comme quoi ils s'occupaient pas des enfants alors que c'était pas vrai c'est l'ASE ben la DDASS qui les kidnappaient en fait et on allait au château de monsieur Mitterrand à Château Chinon. J'ai beaucoup de cassettes vidéos où on me demandait souvent de chanter pour ces gens là. Des gens très importants que j'éviterais de citer les noms, parce que au jour d'aujourd'hui je sais pas ce que l'on ferait. Monsieur Mitterrand était présent. On me demandait de faire des choses que je ne voulais pas c'est à dire de faire du mal, couper des mains, violer, et si je ne voulais pas j'étais violée deux fois plus. Moi je refusais totalement de faire ce qu'on me disait, si je le faisais pas je serai tuée. Je préférais être violée plutôt que de trahir Dieu car si Dieu a décidé que je devais mourir je mourrai mais en aucun cas je ne salirai mes mains. Je ne parle pas car je mettrai la moitié de Nevers en prison ».

GROUPE DE TERRORISME CRIMINEL POLITIQUE

Aide sociale à l'enfance

L'ASE



L'ASE BUDGET DE 22 MILLIARDS D'EUROS



Des manifestants rendent hommage à des mineurs morts durant leur placement à l'Aide sociale à l'enfance, le 7 mai 2024, près de l'Assemblée nationale, à Paris, à l'initiative du Comité de vigilance des anciens enfants placés. (LUDOVIC MARIN / AFP)

LA COUR DES COMPTES

Le Président de la cour des comptes, le regretté Philippe SEGUIN a conclu sur une enquête réalisée sur 3 départements, publiée sous forme d'un rapport public en 2009 que les placements d'enfants sont la porte ouverte à la plus grande corruption française. « Si la France ne résout pas les dysfonctionnements de sa protection de l'Enfance, si elle veut occulter la barbarie qui prévaut dans de trop nombreux cas et occasionne une véritable maltraitance institutionnelle, ce sont des dizaines de milliers d'enfants qui connaîtront des traumatismes irréversibles. Les conséquences sont prévisibles tant en ce qui concerne l'équilibre de ces futurs adultes que pour la société qui devra chèrement payer son renoncement aux valeurs du Pays des Droits de l'Homme signataire de la Convention Internationale des Droits de l'enfant ».

Chiffre évalué en 2004 de ce marché de l'enfance à 5.34 milliards d'Euros. Chaque enfant placé coûtant en 2008 72000€/an à la collectivité

Chiffre de 2004 : 5,34 milliards d'euros

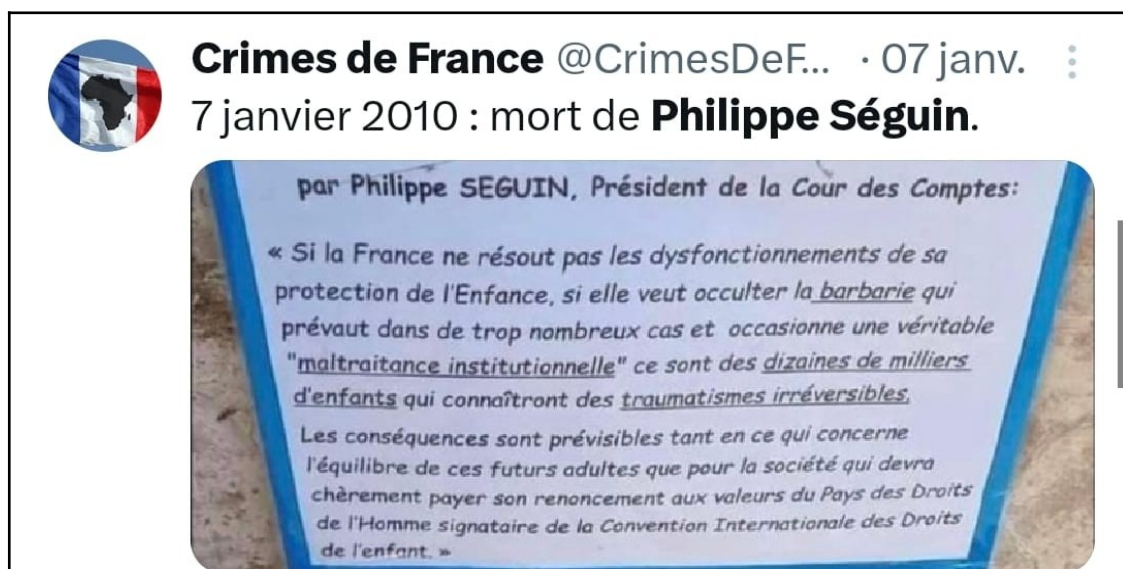
Chiffre de 2024 : 26,50 milliards d'euros



Philippe Seguin nommé à la Cour des Comptes en 2004

Mais, là où le bât blesse c'est que selon l'aveu même du **Sénateur Naves**, Inspecteur Général de l'Action social, 70% des enfants placés en France le sont sur aucun motif valable et légal, il fera état de ce crime pour la première fois dès le 7 juin 2007 dans l'émission télévisée, **Envoyé Spécial**, diffusée sur France 2,

Mais pire encore, **Ségolène Royal**, Ancienne Ministre de la famille, indique dans l'un de ses projets de lois que plus de 2/3 des enfants placés le sont pour des raisons financières, « *que leurs parents les aiment, et ne les maltraitent pas* ». pourtant un placement ne peut pas légalement être motivé sur les moyens financiers de la famille, pas plus que sur un conflit parental, qui ne met pas en danger ni la psychologie, ni l'identité de l'enfant, mais qui s'avère être l'autre motivation majeure pour argumenter les décisions de placement.



Qui contrôle les structures et leurs agents ? Vanessa Barry ex cadre à l'ASE dénonce les dysfonctionnement du monde encadrant la vie des enfants. Avec Vanessa Barry c'est la suite de l'origine historique de cette perversion exposée par Marion Sigaut dans un constat des dérives d'aujourd'hui pour confirmer que cela dure encore et toujours et qu'il est maintenant venu le temps de le faire savoir en images.



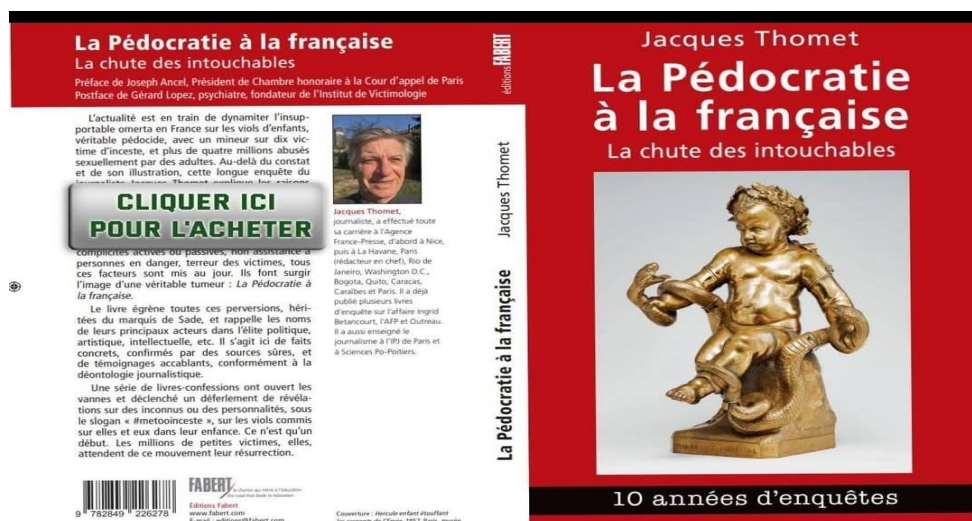
Lien suivant des deux conférences de **Vanessa Barry** qui alerte sur la disparition inquiétante d'un nombre important des enfants de l'ASE.

Source :

https://odysee.com/@morpheus-ethica:f/21360_les-alerteurs_2023.03.31-le-rdv-ii:8



Source : <https://odysee.com/@Argonaute63:1/Ex-Cadre-A.S.E-Vanessa-BARRAY--Témoigne-sur-des-faits-grave-qui-se-passe-au-sein-des-centre-de-l'ASE---Prostitution.-Trafique-de-drogue.-Viol.-:a>



L'actualité est en train de dynamiter l'insupportable omerta en France sur les viols d'enfants, véritable pédocide, avec un mineur sur dix victime d'inceste, et plus de quatre millions abusés sexuellement par des adultes. Au-delà du constat et de son illustration, cette longue enquête du journaliste **Jacques Thomet** explique les raisons de son historique maintien, dans une radiographie implacable de l'hérésie.

Cécité de l'État, impunité des prédateurs dans l'élite, réseaux pédocriminels auteurs de tortures et de meurtres, inertie judiciaire et policière, complicités actives ou passives, non assistance à personnes en danger, terreur des victimes, tous ces facteurs sont mis au jour. Ils font surgir l'image d'une véritable tumeur. La Pédocratie à la française.

Le livre égrène toutes ces perversions, héritées du marquis de Sade, et rappelle les noms de leurs principaux acteurs dans l'élite politique, artistique, intellectuelle, etc. Il s'agit ici de faits concrets, confirmés par des sources sûres, et de témoignages accablants, conformément à la déontologie journalistique.

MARION SIGAUT « LA MARCHÉ ROUGE »



Source : <https://youtu.be/8k-fR2dHeeA?si=DDTiySMULOS3uWqq>

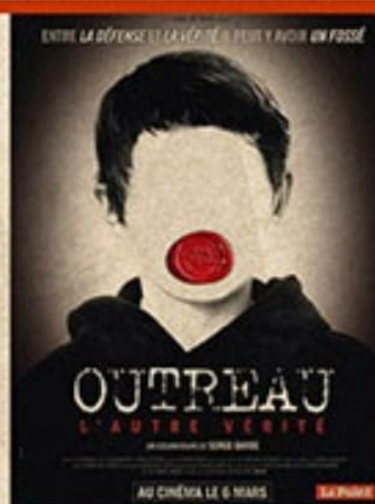
Mai 1750, une rumeur persistante faisant état d'enlèvements d'enfants mit Paris en émoi. Les gens disaient que des agents de police déguisés s'emparaient d'enfants et d'adolescents et les envoyaient à l'Hôpital général. Des émeutes graves éclatèrent, des commissariats furent incendiés et des gardes tués. La répression de cette "Marche rouge" fut sévère et se solda par des condamnations à mort. Mais qu'était donc cet Hôpital général de sinistre réputation ? Fondé en 1656 par Louis XIV, il était destiné d'abord à résoudre le problème de la mendicité par le "renfermement" des mendiants. Mais très vite cet établissement laïque géré par le parlement de Paris fut également utilisé pour enfermer d'autres catégories de population : les prostituées, les ivrognes et bientôt les enfants abandonnés, ou confiés à l'institution par des parents sans ressources, puis ceux qui traînaient dans les rues ou simplement y jouaient... Pour en savoir plus sur le sort fait à ces enfants disparus, **Marion Sigaut** s'est plongée dans les riches archives de la Salpêtrière qui, avec Bicêtre et La Pitié, formait l'Hôpital général. Outre les conditions de vie inhumaines qui y régnaient, elle éclaire les terribles scandales qu'étouffèrent les dirigeants de l'établissement. Se pourrait-il que la rumeur d'un commerce d'enfants ait eu un fondement ? Que sont vraiment devenus les enfants perdus de l'Hôpital général ? Furent-ils livrés à des libertins qui en usaient en toute impunité ? Furent-ils vendus à la Compagnie des Indes pour peupler la colonie du Mississippi ? Autant de questions auxquelles dans une enquête passionnante, tente d'apporter une réponse.

CONFERENCE

Réseaux pédophiles, une constante historique ?

**Projection du film
de Serge Garde :**

**« Outreau,
l'autre vérité »**



13H30-SAM 12 OCT 2013

Près de Vannes (56) - PAF : 8 euros

Résa obligatoire sur : confsigmar@yahoo.fr



**Suivie de l'intervention de
Marion Sigaut**

**Historienne - Auteur de
*La Marche rouge***

Lien de la projection youtube :

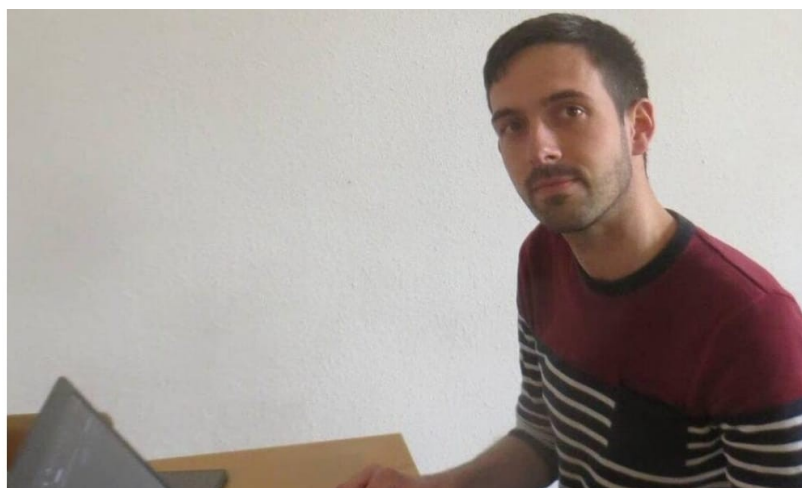
Source : <https://youtu.be/zmRi9w2H3WQ?si=algvs7nacj2WiT1m>

PIERRE-ALAIN COTTINEAU ÉLU LFI

Militant associatif le jour, pédocriminel la nuit.

L'effarant double visage de Pierre-Alain Cottineau.

À Oudon, près de Nantes, les habitants sont estomaqués par les dernières révélations sur les agissements de cet assistant familial, engagé en politique et dans le monde associatif, suspecté d'avoir mis des enfants en très bas âge dont il avait la responsabilité à la disposition de pédocriminels.



Pierre-Alain Cottineau a été mis en examen pour viols avec actes de torture ou de barbarie sur une fillette handicapée de 4 ans.
DR

Cet assistant familial de 32 ans, représente un modèle de dissociation ou de dissimulation rarissime, agissant depuis une quinzaine d'années, par des pulsions pédocriminelles d'une extrême gravité.

Source :

<https://www.leparisien.fr/faits-divers/militant-associatif-le-jour-pedocriminel-la-nuit-leffarant-double-visage-de-pierre-alain-cottineau-22-02-2025-HFB5Q24QA5G7DGFYONR2S5LU5Q.php>

Source : <https://www.lejdd.fr/Societe/pedocriminalite-lhorreur-dun-reseau-actif-entre-la-france-et-la-belgique-155396>

Pédocriminalité : l'horreur d'un réseau actif entre la France et la Belgique

À quelques kilomètres de Nantes, les policiers spécialisés dans la lutte contre la pédocriminalité viennent de découvrir un réseau infernal.

Charlotte d'Ornellas

26/02/2025 à 09:00



Derrière une façade militante, Pierre-Alain Cottineau se livrait aux pires sévices. © DR

HERVE VILLARD CHANTEUR

HERVÉ VILLARD LA P.DOPHILIE ET LES HOMMES POLITIQUES

Le chanteur **Hervé Villard**, invité des Grandes Gueules sur la station RMC.

Lors de l'interview, Hervé Villard a parlé des attouchements sur mineurs alors qu'il était interrogé sur les histoires de pédophilie dans l'Église. "ça ne m'est pas arrivé avec des curés mais ça m'est arrivé en orphelinat. Nous avons des attouchements" a-t-il dit, précisant que même des juges pour enfants étaient auteurs de ces gestes.

Source : <https://vm.tiktok.com/ZNdLe3Bna/>



NEMESIS2017 @05mars19461 · 18 juil. 24

"fais la vivre ! fais la vivre pour elle tout peut recommencer, fais la vivre !fais la vivre de joie de joie fais la chanter" (copié sur la chanson d'**Hervé Villard** fais la rire)



CÉLINE BOUSSIÉ



SOS SOS SOS SOS SOS SOS SOS SOS SOS SOS
SOS ATTENTION DANGER SOS
SOS SOS SOS SOS SOS SOS SOS SOS SOS SOS

« Des enfants étaient nus enfermés dans des cages de verre de trois mètres carrés sans toilettes, sans point d'eau. Des points de suture fait à vif, sans anesthésie ».

Cette ancienne aide médico psychologique ose parler du quotidien d'un Institut Médico Éducatif (IME).

Merci Madame,

Les réseaux Pédo-Criminels existent et sont nombreux .

Ils sont couverts par nos dirigeants.

TRÈS SIMPLE À VÉRIFIER, tapez donc ces groupes de mots sur YouTube :


- « Amoris Séverine ».
- « Amoris Audrey ».
- « Amidlisa ».
- « Marie GRIMAUD Avocate ».
- « Élise LUCET viols d'enfants »
- « SKS la loi du silence ».
- « Enfants du juge Roche ».
- « Laurent Louis Eliot Di Rupo ».
- « Réseau Coral ».
- « Pierre BERGÉ pédophile ».
- « COHN BENDIT pédophile ».
- « MITTERRAND pédophile ».
- « Jack LANG Coral ».
- « Jean-Pierre MOCKY censure ».
- « Jean-Pierre MOCKY les ballets écarlates »(film).
- « Béatrice Dalle cadavre ».
- « L'heure de se réveiller ».
- « TF1 pédophile ».
- « DE BEKETCH pédocriminels »

- « Angers pédophile ».
- « Gilbert ABBAS ».- « Élise LUCET viols d'enfants ».
- « Roger Holeindre Coral ».
- « Stan MAILLAUD » (ancien gendarme, mandat d'arrêt Européen pour avoir sorti un enfant des griffes de ses tortionnaires).
- « N24 Ardèche secte ». (Reportage d'une chaîne Allemande, affaire s'étant déroulée en Ardèche certainement jamais traitée par la télé Française).
- « Zandvoort le fichier de la honte ».
- « Pizzagate ».

Nous sommes le nombre.

Pensez donc à votre descendance, partagez, nos enfants ne pourront que vous en remercier.

Céline Boussié



Nouveaux Medias

Aperçu

Céline Boussié, née à Nérac dans le Lot-et-Garonne, est une aide-médico-psychologique française. Elle fut licenciée pour « inaptitude à tout poste », et est connue comme la deuxième lanceuse d'a... [Wikipédia](#)

Menu

LA DÉPÊCHE

4,49€/mois pendant 6 mois

Accueil / Grand Sud / Vie locale

Institut de Moussaron : un collectif dénonce des maltraitances sur des enfants handicapés



L'IME de Moussaron a été placé sous tutelle depuis novembre.

En 1993, 1999 et 2013, trois anciens salariés de cet établissement y dénoncent des maltraitances. Les deux premiers sont condamnés pour diffamation, la troisième, **Céline Boussié**, étant relaxée. Un reportage est tourné en caméra cachée dans une aile ancienne de cet IME, montrant des enfants polyhandicapés qui dorment dans des box en plexiglas et défèquent, nus, dans des seaux. Il est diffusé sur la chaîne française M6 début 2014, suscitant de nombreuses réactions publiques et politiques.



Source : <https://www.facebook.com/share/v/16NfsA5nWP/>

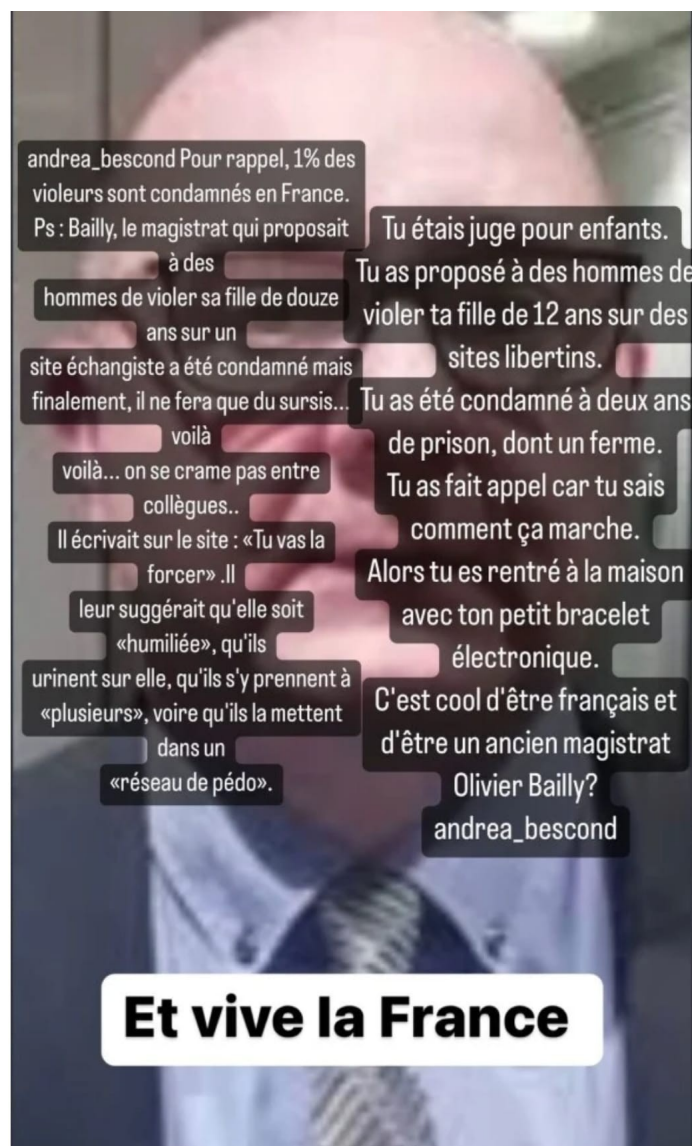
Livre offert par Céline Boussié lien ci-dessous :

Source :

https://books.google.fr/books/about/Les_enfants_du_silence.html?id=UrpIDwAAQBAJ&printsec=frontcover&source=kp_read_button&hl=fr&newbks=1&newbks_redir=0&gboemv=1&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false



BAILLY LE MAGISTRAT QUI VENDAIT SA FILLE



On s'étonne qu'un certain Olivier Bailly, haut magistrat de Dijon, qui offrait sa fille de 12 ans sur des sites libertins, n'ait été condamné qu'à du sursis par ses pairs . Pour réaliser l'ampleur de #Pédoland, prenez connaissance de cette archive brûlante dénichée par Pédopolis il y a quelques années : un article du Canard Enchaîné datant de 1997, intitulé « Anonymat garanti pour magistrats pédophiles », révélant que :

«...Lors de l'opération lancée par la gendarmerie contre les acheteurs de cassettes pédophiles, on avait aussi remarqué l'absence de certaines catégories professionnelles, dont celles des magistrats. Soixante et onze d'entre eux figurent pourtant sur la liste de ces clients ! Les officiers de gendarmerie et les commissaires de PJ se réservent ces « témoins » et les auditionnent en personne, pour éviter les fuites. Le télégramme de la PJ signalant le magistrat pris en flagrant délit à la piscine de Cachan portait d'ailleurs la mention : « **Ne pas diffuser à la presse** ». (!)

**Il ne faut pas porter atteinte à la réputation de certaines catégories
de fonctionnaires.
#PoliceComplice**

QUESTION AU SÉNAT :

Magistrats recherchés pour des contraventions, des crimes ou des délits
11^e législature

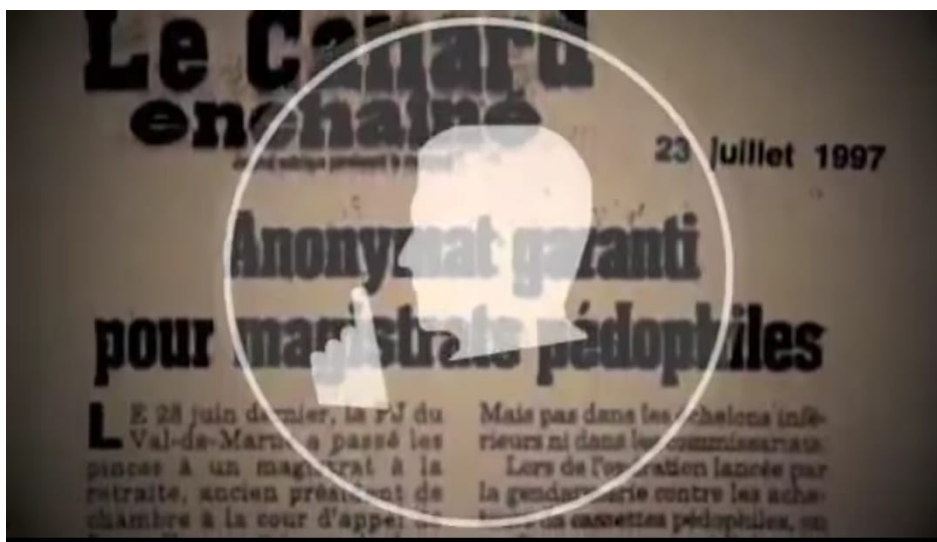
Question écrite n° 02455 de M. **Michel Charasse** (Puy-de-Dôme – SOC)
publiée dans le JO Sénat du 04/09/1997 :

M. **Michel Charasse** appelle l'attention de Mme le garde des sceaux, **Elisabeth Guigou**, ministre de la justice, sur un article intitulé «Anonymat garanti pour magistrats pédophiles» paru dans l'hebdomadaire Le Canard enchaîné daté du 23 juillet 1997. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître en vertu de quels textes législatifs – dérogeant nécessairement au principe d'égalité des citoyens devant la loi et la justice et dont la constitutionnalité serait douteuse – les magistrats ont droit à un traitement de faveur et à des égards particuliers lorsqu'ils sont recherchés pour des contraventions, des crimes ou des délits.

Réponse du ministère de la Justice publiée dans le JO Sénat du 08/01/1998 :

– Le garde des sceaux porte à la connaissance de l'honorable parlementaire que les magistrats de l'ordre judiciaire ne bénéficient d'aucun régime spécial de protection attaché à leurs fonctions et susceptible d'interdire ou de limiter l'engagement de leur responsabilité pénale. Elle souhaite lui indiquer par ailleurs qu'elle partage son légitime souci de voir le principe de l'égalité des citoyens devant la loi, qui est l'un des fondements essentiels de la légalité républicaine, être scrupuleusement respecté par tous et au bénéfice de chacun, notamment dans le cadre de la conduite des procédures judiciaires. Elle l'assure enfin que, depuis sa prise de fonction et conformément aux engagements souscrits devant la nation par le Premier ministre, elle veille avec constance et détermination à ce qu'un sort identique soit réservé à chaque citoyen mis en cause dans des affaires judiciaires, et ce quels que soient sa condition, son statut, ses fonctions ou les responsabilités qu'il exerce.

Source : <https://www.facebook.com/share/p/12KbVxsR2Tg/>



Document de 143 pages dont 5 pages vous sont données ici à vous de continuer votre recherche en suivant le lien :

Salve sua família!
Diga não à pornografia.

JE SUIS PÊDO

« La Loi du 29 Juillet 1881 sur la presse a eu pour effet de rendre absolument libre l'affichage des écrits politiques ou autres, et aucune mesure préventive de nature à restreindre cette liberté ne peut être prise. »
(Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, le 17 Novembre 1911) .

Il n'a pas plus concédé à une grâce royale pour une condamnation - de Marcel Vervloesem -sur base d'un dossier incomplet.

Alderweireld Dominique dit **Dodo la Saumure Français** accusé de proxénétisme (impliqué hôtel Carlton et chaîne Politel) plusieurs maisons de passe en Belgique. Actuellement en justice à Tournai.

Alexandre prince, château d'Argenteuil ; X2 y allait pour tenir compagnie à Levy, juif connu à Eindhoven, X2 dit qu'il ne s'est jamais rien passé là ?

Vendu par l'Etat belge en 2002 à un particulier, Jean Marie Delwart

Alexis Sylvain

DANGEREUX PEDOCRIMINEL ACTIF Psychiatre exerçant à Thonon les Bains également impliqué dans les partouzes pedocriminelles organisées par Hervé Robin au bar « L'alpage » à Bogève (Haute Savoie)

Allègre Patrice perpétuité pour meurtres et viols.

Alexandre BSR de Bruxelles ? (client des Atrébates) invité par Serge Moureau pour des partouzes à connotations pédos.

Alliot Marie Michèle A étouffé des affaires pédophiles

Amaraggi Maurice ex gérant de Vidéo promotion et administrateur de Nemo Films S.A., gérant de : C'est juste une idée. Ex gérant de sprl Image Transfert Industries et de sprl Zabriskie films. Prono et Pédos

Amaral Gonçalo, Portugais Inspecteur de la police judiciaire en Algarve, condamné le 22 mai 2009 à un an et demi de prison avec sursis pour falsification de preuves dans le cadre d'une enquête sur la disparition de Joana Cipriano. La mère et l'oncle de l'enfant ont été condamnés à 16 ans et 8 mois de prison pour avoir assassiné, découpé et congelé l'enfant, pour la donner à manger aux cochons. Amaral a également accusé le Dr Mc Cann d'avoir assassiné et dissimulé le corps de sa fille Madeleine.

AMASYA



Lieu de vie /Bordel à enfants créé par les réseaux pédophile et la Franc-maçonnerie savoyarde
1Rue de la Bennaz – Chalet Sainte Olga

74500 Publier

Téléphone : 04 50 73 36 98

Fax : 04 50 73 68 06

Responsables Gérard De Préville et son épouse

Témoignage :

-Personne n'est diplômé chez Amasya

-Monsieur De Préville est un ancien pilote hélicoptère

-un jour il y a eu une dispute entre Mme De Préville et un enfant
l'enfant était à terre et recevait des coups de pieds dans le ventre

-Mme de Préville a passé sa vie à profiter de l'argent de ses compagnons et aime le rythme de vie que lui apporte l'argent de l'association.

-Le couple De Préville sont surnommés « Les Ténardiens »

Ambiel Dominique, conseiller en communication de J.P. Raffarin avec mineure prostituée. Est aussi producteur des émissions Koh Lanka et Fort Bayard ?

Amory Christian ancien gendarme né en 52, pédo reconnu par Régina Louf, bande à Nihoul

Anselme Bernard, homme politique impliqué affaire Inusop. Et Sotegc, faux et usage de faux. Bourgmestre de Namur. Pédo ?

Antipine Grégory PJ, bras droit de Marnette Paul

Antoine Jacques né en 53 soupçonné dans le meurtre du couple Vissers-Vanruyskensvelde échangistes.

Antoine Joseph, Directeur de l'Instruction Publique et des Beaux Arts paraît en 1989 dans une plainte pour pédo à l'école des éburons, sur des enfants de 6 à 12 ans. C'est lui qui organisait ces parties ... avec Thielemans... Il ne sera entendu que le 25/5/1992. Fait chanter les autres : Hurtmans, Monens

Antonini Roberto pédo, viole depuis de longues années ses deux petite-filles. Condamné pour vente de faux tableaux et une seconde fois avec sursis alors que récidiviste - années 90 - il semble faire partie d'un réseau pédo peut-être satanique.

Antonini Rocco fils de Roberto accusé du viol répété de ses deux filles. Fait sans doute partie d'un réseau. Pédopronographies trouvées dans son ordinateur.

Costa Antonino ?

Aquino Michael, rôle important au niveau militaire pour guerre psychologique, pédo, lavage de cerveau, satanisme, nazisme homo et meurtrier. Programme « Monarch »

A.RETIS (Thonon)



Fausse association créée par les réseaux pédophiles et la Franc-Maçonnerie de Thonon (74200) Placements abusifs, viols d'enfants, tortures d'enfants.

Possède Plusieurs « bordels à enfants »

Adresses :

-1 Rue des Vétérans, 74100 Annemasse, France

-16 rue Ferdinand Dubouloz 74205 Thonon-les-Bains Cedex

-TROISSY 74500 BERNEX (mohamed L'houssni / L'ourson)

-22 bis rue de la paix 74000 Annecy

-15 bis rue Vallon 74200 Thonon

Arcq François connu de X2, pédo habitait rue des archers 46

Arenberg d' Charles Louis, prince, membre d'honneur de l'Irsa...(avec Davignon, Danneels et quelques autres, administrateurs)

Arts Paul de Knokke, peut-être chauffeur pour le réseau Nihou-Tony sinon, De Clerc

Art Michel condamné pour faits de mœurs en 1996

CTTHÉA



association de **prévention** et pour la **protection**
de l'**enfance**, de la **jeunesse** et des **familles**

Fausse association créée par les réseaux pédophiles d'état en région parisienne

Possède quelque « Bordels à enfants »

Adresse :

21 rue Alexandre dumas 75011 PARIS

43 rue de Charenton 75012 Paris – FRANCE

10 rue Basfroi 75011 Paris – FRANCE

5 place de l'Abbé Deschamps 89000 AUXERRE – FRANCE

4 place Vauban 89200 AVALLON - FRANCE

Claes Willy ministre, né en 38 de Hasselt secrétaire de mutualité, pédo, politique, reconnu par X3 comme participant aux soirées. Musicien et chef d'orchestre au départ, politique, membre du parti socialiste flamand ministre d'état en 1983, Ministre des affaires économiques, secrétaire général de l'Otan en 94 et 95, démissionne lors de l'affaire de corruption Agusta où il sera condamné à 3 ans avec sursis. En 2007 ministre consulté par le roi pour sortir de la crise.

Clareboets Luc né en 49, pédo, flic PJ accompagne X2 dans la maison de passe rue de la Victoire

Claude Sigala Français, directeur de CORAL, (1982) réseau de 34 communautés pour enfants handicapés. Médecin psy, il travaillera ensuite au service d'écoute de la Croix rouge (service familles)

Claudio pédo, messes noires, viols collectifs, sacrifices humains, mangeait de la chair humaine, reconnu par Nathalie W.

Clavier Mme juge, vice présidente aux affaires familiales de Marseille

Cloos Jim, vice président de Optimistan – chercher –

Clooth Serge dit **L'Iroquois** pédo réseau Nihoul, tatouage – présent lors du meurtre de Christine Van Hees, arrêté le 5 mars 84 suspecté du meurtre d'une jeune fille de 15 ans, relâché faute de preuve. Arrêté le 9 juillet 84

CHANAL Pierre

Les disparus de Mourmelon

L'expression « disparus de Mourmelon » fait référence à la disparition de huit jeunes gens à proximité du camp militaire de Mourmelon. La lenteur et les incertitudes de l'enquête ont marqué les esprits. Avec le procès d'Outreau, cette affaire reste aujourd'hui l'un des exemples les plus médiatisés de manquements de la justice française.

Résumé des faits

Le fait qu'une majorité des disparus soit des appelés du contingent, accusés de désertion, a retardé le démarrage d'une enquête sérieuse. La complexité de l'affaire, la dispersion et l'insuffisance des moyens (au moins 11 juges d'instruction), des fautes et des négligences (pertes de scellés, expertises inutiles ou mal faites) ont rendu l'instruction extrêmement longue et chaotique.

Le 10 août 2001, plus de 21 ans après la première disparition, Pierre Chanal est finalement renvoyé devant la Cour d'assises de la Marne pour trois disparitions. Cinq non-lieux ont été prononcés pour les disparitions les plus anciennes, ceci faute de preuves suffisantes.

De Hanet Jacques pédo, adm. de sté Belvuc (chercher)

De Henau Martine, née en 56, fait partie du temple solaire.

Dehon Christian serait un pédo, dénoncé par Mahieu

Dehoux Véronique avocat à Nivelles née en 51 pédo, épouse du notaire Nassaux. De Waterloo organise des parties avec mineures dans sa maison.

De Gieter Marie Claire Quid ? Impliquée dans le meurtre de la Champignonnière

(Van Hees)

De Graeve Emiel pédo et inceste, sa fille Anne est dans le réseau Nihoul, il assiste au meurtre de Christine Hees avec sa femme, Erna Strubbe.

De Graeve Felip collaborateur direct du ministre de l'intérieur Patrick Dewaele commandait et réservait des enfants moldave à 1.000 € la nuit du bureau. Le ministre a été déplacé mais est monté en grade et a remplacé Van Rompuy lorsque celui-ci a été nommé à l'UE

De Groot Peter travaillait dans un laboratoire de clinique, fréquentait Dutroux et Nordholt au G-force, pédo. Il allait chercher des bébés à la crèche locale de la clinique, avec Dutroux, ils les utilisaient puis les ramenaient.... Prob. pour des photos et films.

Degroote Nathalie fréquente la radio de Nihoul ?

De Guchtenaere Hélène, maîtresse pédo de Poupaert André

Delchevalerie Eric, directeur de prison de Namur pédo – C'est lorsqu'il était directeur à la prison d'Andenne que Alexandre Varga s'est suicidé (?)

(Il avait attaqué un fourgon d'argent, butin qui n'a pas été retrouvé. Puis a tué son rival.)
Coïncidence ? Il refuse qu'on remette Loriaux en cellule avec Marc Dutroux....

Deleuze Fanny

Affaire de Versailles

Signataire de la pétition pour faire libérer les 3 pédophiles

Bernard Dejager, Jean-Claude Gallien et Jean Burckardt

http://www.thomas-aquin.net/Pages/Forum/Ministres_pedophilie.pdf

<http://pedocriminel.blogspot.ch/2012/01/affaire-de-versailles-1977.html>

<https://streettelevirtuelle.wordpress.com/2013/04/18/pedophilie-annees-70-quand-ministres-peuples-des-psychiatres-etc-defendent-des-pedocriminels-videos/>

Delhaye Françoise ou **Dehaye** épouse de Bourlée, pédo

DELOUCHE CATHERINE



RÉSEAU DU VAL DE MARNE

AFFAIRE CELLY, STACY et RITCHY

Directrice ASE Yvry sur Seine (94)

Doucé Joseph



Français pasteur sur Paris, dirigeant la branche CRIES sous la dénomination de « Centre du Christ Libérateur » Son cadavre sera retrouvé en forêt de Rambouillet le 17 octobre 1990 – affaire d'Etat sous Mitterrand. Faisait également partie de l'ALLIANCE KRIPTEN ; Ami de Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères qui logeait chez lui.... Accès à l'Elysée de ce fait.
<http://observatoiredesconspirations.over-blog.com/pages/Affaire-du-pasteur-douce-5301903.html>

Doutrewe Martine juge d'instruction pour Julie et Mélissa part en vacances et ne sera pas remplacée lorsqu'elle fut malade. Son mari était accusé en 1995 pour avoir détourné des millions d'€ .Pas de renseignements PDC.

Drasius Kedys accusé d'avoir assassiné un juge et une streaptiseuse qui violaient sa petite fille prostituée par sa mère. Il a été trouvé « gelé » au bord d'une rivière, probablement assassiné.... Sa femme : Laima Stanunaïte

Draux médecin de Dutroux qui le met en incapacité permanente pour un pouce froissé. Dutroux obtient des indemnités d'invalidité .

Dreno

procureur trafique des analyses d'ADN – Perpignan. Appartient à un réseau pédophile.
Classe l'affaire des crimes sataniques de la gare de Perpignan.

Dresse Pierre né en 34 pédo, viols chez lui dans sa piscine, à Waterloo une fille Patricia, reconnu par Nathalie W. Il est dcd, sa femme est Maria Hertogs née en 36 habite à Rhode St Genèse, féru de médecine, perqui = boîte de scapels. Ses amis : T'Kint de Roodebeek, Lamarche, Pelgrims de Bigard d'Oreye, Vuylsteke, Verhaeghe de Nayer, de Broux, Stiechelman

Patricia x Gilles Briart

Druart Jean Louis né en 51, pas arrêté mais complice de Raemackers quand a écopé de 7 ans

Source : <https://www.docdroid.net/uQoVlaZ/membres-des-reseaux-pedophiles-30-pd>

MICHEL JOUBREL HAUT MAGISTRAT



Une soixantaine de personnes interpellées suite au démantèlement d'un réseau animé par un adolescent de dix-neuf ans.

Transmission, diffusion et détention d'images à caractère pornographique de mineurs.

Michel Joubrel, 52 ans, ancien substitut général à la cour d'appel de Versailles, fils de magistrat, père de famille. Ce haut magistrat à la carte de visite impressionnante a été de 1998 à 2002 membre du Conseil supérieur de la magistrature, après avoir dirigé l'USM (Union syndicale de la magistrature, syndicat majoritaire).

En mai 2003, les gendarmes de la section de recherche d'Orléans procédaient à un coup de filet dans 38 départements et démantelaient un réseau d'internautes.

Les membres du réseau s'échangeaient des photos de viols d'enfants, de bébés de moins de deux ans, ou d'adolescents mis en scène dans des actes sexuels.

Source : <https://www.humanite.fr/societe/pedophilie/pedophilie-un-haut-magistrat-pris-la-main-dans-le-sac>



Martine Bouillon une juge intègre !



BERNARD BORREL MAGISTRAT ASSASSINÉ À DJIBOUTI

**JUGE BORREL :
REVELATIONS
SUR UN SUICIDE
IMPOSSIBLE**
Emission "90 Minutes"
02/12/02

Suite à cette publication, des manifestations ont lieu à Djibouti.

En effet en publiant ce communiqué **Nicolas Sarkozy** témoigne de son soutien à Mme Borrel, qui met publiquement en cause le chef de l'État Djiboutien.

Des manifestations ont lieu par le pouvoir, mais soulèvent un autre scandale, jamais mentionné jusqu'alors, celui d'un réseau pédophile français sur lequel aurait enquêté le juge **Borrel**.

Il impliquerait des français hauts placés.

Peu de médias font référence à ce nouvel élément, pourtant cette piste se révèle très importante :

La brigade criminelle avait déjà en 1999 pris connaissance d'une liste faite par le **juge Borrel**.

Sur cette liste paraissait des noms de militaires et de diplomates français ayant commis des abus sexuels sur des enfants.

Il pourrait certainement s'agir du document recherché par certains officiers français, demandé à Mme Borrel.

De plus, deux militaires se seraient donné la mort concernant des affaire similaires; la cause de leur mort a été dissimulée par l'armée française.

Le juge Borrel avait déjà enquêté à Lisieux sur des affaires de pédophilie (cf affaire de Delphine Boulet).

Elles avaient toujours été étouffées.

Lisieux est aussi la ville où son collègue **Charles Clerc Renaud**, président du tribunal, se serait suicidé d'une balle dans le cœur quelques jours avant l'assassinat de Borrel.

A Djibouti, **Bernard Borrel** fréquentait des français influents : **Jean Jacques Mouline**, chef de la mission française de coopération; mais aussi **Claude Sapkas Keller**, conseiller à la présidence de la République de Djibouti et le psychiatre militaire **Régis Puech**.

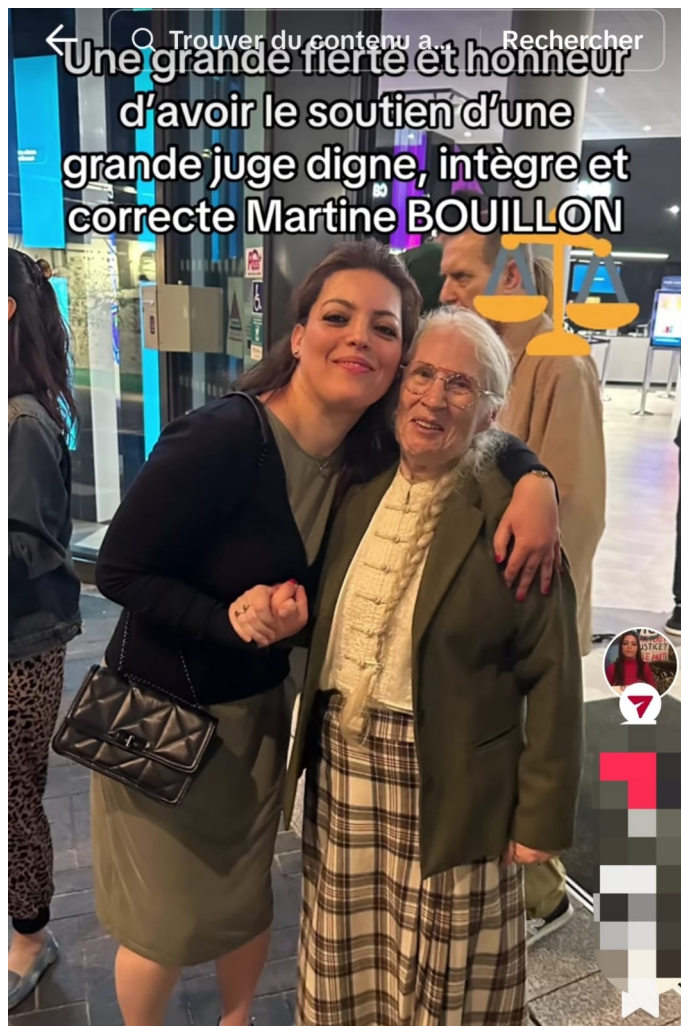
Revenus en France après l'assassinat du juge Borrel, ils refuseront de s'exprimer sur ce sujet.

Documentaire | Assassinat du juge Bernard Borrel | Wanted Pedo I Mur Vidéo

Source :

https://wantedpedo-officiel.com/mur_video/video/documentaire-reseau-pedocriminel-assassinat-du-juge-bernard-borrel-canal/

MARTINE BOUILLON EN COMPAGNIE DE HINDA DEUX GRANDES GUERRIÈRES VRAIES ET INTÈGRES



Martine Bouillon une juge comme on en trouve peu maintenant a été mise au placard pour avoir dénoncer la pédocriminalité et des endroits à Paris où ont été découverts des charniers d'enfants.

Hinda une jeune maman à qui l'ASE a retiré les enfants pour les laisser en garde au papa pédophile et aussi en foyer. Cette maman très connue sur le réseau TikTok pour dénoncer ce qu'elle vit se montre aussi très solidaire des autres parents.

Elle a été interdite de manifestation en France, et oui les vérités sont toujours dérangeantes !

HINDA CONTINUE LE COMBAT DE MARTINE BOUILLON

Source : <https://vm.tiktok.com/ZNdL6tuT4/>

Source : <https://vm.tiktok.com/ZNdLMDf8D/>

LES RÉSEAUX ZANDVOORT



[#Rosenzcveig](#) invité par l'asso " l'enfance libre" avec des femmes qui ne connaissent rien au sujet de la pédocriminalité car ceux qui combattent SAVENT qu'il était sur les CD Rom de [#Zandvoort](#) . On a vu **Estelle Mouzin** aussi

Jean-Pierre Rosenzcveig

47 vues... 2 JE N'AIME PAS PARTAGER TÉLÉCHARGER ENREGISTRER ...

Forum de l'Enfance Libre
824 abonnés

[S'ABONNER](#)

Au-delà du silence et du déni : l'association l'enfance libre propose un Forum sur les violences sexuelles sur mineurs
En France, 165 000 enfants sont victimes chaque année de viols et de violences sexuelles.



Le fichier de la honte je n'oublierai jamais! J'ai ouvert les yeux sur la réalité du monde et des gens qui nous gouvernent suite à cette affaire! La petite **Estelle Mouzin** disparue en 2003, dont les photo étaient partout y apparaissait un peu plus âgée! Que Dieu ils anéantissent!



80 enfants ont été reconnus sur le fichier Zandvoort dont la petite Estelle Mouzin disparue en janvier 2003 et bien sûr le juge Jean Pierre Rosenczveig !

Source :

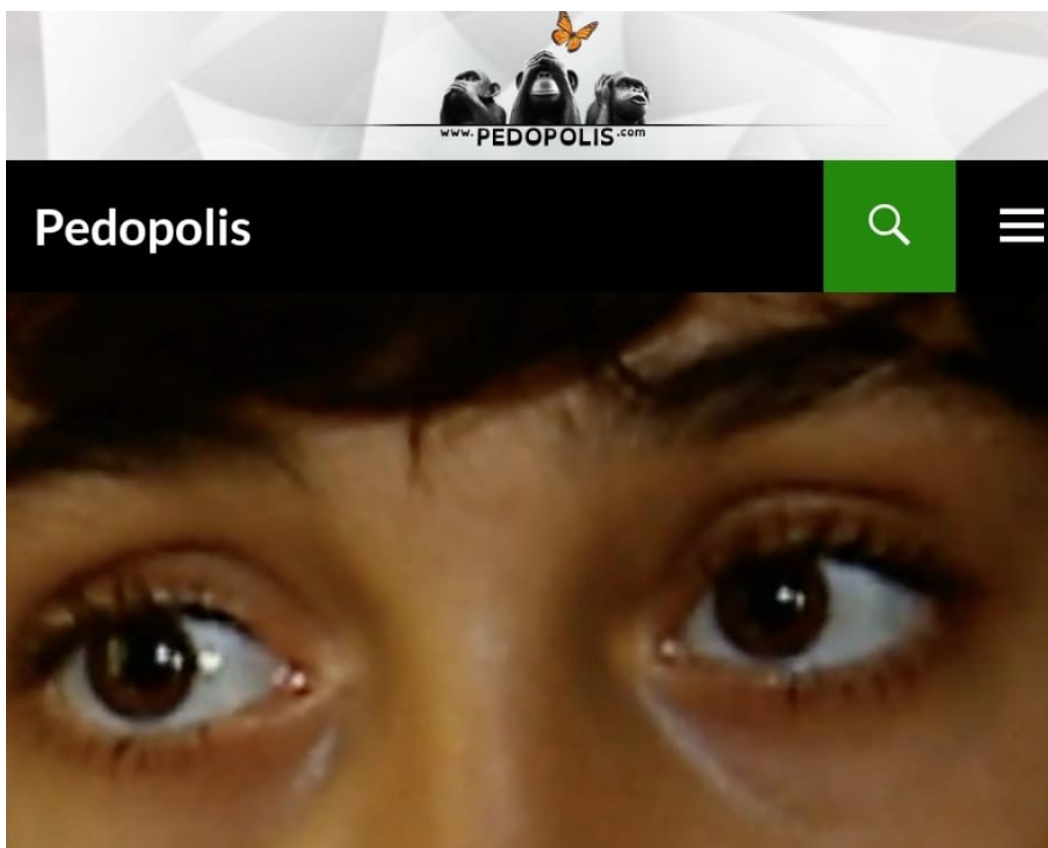
https://wantedpedo-officiel.com/les-reseaux-pedocriminels-nexistent-pas-round-50-reseau-zandvoort/?fbclid=IwY2xjawJbaOhleHRuA2FlbQlXMQABHfJ2f0KxdZqaX8BgHypYiE4FIDkL-GX4DWSbFPQdqbPDCJeh4jU3UpesXQ_aem_sY5TleJiloRmT4u2Zraww&sfnsn=scwspwa



#Pédocriminalité: Jean-Pierre Rosenczveig
Pédophile?

Ex-juge pour enfants, mis en cause dans les affaires **#Coral** et **#Zandvoort**, il militait pour un **#consentement** à 13 ans...

Il préside une asso d'aide aux enfants en difficulté, dans la lignée du Coral 🙄
pedocriminalites.blogspot.com/2012/01/



CD-rom comprenant des milliers de photos d'enfants abusés sexuellement et torturés. Voici le point de départ de l'investigation menée par les journalistes auteurs de ce documentaire. Dépassant les frontières, le trafic de documents pédophiles est un système bien organisé qui nargue depuis de nombreuses années les institutions judiciaires de nombreux pays d'Europe. Pourtant, nombreux sont les coupables à être connus des associations de défense des enfants victimes. En France, la justice elle-même détient des preuves irréfutables de ces agissements ainsi que des signalements précis. Dès lors, comment expliquer les mystères et incohérences des instructions qui ne permettent pas de démanteler les réseaux.

Pourquoi la justice de notre pays classe-t-elle des affaires sans raison, claquant ainsi la porte au nez de familles de victimes en quête de vérité ? Malgré la découverte de snuff-movies montrant des enfants violés et torturés jusqu'à la mort, les autorités font preuve d'un véritable laxisme dans le traitement des affaires pédophiles. Ce documentaire enquête jusqu'en Roumanie, où le trafic d'enfants est devenue une banalité. Comme certaines scènes de caméra cachée nous le montrent, n'importe qui peut, moyennant finance, **s'offrir** des gamins de la rue.

Source :

https://wantedpedo-officiel.com/les-reseaux-pedocriminels-nexistent-pas-round-50-reseau-zandvoort/?fbclid=IwY2xjawJbaOhleHRuA2FlbQlXMQABHfJ2f0KxdZqaX8BgHypYiE4FIDkL-GX4DWSbFPQdqbpPDCJeh4jU3UpesXQ_aem_s-Y5TleJiloRmT4u2Zraww&sfnsn=scwspwa

LAURENCE BEGON JUGE DES ENFANTS et formatrice à l'école de la magistrature

« Le placement, est considérée non pas comme une mise à l'abri, mais considéré comme une chance relationnelle. Et cette chance c'est d'abord d'offrir à l'enfant une nouvelle chance de développement.

Par conséquent le but d'un placement n'est pas le retour en famille sinon pourquoi ordonner une rupture relationnelle si c'est pour en créer une seconde ensuite.

A partir de là tout en découle, les droits de visite ne sont pas des droits, les droits de visite sont des besoins de rencontre de l'enfant avec son parent à son rythme et selon ses besoins en fonction de la nécessité qu'il a de pouvoir s'installer dans un placement au regard des liens préalables qui ont été tissés et de la nécessité de continuer. Bien entendu, à maintenir cette relation dans ce qu'elle offre avec les limites de ce qu'elle offre en l'aménageant au rythme de l'enfant et non pas en fonction d'un droit.

Notamment depuis la loi du 14 mars 2016 c'est la possibilité d'aller au delà des placements et des placements longs dans les situations de dysparentalité extrême d'envisager d'autres parcours de vie pour les enfants pour répondre à leur besoin de stabilité de cohérence de fiabilité dans le temps et donc d'envisager d'autres possibilités d'adoption de délégation d'autorité parentale ».

Source : <https://youtu.be/gUD4GUrqReE?feature=shared>



source lien formatrice pour la magistrature :

**[https://www.linkedin.com/in/laurence-begon-bordreuil-667052b9?
originalSubdomain=fr](https://www.linkedin.com/in/laurence-begon-bordreuil-667052b9?originalSubdomain=fr)**

ADOPTION FORCÉE ASSOCIATION LOI 1901



Heureux malgré tout, celui qui peut comprendre et dépeindre notre situation sociétale. Tout laisse à penser que l'on veuille nous rendre esclave d'un schéma, pour le moins, effrayant. Mon questionnement n'a jamais cessé : Comment mes collègues policiers pouvaient-ils participer à ces rafles, pendant la seconde guerre mondiale ? Ne voyaient-ils pas se dessiner sous leurs yeux, cet aller sans retour ? Ma persécution institutionnelle m'obligeait à présenter au Juge d'instruction, l'expérience de Stanley Milgram, qui démontrait l'absence de conscience des citoyens soumis à l'autorité, sauf exception. Certains fonctionnaires, pourraient faire barrage à ces directives idéologiques et perverses au sein des administrations, bras armés de l'Etat.

Mon travail juridique ne me laisse plus aucun doute sur les mauvaises intentions des Magistrats, et la Justice est devenue notre pire ennemi. Le droit humain, européen et international, n'est absolument plus respecté. Le système sanctionne à tour de bras, oubliant l'honneur et la dignité de chacun, par pression sociale permanente et terrorisante.

L'enlèvement de nos enfants sous de faux prétextes, discrédite l'Aide Sociale à l'Enfance qui dirige les Juges des enfants et les Forces de l'ordre. Elle se prévaut de protéger les petits de leurs propres parents, en polluant ainsi nos institutions, de fausses idées. Le constat est là : la destruction des familles est indéniable, la destruction des liens parentaux est irréparable. La destruction totale de notre citoyenneté est irréparable.

« Le placement » qui viole notre droit si précieux, dernier bastion face à cette tragédie nationale, rompt toute communication de l'enfant avec l'extérieur. Ce rempart infranchissable, coupe catégoriquement le lien parental pourtant inaliénable. Le parent agresseur, est souvent privilégié, au détriment du protecteur, dont la résistance est toujours réprimée. La Justice utilise ses moyens de muselage et de ficelage, par des manœuvres qui mènent la victime, vers des enquêtes et condamnations stériles. Comme pour Sandrine, interdite de tous contacts avec sa fille violée. Comme pour Nadège, qui se voit arracher son bébé de 5 jours. Et tant d'autres, qui sont ballottés entre vérités et mensonges, pendant que leurs enfants grandissent. Je suis témoin de cette souffrance. Mon devoir est de la partager pour mieux la combattre.

Poitiers, le 9 mars 2023

Franck BLANCHARD

Texte écrit par Franck Blanchard policier judiciaire

<p>Piégée en cours d'audience, Lidiya a été enlevée par l'ASE, en 2021. Sa mère Linda Bendifallah-Vettorato, mène un lourd combat face à des réseaux dans l'Hérault, puisque sa fille subit des viols mais aussi des tortures psychologiques et physiques. Cette enfant appelle à l'aide et elle a tenté de suicider. Une défénestration lui a valu une hospitalisation depuis septembre 2023. En Juin 2024, il se prépare une grande marche pour elle.. tract 1.. click ! Tract 2..Click !</p>	<p><u>Lidiya</u> <u>MATHIEU</u></p> <p>11 ans</p>	
<p>Le rapport remis à la Commission d'enquête parlementaire sur les dysfonctionnements de l'Aide Sociale à l'Enfance.</p>	<p>Signalement</p>	<p>LE DESASTRE !</p>

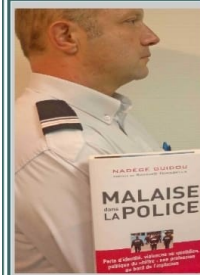


Source : <http://police-justcorrompue.net/>

Suicide dans la police : https://youtu.be/iwbLasM3RIM?si=j01YVqO1HmsI_njq

Une carrière dans la Police Nationale mériterait un bilan, pour chacun de nous; une expérience, pour le moins, épineuse; Elle devrait être synthétisée, analysée, pour ainsi, repérer toutes anomalies relatives au fonctionnement interne de notre institution.

Cette chronologie individuelle pourrait identifier les éléments de ce parcours à l'origine des difficultés, que rencontrent nombre de fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction. Mais on sait, que ce métier difficile atteint également leur vie privée, et génère parfois des situations délétaires. Si nous écrivions, chacun, notre histoire policière en toute transparence, nous serions alors un observatoire, bien utile à notre Ministère.



L'obligation de résultat et la faible marge d'autonomie dont dispose un travailleur pour accomplir sa mission. Ex : Les policiers à qui l'on impose une culture du chiffre jusqu'à leur faire perdre de vue le sens et les valeurs originelles de leur mission de service public.

"Police Mutualité " octobre 2012

Certes, mais les magouilles de certains officiers protégés, n'arrangent rien..

Quand les hauts fonctionnaires et les Magistrats couvrent les crimes pourtant dénoncés.

Abus de pouvoir, corruption, escroquerie, ces fonctionnaires font couler le sang..

Fonctionnaire de Police depuis 1986, Gradé et Officier de Police Judiciaire, au service de l'État, mais avant tout, au service des citoyens, l'administration m'a supprimé mes salaires depuis juin 2020 pour avoir dénoncé les crimes de plusieurs Officiers de Police, protégés par l'inspection générale de la police nationale, **IGPN** et la Justice. Toutes les institutions sont solidaires, et Il est difficile d'admettre en France, qu'un fonctionnaire puisse se trouver dans une telle situation. Je parle de détournement de fonds publics et de persécution institutionnelle. Il faut entendre aussi que ces exactions étatiques se généralisent contre la population.

UN POLICIER COURAGE COMME IL EN EXISTE PEU !



MINISTERE

Les placements d'enfants, un trafic juteux, prêt à l'emploi !!!! Des Organisations criminelles, fonctionnaires et Agents de l'Aide Sociale à l'enfance, enlèvent nos enfants sous de faux prétextes. A quand notre réveil ?!!!!.

SOPHIE ABIDA MERE DESENFANTEE



Sophie Abida est une maman de 4 enfants. Elle dénonce le système judiciaire. La violente irruption de la gendarmerie chez Sophie Abida pour lui prendre son bébé de 2 ans et le remettre au père qu'elle accuse d'inceste

1/ En pleine diffusion de films, documentaires et du rapport de la **Ciivise** sur l'inceste, une telle vision de l'horreur subie par tant de mères désenfantées révolte. Une gendarmette est la première à entrer dans la maison. Comment une femme peut-elle obéir à un tel ordre? Les six gendarmes portent casque et visière en plexiglas.

2/ Hier soir, Sophie Abida a reçu un mail de son Centre de visites médiatisées à Chartres, l'association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte d'Eure-et-Loire, où elle avait été enfin autorisée à voir ses quatre enfants deux heures en septembre, après avoir été privée de tout contact avec eux pendant 8 mois, sans

notification judiciaire. Le Centre annonce lui suspendre ce droit, alors que la maman n'a reçu de nouveau aucune notification d'un juge des enfants ou des affaires familiales.

Nous citons **Jacques Thomet** :

3/ Comme dans les multiples cas que je cite en permanence et que j'évoque dans mon livre « La Pédocratie à la française » (Fabert), cette maman a porté plainte pour incestes paternels présumés sur ses quatre enfants, mais la justice a confié leur garde au père. Pourtant les plus grands avaient parlé et dénoncé les faits. Ils étaient chez le père quand la gendarmerie a fait cette violente intrusion pour arracher son bébé à Mme Abida et le donner également au père. Elle possède des enregistrements du viol de sa fille ayant introduit dans un doudou en peluche un système d'enregistrement se déclenchant au son d'une voix.



CIIVISE COMMISSION INDÉPENDANTE SUR L'INCESTE ET LES VIOLENCES SEXUELLES FAITES AUX ENFANTS



Plainte pour agression sexuelle déposée contre la pédiatre Caroline Rey-Salmon après sa nomination comme vice-présidente de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants. **Ciivise**

La pédiatre légiste Caroline Rey-Salmon a expertisé des milliers de victimes, est à l'origine de l'ouverture de la première unité médico-judiciaire pour mineurs à l'hôpital Trousseau, et a dédié sa vie à la prise en charge des victimes mineures de violences, notamment...

La plaignante, âgée de 25 ans avait confié son témoignage en exclusivité à France Info, accusant la pédiatre et médecin légiste « d'agression sexuelle par personne abusant de l'autorité que lui confère sa fonction » lors d'un examen gynécologique en juin 2020 à l'Hôtel-Dieu à Paris. La jeune femme était examinée dans le cadre d'une enquête judiciaire après avoir porté plainte pour des faits de viols subis enfant, entre 2004 et 2009.

ÉDOUARD DURAND JUGE EX PRÉSIDENT DE LA CIIVISE



« Durant son mandat à la Ciivise, il a souligné le déni collectif et l'impunité des agresseurs, affirmant que ces deux éléments sont étroitement liés. Selon lui, chaque année, 160 000 enfants sont victimes d'inceste ou de violences sexuelles en France, et beaucoup de professionnels ne prennent pas de mesures face à ces révélations, ce qui contribue à l'impunité des agresseurs. »

source :

https://fr.m.wikipedia.org/wiki/%C3%89douard_Durand

ARNAUD GALLAIS

Arnaud Gallais, « activiste des Droits des Enfants » est en réalité un pédocriminel de la pire espèce, un loup déguisé en agneau !



Source : <https://dondevamos.canalblog.com/archives/2012/12/31/26035480.html>

Encore une association dédiée à la protection de l'enfance, cependant les témoignages des victimes affluent et pas en mettant à l'honneur cet organisme !

Le juge Edouard Durand financé par Olga Spitzer

Source : <https://maisondesliensfamiliaux.fr/podcast-commission-inceste-le-combat-du-juge-edouard-durand-contre-les-violences-sexuelles/>

LE CONSENTEMENT



Même les journalistes de BFMTV sont choqués !

Annick Billon Sénatrice dit : (inceste)
il peut y avoir des enfants qui sont consentants ! Ces gens sont des malades mentaux, des dangers pour nos enfants! 🤔 🤔

#École

#educationsexuelle

#France

#Danger

#politique

#STOP

#inceste



Elisabeth Borne a dit ne rien connaître à l'éducation nationale, mais se présente comme ambassadrice de la pédophilie en France sur nos enfants dès la maternelle.

Que fait Retailleau pour la mettre en prison avec Darmanin ?

Mais aussi que font les associations des parents d'élèves depuis le temps ?

Je vous invite à découvrir ce lien YouTube et les propos tenus par Elisabeth Borne et répétés par les animatrices de Europe 1 et RMC.

Vous allez en tomber de la Tour Eiffel et peut être même bien des étoiles....

On est franchement très mal barrés en France ! Il est où le lézard ?

Source : <https://youtu.be/NAzk2CwDaOQ?si=1XU3Dz36oLxninw9&sfnsn=scwspwa>

FACE À L'INCESTE **Face à l'inceste**
@Facealinceste

Une fille de 4 ans considérée comme "consentante" à l'[#inceste](#) par le tribunal de Saint Malo qui condamne pour atteinte sexuelle et non agression sexuelle. 8 mois avec SURSIS pour le père qui conserve l'autorité parentale. Bienvenue à [#pedoland](#)



ouest-france.fr
Près de Saint-Malo. Un père condamné pour atteinte sexuelle sur sa fille et délaissement

17:07 · 07 sept. 19

6 902 reposts 2 609 citations 4 710 J'aime

La multiplication de ces décisions de justice autour du "consentement" est insupportable et inacceptable

Source : <https://x.com/Facealinceste/status/1170352993637675014?t=89uVuzN0zhU3lct82sxyeQ&s=09>

Un enfant est-il en capacité de « consentir » ?

Selon Anne Revah-Levy, Professeur de pédopsychiatrie, chef de service à l'Hôpital d'Argenteuil, attachée à une unité de recherche à l'hôpital Saint-Louis, compte tenu des étapes du développement de l'enfant, ce n'est pas parce que dernier acquiert une potentialité et une curiosité sexuelle vers 13 ou 14 ans que quelque chose de la sexualité est advenu. L'adulte doit garder une distance pour que l'adolescent poursuive sa quête dans un environnement qui lui correspond avec des adolescents de son âge. Le corps érotique appartient aux adultes qui ont terminé leur construction. Pour attribuer un sens à un acte, il faut avoir une représentation de ce qu'est la réalité. Pour l'enfant, la réalité est très longtemps sa réalité intérieure, jusqu'à 7 ou 8 ans. Les adultes vont l'aider à faire la différence entre imaginaire et réalités partagées. Quand survient l'effervescence pubertaire, dans un monde hyper sexualisé, la responsabilité organisationnelle du monde adulte est déterminante pour lui faire comprendre qu'il y a un travail qui n'est pas terminé. **En fait, la sexualité consentie est à 17 ans et demi.** [Source Thyma : colloque CPLE Panthéon Assas : Comment incriminer les infractions sexuelles sur les mineurs.](#)

Pour apporter la preuve de son absence de « consentement », l'enfant doit prouver que les faits se sont produits sous la **menace, la violence, la contrainte ou la surprise**. Ceci pose problème car un mineur est dans l'incapacité de discerner ce qui est bon ou mauvais pour lui et il est très facile de lui imposer sa volonté sans user de violence. Mais dans le cadre de l'inceste, le statut même de l'agresseur, la confiance qu'il a en lui, l'autorité qu'il exerce sur lui, suffisent à obtenir la complète obéissance de l'enfant. Et pourquoi l'enfant se défendrait-il d'actes dont il n'évalue pas la nature ?

SYLVIE CASTRO UNE VRAIE MILITANTE DENONCE L'ASE



Sylvie Castro est une femme courageuse dans le combat pour dénoncer toutes les dérives de l'ASE, les disparitions d'enfants, les viols dans les foyers ou dans des familles d'accueil. L'ASE est liée aux réseaux pédocriminels. L'omerta autour de l'ASE est totale.



Suite au décès de son papa, **Sylvie Charles** va découvrir dans ses affaires et ses papiers des documents explosifs, son enquête sur la vie secrète de son père l'amènera à tomber sur des révélations pour le moins surprenantes et une corruption intégrale de l'état français. Elle est presque persuadée qu'il a été suicidé.

Source :

<https://crowdbunker.com/v/zob25SuEfG>

LES RÉSEAUX PÉDOCRIMINELS DE L'ASE

Honoré Daumier est peintre caricaturiste né le 26 février 1808.



Vers le milieu des années 1840, Daumier commença à publier ses célèbres caricatures représentant des membres de la profession juridique, connues sous le nom de « **Les Gens de Justice** », une satire cinglante des juges, des accusés, des avoués et des avocats corrompus et cupides en général. Plusieurs albums extrêmement rares parurent sur papier blanc, couvrant 39 thèmes juridiques différents, dont 37 avaient déjà été publiés dans le Charivari. On dit que l'expérience personnelle de Daumier, employé dans une étude d'huissier durant sa jeunesse, a pu influencer son attitude plutôt négative envers la profession juridique.

Source : <https://www.loeb-larocque.com/eshop/daumier-h-il-d%C3%A9fend-l-orphelin-et-la-veuve-%C3%A0-moins-pourtant-qu'il-n-attaque-la-veuve-et-l-orphelin>

En France, le **procureur de la République** ou la **procureure de la République**^{1,2}, est le **magistrat** du **ministère public** chargé de l'**action publique** dans le **ressort** d'un **tribunal judiciaire** (TJ). Il est assisté par des *substituts* et des *vice-procureurs*, magistrats également, qui, avec le procureur, constituent le **parquet** d'un tribunal judiciaire.

Procureur de la République



Le procureur requiert une peine à l'audience : caricature d'Honoré Daumier.

Les caricatures d'Honoré Daumier démontrent les dérives de la justice.

Il défend l'orphelin et la veuve à moins qu'il n'attaque la veuve et l'orphelin.

Source [https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Procureur_de_la_R%C3%A9publique_\(France\)](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Procureur_de_la_R%C3%A9publique_(France))

Marion Sigaut nous explique dans son livre **La Marche Rouge** qu'il s'agit de réseaux qui se cooptent entre eux de sociétés secrètes, de notables francs maçons, de réseaux étatiques.

Je cite « Depuis très longtemps la France est le théâtre d'histoires épouvantables tellement sordides que la majorité du peuple n'ose s'y intéresser. L'individualisme sournoisement installé depuis plusieurs décennies par une élite invisible rendant la plupart des citoyens totalement indifférents au drame qui s'opère en silence. Une indifférence assourdissante au drame qui s'opère en silence. Une indifférence assourdissante permettant toujours plus de victimes. Il s'agit des viols d'enfants »

EXCELLENT REPORTAGE SUIVRE LE LIEN



COMPLICES

Source : https://youtu.be/hJUs_aN7vpg?si=aqF4kV35cKOR81MV



Dans cette affaire plus d'un million de vidéos découvertes d'enfants de l'ASE espagnole, le réseau est tenu par des français qui opèrent depuis plus de 40 ans .

Encore une vidéo réalisée par la Team FSociety. Ce réseau pédopornographique (opération Trinity) impliquerait notamment un membre de la macronie, cité à la fin et remonte jusqu'à Dutroux et Zandvoort.

Certainement l'affaire de pédocriminalité en bande organisée impliquant des français, la plus documentée et la plus gaslightée par nos médias.

Source : <https://x.com/TeamFSociety1/status/1836484259827040519?t=&s=09>

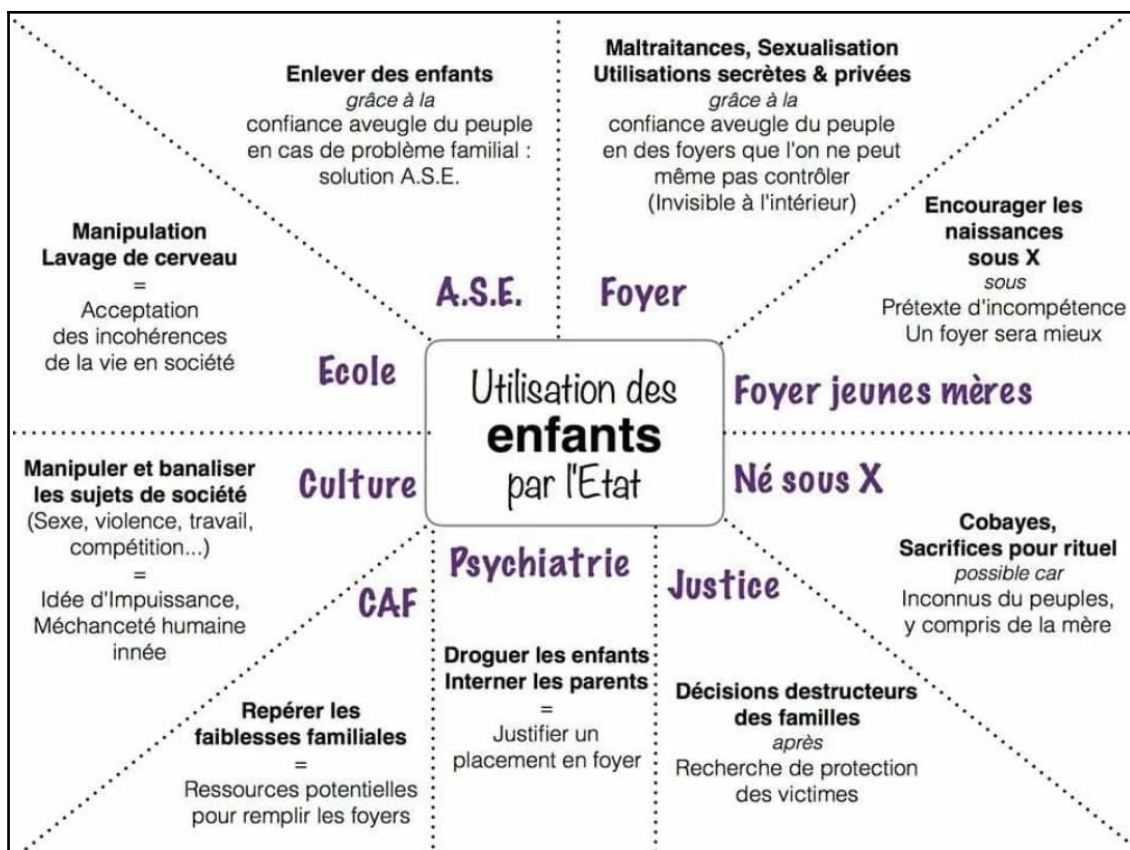
Source : https://x.com/Claire_Gabriel_/status/1694031422565081163?t=76rE7888Z2_YYsbV4pKDzQ&s=09



Réseau TRINITY ces individus interpellés à Perpignan

Des théories dénoncées comme conspirationnistes sont régulièrement mises en avant par des collectifs accusant l'ASE d'être au cœur d'un trafic d'enfants organisé. Ces accusations et théories prennent souvent racine en raison d'affaires avérées d'abus et réseaux pédophiles au sein de foyers pour mineurs à l'étranger, notamment au Royaume-Uni et en Allemagne.

Source : https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Aide_sociale_%C3%A0_l%27enfance





Ces photos sont très dures à regarder mais pour montrer l'ampleur de la perversité que subissent ces petites victimes, il m'a paru indispensable de dévoiler ces photos insoutenables pour le commun des mortels .

ALLEMAGNE

Des enfants violés avec la bénédiction des services sociaux

Pendant plus de trente ans, les services sociaux de Berlin ont confié en toute connaissance de cause la garde d'enfants à des pédophiles. Les enquêteurs déplorent des pratiques qui étaient même encouragées dans l'administration.

Affaire 2020 : même chose partout en Europe : voir lien en vidéo

CHRISTOPHE BOURDOISSEAU
CORRESPONDANT À BERLIN

Pendant plus de trente ans, le concierge Fritz H. a pu violer au moins neuf garçons mineurs sans jamais être inquiété. Et pour cause : les enfants, âgés parfois de 6 ans, lui étaient confiés directement par l'administration berlinoise chargée de l'aide sociale des mineurs.

Fritz H. avait pourtant été condamné pour abus sexuel. Malgré cela, les fonctionnaires ont continué à lui confier la garde d'enfants. Tous les avertissements ont été ignorés par les autorités. « Il aurait dû y avoir des contrôles. Ils n'ont jamais été effectués », déplore Wolfgang Schröder, l'un des experts du groupe de travail de l'université de Hildesheim à qui la mairie de Berlin a confié une étude approfondie sur ce scandale.

Au contraire, les services sociaux ont préféré défendre Fritz H., qui était payé pour les gardes d'enfants jusqu'en 2003, l'année où ces pratiques ont cessé. L'une de ses victimes, un garçon handicapé, le père de sa vie. On retrouvera l'enfant mort chez lui dans des circonstances jamais éclaircies.

La partie émergée de l'iceberg
Sans la plainte de Marco et Swen, deux victimes détreuilles pas des années de sé-



Helmut Kentler, sexologue et personnage principal de ce scandale, est aujourd'hui décédé. © DPA

mais engagé de procédure pour faire la lumière sur ces pratiques. « Nous savons ce qu'il s'est passé parce que nous l'avons vécu », a déploré Marco à des journalistes à l'issue de la conférence de presse de ce lundi.

Il ne s'agit pas d'une simple « défaillance ». Selon les enquêteurs, l'administration berlinoise était bien au courant du placement d'enfants chez des pédophiles. « Elle n'a pas seulement toléré, elle a encouragé ces pratiques », insiste Wolfgang Schröder.

Les enquêteurs estiment qu'il ne s'agit que de la partie émergée de l'iceberg. Selon leur rapport intermédiaire de 57 pages (les conclusions seront rendues l'année prochaine), tout laisse à penser qu'il se cache derrière un réseau de pédophiles. Ils pointent du doigt plusieurs institutions de la capitale comme l'université berlinoise FU, l'administration ou l'institut Max Planck, mais aussi des établissements scolaires dans toute l'Allemagne. « Les gardes d'enfants étaient confiées à des hommes puissants au sein de la communauté scientifique », souligne le rapport.

Remonter toutes les pistes possibles

Un scandale qui ne se limite pas à Berlin. Les services sociaux envoyaient des enfants à l'école « modèle » d'Odenwald, à 600 km de la capitale. Cet inter-

nat a été fermé en 2015 après qu'on a découvert que 900 mineurs y avaient été abusés sexuellement entre 1966 et 1989. La ministre de l'Éducation de la ville-région de Berlin, Sandra Scheeres, veut donc remonter toutes les pistes possibles pour que soient désignés des responsables. « C'est monstrueux. La mairie doit protéger les enfants. C'est le contraire qui s'est passé », a-t-elle déclaré. Elle a promis une indemnisation pour les victimes.

Le personnage principal de ce scandale est le sexologue Helmut Kentler, fêté dans les années 60 et 70 comme le grand spécialiste d'une éducation sexuelle des mineurs « émancipée ». Il faisait partie de ce courant pédagogique qui estimait que les relations sexuelles d'adultes à enfants n'étaient pas préjudiciables. Il défendait par ailleurs l'impunité des pédophiles. Le professeur était interrogé à la radio et à la télévision. Il travaillait comme psychologue dans la police berlinoise. Sa position lui donnait de l'influence dans les milieux politiques et scientifiques.

Encore un millier de dossiers à consulter

« C'est lui qui réussira à convaincre les services sociaux berlinois des bienfaits de sa « méthode » : le placement des enfants « à problèmes » chez des pédophiles. Il la considérait efficace pour la resocialisation des cas désespérés. D'un autre côté, les pédophiles pouvaient vivre discrètement leur sexualité. Une opération « win-win », dirait-il aujourd'hui. Mais le fait qu'ils puissent violer ces enfants ne jouait aucun rôle. Combien de vies ont-elles été anéanties par ce professeur et son réseau ? Le groupe de travail ne peut pas encore le dire. « Il reste mille dossiers à consulter dans les caves des services du ministère régional de l'Éducation de Berlin », a insisté Wolfgang Schröder. « Ce qu'il manque, ce sont les noms des responsables », a ajouté Marco, âgé aujourd'hui de 40 ans.

En tout cas, deux personnages clés de l'affaire ne pourront plus jamais être interrogés : le concierge Fritz H. et le professeur Kentler sont décédés tous les deux. Sans n'avoir jamais été poursuivis.



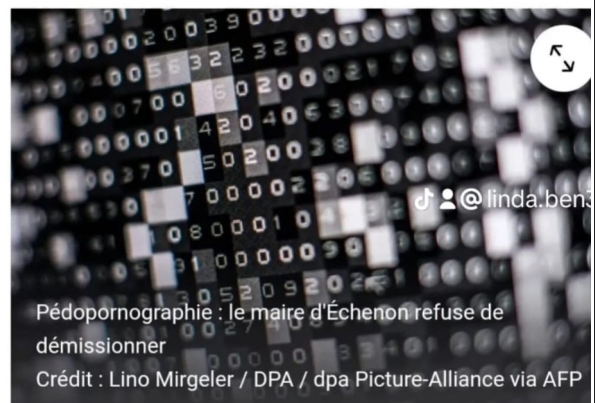
RTL



2 min de lecture

Allemagne : un réseau pédophile de plus de 400.000 membres démantelé

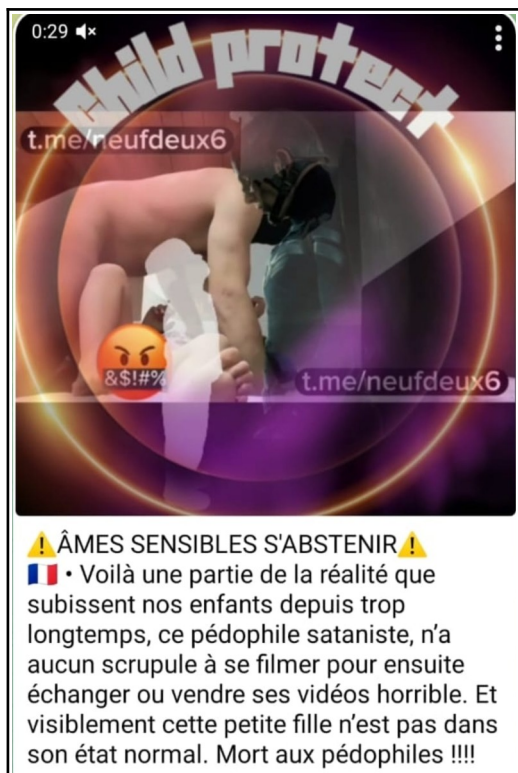
Après de longs mois d'enquête sur le darknet, la police a annoncé lundi 3 mai être venue à bout de ce réseau, considéré comme l'un "des plus grands du monde".



Pédopornographie : le maire d'Échenon refuse de démissionner

Crédit : Lino Mirgeler / DPA / dpa Picture-Alliance via AFP





Source :

www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/services-a-la-personne-et-aide-a-l-enfance/bebes-places-la-double-peine_6851237.html

Enquête France 2

« On voit des enfants qui ne pleurent même plus" : les pouponnières de l'Aide sociale à l'enfance, un système à bout de souffle. Au total, ils étaient plus de 2 000 enfants accueillis dans l'une des 94 pouponnières présentes sur le territoire en 2017, selon les chiffres de l'Observatoire national de la protection de l'enfance. Ces petites unités sont censées protéger les plus vulnérables pour quelques mois, le temps de l'urgence. Mais certains vont y rester des années, au-delà même de l'âge de 3 ans. »



Source :

https://x.com/Renardpaty/status/1908736897637040394?t=ESy9g_rBYIA9PaMO2oRn1w&s=08



Source : <https://x.com/pam33771/status/1589715302857601024?t=HCVTzMVSlo7a4UkObXz02Q&s=08>

Source : <https://x.com/BeaupinEric/status/1702964550486634984?t=oX6wg-6S0qjcgGvns8wljQ&s=08>

Enorme scandale au Royaume Unis avec le demantelement d'un vaste reseau de pedophiles dont 76 politiciens, 43 artistes, 35 journalistes etc.... 100 000 enfants abuses !





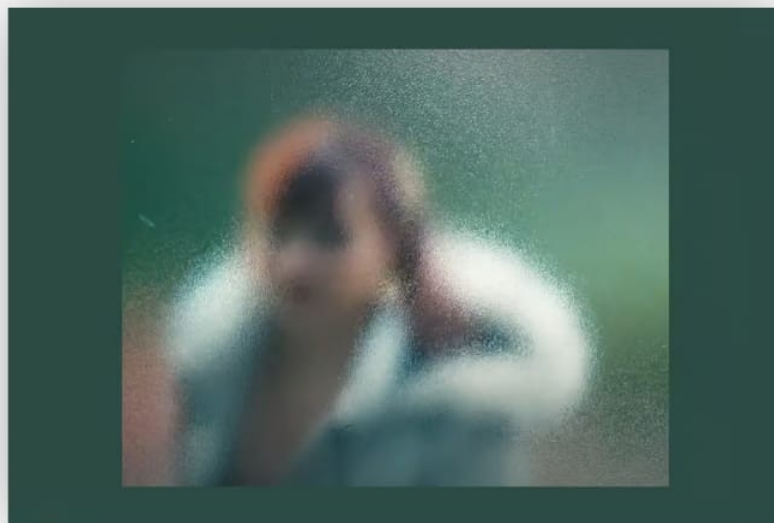
Mineures de l'ASE : la prostitution invisible

Idées / Intersections

#Enfance #Prostitution

Le documentaire *Comme si j'étais morte*, diffusé par France Télévisions, propose une immersion dans un foyer de l'aide sociale à l'enfance et met en lumière la question de la prostitution des mineures.

Nesrine Slaoui • 12 mars 2024



© DR / Capture d'écran du du documentaire "Comme si j'étais"

Le film bouleversant de Benjamin Montel, qui arrache nos cœurs et retourne nos estomacs, propose une immersion de plusieurs mois dans un foyer de l'aide sociale à l'enfance (l'ASE). On suit Eva, à peine 14 ans, qui multiplie les fugues et les « ballons » ; une nouvelle pratique en recrudescence chez les plus jeunes qui consiste à inhaler du protoxyde d'azote, autrement appelé « gaz hilarant », et qui a un effet euphorisant.

Eva, mineure, a été filmée à son insu et dans un état second par ses proxénètes qui diffusent les vidéos publiquement sur Snapchat.



Somme > Abbeville

Abbeville : l'affaire de Valloires au coeur du scandale national de l'Aide Sociale à l'Enfance

Après notre article de septembre 2018 et l'enquête de "Zone interdite", ce sont tous les dispositifs d'aide sociale à l'enfance qui sont passés au crible.



se fait à son tour l'écho de l'affaire de Valloires et de la détresse d'un père de famille d'Abbeville face aux (© Journal d'Abbeville)

Source :

https://www.lepoint.fr/societe/le-systeme-de-la-protection-de-l-enfance-est-malade-19-01-2020-2358562_23.php



Le système de la protection de l'enfance est malade »

Consulter >



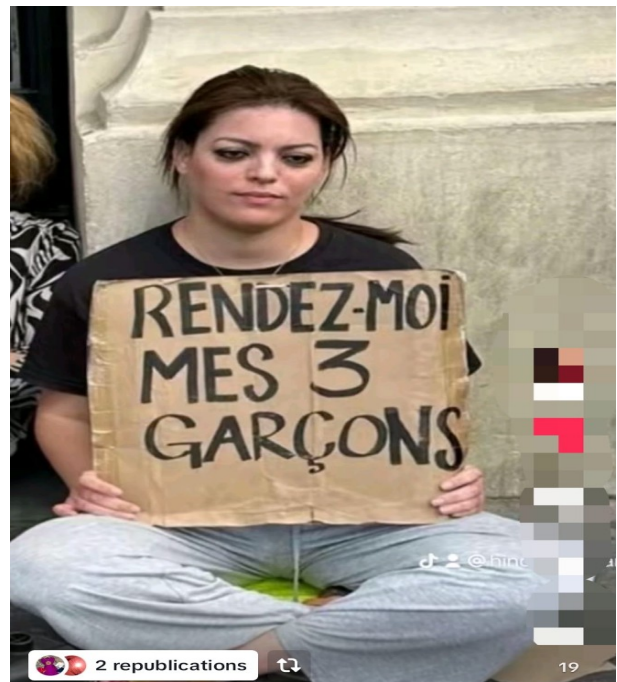
**La société ne veut pas être confrontée à cette réalité
le combat de mères face à l'inceste**

QUAND LA FRANCE TUE LES MÈRES

C'est une histoire triste et banale. Celle d'une femme qui tombe enceinte et dont le compagnon refuse l'enfant. Une histoire où cet homme écrit au gynécologue pour qu'il exhorte sa compagne à avorter, où la violence remplace le dialogue. Une histoire où un coup de pied dans le ventre de la future mère, traitée inlassablement de folle, provoque une hernie de la poche des eaux, où elle termine sa grossesse alitée et en fauteuil roulant.

C'est une histoire triste et banale, celle d'un homme qui nie son enfant avant de le reconnaître et s'en sert comme arme de soumission de la mère. Qui tente d'isoler cette femme de sa propre famille. Qui ne supporte pas qu'elle lui résiste encore, alors la harcèle, la frappe, force sa porte avec une barre en fer, exigeant de voir ce fils qu'il avait rejeté. Elle porte plainte sur plainte, toutes classées sans suite.

HINDA LE COURAGE D'UNE MÈRE



Hinda une maman humble et courageuse se bat comme une lionne pour récupérer ses 3 enfants. Ils ont été confiés au papa pédophile et à l'ASE pour une partie du temps.

Un très grand nombre de mamans font face à ce fléau. Les enfants sont confiés au père qui les violent !

Où va ce monde ?

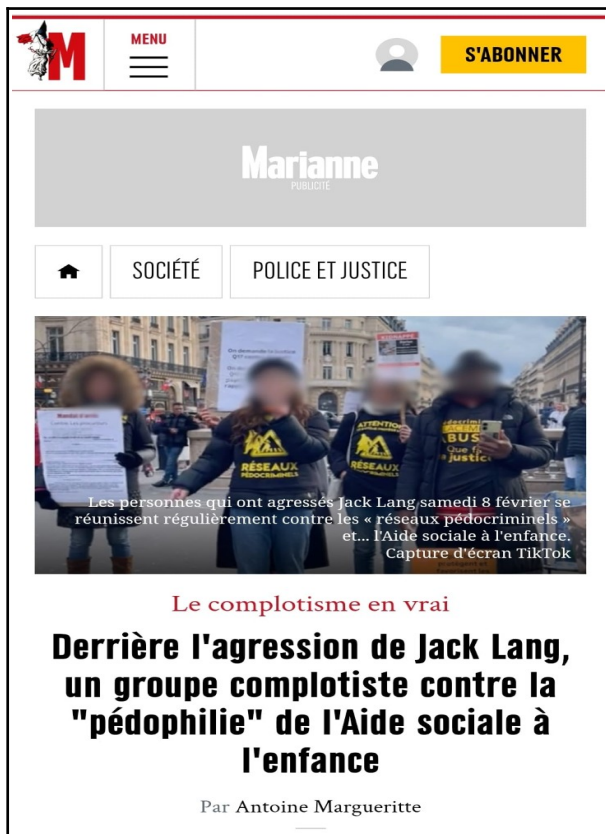


Elle dénonce régulièrement par des manifestations dans les rues de Paris et en France tous ces actes immondes dont elle est victime elle et ses enfants. Un policier vient chez elle pour lui signifier que le préfet Nunez lui interdit dorénavant toutes manifestations pour dénoncer la pédocriminalité qui sévit en France.

Photo montrant le nombre de vue de la visite de ce policier, plus d'un million de vues sur le réseau TikTok .

Jack Lang est l'instigateur de cette interdiction grâce à sa collaboration avec le préfet Nunez !

A chaque manifestation elle envoie une demande à la préfecture de Paris qui lui a toujours accordée mais depuis la provocation de Jack Lang venu se pavaner devant leur action contre la pédocriminalité, le préfet lui a fait interdire toutes actions .



Manifestations dans toute la France grâce au collectif crée par plusieurs parents très impliqués puisque désenfantés.

L'ASE : DES BÉBÉS EN POUPONNIÈRES

Enquête France 2

"On voit des enfants qui ne pleurent même plus", les pouponnières de l'Aide sociale à l'enfance, un système à bout de souffle

Source : https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/services-a-la-personne-et-aide-a-l-enfance/bebes-places-la-double-peine_6851237.html

Suppression de certaines vidéos par le système de censure de YouTube et autres réseaux sociaux. Nous ne devons pas savoir !

Source : <https://www.valdemarne.fr/vivre-en-val-de-marne/actualites/aide-sociale-a-lenfance-un-documentaire-retrace-lhistoire-des-bebes-places-dans-les-foyers>

Mis en ligne par Jean-Marc VERDREL ⓘ lundi 13 novembre 2023 ⓘ 2612



À l'approche de la Journée internationale des droits de l'enfant, France 2 diffusera mercredi 15 novembre 2023 à 22:55 dans la case "Infrarouge" le documentaire "Bébés placés, la vie devant eux" écrit et réalisé par Karine Dusfour, produit par Mélissa Theuriau.

Ils s'appellent Fanny, Julien, Maïwenn, Kylian, Missa ou Océane et ont entre 6 et 15 ans. Leur vie a commencé dans la douleur à cause de parents violents ou défaillants, incapables de s'occuper de ceux qu'ils ont mis au monde. Les services sociaux sont intervenus pour les extraire de leur famille et les placer en lieu sûr, maison d'enfants, foyers d'urgence ou familles d'accueil. Mais pour eux, le calvaire continue... L'enquête de Sylvain Louvet et de l'agence CAPA menée au cœur de l'Aide Sociale à l'Enfance révèle l'ampleur d'une réalité jusqu'ici étouffée. Elle y montre des éducateurs dépassés et parfois maltraitants, des foyers où les mineurs subissent des violences physiques et sexuelles, des enfants en grande détresse livrés à eux-mêmes et dénonce une inertie du système.

Source :

https://redoc-bibliotheque.enm.justice.fr/Default/doc/SYRACUSE/94200/enfants-places-les-sacrifies-de-la-republique-un-film-realise-par-sylvain-louvet?_lg=fr-FR



L'ARNAQUE FARID DMS DEBAH

Farid DMS Debah me contactera pour sa marche contre la **pédocriminalité** me proposant de marcher avec lui, **Les P'tits Cœurs Blancs** étaient à l'origine de ce nouveau contact. Il était temps que je puisse me sortir des griffes d'Alexandre Larrey. Ma naïveté m'a conduit à accepter son offre. Je ne savais pas que j'allais tomber de « Charibe en Scylla », je voyais une porte de sortie de la situation dans laquelle j'étais engluée avec un assassin sous mon toit, Il me fallait la prendre.

Des amis avaient tenté de me prévenir de l'arnaque de Farid DMS Debah et du piège dans lequel j'allais tomber.

Son lourd passé de politicien l'a lié à des crapules et notamment à Jean-Marc Nicolle ancien maire du Kremlin-Bicêtre, un gauchiste des frères Latruelle condamné pour escroquerie, fraude fiscale et abus de biens sociaux.

31 janvier 2024 : Avec un jour d'avance par rapport à la marche, J'arrivais le midi à la gare d'Albi, il n'était pas franchement content de me voir. Avais-je troublé ses plans ? Je découvrais un personnage froid, glacial, limite agressif. Les échanges que nous avons eu au préalable n'étaient qu'un lointain souvenir. **Farid DMS Debah**, m'avait vendue du rêve, équipe de tournage, caméras, maison de production, et surtout pour faire connaître l'affaire Lidiya, appui des maires, camping car, conférences, banderoles... ! Bref, tout cela n'était que du flan, de la poudre aux yeux. Je ne savais pas encore à ce moment-là que **Larrey et Debah** était en lien. Je ne savais donc pas à quel point j'étais en danger.

Arrivés au **château DMS Debah**, je fais connaissance avec son frère **Yassine DMS Debah**, il a un camion blanc un peu comme **Fourniret** me suis-je dit à ce moment-là. Ils me laisseront pendant plus de 4h zoner dehors dans le froid sans me proposer une boisson chaude, un peu de réconfort ou même un simple fauteuil pour m'asseoir. Ma joie du matin à prendre le train pour rejoindre une équipe solide avait laissé la place à l'angoisse de me retrouver à nouveau entre des griffes malveillantes. Je commençais à être habituée !

C'est Le père de **Farid et Yassine DMS Debah** qui m'installera dans un mobile home sans chauffage pour y passer la nuit. Je ne comprenais pas pourquoi j'étais mise à l'écart, mais ce que je peux dire c'est que l'ambiance était vraiment malsaine. Ils m'ont tout de même invitée à partager un peu de semoule qui commençait à dater. J'irais me coucher dans ce mobile home sans chauffage avec les dernières images de ma journée en tête, Farid froid et agressif, son frère et son camion de Fourniret. Ce château lugubre où aucune lumière ne perçait l'obscurité des pièces, et une semoule aussi froide que le reste. La fatigue avait pris le dessus, il me fallait dormir pour aller marcher le lendemain.

1^{er} février 2024 : après avoir avalé un café, je me tiens prête pour la marche. Un nouveau protagoniste se pointe, **Sofino**. Jamais il ne donnera son prénom. Toujours pas de banderoles, de pancartes, ou même de caméra. **Farid DMS Debah** passera son temps à faire des lives et à réclamer de l'argent pour ses cagnottes. **Sofino** semble être extrêmement proche de **Farid**, un peu trop à mon goût pour être des amis. C'est pour la cause, ils me diront. Cette phrase j'ai crû l'entendre une bonne centaine de fois. Je ne

comprenais pas vraiment de quelle cause ils parlaient. Je m'interrogeais donc sur le bien-fondé de ma présence. 7h de marche ! 7 heures à galérer dans la montagne en étant mise à l'écart du groupe. Et pendant ces longues heures Farid et Sofino faisaient des lives. L'appât du gain ? Du buzz ? Remplir les cagnottes ? Tout cela ressemblait un peu trop à la méthode d'Alexandre Larrey. Je savais que les gens se posaient des questions sur moi, ils devaient me voir souffrir au travers des lives Tiktok. Pourquoi je marchais déjà ? Pour ma fille ? Oui, c'était mon intention, faire connaître au monde entier l'immense crime dont elle est victime.

Mais pour eux, quelles étaient réellement leurs motivations ?

C'est pendant **La Grande Marche contre la Pédocriminalité** que j'ai commencé à comprendre le piège. Ils se foutaient ouvertement de moi et ne s'occupaient que de leur lives. Les gens savaient que j'étais avec eux, ils posaient des questions sur moi et ça les agaçaient...

Je gardais l'espoir de pouvoir m'exprimer auprès des gens que nous croisons. Ça n'est pas arrivé, ce n'était pas prévu dans leur programme, tout simplement. Ils n'étaient pas là pour ça, ils étaient là pour me **casser le moral**, pour que j'abandonne. Nous avons fini cette journée dans un local, je ne me souviens même plus du nom du bled. J'étais usée physiquement et moralement. Le mental était là mais le reste ne suivait plus.

La blague aura duré 7 jours, inutile d'écrire longtemps à ce sujet, la méthode est restée inchangée durant toute la marche. Ce qu'il y a à dire de plus c'est que **Yassine DMS Debah, frère de Farid** a tenté de me draguer très maladroitement entre deux brimades de son frère Farid. Des accrochages ont eu lieu, notamment à propos d'un jeune couple qui nous avaient invités à manger dans leur restaurant, Farid mettra un coup de pied à leur chien dans le dos des restaurateurs. Ça me fera sortir de mes gonds ! Et ils en profiteront tous pour continuer à appuyer Farid dans sa façon de me détruire. La violence gratuite qu'avait subi ce pauvre animal m'est restée en travers de la gorge et l'ambiance continuait à être de plus en plus intenable.



Les accusations de ce groupe de personnes pour me détruire est ce qu'on appelle un renforcement négatif, leur but me démolir psychologiquement pour que j'abandonne toute action. C'était mal me connaître !

J'ai compris qu'ils cherchaient à me piéger en construisant des histoires à me mettre sur le dos.

Farid m'a menacée insidieusement en m'assillant de questions à double-sens et m'a ouvertement dit qu'il allait **me casser** pour m'empêcher de retrouver ma fille.

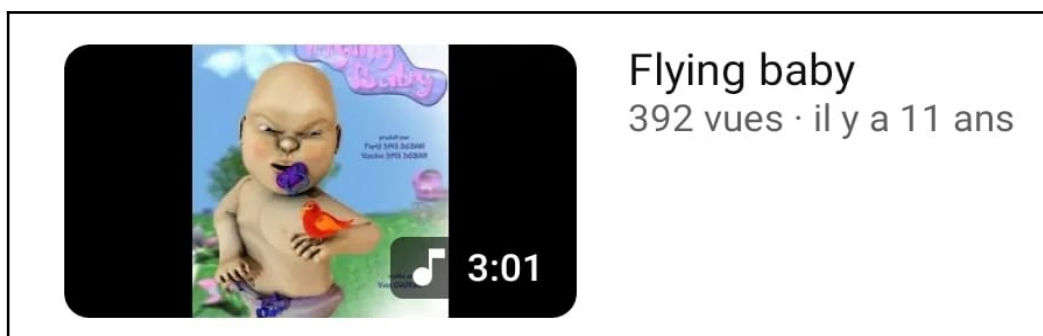
CA aurait été de la folie de continuer avec eux j'ai décroché et je les ai plantés.

Sofino se proposa pour m'accompagner à la gare la plus proche. Arrivée dans le train Sofino ne me lâchait pas.

J'ai pu récupérer du réseau pour mon téléphone et des tonnes de notifications sont arrivées !

Des sources solides m'ont prouvée que **la Team** était composée de francs-maçons, de pro LGBT et de violeurs d'enfants ! Aucun doute que si j'avais eu ces notifications pendant la marche, ils en auraient profité pour m'éliminer ! C'est plus tard que j'ai compris l'entièreté de l'arnaque, et notamment que si **Sofino** m'avait raccompagnée c'était pour me surveiller et balancer après à son gourou, **Farid DMS Debah**.

D'autre part **Farid et Yassine DMS Debah** sont les producteurs de certaines vidéos inqualifiables mettant en scène des bébés aux caractères et attributs aussi étranges que choquants, la symbolique parle d'elle-même, papillons, bébés dévoreurs d'oiseaux, cigognes. Le message ne serait-il pas complètement délétère et ubuesque ? A ne pas douter, cette vidéo ne s'adresse pas aux enfants à moins qu'ils soient déjà initiés à la symbolique pédophile !

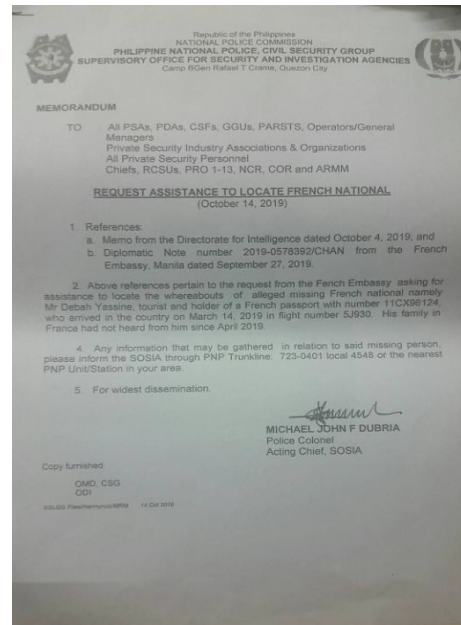


Source : <https://youtu.be/oRjj7Uyq8qQ?si=6DbCetiSWqQYwVVB>

Maintenant, intéressons-nous au frère de Farid : Yassine

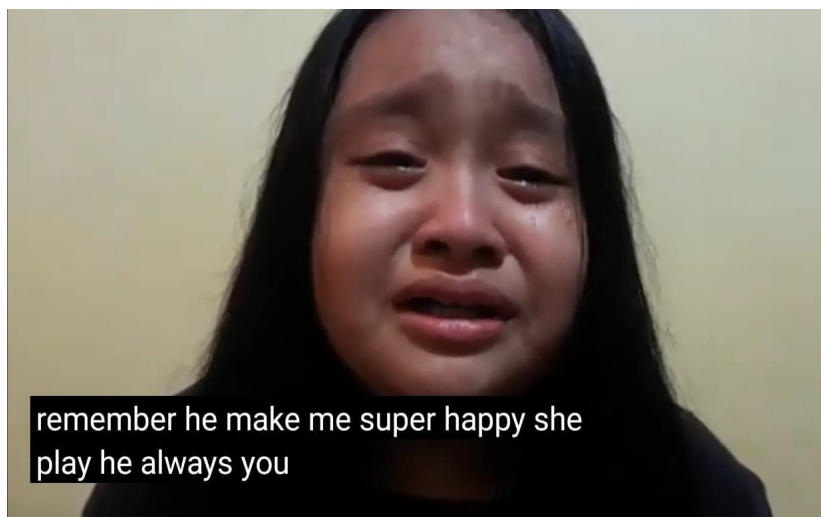
Le 8 septembre 2023, un article de presse philippin annonce **l'intervention de la Division du renseignement de la BI** concernant un ressortissant français en situation irrégulière, il s'agissait de Yassine DMS Debah .

En 2019 un avis de recherche le concernant est émis de la part du gouvernement philippin



Que le gouvernement philippin se rassure, Yassine DMS Debah est chez nous, en France ! Il est protégé par la république de Macron !

Farid et Yassine serait rattachés au réseau philippin et marocain.



Cette petite fille Alya DMS Debah est la fille de Yassine DMS Debah. Il s'agit d'une prise de vue d'une vidéo où la petite est en train de subir un acte pédophile. Elle est en larmes.

Source : https://youtu.be/Ud1c02n1ULg?si=Zn_nrm3NOr058Bb6

LES PEDOPHILES AIMENT LES CHÂTEAUX

Les châteaux semblent être un point commun, les pédocriminels sectaires semblent avoir une préférence pour les lieux historiques ce qui leur permet d'avoir une façade bienveillante alors qu'au fond ils ne sont que vices et corruption.



- Michel Fourniret, château du Sautou, son ancienne propriété dans les Ardennes.

Source : https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/11/21/les-derniers-secrets-du-chateau-de-michel-fourniret_6060603_3224.html

Le château de la Gautherie ou château Dms Debah, est un château situé sur la commune de [Crespinet](#), dans le Tarn (France).

Château de la Gautherie



Le château de la Gautherie en septembre 2015

Période ou style	Renaissance Classique
Début construction	xvi ^e siècle
Fin construction	xvi ^e siècle
Propriétaire initial	Famille de Berne
Destination initiale	Résidence seigneuriale

Domaine
Dms Debah

Site administré par l'association les Amis du Château de la Gautherie

Home Search MENU

Bienvenu sur le site officiel du Domaine Dms Debah



Château DMS Debah,

Source : <https://domainedmsdebah.com/>

- **Patrice Alègre** : Le lieu supposé des soirées sadomasochistes organisées, selon deux ex-prostituées, par le tueur Patrice Alègre avec des élus et des magistrats toulousains n'a pas vraiment l'architecture de l'emploi. Arbas, c'est un magnifique petit cul-de-sac derrière le col de Larrieu sous les sommets qui font frontière avec l'Espagne. **Le château de Gourgues**, c'est au bout d'une impasse au fond de ce cul-de-sac. *«En été, il n'y a pas plus d'une heure de soleil par jour»*, explique son gardien, Germain Wailly. Lui a toujours connu le château avec le même mobilier depuis sa prise de fonction le 29 mai 1996. *«Et je n'y ai jamais rien suspecté. Je suis peut-être aveugle et sourd»*, rigole-t-il.

Source : https://www.liberation.fr/societe/2003/06/06/a-arbas-l-affaire-alegre-dans-l-impasse_436006/



- **Claude David, l'oncle de Camille Camborde** : Ancien psychothérapeute à Nantes où, dans les années quatre-vingt il avait créé la fondation Pi dans le sillage de l'antipsychiatrie, Claude David avait déménagé à Manosque avant de s'installer, en 1998, dans **le beau château de la Balme**.

Cet homme, qui se présente comme psychanalyste, est alors toujours entouré d'une bonne vingtaine de personnes, ses patients, certains depuis 20 ou 30 ans, qui logent, avec lui, au château. Tous sont regroupés sous l'égide de l'association Les Gens de Bernard. La référence religieuse est assumée, dans le château, le psy fait des sermons dans une chapelle.

Source : <https://www.ladepeche.fr/article/2010/01/25/762147-le-psy-du-chateau-devant-les-juges.html>



- François Mitterrand :

À son arrivée au pouvoir en 1981, François Mitterrand comprend rapidement qu'il lui sera désormais plus compliqué de dissimuler sa double vie. Lors d'un séjour chez des amis dans l'Allier, où il vient accompagné d'Anne Pingeot, le président est surpris durant une promenade par un photographe. Les clichés paraissent dans *France-Soir*, mais personne ne suppose que cette femme, au côté du chef d'État, pourrait être sa maîtresse. Pourtant, le couple comprend qu'il ne peut plus se permettre ce genre de risques. François Mitterrand demande alors à un proche collaborateur, André Rousselet, de lui trouver un endroit tranquille, à l'abri des regards, pour passer des week-ends et des vacances avec sa deuxième famille. Se procurant une liste des résidences de la République, le zélé conseiller choisit Souzy. Le ministre de la Culture, **Jack Lang**, débloque alors une enveloppe de 2 500 000 francs pour de nombreuses rénovations, dont la construction d'un terrain de tennis. »

Source : https://x.com/PontistGirl/status/1800238719028310447?t=qP_k-L2mS7gj5N0g9V0Rxg&s=08



Sans oublier son frère Frédéric Mitterrand, pédophile avéré et jamais inquiété... !

- Daniel Cohn-Bendit : La Colonie Juliette est un établissement pour enfants d'anciens déportés juifs situé à Cailly-sur-Eure, dans le département de l'Eure, en Normandie. Elle fut créée et dirigée par les parents de Daniel et Gabriel Cohn-Bendit, réfugiés antinazis, entre 1945 et 1948. **Le château de Cailly-sur-Eure**, où se trouvait la **Colonie Juliette**, est un bâtiment historique datant du XVIIe siècle.



Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Cailly-sur-Eure>

- **Jean-Michel Baylet** : Non, pas de photo, Jean-Michel Baylet sait trop bien l'image que peut donner un portrait sur les marches du château, un monument historique qui abrite le Conseil général du Tarn-et-Garonne. "Je sais comment mes opposants vont l'utiliser", lance-t-il au photographe de l'AFP.

"Le roi", ou "l'empereur": c'est en effet le surnom de "Monsieur le président". Enfant d'une dynastie politique à la tête du quotidien La Dépêche du Midi, Jean-Michel Baylet hérite en 1985 de la présidence du Conseil général par sa mère, Évelyne, ce qui lui a valu le surnom de "fistonné".

Source : https://www.lexpress.fr/politique/departementales-le-fief-baylet-attaque-de-toutes-parts-en-tarn-et-garonne_1659659.html



Château Puech Haut : Fief du Cercle Mozart où la compagnie-pédo du sud de la France se réunie pour festoyer entre riches parasites et partouzeurs de gosses, **Gérard Bru** en est le propriétaire.



JOURNAUX ET MÉDIAS COMPLICES

Le propriétaire du Midi Libre est Jean Michel Baylet. Il a acquis la majorité des parts du groupe d'édition du **Sud-Ouest**, qui comprend le **Midi Libre**, **L'Indépendant de Perpignan** et **Centre Presse de l'Aveyron**, en 2015. Plus tard, en 2020, il a complété son acquisition en rachetant les parts manquantes, devenant ainsi **le seul propriétaire du groupe**.

Par ailleurs, **Jean-Michel Baylet** est également **ministre des Collectivités territoriales** et il a des **liens familiaux avec le groupe La Dépêche du Midi**, qui possède également le quotidien régional du même nom.

Il y a également eu une **campagne de publicité controversée** menée par la ville de Béziers, dirigée par **Robert Ménard**, accusant le **Midi Libre** d'être sous contrôle du **ministre Jean-Michel Baylet**, ce qui a entraîné une polémique entre les deux parties.

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Michel_Baylet

Nathalie Collin, 52 ans, accuse le patron de presse et ancien ministre **Jean-Michel Baylet de l'avoir violée** à partir de ses 12 ans. Elle explique dans un entretien accordé à l'AFP avoir longtemps attendu avant de porter plainte. « *Je n'en étais pas capable* », dit-elle en évoquant *"l'emprise"* de celui qu'elle désigne par ses seules initiales *"JMB"*. « *C'est long de se réconcilier avec la petite fille que l'on a été et de lui accorder ce statut de victime* » plaide Nathalie Collin.

Source : https://www.francetvinfo.fr/societe/harcelement-sexuel/jean-michel-baylet-accuse-de-viol-nathalie-collin-veut-que-la-honte-change-de-camp_4327091.html



Source : <https://x.com/CollinNathali10/status/1728476060357111970?t=odFDM5X5rjarTNuxWT7UVA&s=08>

Mais ce n'est pas fini !

« La députée écologiste Isabelle Attard a relayé des accusations graves contre le ministre de l'Aménagement du territoire, Jean-Michel Baylet. En fin d'après-midi, lorsque l'élue prend la parole, elle s'adresse au ministre, présent lors de la séance. «Ma question s'adresse à Jean-Michel Baylet. Le Président de la République a dit vouloir un Gouvernement exemplaire et affirmé que "la lutte contre la violence faite aux femmes est une exigence". Et pourtant, le 11 février 2002, monsieur le ministre, vous étiez encore sénateur du Tarn-et-Garonne quand votre collaboratrice parlementaire a porté plainte contre vous à la gendarmerie de Toulouse. Voici ce qu'elle a déclaré, elle était à votre domicile lorsque vous l'avez frappée au visage à plusieurs reprises, vous l'avez enfermée chez vous et l'avez contrainte, sous la menace de nouveaux coups, à rédiger une lettre de démission, après quoi vous l'avez chassée de chez vous, en pleine nuit, entièrement dévêtue et pieds nus.»

Source : <https://www.parismatch.com/Actu/Politique/La-vieille-affaire-qui-poursuit-Jean-Michel-Baylet-1093870>

Dans la région, cette famille multimillionnaire a mis le grappin sur toute la presse écrite et gare à celui ou celle qui ose encore se mettre en travers de leur chemin.

JEAN PHILIPPE DESBORDE JOURNALISTE ET PÉDOPHILE



Scandale médiatique, le média subventionné @liberation n'a pas écrit une seule ligne sur son ancien journaliste **Jean-Philippe Desbordes**, actuellement jugé pour viols avec torture, privation de soins et barbarie sur ses belles-filles mineures.

Les loups ne se mangent pas entre eux !

Source :
<https://x.com/FredGaulois/status/1862930133642084696?t=o8-yQRqUYSK0PKKFeJilmA&s=08>

OLIVIER DUHAMEL

France, paradis des pédophiles ?



En 2000 : un cd rom d'images pédophiles ultra violentes est envoyé à **Elizabeth Guigou**, ministre de la justice, elle prétend ne rien savoir.

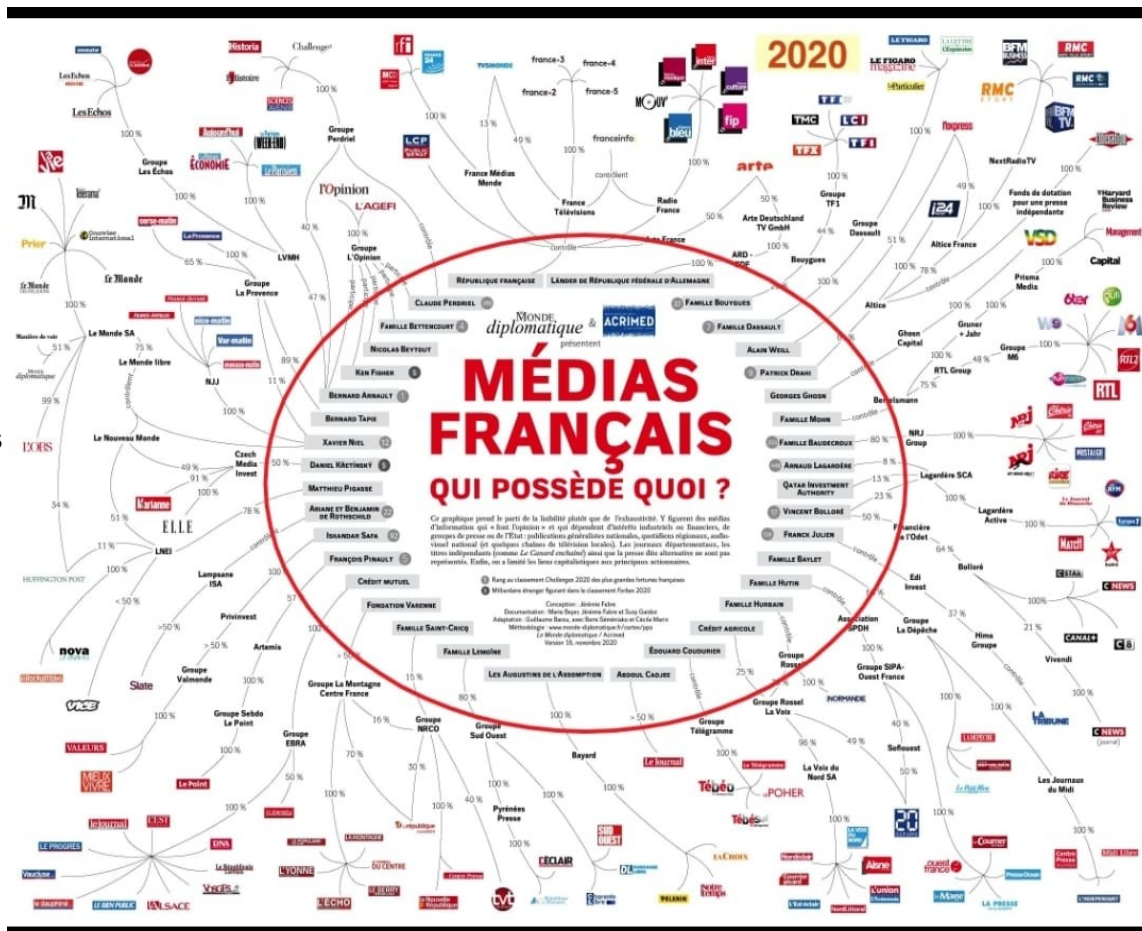
En 2021 : Révélations qu'Olivier Duhamel, super pote de Guigou est pédophile. Elle ne le savait pas non plus...

Source : <https://x.com/PChaibriant/status/1811682460943499524?t=gXzgRFVRshawSm56a6f0TQ&s=08>

Source : <https://www.femmeactuelle.fr/actu/news-actu/olivier-duhamel-ces-soirees-obscenes-quil-organisait-dans-sa-maison-de-vacances-en-presence-denfants-2106995?s=09>

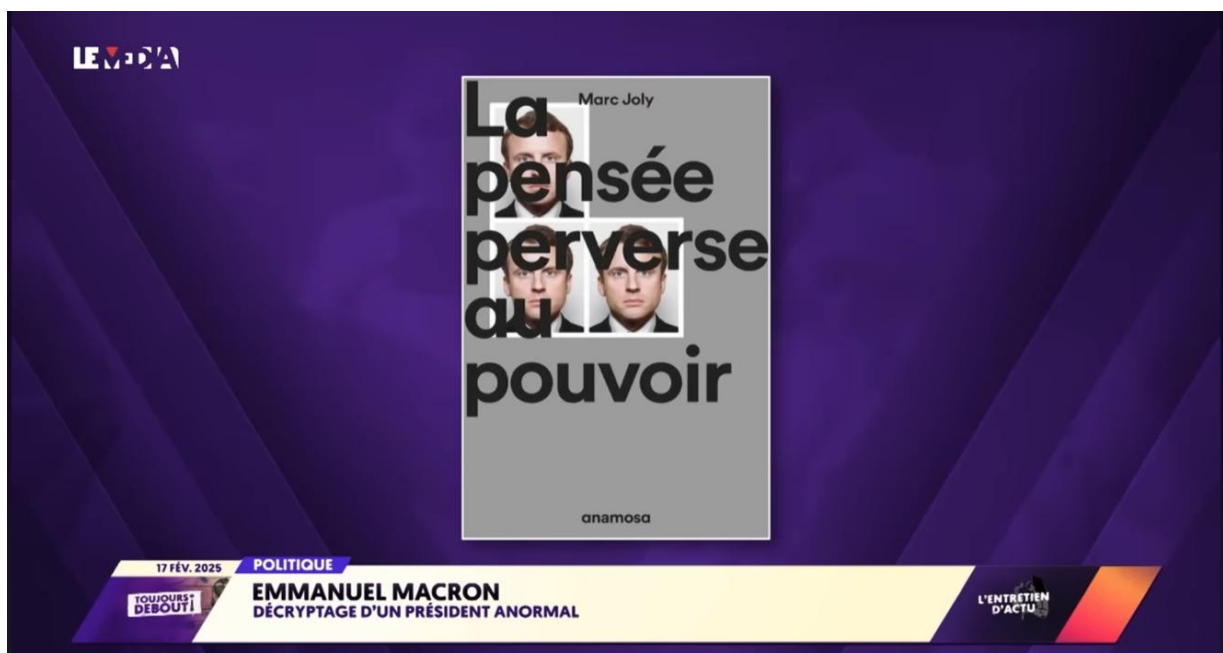


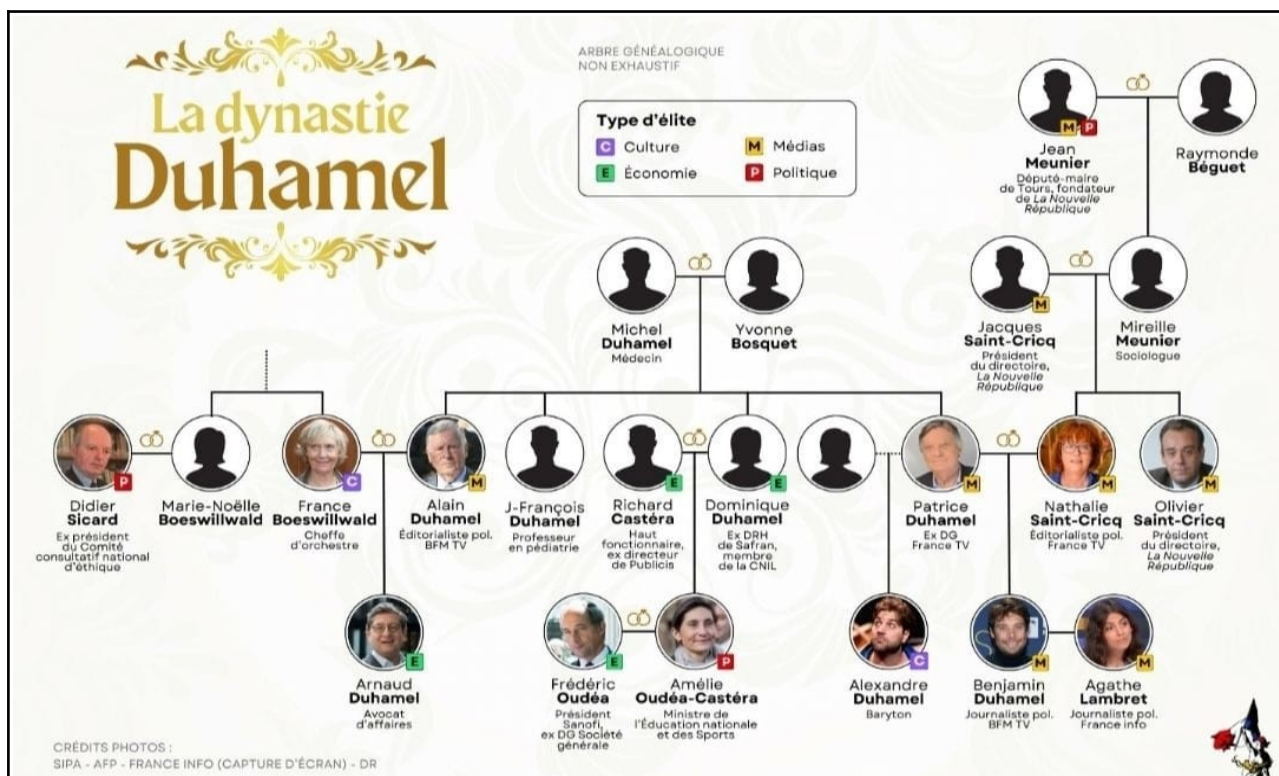
Les
noms
ont
été



En dehors du monde politique, d'autres personnalités issues du monde des affaires et du monde littéraire sont aussi membres du Siècle.
Parmi eux, il y a : Augustin de Romanet, pdg d'ADP, Nicolas Baverez, essayiste, Stéphane Pallez, pdg de la Française des jeux, ou encore Philippe Wahl, pdg du groupe La Poste.

258





Chaque été la petite "élite" de politicards, show biz et intellos passaient des vacances chez Olivier Duhamel où les gosses devaient mimer des scènes de sexe devant les parents...

Pédophilie à gogo, non seulement ils savaient TOUS mais ils participaient.

Cercle Mozart
28 août

27 août 1944 - 27 août 2024 : **Midi Libre** fêtait ses 80 ans hier et le Cercle Mozart, représenté par **Jean-Marc Maillot** (président de notre Fédération), était heureux de participer à la fête.

Un anniversaire synonyme d'information « exacte, précise et libre », 80 ans d'une belle aventure et d'un développement en accord avec son temps.

Caroline Bouvier - Valentine Wolber @cci_gard
- Gilles Lebrun **Caisse d'Epargne** - Philippe Huppé
#associationmetiersdart

#midilibre #cerclemozart #anniversairemidilibre #80ansmidilibre #cerclemozartmontpellier #fédérationcerclesmozart #montpellier #presse #media #event #liberation #apresguerre #liberationdemontpellier

NUMÉRO 1

La Dépêche, les Baylet, la démocratie : qui veut de la soupe ?

lempaille avril 1, 2016 La Dépêche

« Les toulousains n'oublieront pas l'attitude de La Dépêche ». Le 25 octobre 1943, la voix de Radio France de Londres fait écho à la soumission du quotidien de Toulouse sous l'occupation nazie. Ces mots tranchent avec le consensus actuel qui

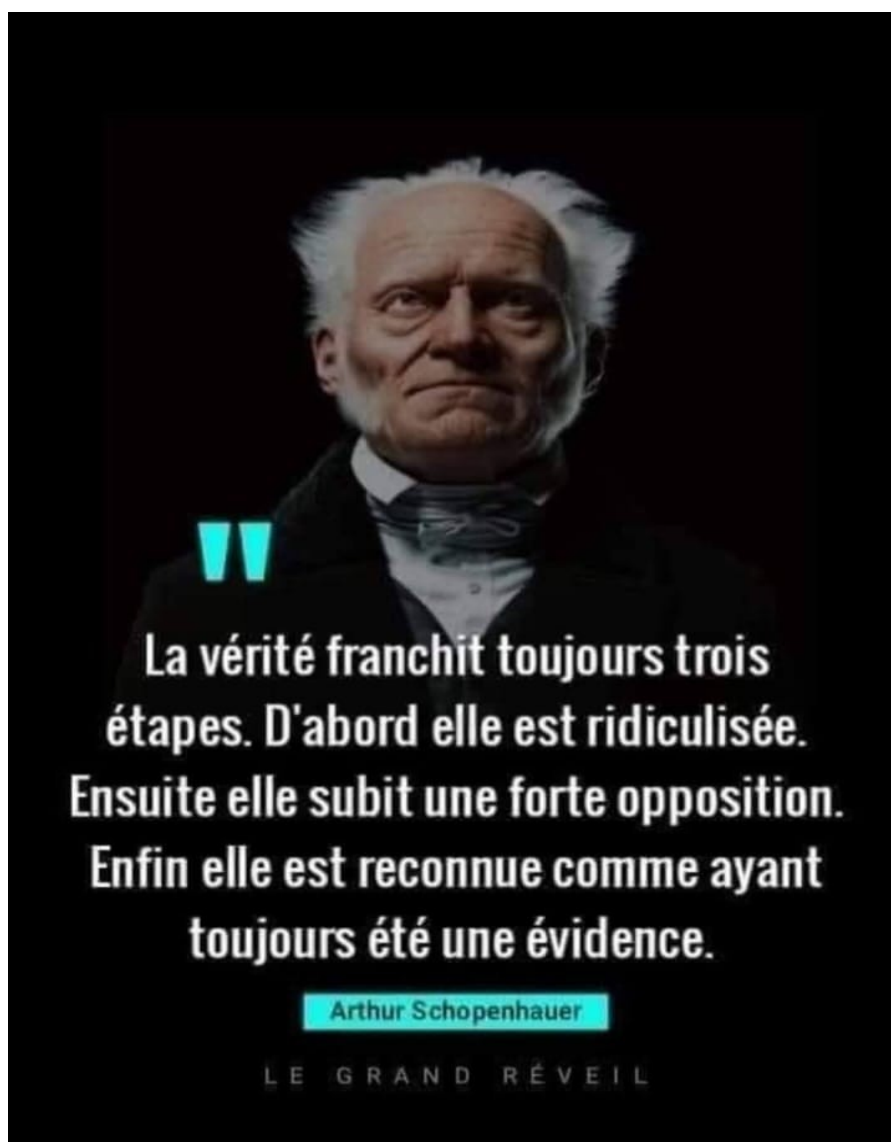
Des collabos du régime nazi

Source : <https://lempaille.fr/la-depeche-les-baylet-la-democratie-qui-veut-de-la-soupe>

Pour conclure sur la pierre angulaire du réseau pédo de l'Occitanie, en rapport avec les Baylet, à l'époque de la propagande de Goebbels, les méthodes étaient les mêmes. Il n'est donc pas anodin que Jean-Michel Baylet ait continué la pérennité du dogme nazi sur le contrôle des médias afin d'établir sa propagande gauchiste bien que celui-ci soit emprunt de comportements de l'autre bord.

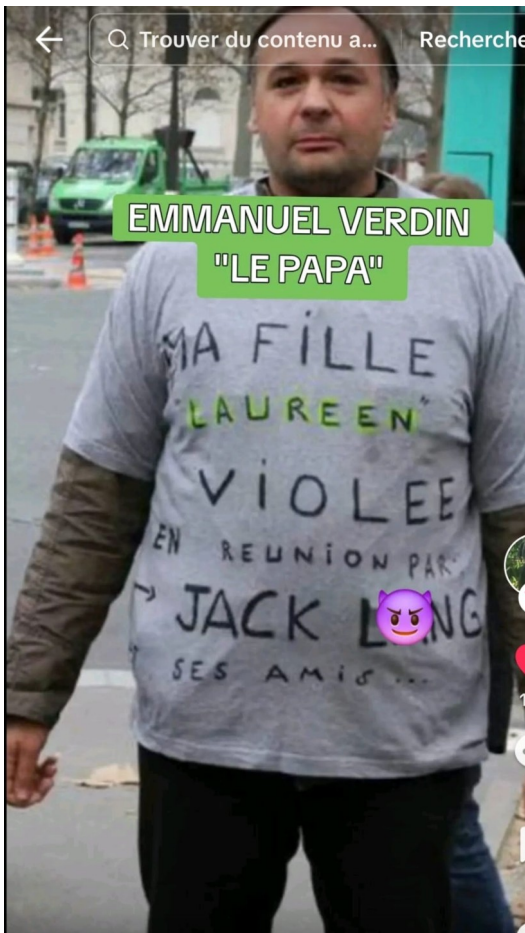
Et concernant son ex-épouse, celle-ci est mariée à Laurent Fabius lui aussi impliqué dans des affaires immondes allant à celle du sang contaminé jusqu'à l'affaire Verdin, viols sur mineur avec Jack Lang, Pierre Moscovici et François Hollande encore en bande organisée

Sans compter qu'il a été président du conseil départemental du Tarn-et-Garonne et donc responsable lui aussi des enlèvements abusifs des enfants à leurs parents. Complice de crimes contre l'humanité, de facto !



L'AFFAIRE EMMANUEL VERDIN

Une affaire énorme passée sous omerta totale



Emmanuel Verdin dit posséder une vidéo où ces trois acteurs pédophiles violent sa fille de 4 ans. La scène se passe sur une petite péniche sur la Seine.

Rappel de l'affaire Verdin, Emmanuel Verdin accuse Jack Lang, Pierre Moscovici et François Hollande d'avoir abusés de sa fille, âgée de 4 ans, entre 1999 et 2000. Elle est décédée suite à une MST contractée lors de ces viols. L'instruction serait encore en cours mais dans l'attente les protagonistes continuent leurs petites vies de parasites pédérastes et pédophiles aux frais du contribuable français...

Emmanuel Verdin un papa qui n'a pas eu le bonheur de connaître sa fille Laureen. Il saura trop tard qu'il en était le papa lorsqu'un détective privé lui apprendra la mort de sa fille et ce qu'il a découvert sur le vécu de cette petite. Emmanuel Verdin se battra pour faire connaître le calvaire de sa fille vendue par sa propre mère à des pédophiles comme Jack Lang, Pierre Moscovici et François Hollande et oui en personne !

Source : <https://vm.tiktok.com/ZNdNjsfg4/>

Il n'est pas rare de voir dans les médias des coups de filets dans les réseaux pédophiles permettant ainsi de calmer l'opinion public sur ce sujet. Les principaux commanditaires se servent des pervers pédo lambda comme de fusibles, un os à ronger pour les chiens. Ce qui leur permet de continuer leurs guerres génocidaires contre les peuples sans être inquiétés par leurs victimes ou leurs complices.

Quand on voit tous ces morts, tous ces trafics, toutes ces horreurs, nous sommes en droit de nous demander ce que fait la police. Et la réponse est évidente, elle collabore avec l'ennemi, quand on se pose la question de ce que fait la justice : elle relaxe les pédocriminels ! Quand on se demande ce que font les hommes politiques : ils légifèrent sur le sujet en prenant soin de protéger leurs amis et business de trafics d'enfants sur fond de répression du peuple ou de guerre ! Et quand on regarde l'échiquier mondial, on se rend vite compte que c'est le même problème partout, la même guerre qui est livrée contre les peuples, le même génocide des enfants, partout, tout le temps, depuis toujours !

Pour clôturer cette deuxième GAV, mes geôliers m'annoncent à plusieurs reprises mon statut de **victime**. Victime, oui, je suis une dés-enfantée de plus, victime de ce réseau pédo-nazi, victime du pervers Larrey, victime de cette justice française qui n'est qu'un simulacre et qui est réellement l'instrument de mort d'une machine infernale qui n'a de pouvoir que pour les larbins et ceux qui, malgré eux, sont sous Milgram.

Tout cela, ils ne me l'ont pas dit, ils ont juste dit que j'étais une victime. Peut-être que j'aurais dû leur répondre qu'ils n'étaient que des larbins. Je doute qu'ils auraient compris le sens de mes mots. J'ai préféré leur raconter mon histoire et celle de Lidiya, celle que vous tenez entre les mains. Aucune réaction de leur part. Ils ne faisaient que recevoir des messages d'**Alexandre Dalzon** et y répondre.

L'un éteindra son téléphone et me dira « *nous vous surveillons depuis longtemps, nous craignons que vous agressiez les gens du Département et d'autres...* » Ils avaient peur qu'une femme désespérée fasse le boulot à leur place. Les agents ne montraient aucun signe d'humanité.

J'éclatais en sanglots lors de leur pause déjeuner, ils m'avaient enfermée dans une cellule de GAV qui était dégueulasse, pleine de merde et de pisse comme si j'étais une vulgaire criminelle. Ceux qui sont sensés nous protéger font clairement partis de cette immonde machine à broyer l'humain, à ce moment-là, je n'ai aucun doute. Et je n'aurais plus jamais de doute à ce sujet.

Vers 22h ils me ramènent chez moi pour la fin de cette GAV, je ne l'avais pas fait sortir avant, mais cette colère qui me tenait grandissait en moi depuis qu'ils avaient pénétré mon domicile au petit matin. Une fois relâchée, je laissais cette colère s'exprimer « *je vais vous foutre une bombe !!* ». J'ai hurlé tellement fort que ceux qui m'ont entendue ont dû appeler les flics qui sont revenus le lendemain pour me remettre en GAV et fouiller mon domicile avec des chiens...

Je ne pourrais affirmer que ce sont mes mots exacts, mais je sais ce qu'ils ont déclenchés, pour la première fois je dormais en cellule, toujours pleine de merde et de pisse, et dormir était impossible vu la puanteur. Sans surprise je me retrouve face aux mêmes agents que la veille, à leur expliquer les mêmes choses que la veille. L'un d'eux me dira plein de conviction : « *Ce n'est pas parce que la juge Camborde a un oncle pédophile, gourou d'une secte, qu'elle n'a pas le droit d'être juge des enfants* ».

Camborde est une criminelle et c'est de famille : cela se transmet par l'ADN !

A partir de là, je savais qu'il était inutile d'en dire plus. La fin de cette GAV se passa dans le silence, ils me gardaient sans m'interroger. J'étais devenue un problème un peu trop bruyant et dérangement du point de vue de leurs patrons. Sans plus de formalité cette GAV pris fin et je me sentais une fois de plus salie, souillée, d'une part, l'horrible puanteur qui s'était installée dans mon nez et sur mes fringues, et d'autre part le larbinisme des agents n'était qu'une insulte face à ceux et celles qui réclament justice. Le dégoût de ce pays et de ces institutions n'allait plus me quitter.

A mi-mots les agents me laisseront sous-entendre que j'avais raison de balancer ce que je vivais à cause de ces mêmes institutions pourries par la pédocriminalité légale.

« *Où est Lidiya ?* » leur avais-je dit... aucune réponse n'est jamais sortie de leur bouche.

Malgré tout je continuais à faire des vidéos pour retrouver ma fille, et j'apprendrai par une maman que Lidiya était au collège de Marseillan avec sa fille, qu'elle disait vouloir se suicider, qu'elle criait à l'aide à tout le monde ! J'apprendrai aussi qu'elle disait faire au moins une heure de trajet pour rejoindre ce collège... (audio)

Il ne m'en fallait pas plus pour aller lever le doute ! Je me suis donc rendue dans ce collège, j'y étais accueillie par la **Police Municipale** qui me sommera de « *ne pas foutre le bordel* ».

Ma réputation me précédait, mais je n'en avais que faire. J'étais devant ce collège à l'heure de la sortie des gosses, des parents étaient là aussi et attendaient leurs enfants, j'essayais de discuter avec eux avec l'espoir de trouver cette maman qui m'avait contactée par téléphone...

Source : <https://www.facebook.com/share/v/1UjptqfgU7/>

Cette tentative désespérée se solda par un échec, les parents étaient comme subjugués face à mes propos et la maman avec qui j'avais eu contact était restée invisible à mes yeux. Le comité d'accueil du collège était là pour m'empêcher de franchir les grilles. J'avais l'impression d'être face à des bœufs, du bétail qui ne comprend rien. J'ai cherché à contacter les infirmières scolaires qui feront du ping-pong entre elles face à mes propos et mes questions. Je contacterai aussi la mairie pour avoir des explications, le maire étant responsable des allers et venues des enfants placés sur leur commune. Mais ma fille n'était pas logée sur Marseillan, elle n'était qu'en transit. La PM tentera de me faire un rappel à l'ordre sous forme de menace « *On t'a déjà dit de ne pas venir foutre le bordel* ». Le ton était donné, j'enquêterai sur les protagonistes mais on ne me facilitera pas la tâche.

Lidiya était dans ce collège, l'équipe pédagogique a refusé de me rencontrer et d'échanger à son propos, la police municipale aux ordres du maire de Marseillan m'a menacée. Ma fille appelait au secours !

Que faut-il de plus ? Vous mettre les preuves de leur perversion ? C'est fait. Relier les points ? C'est fait. Le nazisme ? C'est fait ! Que vous manque-t-il pour comprendre dans quel monde on vit ?

Un électrochoc comme le mien ? Je ne vous le souhaite pas.

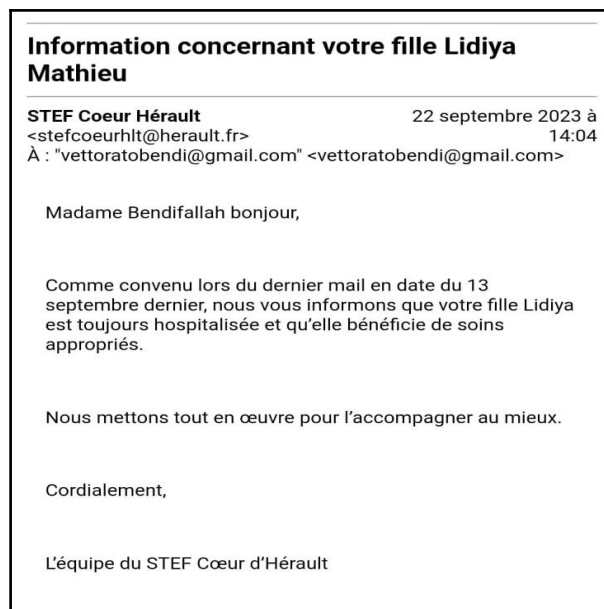
« Ce que l'homme n'apprend pas par la sagesse, il l'apprend dans la souffrance ».

13 septembre 2023 : Je reçois un mail de STEF Cœur Hérault m'indiquant que Lidiya a été hospitalisée ! J'étais sous le choc de la nouvelle. Je ne savais plus vers qui me tourner, les geôliers n'allaient pas répondre à mes questions.

D'affreux doutes m'envahissaient, Lidiya avait menacé de se défenestrer, et les propos de la maman qui m'avait contactée à son propos m'avaient beaucoup inquiétée, j'irai même jusqu'à émettre le doute raisonnable d'une tentative de meurtre sur ma fille. Ont-ils écrits que Lidiya disait vouloir se suicider pour légitimer de la tuer sous couvert de suicide ?? J'étais au plus mal et le fait d'avoir un assassin dans mes pattes ne m'aidait pas.

Alexandre Larrey était trop occupé à faire ses pubs sur les réseaux sociaux avec ses cagnottes pour voir mon mal-être et terminer le travail. S'il m'avait ôtée la vie à ce moment-là mon calvaire aurait pris fin, mais pas celui de Lidiya. Il me fallait donc encore survivre à la tentative de suicide de ma fille. Mon cœur saignait des malheurs qui s'abattaient sur Lidiya et moi.

Voilà comment la république annonce les choses, un vulgaire mail sans contenance, sans explication, sans humanité. Le rapport sera transmis au juge sans que jamais je ne puisse en faire lecture.



D'autres mails suivront jusqu'au dernier reçu le **2 avril 2024**, sans plus jamais avoir de nouvelles depuis...

Hospitalisation Mathieu Lidiya

STEF Cœur Hérault <stefcoeurhlt@herault.fr>

2 avril 2024 à
16:59

À : "vettoratobendi@gmail.com" <vettoratobendi@gmail.com>

Bonjour Madame Bendifallah,

Par ce mail nous vous informons de l'hospitalisation de Lidiya, nous vous tiendrons informé de l'évolution de la situation tout au long du séjour de votre fille.

Cordialement,

L'équipe du STEF Cœur d'Hérault

Suite à mes nombreux appels à l'aide sur les réseaux sociaux, j'ai pu avoir certains indices, mais aussi un soutien non-négligeable. J'avais besoin d'aide et parfois j'en avais. Ou du moins certains essayaient de m'aider. J'apprendrai que « l'affaire Lidiya » est classée limite en secret défense, « échelon 4 »... !

Un gendarme m'enverra ce message !

Je n'ai ensuite plus eu de nouvelles de lui.

J'apprendrais qu'il avait été convoqué pour s'expliquer pourquoi il cherchait ma fille.

Bonjour je voulais accéder au dossier de votre fille avec le système judiciaire classique chose qui m'a étonné on me demande à code échelon 4 ce qui est le dossier les plus protégés qui se rapproche au secret militaire alors votre affaire à l'aide vraiment bien compliqué il y a plein d'incohérence sur le peu d'éléments que j'ai pu obtenir malheureusement je ne pense pas que cela va vous apporter grand-chose car c'est des choses que vous m'avez déjà dit et j'avais essayé quand même de voir si je peux accéder au dossier mais là vu le niveau de sécurité c'est la première fois que je tombe sur un dossier comme ça



Avec le souhait que ces écrits éveillent les consciences sur l'origine du mal qui ronge l'humanité : le génocide des enfants par la pédophilie, la violence et la programmation MK.

Vous, parents, regardez vos enfants ; promettez-leurs que l'avenir sera beau pour eux. Ne leur mentez pas, ne trichez pas, ne vous fourvoyez pas et **agissez pour tenir votre promesse**. S'il y a une voie de Salut à emprunter, c'est uniquement celle-ci. Je vous parle de **créer un monde nouveau**, sans toutes les horreurs que nous avons subies depuis des générations, un monde où **chacun pourra être fier** de faire parti des descendants de ceux qui ont bouté le mal hors de **notre Terre** et ainsi remis l'humanité, la vraie, au centre de toutes les attentions.

FRANÇOIS SAUVADET PRÉSIDENT DES PRÉSIDENTS DES DÉPARTEMENTS



L'Aide Sociale à L'Enfance, service du département, est une action sociale en faveur de l'enfance et des familles. Ce service est placé sous l'autorité du Président du conseil départemental.

Dans un communiqué, **François Sauvadet**, président du conseil départemental de la Côte-d'Or et **président de l'Assemblée des Départements de France**, a réagi au reportage sur l'aide sociale à l'enfance. L'ASE , **le nouveau scandale des enfants placés**, diffusé dans Zone interdite sur M6.

Dixit François Sauvadet : « *Nous avons assisté, dans l'émission Zone interdite (M6), à des comportements inacceptables. Leurs auteurs devront être sévèrement sanctionnés* ».

Oui, on attend que les pédophiles aillent pourrir en prison.

*« Chaque dysfonctionnement dans nos structures doit être pris au sérieux et analysé. Car ils entretiennent, aux yeux de l'opinion, un doute injustifié sur toute une profession. On ne peut pas laisser à croire que quelques cas particuliers défailants représentent l'ensemble des actions mises en œuvre avec dévouement par les professionnels de l'enfance et par les **Départements de France** ».*

Violer des enfants avec dévouement ?

« Les enfants à la charge de l'ASE sont tous dans des situations extrêmement complexes. Leurs profils sont très divers, enfants délaissés, abusés, battus, mineurs délinquants, mineurs non accompagnés. La grande majorité est polytraumatisée ».

Et certains mineurs sans problème avant l'intervention de l'ASE.

Explique le président du conseil départemental et président des présidents des départements, collectivité en charge de l'Aide sociale à l'enfance.



François Sauvadet décoré de la légion d'honneur

Source : <https://app.corsenetinfos.corsica/lactu-regionale/c/0/i/11270823/l-ancien-ministre-francois-sauvadet-decore-de-la-legion-d-honneur-en-presence-de-ses-amis-de-balagne>

Source : <https://www.bienpublic.com/societe/2022/10/17/francois-sauvadet-la-protection-de-l-enfance-est-un-sujet-de-societe>

Vidéo du reportage : <https://youtu.be/sptOP6j2seo?si=LuryG6iy4F-LbWCP>

Bref, il fallait **un président** pour coopter les **autres présidents des Départements** et cet homme c'est **François Sauvadet**, c'est lui le responsable des ignominies et des crimes de ses subalternes, mais c'est lui qui reçoit les ordres des ministères, qui tiennent les leur de l'UE, du WEF et de l'OMS !

Chuuuuut... !



MICHEL BARNIER HOMME POLITIQUE



Homme politique depuis 1973, il a mangé à tous les râteliers : UDR, RPR, UMP et LR, il est également Officier de la Légion d'Honneur.

Inutile d'aller plus loin, Barnier est un criminel depuis toujours ! Ce qui est bigrement intéressant c'est son épouse : **Isabelle Altmeyer**, avocate de profession, avec un penchant parfaitement dégueulasse pour les enfants.

A partir de 2016, elle est responsable de la communication et de la recherche de fonds pour l'association, **La Vie Au Grand Air**, depuis 2007 et présidente de l'Association **Fraternité Universelle à Haïti**.

Source : https://www.gala.fr/stars_et_gotha/isabelle_altmayer-barnier
Association Fraternité Universelle Haïti :

Source : <https://haiti-afu.herokuapp.com/>

Loge FM et pédo qui pratique le trafic d'être humains, indice de recherche pédophilie Haïti.

La Fondation la Vie au Grand Air :

Source : <https://fondationlavieaugrandair.org/> :

Une entité de cooptation de pédocriminels internationaux au travers de leurs partenaires, on retiendra notamment : **Allianz, Chanel, Engie, La Tablée des Chefs, Nestlé, la Fondation Otis, le Rotary et le Lion's Club.**

La protection des enfants c'est « juste » du business sur fond de partouzes.

OLIVIER BAILLY JUGE POUR ENFANTS

Sortons une dernière poubelle
Et revenons à ce triste sire !



Alexandra Lamy a dénoncé la condamnation d'**Olivier Bailly**, ancien juge pour enfants, qui a proposé à des inconnus de violer sa fille de 12 ans. L'homme ne purgera même pas un seul jour de prison ferme.

À l'inverse de la plupart des célébrités qui restent souvent dans le mutisme lorsqu'il s'agit de dénoncer des injustices, **Alexandra Lamy**, fidèle à elle-même, n'a pas hésité à pousser un violent coup de gueule contre la justice française.

« *Tu étais juge pour enfants. Tu as proposé à des hommes de violer ta fille de 12 ans sur des sites libertins. Tu as été condamné à deux ans de prison, dont un ferme. Tu as fait appel car tu sais comment ça marche. Alors tu es rentré à la maison avec ton petit bracelet électronique. C'est cool d'être français et d'être un ancien magistrat Olivier Bailly ?* ».

« **Bailly**, le magistrat qui proposait à des hommes de violer sa fille de douze ans sur un site échangiste a été condamné mais finalement, il ne fera que du sursis. Voilà voilà. On se crame pas entre collègues. Il écrivait sur le site "tu vas la forcer", Il leur suggérerait qu'elle soit humiliée, qu'ils urinent sur elle, qu'ils s'y prennent à plusieurs, voir qu'ils la mettent dans un réseau de pédos » écrit la comédienne avant d'ajouter de manière très ironique, "**Et vive la France**".

Pour rappel, **Olivier Bailly** avait été jugé en son absence, le 18 février, pour **instigation, non suivie d'effet, à commettre des violences sexuelles**, sur sa fille, alors âgée de 12 ans.

Condamné à deux ans de prison, dont un avec sursis, il purgera la partie ferme de l'emprisonnement **sous la forme d'une détention à domicile** sous surveillance électronique, dont les modalités seront fixées par le juge de l'application des peines, rappelait Le Monde.

Interdit d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact habituel avec des mineurs **pendant dix ans**, le magistrat, qui réside toujours au domicile familial, devra verser à sa fille **5 000 euros de dommages et intérêts**, concluait l'article.

Source : https://www.purepeople.com/article/-il-leur-suggerait-qu'ils-urinent-sur-elle-revoltee-alexandra-lamy-pousse-un-coup-de-gueule-sur-une-sordide-affaire_a498433/1

Et comme une casserole n'arrive jamais seule, qui a défendu le dossier Bailly ?
Vous ne rêvez pas, c'est bien le garde des abrutis 2024 de Macron !

Eric Dupont-Morreti ! Non content d'avoir eu une carrière de défenseur des assassins, il est aussi le défenseur des pédo-élites !

Nous dénonçons ici la pourriture de cette institution perverse qui, d'affaires en affaires, de dénis de justice en dénis de justices, de scandales en scandales a perdu tout crédit aux yeux de l'opinion publique. **Nous dénonçons ici les pouvoirs publics et les gardes des Sceaux successifs** qui ont laissé sombrer l'institution dans cette fange.

Sophie VEJUX-BAILLY, l'épouse du magistrat ouvertement libertin, proposée par son mari pour des partouzes et mère de l'enfant proposée à l'encan, la femme qui prétendument ne savait rien, toujours en place parmi ses pairs.

Olivier Bailly toujours intransigeant avec les justiciables qui lui étaient présentés, libertin déclaré connu de tous dans les couloirs du palais de Dijon et à la fin, pédophile avéré.



Dans le procès d'Olivier Bailly, le magistrat qui proposait sa fille de 12 ans sur internet, son épouse "Sophie Vējux épouse Bailly" a été relaxée pour les mêmes chefs d'accusations. Elle est toujours juge au TGI de Dijon !

Tout ce qu'on ne peut pas lui reprocher c'est d'avoir fait partie de cercles libertins en compagnie de son mari !



La Brigade de répression du proxénétisme change de nom et devient la Brigade Mondaine qui est aujourd'hui La Brigade de protection des mineurs

La Brigade de Répression du Proxénétisme : Au cours du XIXe siècle, la réputation des agents de cette police est détestable et les scandales se multiplient outre l'inconduite des agents — 32 sur 40 révoqués en quelques mois — et les brutalités auxquelles sont soumises des prostituées, qui préfèrent parfois la mort à une arrestation par la brigade, les incidents les plus médiatisés sont relatifs à des honnêtes femmes confondues avec des filles de joie et arrêtées par des policiers qui semblent devenus incontrôlables.

La Brigade Mondaine : La fonction essentielle de ce bureau n'est cependant pas de lutter contre la débauche, mais plutôt d'être un service de renseignements qui utilise les prostituées et les tenancières de maison pour obtenir des informations compromettantes sur les clients, même si la répression fait aussi partie de ses attributions, par exemple la chasse aux religieux libertins.

La Brigade de Protection des Mineurs : Son rôle est d'enquêter sur les infractions dont sont victimes les mineurs, viols, agressions sexuelles, mauvais traitements, violences, proxénétisme, pédophilie.

OU EST LIDIYA ?

PROPOS D'UN RESPONSABLE D'UNE BRIGADE DES MINEURS

 THE EPOCH TIMES SE CONNECTER



Illustration (VALERY HACHE/AFP via Getty Images) PLUS

ACTUALITÉS

Prostitution des mineures en Île-de-France : « 99% des proxénètes sont des gamins », révèle Christophe Molmy, chef de la brigade de protection des mineurs

PAR ETIENNE FAUCHAIRE
9 septembre 2023 Mis à jour: 12 septembre 2023

« La génération actuelle s'y plonge dès 8 ans. À 13/14 ans, quasiment tous les garçons et une grande partie des filles y ont eu accès. Les jeunes se filment souvent pendant les actes sexuels. Le fait d'envoyer des nues (photos dénudées), c'est devenu un mode de séduction tout à fait banal, constate le patron de la BPM, qui souligne l'apparition de comportements sado masos à 14 ou 15 ans et un passage à l'acte sexuel désormais réalisé autour de 12 ou 13 ans. Et d'en conclure : « Tout cela crée un contexte qui sur multiplie le risque de prostitution. »

Comment expliquer, en revanche, ce niveau de prostitution ? De nombreux jeunes s'y lancent non pas par la contrainte, mais de plein gré ».

Comment un responsable d'une Brigade des mineurs peut-il s'exprimer ainsi sur le comportement de jeunes mineurs sans être lui même impliqué dans des actes répréhensibles vis à vis de ces jeunes gens. On a de quoi se poser des questions sachant que pour un pédophile c'est souvent le mineur qui l'a provoqué pour consentir à un acte sexuel !

Il fait l'apologie de la pédophilie comme **Daniel Cohn-Bendit** qui écrira dans le livre **Le Grand Bazar** : « *Il m'était arrivé plusieurs fois que certains gosses ouvrent ma braguette et commencent à me chatouiller. Je réagissais de manière différente selon les circonstances, mais leur désir me posait un problème. Je leur demandais, Pourquoi ne jouez-vous pas ensemble, pourquoi vous m'avez choisi, moi, et pas les autres gosses ?* » Mais, s'ils insistaient, je les caressais quand même »

Apologie de la pédophilie :

Source : https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Apologie_de_la_p%C3%A9dophilie

OU EST LIDIYA ?

L'EXPÉRIENCE DE MILGRAM OU LE SYNDROME DU LARBIN

L'**expérience de Milgram** est une étude de **psychologie sociale** menée par **Stanley Milgram** en **1963**. Elle a pour but d'étudier le **comportement humain** face à l'autorité et la soumission à celle-ci, et consiste à tester la capacité des individus à **obéir**, même si cela implique d'infliger des **souffrances** à autrui. L'expérience a suscité de nombreux commentaires dans l'**opinion publique**, ainsi que dans le milieu de la psychologie et de la **philosophie des sciences**, et a inspiré de nombreuses œuvres de fiction ou de télévision.

Film : I comme Icare

Le film montre la soumission à l'autorité, des citoyens ordinaires reçoivent l'ordre de tuer leurs semblables et ils l'exécutent puisqu'ils estiment que c'est leur devoir sans se poser la question de savoir si c'est bien ou non puisque c'est l'autorité supérieure qui en a décidé ainsi. L'obéissance à l'autorité, longtemps prônée comme une vertu, revêt un aspect différent quand elle est au service d'une cause néfaste, la vertu se mue alors en vice odieux.

Mieux vaut se soumettre à l'autorité même si l'ordre est mauvais plutôt que de réfléchir et de refuser l'acte ce qui met en péril les fondements de l'édifice social.

Nous vivons actuellement ce système puisque les policiers n'ont plus la capacité de réfléchir au bien fondé d'un ordre donné. Ils obéissent c'est tout !

Ils ont complètement inversé leurs missions vis à vis de la population.

La Police et la gendarmerie sont par conséquent devenues malgré elles des milices privées aux ordres des procureurs qui obéissent à des intérêts étrangers.

Source : <https://www.facebook.com/share/p/1NApXHkgqs/>

Contactez moi en mp pour plus d'informations...  

  **RECRUTEMENT EN COURS A LA RÉUNION**  


Le peuple reprend ses institutions en main

Les gens en ont assez de ce système corrompu.

Tout a été privatisé par des entreprises étrangères au fil des années, le peuple est bien conscient qu'il est asservi par des mafieux.

D'autant plus que c'est le peuple qui détient l'autorité, on ne lui a jamais demandé son avis par référendum.

 **En Angleterre, les gens du peuple se constituent eux-mêmes en agents de la paix sous serment avec des témoins en vertu du droit naturel.**

 **C'est ainsi qu'ils parviennent à arrêter les juges et les magistrats et ainsi à reprendre possession des lieux et des bâtiments qui appartiennent au peuple de la nation.**

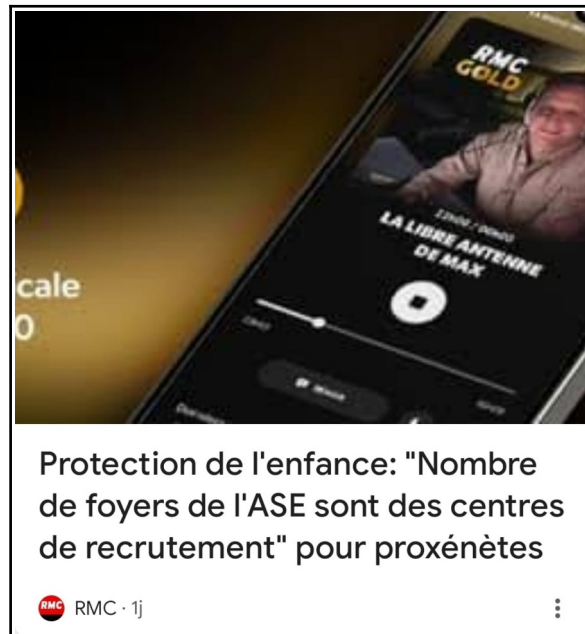
Sans agression et dans le respect mutuel !

Comme leur nom l'indique, ce sont des agents de la paix assermentés.

Puis il faut savoir que ce sont les gens qui paient les agents de l'état, et ils sont nos serviteurs, et non l'inverse ! Ces agents de l'Etat servent le peuple, nous les avons mandatés pour cette mission.

 **Aujourd'hui, nous avons la preuve d'une ingérence étrangère et d'un État hybride au sein de la nation. Cela signifie que le peuple a le devoir de résister à l'oppression conformément à l'article 2 des droits de l'homme de 1789.**

Alors qu'un rapport d'enquête parlementaire tire - de nouveau - la sonnette d'alarme sur la protection de l'enfance, le journaliste Claude Ardid publie un livre-enquête sur les défaillances au sein des foyers de l'ASE, l'Aide sociale à l'enfance, notamment en matière de la prostitution des mineurs. Il dénonce sur RMC une mise en danger de la vie d'autrui.



Source : https://rmc.bfmtv.com/actualites/societe/protection-de-l-enfance-nombre-de-foyers-de-l-ase-sont-des-centres-de-recrutement-pour-proxenetes_AV-202504090465.html

**Ce qui est effrayant ce n'est pas l'oppression des méchants mais
l'indifférence des bons !**

L'indifférence des bons c'est ce qui devrait interpeller !!!

On continue avec l'ASE !

Source : <https://magazine.nexus.fr/n148/>



**À LA UNE : PLACEMENTS ABUSIFS D'ENFANTS, LIBERTÉS
FAMILIALES MENACÉES : QUAND L'ÉTAT SE VEUT
PARENT**

Des enfants sont laissés dans leurs familles maltraitantes, d'autres sont brisés par des mesures injustifiées, les dérives des placements abusifs sont en augmentation, et témoignent d'un État qui entend régenter la vie des citoyens.

Sylvie vit à Brest avec ses deux enfants, Sofiane et Jean-Jacques. Une nuit, Sofiane se blesse alors qu'il est seul dans l'appartement. Les services sociaux sont alertés et placent l'enfant en foyer, le temps de mener une enquête. Persuadée d'être victime d'une erreur judiciaire, Sylvie se lance dans un combat pour récupérer son fils.



Enfants placés, sous le regard des caméras | Le Club

[Consulter >](#)

Dans "Comme une louve", une fiction inspirée d'histoires vraies, la réalisatrice **Caroline Glorion** prend fait et cause pour une jeune femme séparée de ses enfants placés à l'aide sociale à l'enfance.



Le Media Social

Je m'abonne

Article | 19 septembre 2023 | Abonnés

f

t

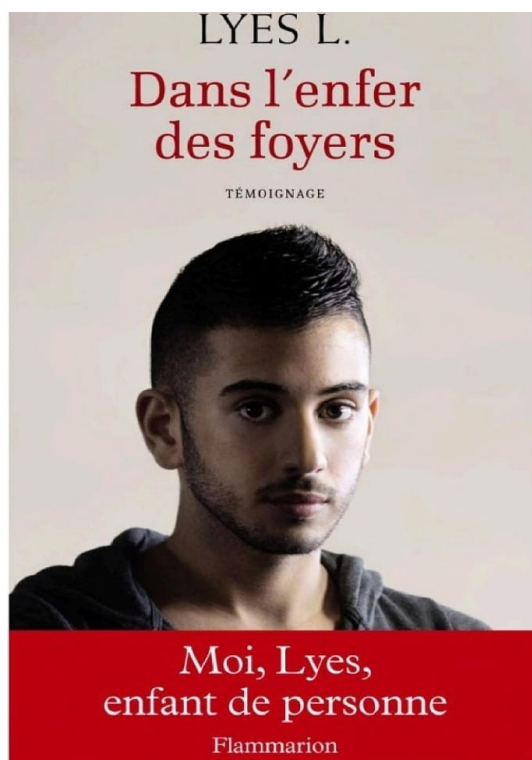
in

"Comme une louve" : le combat d'une mère pauvre pour récupérer ses enfants placés

Dans le film "Comme une louve", Lili va se battre avec l'aide de son avocate pour récupérer ses enfants placés à l'ASE. - © DR

276

LYES LOUFFOK UN ENFANT DE L'ASE



Prologue

C'est comme ça. On ne choisit pas, on naît ici ou là. Et en fonction du « ici » ou du « là », on regrette ou pas. On a envie de hurler : « Eh, j'avais rien demandé » ou : « Merci, c'est pas mal. » Un cadeau ou un boulet, la vie varie selon.

On me dit souvent que je suis courageux. Ça devrait me faire plaisir, pourtant, je réponds invariablement : « Ce n'est pas comme si je pouvais faire autrement, moi, je marche ou je crève. » Se débrouiller, seul. Grandir en sachant que la vie m'attend avec un bâton et qu'elle me cognera le museau dès qu'elle en aura l'occasion. C'est facile de me toucher, je n'ai pas de refuge, aucune niche où aller me mettre en boule.

Je suis né sans toit. Je dépends de l'État, de cette république qui prône la liberté, l'égalité, la fraternité à certains, mais l'inverse à d'autres. Comme je n'ai pas de père, que ma mère a des problèmes psychiatriques, que le reste de ma famille ne veut pas de moi, je rentre dans le giron de l'administration. Jusque-là, tout va mal. Puis à partir de là, tout va mal. Encore plus mal.

La logique officielle, le discours ressassé : tout est fait pour mon bien.

Mais je ne suis pas dupe. Les droits de l'enfant, son intérêt, passent toujours après ceux des adultes. J'en ai rapidement pris conscience. Il suffit qu'un adulte trouve un enfant un peu gênant ou déstabilisant pour qu'il soit puni, qu'on l'arrache de là où on l'avait balancé, qu'on le recadre salement. Il suffit qu'il se permette le désespoir cinq minutes pour qu'on le latte gravement.

Source : https://books.google.fr/books/about/Dans_l_enfer_des_foyers.html?id=SihQAwwAAQBAJ&printsec=frontcover&source=kp_read_button&hl=fr&newbks=1&newbks_redir=0&gboemv=1&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

Mineures de l'ASE : la prostitution invisible

Idées / Intersections
#Enfance #Prostitution

Le documentaire *Comme si j'étais morte*, diffusé par France Télévisions, propose une immersion dans un foyer de l'aide sociale à l'enfance et met en lumière la question de la prostitution des mineures.

Nesrine Slaoui • 12 mars 2024

Le film bouleversant de **Benjamin Montel**, qui arrache nos cœurs et retourne nos estomacs, propose une immersion de plusieurs mois dans un foyer de l'aide sociale à l'enfance, l'ASE. On suit Eva, à peine 14 ans, qui multiplie les fugues et les ballons, une nouvelle pratique en recrudescence chez les plus jeunes qui consiste à inhaler du protoxyde d'azote, autrement appelé **gaz hilarant**, et qui a un effet euphorisant.

Eva, mineure, a été filmée à son insu et dans un état second par ses proxénètes qui diffusent les vidéos publiquement sur Snapchat

♦ **Assemblée des Départements de France** Quand vous arrachez un enfant à sa mère protectrice, vous savez très bien ce que vous faites.

Violés, agressions : un avocat balance tout sur les ravages de l'ASE ! - Mich...

Vous adoubez les pères incestueux. Vous signez un pacte avec eux. En échange de l'enfant livré au foyer, ils obtiennent un blanchiment de leur crime. Et parfois pire : l'enfant devient objet, chair à foyer, offerte aux violences, à la prostitution, pour effacer les traces de ce qu'il a subi. C'est un deal. Un échange ignoble. Et vous le savez.

Quand la justice écarte la mère, elle ne protège pas

ENQUÊTE

Lille : Un couple agresse dix agents de l'ASE et kidnappe ses enfants placés



Source : <https://www.20minutes.fr/lille/4133827-20250115-lille-couple-agresse-dix-agents-ase-kidnappe-enfants-places?>

Comme eux... N'hésitez pas à vous joindre à cette OPÉRATION



Comme eux... N'hésitez pas à vous joindre à cette OPÉRATION




Hommage à Bouchra...

Cette maman morte d'un AVC. Suite au placement abusif de ses enfants par l'ASE




STOP aux dérives de l'ASE !!!



MENU

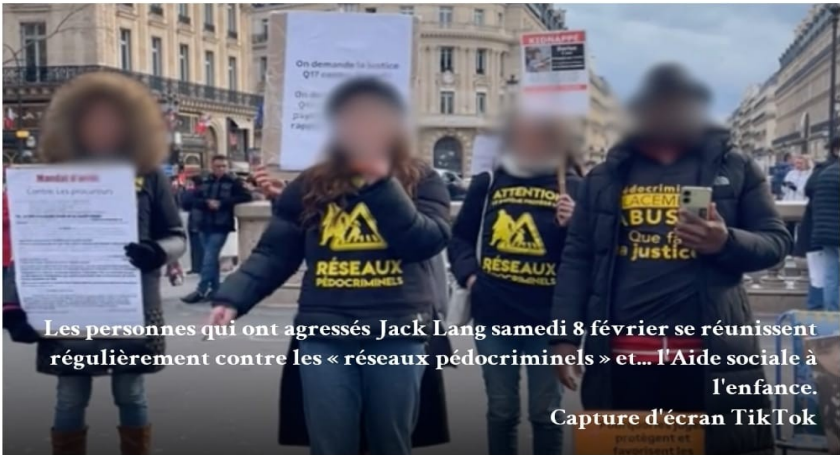
S'ABONNER

Marianne
PUBLICITÉ



SOCIÉTÉ

POLICE ET JUSTICE



Les personnes qui ont agressés Jack Lang samedi 8 février se réunissent régulièrement contre les « réseaux pédocriminels » et... l'Aide sociale à l'enfance.

Capture d'écran TikTok

Le complotisme en vrai

Derrière l'agression de Jack Lang, un groupe complotiste contre la "pédophilie" de l'Aide sociale à l'enfance

Par Antoine Margueritte

Source : <https://www.marianne.net/societe/police-et-justice/derriere-l-agression-de-jack-lang-un-groupe-complotiste-contre-la-pedophilie-de-l-aide-sociale-a-l-enfance>

Voici ce que l'on peut encore qualifier d'inversion accusatoire, des groupes de parents défendant leurs enfants sont qualifiés de terroristes !!!

ILS VONT MÊME JUSQU'À LES EMPRISONNER POUR LES FAIRE TAIRE !



Mise à jour de la carte des pédocriminels de Mars 2025.



Source : <https://youtu.be/0znArVgJ534?si=IRVXGDZcoQGugwUj>



Sept à Huit, Immersion dans la prison de Mauzac, réservée aux pédophiles, Prison Ouverte.

A la prison de Mauzac, en Dordogne, l'administration pénitentiaire a fait le pari d'un centre de détention semi-ouvert. Les détenus, principalement des délinquants sexuels, y effectuent de longues peines. Les équipes de Sept à Huit ont pu poser leurs caméras dans cet univers carcéral particulier.

La prison de Casabianda en Corse est l'une des seules prisons ouvertes de France, sans grillages ni barbelés, où les détenus peuvent se déplacer librement, ce qui a suscité l'étonnement d'un internaute qui a filmé les lieux.

Source : <https://www.tf1info.fr/societe/sept-a-huit-a-mauzac-cette-prison-pas-comme-les-autres-qui-parie-sur-la-reinsertion-des-delinquants-sexuels-2165034.html>

Source : <https://www.20minutes.fr/societe/4130345-20241224-prison-corse-casabianda-club-med-pedophiles>

Source : https://x.com/AlexSofamous/status/1867987359025025162?t=L8JVY7TMBf_-4nQCiltvBA&s=08

Source : https://x.com/Prince_Hyppal/status/1494406061251518473?t=Ka7UG6L5Ooh9rCOTXOBADw&s=08

Source : <https://x.com/AldoSterone111/status/1667518383946956801?t=-NIYdAY8-wQ60EhvLtC7kg&s=08>



COMITÉ DE SOUTIEN

Comme Nous, Affiche ton Soutien à
 #PriscillaMajani, actuellement incarcérée indûment à
 #marseille. Partage ta photo avec le hashtag #JauraisFaitCommeElle sur ton mur, on ne
 lâche rien pour Priscilla, pour Camille, pour #NousToutes.
 #jetecrois #toulon #MeTooInceste #aprèslesviolences #carqueiranne
 via Eva Darlan, présidente du comité de Soutien national. #bebrave

Source : <https://www.facebook.com/share/r/1Bt9hxoKf3/>



CRÉATION DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL

Une explication claire et précise nous est faite par Marion Sigaut
Auteure de la Marche Rouge
Les enfants perdus de l'Hôpital Général

L'Hôpital général de Paris est une **institution** fondée au milieu du XVII^e siècle pour le **renfermement des pauvres mendiants de la Ville et des faubourgs de Paris**. Le bureau de l'hôpital général, comprenant la direction et l'administration, est établie en 1656 à l'**hôpital de la Pitié**, fondé vers 1612.

Voulu par la société secrète catholique appelée **Compagnie du Saint-Sacrement** sous le règne de **Louis XIII**, il n'était pas un établissement médical par destination, mais entendait résoudre le problème de la mendicité et des **cours des miracles**.

La **Fronde** engendra une crise économique et un développement de la **pauvreté** lors du règne de **Louis XIV**. Le 27 avril 1656, le pouvoir royal créait l'Hôpital général, qui avait pour objectif de mettre au travail les mendiants et de **sauver leurs âmes**. Il fut presque immédiatement considéré également comme une maison de correction et bientôt une force c'est-à-dire une prison.

Mendiants, vagabonds et prostituées étaient internés dans des asiles publics placés sous le contrôle de l'Hôpital général. En 1670, dix ans après la mort de **Vincent de Paul**, il intégrera la Maison de Couche de Paris qui deviendra l'**Hôpital des Enfants-Trouvés**. Par lettres-patentes du 23 mai 1679, l'**hôpital du Saint-Esprit** est réuni à l'hôpital général.

À côté de l'Hôpital général existaient de nombreux établissements relevant de l'**Hôtel-Dieu de Paris** qui avaient, eux, une fonction médicale. Les malades de l'Hôpital général étaient envoyés à l'Hôtel-Dieu.

La progression de la **pauvreté** accrut la **mendicité**, le **vagabondage**, les **agressions** et la **prostitution** dans les grandes villes. (NDLA : en 2024, c'est toujours le cas)
Au cours du XVII^e siècle, le pouvoir royal voulut régler ce problème en menant une politique d'enfermement systématique dans les établissements dépendant de l'Hôpital général. Cette politique était avant tout l'expression d'une volonté d'ordre public sans aucun souci médical.

Ainsi, à Paris, dans les établissements de la **Salpêtrière**, la **Pitié**, **Bicêtre**, il s'agissait d'accueillir selon les termes mêmes de l'Édit de 1656 les pauvres de tous sexes, lieux et âges, de quelque qualité et naissance, et en quelque état qu'ils puissent être, valides ou invalides, malades ou convalescents, curables ou incurables.

De fil en aiguille, la population enfermée dans les établissements parisiens atteignit le seuil de 6 000 personnes, soit 1 % de la population de l'époque. Les provinces furent également gagnées par ce **mouvement de pénalisation de la misère** et, à la veille de la Révolution, on comptait 32 Hôpitaux généraux dans tout le pays.

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/H%C3%B4pital_g%C3%A9n%C3%A9ral_de_Paris



La Marche Rouge

En mai 1750, une rumeur persistante met Paris en émoi. On raconte que des agents de police déguisés s'emparent d'enfants et les envoient à l'Hôpital général. Des émeutes éclatent, des commissariats sont incendiés et des gardes tués. La sévère répression de cette "Marche rouge" se solde par des condamnations à mort.

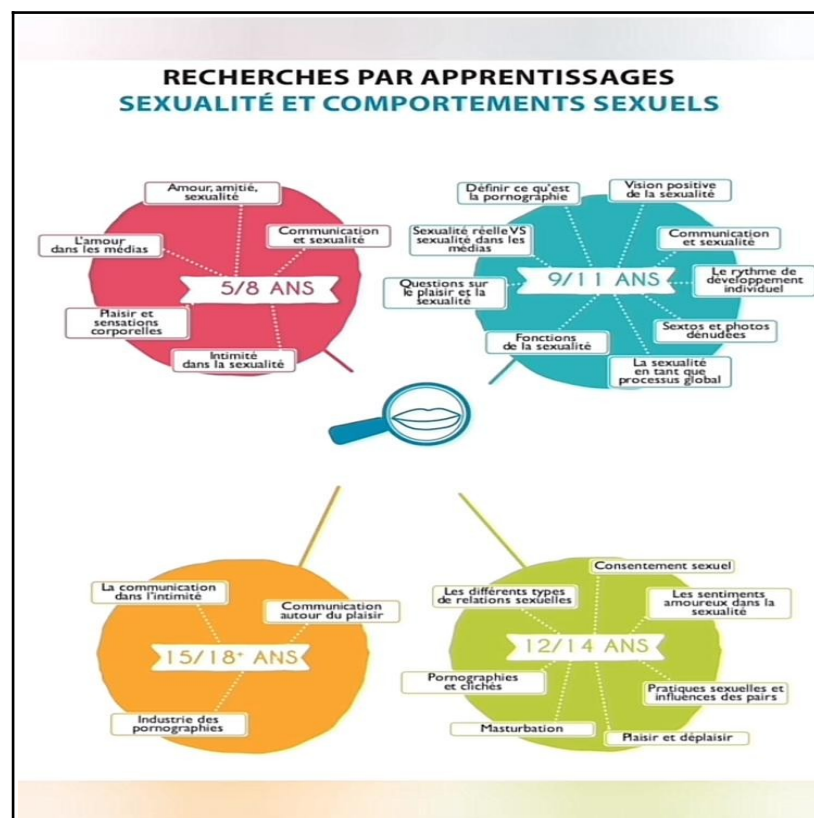
Fondé en 1656 par Louis XIV, l'Hôpital général était d'abord destiné à résoudre le problème de la mendicité par le "renfermement" des miséreux. Mais ensuite, il fut également utilisé pour isoler d'autres catégories de population comme les prostituées ou les enfants trouvés.

Explorant les archives de la Salpêtrière qui, avec Bicêtre et La Pitié, formait l'Hôpital général, Marion Sigaut tente d'apporter une réponse aux questions les plus troubles : Que sont vraiment devenus les enfants perdus de l'Hôpital général ? Furent-ils livrés à des libertins qui en usaient en toute impunité ? Vendus à la Compagnie des Indes pour peupler la colonie du Mississippi ?

Marion Sigaut éclaire les terribles scandales qu'étouffèrent les dirigeants de l'établissement dans son livre **La marche Rouge**.

Marion Sigaut et un grand nombre de gens s'insurgent contre la loi sur l'éducation à la vie affective et sexuelle que nos enfants devront subir par une loi de nos gouvernants pédophiles pour un très grand nombre d'entre eux. Comme nous l'avons déjà mentionné Jack Lang est à l'origine de cette loi co écrite en 2001.

ÉDUCATION A LA VIE AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE, LOI EVARS





COMMUNICATION ET SEXUALITÉ	
Apprentissage	Discuter de sujets qui concernent la sexualité et utiliser le langage sexuel de manière respectueuse et appropriée
Prérequis	/
Connaissances/savoirs	<ul style="list-style-type: none"> • La communication et les expressions en lien avec la sexualité
Habiletés/savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> • Savoir expliquer avec ses propres mots ce que signifie la sexualité globale • Utiliser le langage sexuel, les expressions de manière bienveillante • Expliquer ce que l'enfant comprend de la sexualité à travers les discours de l'entourage (ami-es, parents, autres adultes) et les contenus médiatiques (télévision, jeux vidéo, livres, publicités)
Attitudes/savoir-être	<ul style="list-style-type: none"> • Parler de la sexualité de manière positive, communiquer sur ses besoins, ses envies, ...

A cet âge là les enfants doivent commencer à apprendre à lire et à écrire !



VISION POSITIVE DE LA SEXUALITÉ	
Apprentissage	Prendre conscience des aspects pluridimensionnels de la sexualité et développer une vision positive et globale de la sexualité tout au long de la vie
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Comprendre ce qu'est l'amitié, l'amour, être amoureux-se, la tendresse, la sexualité • Discuter de sujets qui concernent la sexualité et utiliser le langage sexuel de manière respectueuse et appropriée
Connaissances/savoirs	<ul style="list-style-type: none"> • Les dimensions de la sexualité : culturelle (normes, règles de vie en société, interdits, tabous, lois, influence des autres, stéréotypes, attentes de l'entourage (famille, ami-es, adultes), médias), psychologique et émotionnelle (conception de l'amour, estime de soi, besoin d'être aimé, éveil amoureux ou non, image corporelle, besoins de liberté, d'autonomie, d'exploration, etc.), biologique, ...
Habiletés/savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> • Exprimer ses interrogations à l'égard de l'éveil amoureux et sexuel, à l'égard de son corps qui grandit
Attitudes/savoir-être	<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaître que la sexualité est positive et qu'elle contribue au bien-être de chacun-e • Être consciente que la sexualité comporte différentes dimensions (relationnelles, sociales, physiques, psycho-affectives,...), qui se vivent de différentes façons en fonction des âges et du développement de chacun-e

Sont-ils au point en lecture et en écriture ?
Non loin de là



LES DIFFÉRENTS TYPES DE RELATIONS SEXUELLES	
Apprentissage	Pouvoir discuter de sexualité y compris les différents types de relations, les raisons d'avoir des relations et les problèmes rencontrés lors de relations sexuelles
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> Prendre conscience des aspects pluridimensionnels de la sexualité et développer une vision positive et globale de la sexualité tout au long de la vie Comprendre que la sexualité est un processus qui englobe des sentiments, des échanges, et une succession de différentes premières fois
Connaissances/savoirs	<ul style="list-style-type: none"> Sexualité épanouissante La diversité des pratiques sexuelles (au-delà de la pénétration) Les cinq sens et les sensations qu'ils peuvent apporter dans la sexualité (sensations de plaisir et de déplaisir) Les dimensions de la sexualité : biologique, affective, relationnelle, sociale, psychologique, culturelle, éthique, morale, physique, économique, émotionnelle L'influence de certaines pathologies, maladies et handicaps sur la sexualité (diabète, cancer, prothèses, déficiences, maladies mentales, etc.) Les relations sexuelles de nature transactionnelle (prostitution, escort, accompagnement sexuel, mais aussi sexe en échange de petits cadeaux, repas, sorties) L'addiction ou la dépendance sexuelle Les variations dans le comportement sexuel, les différentes phases de l'excitation et du désir, de l'orgasme L'évolution de la sexualité au cours de la vie, les relations sexuelles aux différents âges L'asexualité
Habiletés/savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> Être capable d'expliquer comment rendre le sexe épanouissant/amusant, et comment faire si on éprouve des douleurs ou des problèmes
Attitudes/savoir-être	<ul style="list-style-type: none"> Comprendre que la sexualité est une composante importante et positive de l'être humain et de sa santé et son bien-être Considérer que la sexualité, pour être épanouissante, doit être prise dans sa globalité, avec les notions de désirs, plaisir, besoins, rythmes



LA COMMUNICATION DANS L'INTIMITÉ	
Apprentissage	Développer des compétences de communication dans les relations intimes et sexuelles et prendre en compte celles des autres
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> Pouvoir parler de ses sentiments amoureux et de ses attirances, et des rôles et comportements qui peuvent exister dans le cadre de la sexualité
Connaissances/savoirs	<ul style="list-style-type: none"> Compétences de communication Les sentiments et les émotions en lien avec la sexualité Le consentement
Habiletés/savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> Identifier ses propres compétences psychosociales en fonction des situations Exprimer ses besoins et ses envies en fonction de ses spécificités personnelles ou celle(s) de son/sa/ses partenaire-s (ex : handicap, particularités physiques, pathologies/maladies, survivant-es d'agression sexuelle ou de viol, ...)
Attitudes/savoir-être	<ul style="list-style-type: none"> Gérer des désirs conflictuels, et être capable d'exprimer respectueusement ses propres souhaits et limites Gérer les difficultés dans une relation sexuelle : réfléchir aux rapports de pouvoir qui peuvent se produire dans les relations

Définie par les articles L. 121-1 et L. 312-16 du Code de l'éducation, « l'éducation à la sexualité » se déploie de manière progressive de l'école maternelle jusqu'aux classes du lycée. Elle prend la forme d'une éducation à la vie affective et relationnelle à l'école primaire et d'une éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité au collège et au lycée. Elle est organisée à raison d'au moins trois séances annuelles spécifiques et par groupes d'âge homogènes selon une durée qui peut varier en fonction de l'âge des élèves. Ces séances sont complétées par des temps d'enseignement dispensés dans le cadre des programmes disciplinaires.

L'éducation à la sexualité croise l'acquisition de connaissances (biologie, sociologie, santé, droit, etc.), le développement de compétences psychosociales et le partage des valeurs de la République. Elle s'inscrit dans la démarche École promotrice de santé et dans la politique éducative sociale et de santé. Elle permet de développer la capacité des enfants et des adolescents à adopter des habitudes favorables à leur santé et à leur bien-être, et vise particulièrement à améliorer les relations à soi et les relations aux autres. C'est aussi une éducation citoyenne qui s'inscrit dans les principes et les valeurs de la République en continuité avec l'enseignement moral et civique. Elle contribue à promouvoir l'égalité, à construire des relations respectueuses à soi et aux autres, et à lutter contre le harcèlement, toutes les formes de discriminations, et les violences sexistes et sexuelles.

Destinée à tous les élèves, elle est encadrée par un programme national qui entre en vigueur à la rentrée scolaire 2025. L'éducation à la sexualité doit être mise en œuvre sur l'ensemble du territoire, dans les établissements publics et dans les établissements privés sous contrat.

Alfred Kinsey l'inspirateur des programmes de l'éducation sexuelle à l'école.

S'abonner

Par VA Plus
Publié le 20 septembre 2024 à 20h00

Partager cet article sur

Il y a un « avant » et un « après » la révolution sexuelle. Le « avant » ? Une société pudique aux valeurs chrétiennes, un peu fermée d'esprit sur certains sujets. Le « après » ? Quelques avancées concernant le droit des homosexuels et des femmes. Voilà le schéma un peu simpliste de l'évolution des mœurs occidentales qui oublie certaines dérives de cette révolution : la pornographie de masse, la banalisation de la pédophilie chez les intellectuels et l'éducation à la sexualité.

Derrière ce bouleversement sociétal, il y a un homme. Laissez VA+ vous conter l'histoire d'Alfred Kinsey, dynamiteur de tabou, sexologue, et détraqué sexuel. Qui est le monstre à l'origine de l'éducation à la sexualité dès les classes de maternelle ?

A LIRE
Éducation à la sexualité : un programme qui inquiète par sa nature et son contenu

Dixit Marion Sigaut : « *Il faut savoir que depuis 1957, compte tenu des rapports qui disaient que les enfants sont sexuels dès la naissance ce qu'il a faussement prétendu à partir de viols, enfin il faut commencer par ce préalable, Kinsey a fait violer des centaines d'enfants par des prédateurs et quand les enfants s'évanouissaient, poussaient des hurlements, avaient des convulsions, enfin toutes les réactions de terreurs et de souffrances, il notait qu'ils avaient des orgasmes et ce sont ces rapports qui n'ont jamais jamais jamais été mis en cause qui servent de base à l'éducation sexuelle la terre entière* ».

DES DONNÉES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Les violences sexuelles, près d'une condamnation sur six relève du viol.

Publié le 30 novembre 2023 - Mis à jour le 08 janvier 2025

Parmi les 37 800 condamnations pour violences sexuelles, prononcées entre 2017 et 2022, plus des trois quarts concernent des agressions sexuelles (76 %), 17 % des viols, 4 % des atteintes sexuelles sur mineur et 3 % du harcèlement sexuel. Sur cette période, les condamnations pour violences sexuelles ont progressé de 14 %.

Les mineurs représentent 23 % des condamnés, et 31 % des viols et agressions sexuelles sur mineurs sont commis par un auteur mineur.

Parmi les auteurs majeurs, un tiers est condamné à une peine d'emprisonnement ferme ou de réclusion. Cela concerne 7 % des auteurs mineurs de 13 ans ou plus.

Pour les auteurs majeurs de viol, 93 % ont été condamnés à une peine privative de liberté ferme et pour 69 % d'entre eux celle-ci est supérieure ou égale à 10 ans.

Enfin, 49 % des auteurs mineurs de viol ont été condamnés à une peine privative de liberté en tout ou partie ferme.

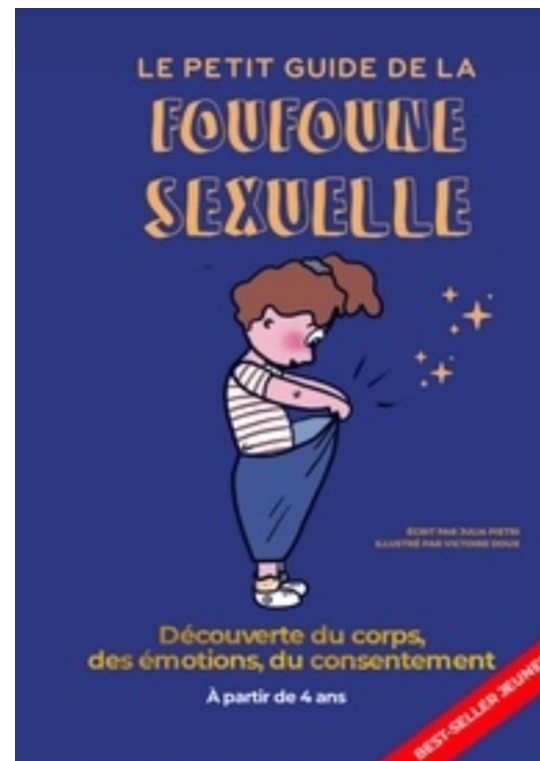
Source : <https://www.justice.gouv.fr/documentation/etudes-et-statistiques/violences-sexuelles-pres-dune-condamnation-six-releve-du-viol>

Lorsque certains psychanalystes culpabilisent les victimes avec leurs théories Freudiennes, comme Françoise Dolto par exemple.

Un grand merci à Aude Fiévet pour son travail.

« Il faudra juste qu'un enfant de 4 ans violé, vienne dire au tribunal qu'il n'était pas consentant ! C'est l'éclaircissement prévu par **Schiappa** ! La notion de non consentement, d'office, pour un mineur, est donc effacée. C'est une grande victoire pour les pédocriminels, évidemment. Tout le reste, en explications, interprétations tordues, n'est que complicité criminelle, pour faire avaler cette saloperie de modification de loi. Si Schiappa avait vraiment voulu faire avancer les choses, conformément aux recommandations de pédopsychiatres éclairés, elle aurait précisé que le non consentement devait être retenu, d'autorité, pour tout enfant de moins de 15 ans. Point. C'est d'ailleurs, ce que tout le monde attendait, sauf les pédocriminels, évidemment »!





Source : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/si-on-n-agit-pas-tout-de-suite-on-est-mort-quand-l-aide-sociale-a-l-enfance-devient-une-machine-a-fabriquer-du-malheur-3136846.ht>

Source : <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/un-directeur-d-un-foyer-pour-enfants-en-touraine-mis-en-examen-pour-detention-d-images-pedopornographiques-3126459>

FRANCISCO MALONDA PÈRE DESENFANTE

Francisco Malonda est un papa qui se bat courageusement contre l'ASE. Ses 5 enfants lui ont été retirés. Il vit un calvaire. Une de ses petites filles vit chez un homme célibataire où elle est violée. La petite lui a dit subir des actes bizarres et ceci a été confirmé par l'ASE. Francisco s'est mis très en colère. Famille immigrée en France, la femme de Francisco vivait à Lyon, Francisco travaillait à Paris mais cherchait un logement sur Lyon. Lorsque sa femme est allée voir une assistante sociale pour être aidée dans sa recherche, elle vivait alors chez sa sœur, l'aide sociale à l'enfance est intervenue pour lui retirer les enfants. Depuis 2023 il n'arrive pas à récupérer ses enfants. Il gagne bien sa vie sur Paris mais l'ASE refuse de lui rendre les enfants. Francisco est un papa qui adore ses enfants et souhaite leur apporter une bonne éducation.



APPEL AUX VOLONTAIRES

- **Les Volontaires** ont la nécessité de se rallier et d'oeuvrer pour la reprise des pouvoirs et libertés qui nous sont confisqués par les criminels en cols blancs des institutions françaises et de par le monde.

- **Les Volontaires** doivent laisser leurs querelles égotiques de côté le temps de procéder ensemble à la reprise du pouvoir par le peuple et pour le peuple. « Le peuple de France est souverain... », à aucun moment il n'a été accordé à une bande de pédo-criminels richissimes de part leurs multiples vols et viols sur les peuples d'avoir quelconque juridiction ou pouvoir sur le peuple français.

- **Par le Mandat de réquisition** basé sur l'article n°2023-703 du 1er août 2023, article 47, version en vigueur depuis le 1er août 2024 par la république française forclos depuis le 25/12/2012, le peuple français ordonne aux Forces de l'Ordre, aux gendarmes, aux pompiers et aux militaires de procéder aux arrestations de ceux inscrits sur la **Liste Noire**. Les Volontaires doivent guider et assister **les Volontaires** des forces armées dans le but du rétablissement du pays par la création des **Tribunaux Populaires**.

- **Les prisonniers seront tous soumis à enquête**, dépouillés de leurs biens propres et assimilés, dépouillés de l'argent qu'ils ont volé afin que celui-ci soit redistribué au peuple légitime et souverain. Ils seront traduit devant les **Tribunaux Populaires**, il n'y aura aucun pardon pour les pédophiles et leurs complices, la potence les attend.

- **Ceux qui décideraient de ne pas oeuvrer** dans le sens du peuple se rendront automatiquement coupable de collaboration comme les criminels contre l'humanité et seront traités en tant que tel.

- **Et si vous pensez que ce n'est pas votre « boulot »** : vous êtes de facto un criminel contre l'humanité, un traître à la nation, un justiciable parmi les autres et aucun traitement de faveur ne vous sera octroyé, peu importe votre ancienneté, votre grade ou vos responsabilités dans l'ancien système forclos.

- **Dans ce monde ou personne n'est innocent**, nul ne se soustraira à la vindicte populaire des être-vifs et conscients : votre inconscience est votre propre ennemi et si vous ne le vainquez pas, le peuple conscient se protégera de vous, manu militari au besoin.

- **L'opération** une fois démarrée ne s'arrêtera qu'une fois le monde en paix, avec ou sans vous : il en va de l'avenir de nos enfants et potentiellement de notre retour ici-bas. A ce titre, la cohésion nationale nous impose à tous d'en terminer pour de bon avec les criminels, y compris ceux qui œuvrent dans VOS RANGS ! Il vous est ordonné d'y faire le ménage par vos propres moyens avant que le peuple s'en charge.

- **Il vous est ordonné des vous rallier au peuple** lorsque celui-ci viendra dans vos casernes déclencher l'opération de reprise ; et dans l'attente, il vous est ordonné de cesser toute « opération » contre le peuple sans quoi vous serez responsable à titre personnel des crimes commis à notre encontre ; et de facto, vous l'êtes déjà !

- **Pour rappel : vous êtes déjà tous criminels et complices** tant que vous n'avez pas prouvé votre innocence (ce qui est impossible) ; « *j'ai suivi les ordres...* » n'a jamais innocenté personne : depuis la forclusion de 2012, nous sommes tous responsables personnellement de nos actes et aucun franc-maçon ne couvrira vos agissements criminels : ils seront tous en prison, à minima. Le syndrome du larchin n'est pas une excuse non-plus.

- **Les Volontaires se distinguent par leur élégance et leur éloquence** en matière de droit et d'intégrité : ils sont les garants du nouveau paradigme bienveillant : en tuer un seul conduirait le monde dans le chaos total. Ils sont issus des classes « civiles » la connaissance et la paix les habitent, et c'est avec ces qualités qu'ils guideront les forces armées dans leur mission d'éradication du système esclavagiste et de ses agents.

- **Voulez-vous porter la responsabilité de la perte de milliards de vies humaines** que vous assassinez tous les jours par votre ignorance, votre inconscience et votre servitude aux judo-pédo-satano-maçonnerie ?

Si tel est le cas, la corde sera votre avenir, mais soyez sûr qu'avant votre dernière cravate, les Tribunaux Populaires auront pris soin de vous mettre face à vos crimes contre l'humanité afin que tous se souviennent que l'asservissement et la corruption sont les fondements de tous les crimes perpétrés ici bas. Votre nom sera effacé de l'histoire humaine et rien de ce que vous croyez avoir ne vous suivra dans l'autre monde de toute façon.

- **Vous n'êtes pas Volontaires par choix mais par DEVOIR !** Sinon regardez vos enfants et soyez franc avec eux, dites-leur tous vos crimes et assumez qu'ils vous haïssent et vous maudissent pour l'éternité car c'est déjà votre faute si ces derniers vont contre notre nature à tous, dans la transidentité imposé par les criminels avec qui vous collaborez.

Si cet appel résonne en vous, affranchissez-vous du 6ème commandement et préparez-vous à agir, si ce n'est pas le cas, allez vous pendre, nous gagnerons tous du temps.

Aux Armes, Volontaires !

Ou acceptez, par lâcheté, d'être des esclaves et d'échouer dans votre mission à rendre ce monde meilleur, et ainsi revenir encore et toujours sur la Terre de vos enfants que vous avez trahis, et à en payer le prix !

« Revêtez-vous de l'armure de Dieu afin de pouvoir tenir ferme contre toutes les ruses du diable.


Car nous n'avons pas à lutter contre des êtres de chair et de sang, mais contre des puissances, contre des autorités, contre les pouvoirs de ce monde des ténèbres, et contre les esprits du mal dans le monde céleste ».

Éphésiens chapitre 6 versets 11 et 12.

Maman d'une petite fille qui s'appelle Lidiya Mathieu
Enlevée le 18 janvier 2021 au tribunal judiciaire de
Montpellier par ordonnance! Où je me suis faite piéger
avec ma fille !!! Depuis 3 ans je me bats pour Ma
gamine!!! Depuis 3 ans je vois pas ma fille juste
quelques fois au téléphone où en visite médiatisée
jusqu'au jour où Lidiya m'a dénoncée subir des choses
grave !!!!! Fait avoué par ordonnance 2022 extrait
d'audition inquiétante de Lidiya * Éparpillés **LITER**
psychiquement son regard est vide * Elle peut pleurer
mais de manière décalée par rapport à ses propos elle
indique se sentir mal dans son lieu de placement elle
indique vouloir ne jamais avoir existé * Semble
déterminée à se jeter dans le vide * extrait des tortures
subies sur une petite fille de 12 ans privé de justice de
sa patrie
Ma fille crie son désespoir en étant passée à l'acte.
D'où son hospitalisation depuis septembre 2023 en
secret.....
Mobilisons-nous pour notre petite héroïne Lidiya enfant
martyr.

**MOBILISONS-NOUS POUR LA FRANCE
ET NOS ENFANTS !**

Rejoignez notre tik tok pour nous aidez et
assister a l'actualité sur [@jeuissinda343](#)

 [@linda.ben2](#) / [@hinda.maman](#)

Ne pas jeter sur la voie publique





Hinda maman de 3 enfants se bat comme une lionne pour récupérer ses enfants confiés au père pédophile par l'ASE, elle cumule plus de 10 gardes à vue au moment où j'écris ce livre !!! Hinda ne se mobilise pas seulement pour elle et ses enfants mais pour faire connaître l'immonde réalité des réseaux liés à l'Aide Sociale à l'enfance.



Je prend donc à témoin toute personne compétente dépositaire de l'autorité publique - puisque pour le moment rien n'a marché - afin que soit diligentée dans les meilleurs délais une action en justice pour confondre toutes les personnes s'étant rendue coupables, et se rendant coupables à l'heure actuelle dans cette affaire, directement et indirectement des infractions suivantes ;

- Abus de pouvoir
- dénis de justice
- entrave à la manifestation de la vérité
- omission de porter secours à personne mineure en danger
- violation de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la Charte des Libertés Fondamentales
- participation à une organisation criminelle
- corruption active
- corruption passive

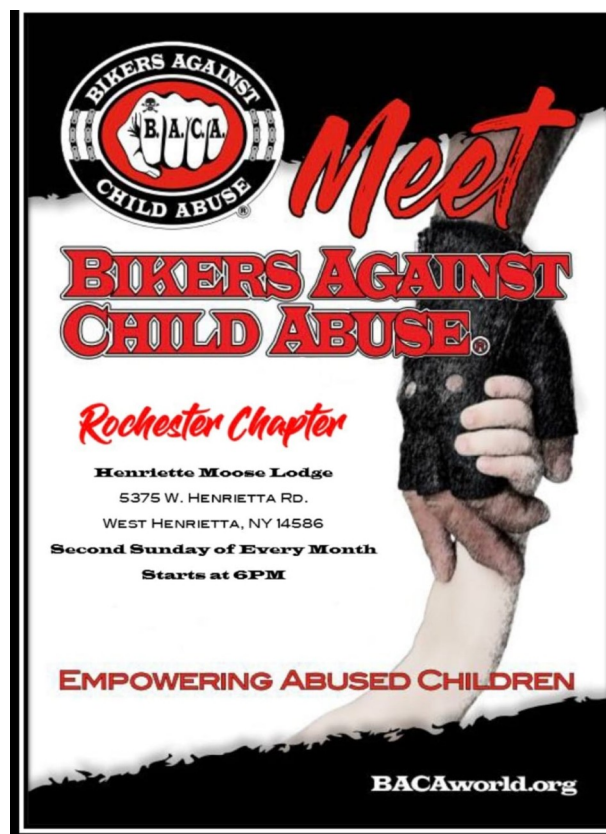
et désigne implicitement l'ensemble des gendarmes et magistrats dépendant de la cour d'appel de MONTPELLIER qui ont joué un quelconque rôle dans cette affaire, et dont j'ai cité les noms.

Je demande à toutes les personnes informées par la présente, et soucieuses d'œuvrer au nom de la Justice, de se manifester pour cette occasion, et de réunir un maximum de monde autour de cet enfant, qui réclame justice - PJ 27 ; lettre à François - ; et je fais ici appel à tous les représentants d'associations non vendues, et à toutes les victimes de ce type de violences judiciaires, afin de se ranger à mes côtés dans ce combat contre l'ignominie faites aux enfants du Peuple Français, et des autres pays !

Face aux horreurs en question, une fois que l'on sait, il n'existe que deux camps qui ne laisse pas de place pour celui de la neutralité, si prisé par les laches ; le camp des traîtres, des vendus et des complices, et celui de l'honneur et du devoir citoyen : alors, maintenant que vous savez, messieurs les membres des forces de l'ordre, choisissez !

SOS ma fille est détenue par le réseau Montpellier





Des rassemblements de motards contre la pédocriminalité aux USA...

**Rassemblement contre
l'injustice, demain
samedi 12 avril 2025 à
14:30 place Estienne
d'Orves, 75009 Paris**



Hinda et Livia en pleine action devant le commissariat de Bobigny.

Et c'est une femme sans enfant qui vous le dit. Ces gens sont complètement barrés. Lesbien raisonnable de donner du crédit à leurs délires ? ...



Brèves de presse @Brevesdepresse · 45 m



FLASH - Interrogée sur LCP, la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth #Borne, a déclaré que les élèves doivent commencer à réfléchir à leur orientation professionnelle « dès la maternelle ». (LCP)



Ces nuisibles doivent être mis hors d'état de nuire ! Nous sommes gouvernés par des tarés !!!

Jusqu'à quand allons nous supporter ces ignobles créatures ?

Pendant que des milliers de parents défendent leurs enfants avec ardeur en manifestant leur colère dans les rues des grandes villes, ces corrompus pervers se moquent de ces familles en les faisant interner abusivement dans des hôpitaux psychiatriques où les mamans sont en plus droguées et violées par du personnel soignant ! Et ça c'est factuel !

LE TRANSGENRISME

Revenons à un sujet brûlant qui se propage à vive allure sur les médias alternatifs et mainstream soit les cours d'éducation à la sexualité dans les écoles et ceci dès l'âge de 3 ans :

devenir un autre, dans un corps transformé !

A savoir que dans l'éducation de nos chers bambins ils seront affranchis de l'avis de leur parents dès l'âge de 16 ans pour transiter vers le sexe opposé celui que la nature ne leur a pas offert à la naissance. Tous les frais inhérents à ces opérations seront pris en charge par la sécurité sociale. Tous les êtres humains se sentant mal dans un corps qu'ils pensent ne pas leur convenir sont libres de leur choix mais que ce ne soit pas l'état qui incitent ces personnes dès leur plus jeune âge à subir des transformations sur lesquelles ils ne pourront plus jamais revenir ! Que l'état ne se mêle pas de ce qui ne le regarde pas !!!

Nous avons atteint un degré d'imbécilité jamais vu jusqu'ici ou alors c'est que l'on nous a suffisamment occupés par ailleurs pour ne pas nous donner la possibilité de voir clair !

Texte source du média GPTV du jeudi 17 avril 2025 :

Géopolitique profonde

« Dans un climat politique tendu où les repères biologiques sont sans cesse remis en question, le Royaume-Uni vient de frapper fort. La Cour suprême britannique a tranché : dans la loi, une femme est une personne de sexe féminin à la naissance. Ni sentiment, ni auto-identification, ni certificat de genre ne peuvent désormais redéfinir cette réalité biologique. Cette décision marque un tournant majeur dans la bataille idéologique entre féminisme classique et militantisme transgenre.

En refusant d'intégrer les femmes transgenres dans la définition légale de la femme, même en possession d'un certificat de reconnaissance de genre, les juges britanniques remettent les pendules à l'heure. L'égalité des sexes ne peut s'appuyer que sur des fondations stables : le sexe biologique. Une affirmation juridique forte, qui va bien au-delà du Royaume-Uni. Ce verdict fait exploser les dogmes importés des États-Unis, largement relayés en Europe par les ONG, les institutions culturelles et les milieux médiatiques progressistes.

Cette clarification de la loi sur l'égalité vient appuyer un féminisme rationnel, soucieux de défendre les droits des femmes réelles. Finies les ambiguïtés juridiques qui permettaient à des hommes biologiques de s'infiltrer dans les compétitions sportives féminines, les refuges pour femmes battues ou les quotas de parité dans les conseils d'administration. Le droit retrouve une boussole claire, fondée sur la biologie, et non sur l'idéologie.

Alors que la France persiste à promouvoir une vision floue du genre à travers l'éducation, les médias et les politiques publiques, le Royaume-Uni trace une nouvelle voie. L'Europe pourrait bien suivre. Ce n'est plus seulement une question juridique, mais une question de civilisation.

Ce que la Cour suprême britannique vient d'imposer en droit, la France n'ose même plus

l'évoquer à voix haute... Écoutez ce que pense Nicolas Stoquer en direct sur GPTV, vous ne verrez plus jamais les JO ou l'Eurovision de la même façon » .



La Haute Autorité de Santé veut un accès gratuit à la transition de genre pour tous, à partir de 16 ans

Selon [lefigaro.fr](https://www.lefigaro.fr), la Haute Autorité de Santé (HAS) propose un projet de recommandations controversé sur la transition de genre, visant à créer une forme de service public dédié. Ces mesures incluent un parcours de transition gratuit et personnalisé pour les personnes trans, intégrant des traitements hormonaux, des chirurgies de réassignation, et un accompagnement psychologique, tout en excluant l'évaluation psychiatrique. Les mineurs de 16 à 18 ans pourraient accéder à certaines interventions, et les parents opposés risqueraient une perte partielle ou totale de leur autorité parentale.

Le projet, aligné sur les revendications transactivistes, recommande également de financer et intégrer des associations trans dans les réseaux de soins. Ces orientations vont à l'encontre des approches prudentes adoptées par d'autres pays européens comme la Suède ou le Royaume-Uni. De nombreuses recommandations reposent sur des « accords d'experts » plutôt que sur des preuves scientifiques solides, alimentant les critiques sur le manque de recul et la méthodologie utilisée.

Ce projet suscite des inquiétudes, notamment sur la prise en charge des mineurs et l'absence d'évaluation des regrets liés aux transitions. La transparence du comité d'experts ayant rédigé ces recommandations est également remise en question.

Un cri dans l'obscurité,

C'est à travers les récits de Linda que j'ai découvert sa fille adorée Lidiya qui lui a été odieusement volée par l'Aide Sociale à l'enfance, cet organisme sensé protéger les enfants en danger dans des familles désunies où règnent violence, drogue, alcool, incestes, etc...

A travers son enquête à la recherche de sa fille j'ai découvert un monde parallèle que je soupçonnais à peine. Je savais qu'il y avait des organismes non réputés pour apporter le bonheur aux enfants placés mais je n'imaginais pas ce que j'allais découvrir.

L'immondice de ce monde m'a frappée en plein visage, le pire qu'un enfant puisse subir je le découvrais plus clair, plus précis au fur et à mesure de notre collaboration dans l'écriture de ce livre qui se veut un outil percutant afin d'ouvrir les yeux des aveugles et des sourds, et du déni devant l'ampleur de ce problème international.

Les organismes et associations qui se vantent de prendre le relais des parents défaillants devraient être irréprochables car ils montrent des aspects absolument infectes de la vie d'un très grand nombre d'enfants placés abusivement à l'aide sociale à l'enfance. Des enfants vivant en foyer dans des conditions déplorables dont nous vous avons décrit les dérives avec des actes qu'aucun enfant au monde ne devrait subir.

De même beaucoup sont placés dans des familles d'accueil, certains tombent dans de bonnes familles, d'autres vivent pire que dans leur propre foyer.

Tant d'enfants sont placés abusivement, subissent 10 fois pires de sévices dans ces organismes du diable, et finissent dans des réseaux de prostitution entre les mains de pédocriminels.

L'enfant est une pépite dont nous devons prendre grand soin il est l'avenir de l'humanité et doit donc être amené à son âge adulte dans l'amour avec une éducation lui apportant les valeurs de la vie en société. J'ai découvert le pire qui soit en aidant Linda. J'avais déjà conscience de l'immoralité de la nature humaine mais là je dois dire que j'ai vu l'enfer, le pire que l'humain puisse commettre sur un enfant innocent.

Linda a cherché, fouillé des heures durant afin de vous rassembler dans ce modeste ouvrage une bien petite partie des atrocités que subissent les enfants, les oubliés, les parias, ceux qui transitent par les réseaux pédocriminels et qu'on ne revoit jamais. Ils sont incroyablement plus nombreux que tout ce qu'on peut imaginer.

Je ne peux que vous inviter à réagir, ne restez pas impassible, insensible à leur détresse que les plus diaboliques massacrent par perversité, cupidité, amour de l'argent et de la puissance écrasant tout sur leur passage. Les pédocriminels ne sont pas toujours ceux que l'on croient, ouvrez les yeux et sachez voir ce qui est bien caché car ceux là vous font de grands sourires et de belles promesses mais derrière ce masque se cache le visage de Satan.

Soyons unis, pour changer ce monde, ce changement devra passer par la délivrance des enfants quelque soit l'ethnie, la religion, le pays, un enfant est unique et doit être protégé alors agissons parce qu'il est temps le moment est venu !

Une volontaire, une amie !

DÉNONÇONS CE FLEAU



NON au kidnapping institutionnel
NON à la pédocriminalité en réseau

lindabendi6@gmail.com

OU EST LIDIYA ?

© KtyCatCreation

Que cet ouvrage puisse me permettre de vous faire réagir je vous en supplie au nom de tous les enfants du monde happés par l'obscurité d'un monde qui ne leur est pas destiné.

Que l'amour de tous les gens de bien illumine ces enfants et les fasse sortir des ténèbres dans lesquelles les ont plongés d'ignobles personnes pour la perversion, le profit et d'immondes actes qu'ils ne devraient jamais connaître !

Partagez le plus possible cet ouvrage autour de vous, que chacun connaisse enfin cette vague de vérité !



OU EST LIDIYA ?

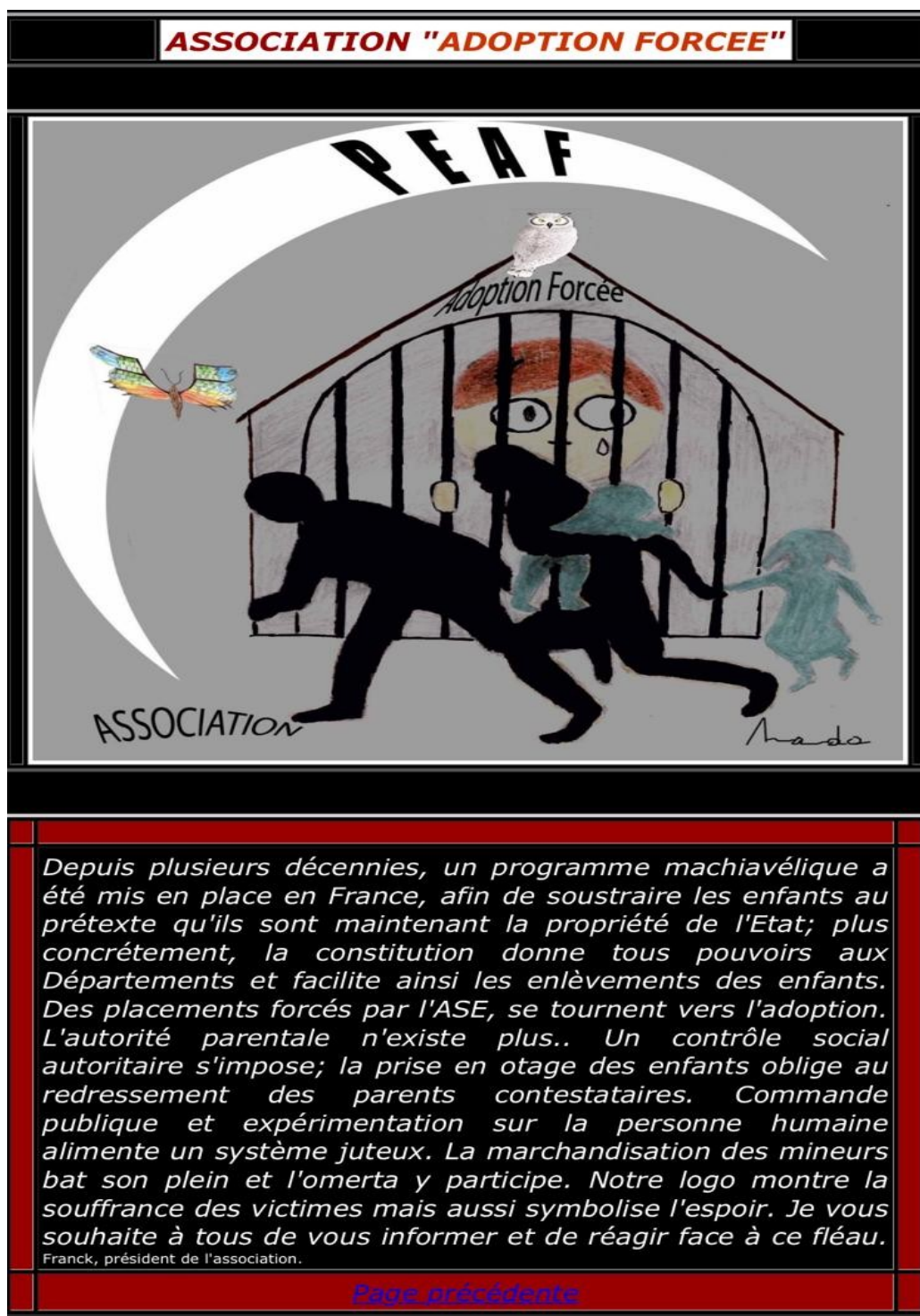
*Au moment où j'écris ce livre notre meilleure amie Hinda a été
incarcérée à la prison de Fleury Mérogis !
Les juges n'aiment pas entendre la vérité !*

Mais elle arrive...

APOCALYPSE 6:13

*Et les étoiles du ciel sont tombées sur la terre, comme lorsqu'un figuier
secoué par un grand vent laisse tomber ses figes encore vertes.*





Logo de l'association : ADOPTION FORCÉE

créée par un Policier Judiciaire mobilisé dans l'aide au famille subissant un enlèvement d'enfant pour un placement abusif.

Contact sur site police-justcorrompue.net

AUX VOLONTAIRES

Il existe des pères et des mères incorruptibles et incroyablement solides qui continueront à se battre quoiqu'il arrive. J'en connais une, elle s'appelle Linda Bendi et elle m'a demandé de l'aide en rapport à sa fille Lydia qui lui a été enlevé en 2021 ; c'est la raison pour laquelle cette enquête est entre vos mains : Elle représente la souffrance de plus de 650 000 enfants mis en danger de mort par la république pédo-satano-maçonnique et d'autant de familles françaises et étrangères sur notre sol et ailleurs.

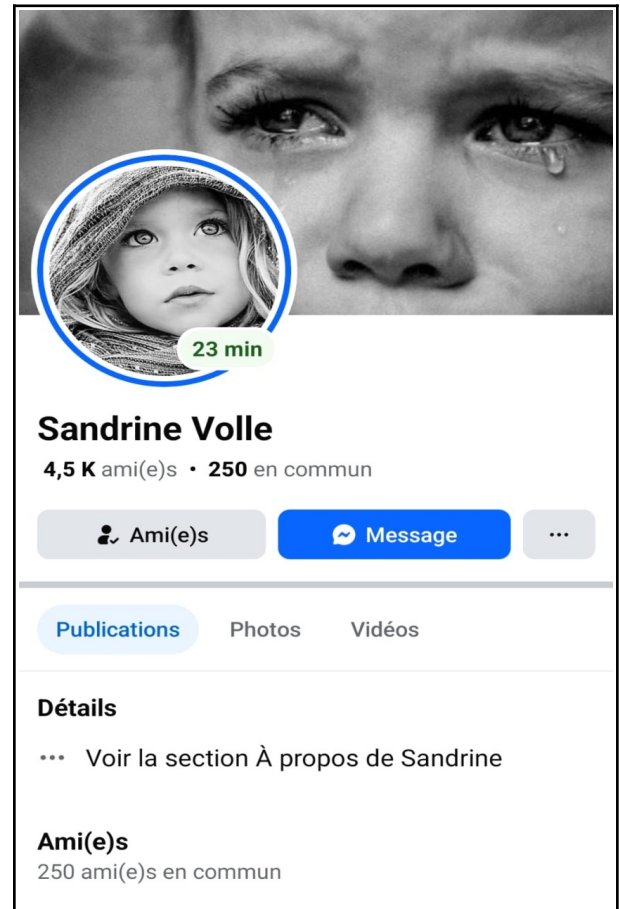
Vous, parents, regardez vos enfants ; promettez-leurs que l'avenir sera beau pour eux. Ne leur mentez pas, ne trichez pas, ne vous fourvoyez pas et **agissez pour tenir votre promesse**. S'il y a une voie de Salut à emprunter, c'est uniquement celle-ci. Faites rédemption de vos péchés, tournez-vous vers la Justesse afin qu'elle guide vos actes, **affranchissez-vous des codes imposés par les esclavagistes pédophiles** de ce monde immonde et rejoignons-nous tous ensemble dans un élan de courage et de détermination afin d'en finir avec ce cycle maudit d'involution : ce n'est pas une révolution dont il s'agit, non : je vous parle de **créer un monde nouveau**, sans toutes les horreurs que nous avons subit depuis des générations, un monde où **chacun pourra être fière** de faire parti des descendants de ceux qui ont bouté le mal hors de **notre Terre** et ainsi remis l'humanité, la vraie, au centre de toutes les attentions.

Et moi dans tout cela ? Je ne suis que de passage.
Et dans cette vie qui m'est offerte, j'attends les Volontaires ;
Car c'est dans l'unicité que nous retrouverons la Liberté
Et que nous pourrons transmettre un monde meilleur aux futures générations.

Pour rappel, les Volontaires sont tous ceux qui ont signé des engagements à défendre la France et par-dessus tout la vie de ceux qu'ils aiment. Trahir cet engagement est une trahison envers l'humanité, la nation mais aussi envers soi-même.
Et laisser les criminels au pouvoir est la trahison primordiale.

Où sont les Volontaires ?

SANDRINE VOLLE



Entre Facebook et YouTube la vidéo a été vue plus de 40000 fois.

Un grand et gros merci à tous

« À ce jour, le Maire de Tence (43190) où je fais la grève de la faim m'évite et sort par derrière et non pas par la porte principale.

Le responsable administratif et financier du puy en velay, n'a peut être pas pris connaissance de ma grève de la faim où fait-il semblant ???

Jean-Philippe Labreze sera là samedi matin afin d'essayer de faire bouger les choses.

Merci encore à tous pour vos partages et tous vos soutiens.

Mes prestations sociales m'ont été enlevées pour me faire taire, afin que je ne monte pas cette association, que je perde mon logement et pour que je ne puisse plus prétendre récupérer ma fille.

Je ne veux pas continuer à vivre dans un pays où les lois et les droits ne sont pas respectés.

À savoir:

Par décret du Président de la République en date du 22 janvier 2025,

COUR D'APPEL DE RIOM

Tribunal judiciaire du Puy-en-Velay

Mme Anne-Cécile GUIGNARD, juge, est, à compter du 9 mars 2025, déchargée des fonctions de juge des enfants

Oui au vu de son éthique et de sa morale c'est mieux qu'elle soit déchargée.

ÉCRIT DE Ernest Pardo

LETTRE OUVERTE conçue pour être publiée sur un blog, les réseaux sociaux, ou envoyée à des médias, au maire ou au conseil départemental du puy en velay

Lettre ouverte contre le placement abusif d'une enfant séparée de sa mère aimante

À vous qui prétendez protéger l'enfance,

À vous qui signez des décisions derrière des bureaux,

À vous qui oubliez que l'amour d'une mère n'est ni remplaçable, ni négligeable,

Je vous écris aujourd'hui pour dénoncer une injustice sourde, masquée, institutionnalisée : depuis sept ans, une petite fille vit éloignée de sa mère, sans raison valable, sans danger avéré, sans respect pour ses droits fondamentaux.

En sept années de vie, elle n'a pu voir sa mère que 13h 45 heures. Moins de 2 heures par an. Moins que ce qu'un détenu voit sa famille en prison. Ce n'est pas une fiction, ce n'est pas une erreur passagère : c'est une violence institutionnelle prolongée, organisée, tolérée.

On parlera d'un "placement éducatif", d'une "mesure provisoire", d'une "décision de protection"... Mais les mots ne peuvent couvrir le silence d'un enfant privé de sa mère, ni le cri intérieur d'une femme qu'on a dépossédée de son rôle, de son amour, de son quotidien.

Ce placement ne repose sur aucun acte de maltraitance, aucune négligence grave, aucun danger réel. Seulement sur des jugements de valeur, des interprétations subjectives, et une logique de contrôle plutôt que de soutien.

Où est la justice quand elle devient cécité volontaire ?

Où est la bienveillance quand elle efface les liens d'attachement fondamentaux ?

Où est la loi quand elle oublie le principe de proportionnalité et l'intérêt supérieur de l'enfant, pourtant au cœur de tous les textes internationaux ?

Aujourd'hui pour combler le tout, elle s'est vu priver de logement car suspendu de ses prestations sociales en mai 2022. Encore un moyen de la faire taire et de ne plus avoir la possibilité de récupérer sa fille.

Je demande, au nom de cette mère Sandrine VOLLE et de tant d'autres, que l'on reconnaisse ce placement comme abusif ainsi que sa précarité abusive, que l'on réexamine les faits en toute transparence, et que l'on rende à MARINE, sa fille, le droit d'aimer et d'être aimée par sa mère.

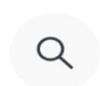
Car la vraie maltraitance, ici, ce n'est pas la mère. C'est le système Collectif de soutien.

Source : https://www.leveil.fr/puy-en-velay-43000/faits-divers/privée-de-sa-fille-pour-noël-elle-était-en-greve-de-la-faim-pendant-trois-jours-sur-le-breuil-au-puy-en-velay_13094706/

Source : <https://www.facebook.com/share/r/19GESMTe2A/>



l'éveil
DE LA HAUTE-LOIRE



Privée de sa fille pour Noël, elle était en grève de la faim pendant trois jours sur le Breuil au Puy-en-Velay

Une femme a fait une grève de la faim de samedi à lundi sur la place du Breuil, au Puy-en-Velay. Elle protestait contre une décision de justice qui la prive de voir sa fille pendant trois mois à quelques jours de Noël. Elle a stoppé sa grève de la faim lundi après-midi après une entrevue avec le président du Département.

Publié le 27 décembre 2018 à 11h13



